

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

TOME 91.

N° 8-9

AOUT-SEPTEMBRE 1904

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

Conventions de la Haye sur le Droit International Privé.

(12 juin 1902) (1-2)

I

CONVENTION POUR RÉGLER LA TUTELLE DES MINEURS (3)

Le Président de la République française; S. M. l'empereur d'Allemagne.

(1) Cf. Actes de la III^e conférence de La Haye pour le droit international privé, dans *Archives Diplomatiques*, tome LXXV, p. 67 et suiv.

Les conférences de La Haye qui ont abouti à la mise en vigueur des Traités ci-dessus, ont fait l'objet d'une série d'études en différents pays. V. notamment :

ASSER. *La Codification du Droit international privé* (Revue de Droit international, 1893, p. 21-548 et 1894, p. 319-377). Cf. du même. *La Convention de La Haye* du 14 novembre 1896, La Haye 1901 et Bibliographie à la page IX et X.

LAINÉ. Dans le *Journal de Droit international*, 1894, p. 5, 236; 1895, p. 465, 734; 1901, p. 231, 918; ces remarquables études ont été éditées à part.

D^r F. MEILL. *Der erste europäische Staaten-Congress über internationale Privatrecht*, Wien, 1894.

D^r F. MEILL. *Das internationale Privatrecht und die Staatenkonferenzen in Haag* Zurich, 1900.

LOUIS RENAULT. *Les Conventions de La Haye (1896 et 1902) sur le Droit International Privé*, Paris 1903. Cf., aussi études dans *Annales de l'Ecole libre des Sciences Politiques*, 1894, n° 3.

PIERRE REGNAULT. *Le mariage, la séparation de corps et le divorce en droit international*, Thèse, Paris, 1903.

(2) Les Etats suivants avaient déposé au 1^{er} juin 1904, les ratifications au Ministère royal des Affaires Etrangères à La Haye : *Allemagne, Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas, Roumanie, Suède*.

Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé lesdites conventions, elles ont été promulguées en France par le décret en date du 17 juin 1904, *Journal officiel* du 26 juin, p. 3706 et suiv.

Nous donnerons dans la suite, les divers travaux parlementaires dont ces conventions ont fait l'objet, tant en France qu'à l'étranger, ainsi que la date de leur promulgation dans les différents pays.

(3) En plus des Etats mentionnés ci-dessus, à la note 2, l'Espagne a déposé, conformément l'article 10 de ladite convention, l'instrument des ratifications à La Haye, le 30 juin 1904.

roi de Prusse, au nom de l'empire allemand; S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., etc., et roi apostolique de Hongrie; S. M. le roi des Belges; S. M. le roi d'Espagne; S. M. le roi d'Italie; S. A. R. le grand-duc de Luxembourg, duc de Nassau; S. M. la reine des Pays-Bas; S. M. le roi de Portugal et des Algarves, etc., etc.; S. M. le roi de Roumanie; S. M. le roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède, et le Conseil fédéral de Suisse :

Désirant établir des dispositions communes pour régler la tutelle des mineurs,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française :

M. de Monbel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française près S. M. la reine des Pays-Bas;

M. Louis Renault, professeur de droit international à l'Université de Paris, jurisconsulte du ministère des affaires étrangères.

S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'empire allemand :

M. le comte de Pourtalès, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la reine des Pays-Bas;

M. le docteur Hermann Dungs, son conseiller supérieur intime de la régence;

M. le docteur Johannes Kriege, son conseiller intime de légation.

S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., etc., et roi apostolique de Hongrie :

M. Okolicsanyi d'Okolicsna, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la reine des Pays-Bas;

S. M. le roi des Belges :

M. le comte de Grelle Rogier, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la reine des Pays-Bas;

M. Alfred van den Bulcke, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, directeur général au ministère des affaires étrangères.

S. M. le roi d'Espagne :

M. Carlos Crespi de Valldanza y Fortuny, son chargé d'affaires intérimaire à La Haye.

S. M. le roi d'Italie :

M. Salvatore Tugini, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la reine des Pays-Bas.

S. A. R. le grand-duc de Luxembourg, duc de Nassau :

M. le comte de Villers, son chargé d'affaires à Berlin.

S. M. la reine des Pays-Bas :

M. le baron R. Melvil de Lynden, son ministre des affaires étrangères;

M. J.-A. Loeff, son ministre de la justice;

M. T.-M.-C. Asser, membre du Conseil d'État, président de la Commis-

sion royale pour le droit international privé, président des Conférences de droit international privé.

S. M. le roi de Portugal et des Algarves, etc. :

M. le comte de Sélir, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la reine des Pays-Bas.

S. M. le roi de Roumanie :

M. Jean N. Papiniu, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la reine des Pays-Bas.

S. M. le roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède :

M. le comte Wrangel, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la reine des Pays-Bas.

Le Conseil fédéral suisse :

M. Ferdinand Koch, vice-consul de la Confédération suisse à Rotterdam.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — La tutelle d'un mineur est réglée par sa loi nationale.

ART. 2. — Si la loi nationale n'organise pas la tutelle dans le pays du mineur en vue du cas où celui-ci aurait sa résidence habituelle à l'étranger, l'agent diplomatique ou consulaire autorisé par l'Etat dont le mineur est le ressortissant pourra y pourvoir, conformément à la loi de cet Etat, si l'Etat de la résidence habituelle du mineur ne s'y oppose pas.

ART. 3. — Toutefois, la tutelle du mineur ayant sa résidence habituelle à l'étranger s'établit et s'exerce conformément à la loi du lieu, si elle n'est pas ou si elle ne peut pas être constituée conformément aux dispositions de l'article premier ou de l'article 2.

ART. 4. — L'existence de la tutelle, établie conformément à la disposition de l'article 3, n'empêche pas de constituer une nouvelle tutelle par application de l'article premier ou de l'article 2.

Il sera, le plus tôt possible, donné information de ce fait au gouvernement de l'Etat où la tutelle a d'abord été organisée. Ce gouvernement en informera soit l'autorité qui aurait institué la tutelle, soit, si une telle autorité n'existe pas, le tuteur lui-même.

La législation de l'Etat où l'ancienne tutelle était organisée décide à quel moment cette tutelle cesse dans le cas prévu par le présent article.

ART. 5. — Dans tous les cas, la tutelle s'ouvre et prend fin aux époques et pour les causes déterminées par la loi nationale du mineur.

ART. 6. — L'administration tutélaire s'étend à la personne et à l'ensemble des biens du mineur, quel que soit le lieu de leur situation.

Cette règle peut recevoir exception quant aux immeubles placés par la loi de leur situation sous un régime foncier spécial.

ART. 7. — En attendant l'organisation de la tutelle, ainsi que dans tous

les cas d'urgence, les mesures nécessaires pour la protection de la personne et des intérêts d'un mineur étranger pourront être prises par les autorités locales.

ART. 8. — Les autorités d'un Etat sur le territoire duquel se trouvera un mineur étranger, dont il importera d'établir la tutelle, informeront de cette situation, dès qu'elle leur sera connue, les autorités de l'Etat dont le mineur est le ressortissant.

Les autorités ainsi informées feront connaître le plus tôt possible aux autorités qui auront donné l'avis, si la tutelle a été ou si elle sera établie.

ART. 9. — La présente convention ne s'applique qu'à la tutelle des mineurs ressortissant d'un des Etats contractants, qui ont leur résidence habituelle sur le territoire d'un de ces Etats.

Toutefois, les articles 7 et 8 de la présente convention s'appliquent à tous les mineurs ressortissant des Etats contractants.

ART. 10. — La présente convention, qui ne s'applique qu'aux territoires européens des Etats contractants, sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à La Haye dès que la majorité des hautes parties contractantes sera en mesure de le faire.

Il sera dressé de ce dépôt un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

ART. 11. — Les Etats non signataires qui ont été représentés à la troisième Confédération de droit international privé sont admis à adhérer purement et simplement à la présente convention.

L'Etat qui désire adhérer notifiera, au plus tard le 31 décembre 1904, son intention par un acte qui sera déposé dans les archives du gouvernement des Pays-Bas. Ce dernier en enverra une copie, certifiée conforme, par la voie diplomatique, à chacun des Etats contractants.

ART. 12. — La présente convention entrera en vigueur le sixième jour à partir du dépôt des ratifications ou de la date de la notification des adhésions.

ART. 13. — La présente convention aura une durée de cinq ans à partir de la date du dépôt des ratifications.

Ce terme commencera à courir de cette date, même pour les Etats qui auront fait le dépôt après cette date ou qui auraient adhéré plus tard.

La convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée au moins six mois avant l'expiration du terme visé aux alinéas précédents, au gouvernement des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres Etats contractants.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La convention restera exécutoire pour les autres Etats.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à La Haye, le 12 juin 1902, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats

qui ont été représentés à la troisième Conférence de droit international privé.

Pour la France :

(L. S.) Signé : MONBEL.

(L. S.) Signé : L. RENAULT.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) Signé : E. POURTALÈS.

(L. S.) Signé : DUNGS.

(L. S.) Signé : KRIEGER.

Pour l'Autriche et la Hongrie :

Le Ministre d'Autriche-Hongrie,

(L. S.) Signé : OKOLICSANYI D'OKOLICSNA.

Pour la Belgique :

(L. S.) Signé : Comte DE GRELEE ROGIER.

(L. S.) Signé : ALFRED VAN DEN BULCKE.

Pour l'Espagne :

(L. S.) Signé : CARLOS CRESPI DE VALLDANZA Y FORTUNY.

Pour l'Italie :

(L. S.) Signé : TUGINI.

Pour le Luxembourg :

(L. S.) Signé : Comte DE VILLERS.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) Signé : Baron MELVYL DE LYNDEN.

(L. S.) Signé : J.-A. LOEFF.

(L. S.) Signé : T.-M.-ASSER.

Pour le Portugal :

(L. S.) Signé : Comte DE SÉLIR.

Pour la Roumanie :

(L. S.) Signé : J.-N. PAPINIU.

Pour la Suède :

(L. S.) Signé : Comte WRANGEL.

Pour la Suisse :

(L. S.) Signé : F. KOCH JR.

II

CONVENTION POUR RÉGLER LES CONFLITS EN MATIÈRE DE MARIAGE

Le Président de la République Française ; S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'empire allemand ; S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., etc., et roi apostolique de Hongrie ; S. M. le roi des Belges ; S. M. le roi d'Espagne ; S. M. le roi d'Italie ; S. A. R. le grand-duc de Luxembourg, duc de Nassau ; S. M. la reine des Pays-Bas ; S. M. le roi de Portugal et des Algarves, etc., etc. ; S. M. le roi de Roumanie ; S. M. le roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède ; et le Conseil fédéral suisse,

Désirant établir des dispositions communes pour régler les conflits de lois concernant les conditions pour la validité du mariage,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française :

M. de Monbel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française près S. M. la reine des Pays-Bas ;

M. Louis Renault, professeur de droit international à l'Université de Paris, jurisconsulte du ministère des affaires étrangères.

S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'empire allemand :

M. le comte de Pourtalès, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la reine des Pays-Bas ;

M. le docteur Hermann Dungs, son conseiller supérieur intime de régence ;

M. le docteur Johannes Kriege, son conseiller intime de légation.

S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., etc., et roi apostolique de Hongrie :

M. Okolicsanyi d'Okolicsna, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la reine des Pays-Bas ;

S. M. le roi des Belges :

M. le comte de Grelle Rogier, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la reine des Pays-Bas ;

M. Alfred van den Bulcke, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, directeur général au ministère des affaires étrangères.

S. M. le roi d'Espagne :

M. Carlos Crespi de Valldanza y Fortuny, son chargé d'affaires intérimaire à La Haye.

S. M. le roi d'Italie :

M. Salvatore Tugini, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la reine des Pays-Bas.

S. A. R. le grand-duc de Luxembourg, duc de Nassau :

M. le comte de Villers, son chargé d'affaires à Berlin.

S. M. la reine des Pays-Bas :

M. le baron R. Melvil de Lynden, son ministre des affaires étrangères ;

M. J.-A. Loeff, son ministre des affaires étrangères ;

M. T.-M.-C. Asser, membre du Conseil d'Etat, président de la Commission royale pour le droit international privé, président des Conférences de droit international privé.

S. M. le roi de Portugal et des Algarves, etc., etc. :

M. le comte de Sélir, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la reine des Pays-Bas.

S. M. le roi de Roumanie :

M. Jean N. Papiniu, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la reine des Pays-Bas.

S. M. le roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède :

M. le comte Wrangel, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la reine des Pays-Bas.

Et le Conseil fédéral suisse :

M. Ferdinand Koch, vice-consul de la Confédération suisse à Rotterdam.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Le droit de contracter mariage est réglé par la loi nationale de chacun des futurs époux, à moins qu'une disposition de cette loi ne se réfère expressément à une autre loi.

ART. 2. — La loi du lieu de la célébration peut interdire le mariage des étrangers qui serait contraire à ses dispositions concernant :

1° Les degrés de parenté ou d'alliance pour lesquels il y a une prohibition absolue;

2° La prohibition absolue de se marier, édictée contre les coupables de l'adultère à raison duquel le mariage de l'un d'eux a été dissous;

3° La prohibition absolue de se marier, édictée contre des personnes condamnées pour avoir, de concert, attenté à la vie du conjoint de l'une d'elles.

Le mariage célébré contrairement à une des prohibitions mentionnées ci-dessus ne sera pas frappé de nullité, pourvu qu'il soit valable d'après la loi indiquée par l'article premier.

Sous la réserve de l'application du premier alinéa de l'article 6 de la présente convention, aucun Etat contractant ne s'oblige à faire célébrer un mariage qui, à raison d'un mariage antérieur ou d'un obstacle d'ordre religieux, serait contraire à ses lois. La violation d'un empêchement de cette nature ne pourrait pas entraîner la nullité du mariage dans les pays autres que celui où le mariage a été célébré.

ART. 3. — La loi du lieu de la célébration peut permettre le mariage des étrangers, nonobstant les prohibitions de la loi indiquée par l'article premier, lorsque ces prohibitions sont exclusivement fondées sur des motifs d'ordre religieux.

Les autres Etats ont le droit de ne pas reconnaître comme valable le mariage célébré dans ces circonstances.

ART. 4. — Les étrangers doivent, pour se marier, établir qu'ils remplissent les conditions nécessaires d'après la loi indiquée par l'article premier.

Cette justification se fera soit par un certificat des agents diplomatiques ou consulaires autorisés par l'Etat dont les contractants sont les ressortissants, soit par tout autre mode de preuve, pourvu que les conventions internationales ou les autorités du pays de la célébration reconnaissent la justification comme suffisante.

ART. 5. — Sera reconnu partout comme valable, quant à la forme, le mariage célébré selon la loi du pays où il a eu lieu.

Il est, toutefois, entendu que les pays dont la législation exige une célébration religieuse pourront ne pas reconnaître comme valables les mariages contractés par leurs nationaux à l'étranger, sans que cette prescription ait été observée.

Les dispositions de la loi nationale, en matière de publications, devront être respectées; mais le défaut de ces publications ne pourra pas entraîner la nullité du mariage dans les pays autres que celui dont la loi aurait été violée.

Une copie authentique de l'acte de mariage sera transmise aux autorités du pays de chacun des époux.

ART. 6. — Sera reconnu partout comme valable, quant à la forme, le mariage célébré devant un agent diplomatique ou consulaire, conformément à sa législation, si aucune des parties contractantes n'est ressortissante de l'Etat où le mariage a été célébré et si cet Etat ne s'y oppose pas. Il ne peut pas s'y opposer quand il s'agit d'un mariage qui, à raison d'un mariage antérieur ou d'un obstacle d'ordre religieux, serait contraire à ses lois.

La réserve du second alinéa de l'article 5 est applicable aux mariages diplomatiques ou consulaires.

ART. 7. — Le mariage, nul quant à la forme dans le pays où il a été célébré, pourra néanmoins être reconnu comme valable dans les autres pays, si la forme prescrite par la loi nationale de chacune des parties a été observée.

ART. 8. — La présente convention ne s'applique qu'aux mariages célébrés sur le territoire des Etats contractants entre personnes dont une au moins est ressortissante d'un de ces Etats.

Aucun Etat ne s'oblige, par la présente convention, à appliquer une loi qui ne serait pas celle d'un Etat contractant.

ART. 9. — La présente convention, qui ne s'applique qu'aux territoires européens des Etats contractants, sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que la majorité des hautes parties contractantes sera en mesure de le faire.

Il sera dressé de ce dépôt un procès-verbal, dont une copie certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

ART. 10. — Les Etats non signataires qui ont été représentés à la troisième Conférence de droit international privé sont admis à adhérer purement et simplement à la présente convention.

L'Etat qui désire adhérer notifiera, au plus tard le 31 décembre 1904, son intention par un acte qui sera déposé aux archives du gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra une copie certifiée conforme, par la voie diplomatique, à chacun des Etats contractants.

ART. 11. — La présente convention entrera en vigueur le soixantième jour à partir du dépôt des ratifications ou de la date de la notification des adhésions.

ART. 12. — La présente convention aura une durée de cinq ans à partir de la date du dépôt des ratifications.

Ce terme commencera à courir de cette date, même pour les Etats qui auront fait le dépôt après cette date ou qui auraient adhéré plus tard.

La convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée, au moins six mois avant l'expiration du terme visé aux alinéas précédents, au gouvernement des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les Etats contractants.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La convention restera exécutoire pour les autres Etats.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à La Haye, le 12 juin 1902, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du gouvernement des Pays-Bas, et dont une copie certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats qui ont été représentés à la troisième Conférence de droit international privé.

Pour la France :

(L. S.) Signé : MONBEL.

(L. S.) Signé : L. RENAULT.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) Signé : F. POURTALÈS.

(L. S.) Signé : DUNGS.

(L. S.) Signé : KRIEGE.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie :

Le Ministre d'Autriche-Hongrie,

(L. S.) Signé : OKOLICSANYI D'OKOLICSNA.

Pour la Belgique :

(L. S.) Signé : Comte DE GRELLE ROGIER.

(L. S.) Signé : ALFRED VAN BEN BULCKE.

Pour l'Espagne :

(L. S.) Signé : CARLOS CRESPI DE VALLDANZA Y FORTUNY.

Pour l'Italie :

(L. S.) Signé : TUGINI.

Pour le Luxembourg :

(L. S.) Signé : Comte DE VILLERS.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) Signé : Baron MELVIL DE LYNDEN.

(L. S.) Signé : J.-A. LOEFF.

(L. S.) Signé : T.-M.-C. ASSER.

Pour le Portugal :

(L. S.) Signé : Comte DE SÉLIR.

Pour la Roumanie :

(L. S.) Signé : J.-N. PAPINIU.

Pour la Suède :

(L. S.) Signé : Comte WRANGEL.

Pour la Suisse :

(L. S.) Signé : F. KOCH JR.

III

CONVENTION POUR RÉGLER LES CONFLITS DE LOIS ET DE JURIDICTIONS
EN MATIÈRE DE DIVORCE ET DE SÉPARATION DE CORPS

Le Président de la République française; S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'empire allemand; S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., etc., et roi apostolique de Hongrie; S. M. le roi des Belges; S. M. le roi d'Espagne; S. M. le roi d'Italie; S. A. R. le grand-duc de Luxembourg, duc de Nassau; S. M. la reine des Pays-Bas; S. M. le roi de Portugal et des Algarves, etc., etc.; S. M. le roi de Roumanie; S. M. le roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède; et le Conseil fédéral suisse :

Désirant établir des dispositions communes pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française :

M. de Monbel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française près S. M. la reine des Pays-Bas;

M. Louis Renault, professeur de droit international à l'Université de Paris, jurisconsulte du ministère des affaires étrangères.

S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'empire allemand :

M. le comte de Pourtalès, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la reine des Pays-Bas;

M. le docteur Hermann Dungs, son conseiller supérieur intime de régence;

M. le docteur Johannes Kriege, son conseiller intime de légation.

S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc., etc., et roi apostolique de Hongrie :

M. Okolicsanyi d'Okolicsna, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la reine des Pays-Bas.

S. M. le roi des Belges :

M. le comte de Grelle Rogier, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la reine des Pays-Bas;

M. Alfred van den Blucke, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, directeur général au ministère des affaires étrangères.

S. M. le roi d'Espagne :

M. Carlos Crespi de Valldanza y Fortuny, son chargé d'affaires intérimaire à La Haye.

S. M. le roi d'Italie :

M. Salvatore Tugini, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la reine des Pays-Bas.

S. A. R. le grand-duc de Luxembourg, duc de Nassau :

M. le comte de Villers, son chargé d'affaires à Berlin.

S. M. la reine des Pays-Bas :

M. le baron R. Mervil de Lynden, son ministre des affaires étrangères;

M. J.-A. Loeff, son ministre de la justice;

M. T.-M.-C. Asser, membre du Conseil d'Etat, président de la Commission royale pour le droit international privé, président des Conférences de droit international privé.

S. M. le roi de Portugal et des Algarves, etc, etc. :

M. le comte de Sélir, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la reine des Pays-Bas.

S. M. le roi de Roumanie :

M. Jean N. Papiniu, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la reine des Pays-Bas.

S. M. le roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède :

M. le comte Wrangel, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. la reine des Pays-Bas.

Et le Conseil fédéral suisse :

M. Ferdinand Koch, vice-consul de la Confédération suisse à Rotterdam.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Les époux ne peuvent former une demande en divorce que si leur loi nationale et la loi du lieu où la demande est formée admettent le divorce l'une et l'autre.

Il en est de même de la séparation de corps.

ART. 2. — Le divorce ne peut être demandé que si, dans le cas dont il s'agit, il est admis à la fois par la loi nationale des époux et par la loi du lieu où la demande est formée, encore que ce soit pour des causes différentes.

Il en est de même de la séparation de corps.

ART. 3. — Nonobstant les dispositions des articles 1^{er} et 2, la loi nationale sera seule observée, si la loi du lieu où la demande est formée le prescrit ou le permet.

ART. 4. — La loi nationale indiquée par les articles précédents ne peut être invoquée pour donner à un fait qui s'est passé, alors que les époux ou l'un d'eux étaient d'une autre nationalité, le caractère d'une cause de divorce ou de séparation de corps.

ART. 5. — La demande en divorce ou en séparation de corps peut être formée :

1° Devant la juridiction compétente d'après la loi nationale des époux ;

2° Devant la juridiction compétente du lieu où les époux sont domiciliés. Si, d'après leur législation nationale, les époux n'ont pas le même domicile, la juridiction compétente est celle du domicile du défendeur. Dans le cas d'abandon et dans le cas d'un changement de domicile opéré après que la cause de divorce ou de séparation est intervenue, la demande peut aussi être formée devant la juridiction compétente du dernier domicile commun. — Toutefois la juridiction nationale est réservée dans la mesure où cette juridiction est seule compétente pour la demande en divorce ou en séparation de corps. La juridiction étrangère reste compé-

tente pour un mariage qui ne peut donner lieu à une demande en divorce ou en séparation de corps devant la juridiction nationale compétente.

ART. 6. — Dans le cas où des époux ne sont pas autorisés à former une demande en divorce ou en séparation de corps dans le pays où ils sont domiciliés, ils peuvent, néanmoins, l'un et l'autre, s'adresser à la juridiction compétente de ce pays pour solliciter les mesures provisoires que prévoit sa législation en vue de la cessation de la vie en commun. Ces mesures seront maintenues si, dans le délai d'un an, elles sont confirmées par la juridiction nationale ; elles ne dureront pas plus longtemps que ne le permet la loi du domicile.

ART. 7. — Le divorce et la séparation de corps prononcés par un tribunal compétent aux termes de l'article 5, seront reconnus partout, sous la condition que les clauses de la présente convention aient été observées et que, dans le cas où la décision aurait été rendue par défaut, le défendeur ait été cité conformément aux dispositions spéciales exigées par sa loi nationale pour reconnaître les jugements étrangers.

Seront reconnus également partout le divorce et la séparation de corps prononcés par une juridiction administrative, si la loi de chacun des époux reconnaît ce divorce et cette séparation.

ART. 8. — Si les époux n'ont pas la même nationalité, leur dernière législation commune devra, pour l'application des articles précédents, être considérée comme leur loi nationale.

ART. 9. — La présente convention ne s'applique qu'aux demandes en divorce ou en séparation de corps formées dans l'un des Etats contractants, si l'un des plaideurs au moins est ressortissant d'un de ces Etats.

Aucun Etat ne s'oblige, par la présente convention, à appliquer une loi qui ne serait pas celle d'un Etat contractant.

ART. 10. — La présente convention, qui ne s'applique qu'aux territoires européens des Etats contractants, sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que la majorité des hautes parties contractantes sera en mesure de le faire.

Il sera dressé de ce dépôt un procès-verbal, dont une partie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

ART. 11. — Les Etats non signataires qui ont été représentés à la troisième Conférence de droit international privé sont admis à adhérer purement et simplement à la présente convention.

L'Etat qui désire adhérer notifiera, au plus tard le 31 décembre 1904, son intention par un acte qui sera déposé dans les archives du gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra une copie certifiée conforme, par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

ART. 12. — La présente convention entrera en vigueur le soixantième jour à partir du dépôt des ratifications ou de la notification des adhésions.

ART. 13. — La présente convention aura une durée de cinq ans à partir de la date du dépôt des ratifications.

Ce terme commencera à courir de cette date, même pour les Etats qui auront fait le dépôt après cette date ou qui auraient adhéré plus tard.

La convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée, au moins six mois avant l'expiration du terme visé aux alinéas précédents, au gouvernement des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres Etats contractants.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La convention restera exécutoire pour les autres Etats.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à La Haye, le 12 juin 1902, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique, à chacun des Etats qui ont été représentés à la troisième Conférence de droit international privé.

Pour la France :

(L. S.) Signé : MONBEL.

(L. S.) Signé : L. RENAULT.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) Signé : F. POURTALÈS.

(L. S.) Signé : DUNGS.

(L. S.) Signé : KRIEGE.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie :

Le ministre d'Autriche-Hongrie,

(L. S.) Signé : OKOLICSANYI-D'OKOLICSNA.

Pour la Belgique :

(L. S.) Signé : Comte DE GRELLE ROGIER.

(L. S.) Signé : ALFRED VAN DEN BULCKE.

Pour l'Espagne :

(L. S.) Signé : CARLOS CRESPI DE VALLDANZA Y FORTUNY.

Pour l'Italie :

(L. S.) Signé : TUGINI.

Pour le Luxembourg :

(L. S.) Signé : Comte DE VILLERS.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) Signé : Baron MELVIL DE LYNDEN.

(L. S.) Signé : J.-A. LÖEFF.

(L. S.) Signé : T.-M.-C. ASSER.

Pour le Portugal :

(L. S.) Signé : Comte DE SÉLIR.

Pour la Roumanie :

(L. S.) Signé : J.-N. PAPINIU.

Pour la Suède :

(L. S.) Signé : Comte WRANGEL.

Pour la Suisse :

(L. S.) Signé : F. KOCH JR.

CHINE

Adhésion de la Chine à la convention de Genève, du 22 août 1864, pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne (Croix-rouge).

(29 juin 1904) (1).

L'empire de Chine a adhéré à la convention de Genève, du 22 août 1864, pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne (Croix-rouge).

La déclaration transmise au Conseil fédéral par Tey-Yee Chang, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Chine à Londres, est de la teneur suivante :

« Sa Majesté Kwang Hsü, empereur de Chine, ayant pris connaissance de la convention signée à Genève, le 22 août 1864, entre la Confédération suisse, Bade, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas et la Prusse, pour l'amélioration du sort des militaires blessés dans les armées en campagne, convention à laquelle ont postérieurement adhéré un grand nombre d'autres Etats et dont la teneur suit.

» Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'empereur de Chine, muni, à cet effet, de pouvoirs spéciaux, déclare par la présente que l'empire de Chine accède à la susdite convention.

» En foi de quoi, il a signé la présente déclaration et y a apposé son cachet.

» Londres, le 29 juin 1904.

(L. S.) T. Y. CHANG ».

Berne, le 8 juillet 1904.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE SUISSE.

COLOMBIE — FRANCE

Convention pour la protection de la propriété industrielle.

(4 septembre 1901) (2).

Le Président de la République française et le vice-président de la République de Colombie, chargé du pouvoir exécutif, désirant faciliter les relations commerciales entre la France et la Colombie, ont résolu de conclure une convention concernant la propriété industrielle, et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

(1) Les Etats faisant actuellement partie de l'union de la Croix-rouge sont les suivants, savoir : Allemagne, Argentine, Autriche-Hongrie, Belgique, Bolivie, Bulgarie, Chili, Chine, Congo, Corée, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Grèce, Guatemala, Honduras, Italie, Japon, Luxembourg, Monténégro, Nicaragua, Pays-Bas, Pérou, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Salvador, Serbie, Siam, Suède et Norvège, Suisse, Turquie, Uruguay et Venezuela (37 Etats).

(2) Echange des ratifications à Bogota, le 5 juillet 1904. La Chambre des Députés et le Sénat ayant approuvé ladite convention elle a été promulguée en France par décret en date du 21 juillet 1904 (*Journ. Off.* 24 juillet).

Le Président de la République française : M. Hugues Boulard Pouqueville, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, et le vice-président de la République de Colombie : M. le docteur Antonio-José Uribe, ministre des relations extérieures.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. — Les citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes auront, sur le territoire de l'autre, les mêmes droits que les nationaux, en ce qui concerne les brevets d'invention, les marques de fabrique, étiquettes, enseignes, noms de commerce et de fabrique, ainsi que pour les noms des lieux et les indications de provenance.

ART. 2. — Pour s'assurer la protection garantie par l'article précédent, les ressortissants de l'un et l'autre Etat ne sont pas astreints à établir leur domicile, leur résidence ou une représentation commerciale dans le pays où la protection sera réclamée, mais ils devront remplir les autres conditions et formalités prescrites par les lois et règlements de ce pays.

ART. 3. — La présente convention s'applique, en France, aux marques qui, en Colombie, sont légitimement acquises par les industriels et négociants qui en usent et réciproquement.

Il est, toutefois, entendu que chacun des deux Etats se réserve le droit de refuser le dépôt et d'interdire l'usage de toute marque qui serait, par sa nature, contraire à la morale et l'ordre public, ou aux bonnes mœurs.

ART. 4. — Les noms commerciaux, les raisons de commerce et les enseignes seront protégés dans les deux Etats sans obligation de dépôt.

ART. 5. — Le fait d'apposer ou de faire apposer sur un produit une fausse indication de provenance, dans laquelle un des Etats contractants, ou un lieu situé dans l'un d'entre eux serait directement ou indirectement indiqué comme pays ou comme lieu d'origine, sera puni conformément à la législation de chaque Etat. Si l'une des législations n'a pas prévu ce fait, celui-ci sera soumis à l'application de dispositions édictées contre la falsification de marque.

ART. 6. — L'application des dispositions contenues aux articles 3 et 5 aura lieu à la requête, soit du ministère public, soit d'une partie intéressée, individu ou société, conformément à la législation de chaque Etat.

Sera réputé partie intéressée tout fabricant, commerçant ou producteur, engagé dans la fabrication, le commerce ou la production du produit, et établi dans la ville, la localité, la région ou le pays faussement indiqué comme lieu de provenance.

Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

ART. 7. — Les présentes dispositions ne font pas obstacle à ce que le vendeur indique son nom et son adresse sur les produits provenant d'un pays différent de celui de la vente, mais, dans ce cas, l'adresse ou le nom doit être accompagné de l'indication précise, et en caractères apparents, du pays ou du lieu de fabrication ou de production.

ART. 8. — Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations qui, à raison de leur caractère générique, échappent aux dispositions de la présente convention, comme par exemple, celles de brandy, vermouth, eau de Cologne. Les appellations régionales de provenance des produits vinicoles ne sont pas comprises dans la réserve édictée par cet article.

ART. 9. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées, aussitôt après l'accomplissement des formalités prescrites par les lois constitutionnelles des Etats contractants.

Elle sera exécutoire à partir du jour dudit échange, et elle demeurera obligatoire jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais six mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé et scellé la présente convention.

Fait à Bogota, en double original, le 4 septembre 1901.

(L. S.) Signé : BOULARD-POUQUEVILLE.

(L. S.) Signé : ANTONIO-JOSÉ URIBE.

SUÈDE.

Adhésion de la Suède à la Convention pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

(1^{er} août 1904) (1).

Par note du 8 courant, le ministère suédois des affaires étrangères a informé le Conseil fédéral de l'adhésion, à partir du 1^{er} août prochain, du royaume de Suède à la convention créant une union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques signée à Berne le 9 septembre 1886 et suivie d'un article additionnel, d'un protocole de clôture et d'un procès-verbal de signature, ainsi qu'à la déclaration interprétative signée à Paris le 4 mai 1896.

Berne, le 23 juillet 1904.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE SUISSE.

(1) L'union est composée aujourd'hui des Etats suivants : Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Haïti, Italie, Japon, Luxembourg, Monaco, Norvège, Suède, Suisse et Tunisie.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

FRANCE — SAINT-SIÈGE

M. Combes, président du conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes, à M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères.

Paris, le 25 mai 1904.

Depuis le 18 février 1902, mon département n'a reçu de vous aucune communication relative à M. Geay, évêque de Laval. L'apaisement semblait, d'ailleurs, fait dans ce diocèse et j'avais tout lieu de penser que les difficultés qui avaient été l'objet des correspondances échangées entre mon prédécesseur et vous, au cours de l'année 1901, étaient aplanies.

Cependant, M. l'évêque de Laval vient de me faire remettre la lettre dont copie est ci-jointe, qui lui a été adressée directement à la date du 17 mai courant, par M. le cardinal Vannutelli.

La gravité de ce document ne saurait vous échapper. Il constitue un acte de pression non déguisé exercé, à l'insu du Gouvernement français, sur un évêque nommé par lui dans les conditions prévues par le Concordat. La personnalité dont il émane est, d'ailleurs, inconnue de nous, de même que sont sans valeur, aux yeux de la loi française, les actes de la congrégation romaine du Saint-Office au nom de laquelle on prétend agir, en réveillant des griefs éteints depuis trois ans, pour obtenir une démission réclamée vainement dans un but politique depuis plusieurs années par les partis réactionnaires de la région.

C'est l'annihilation complète des droits des évêques français et surtout du droit reconnu au Gouvernement par l'article 5 de la convention du 26 messidor an IX.

J'ai l'honneur, en conséquence, de vous prier de vouloir bien faire savoir au Saint-Siège que si le document dont il s'agit n'était pas désavoué et s'il était suivi d'effet, le Gouvernement serait amené à prendre les mesures que comporterait cette atteinte à nos droits concordataires.

Je vous serai obligé de me tenir au courant des suites de la présente communication.

E. COMBES.

Illustrissime ac Reverendissime Domino Domino Episcopo Valis Vidonis.

Romæ ex ædibus S. O. die 17^o Maii 1904.

Illustrissime ac Reverendissime Domine,

Jam alias ad Amplitudinem tuam Supremæ hujus Congregationis literæ datæ fuerunt, quibus nomine S. Sedis invitabar ad commissæ Tibi diocesis curam et regimen sponte resignandum. Cum igitur gravissimæ hujus resolutionis causæ adhuc in integro perseverent, jussu Eminentissimorum Patrum Cardinalium una mecum Inquisitorum Generalium, invitationem illam formiter iterare cogar exisse rogans ne omnino facias ut S. Congregatio ad progrediendum, ad ulteriora compellatur, quod certo net nisi, quod Deus avertat, inter mensem a die harum litterarum computandum parueris.

Deus te sospitet.

Addictissimus in Domino.

Signé : P. Card. VANNUTELLI.

Traduction

A l'Illustrissime et Révérendissime Seigneur évêque de Laval.

Rome, 17 mai 1904.

Illustrissime et Révérendissime Seigneur,

Une lettre a déjà été adressée à Votre Grandeur, lettre par laquelle le Saint-Office vous priait, au nom du Saint-Siège, de résigner spontanément la charge et la direction du diocèse qui vous avait été confié. Les causes très graves qui avaient présidé à cette résolution du Saint-Office subsistant dans leur intégralité, je me vois forcé, d'ordre des Très Eminent Cardinaux Inquisiteurs Généraux, d'accord avec moi, de vous renouveler formellement cette invitation, et je vous prie instamment de faire en sorte que le Saint-Office ne soit pas contraint à d'autres mesures, ce qui ne manquerait pas de se produire si, ne plaise à Dieu ! vous n'obéissiez pas dans le mois à dater du jour de cette lettre.

Que Dieu vous garde !

Signé : Cardinal VANNUTELLI.

M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. de Courcel, Chargé d'Affaires de France près le Saint-Siège.

Paris, le 28 mai 1904.

M. le président du conseil vient de me communiquer la copie d'une lettre du cardinal Vannutelli invitant, au nom du Saint-Siège, l'évêque de Laval à résigner ses fonctions dans le délai d'un mois, sous peine de mesures graves.

J'ai l'honneur de vous transmettre la traduction de ce document, avec une copie de la lettre de M. Combes qui en accompagnait l'envoi. Vous trouverez également ci-annexé le texte d'une note qui a été approuvée par

le conseil des ministres, et dont vous voudrez bien assurer la remise au cardinal Secrétaire d'Etat.

DELCASSÉ.

(NOTE)

Mai 1904.

Par une lettre en date du 17 mai 1904 et signée du cardinal Vannutelli, l'évêque de Laval a été invité à résigner ses fonctions dans le délai d'un mois, sous peine de mesures graves.

Le Gouvernement de la République est obligé de protester contre une pareille démarche effectuée sans son assentiment.

L'évêque de Laval a été régulièrement nommé et institué dans les conditions prévues par l'article 5 du Concordat du 15 juillet 1801, qui est ainsi conçu : « Les nominations aux évêchés qui vaqueront dans la suite seront également faites par le premier consul ; et l'institution canonique sera donnée par le Saint-Siège ». Il doit en être de la destitution ou de la démission forcée comme de la nomination. Les pouvoirs d'un évêque ne peuvent lui être conférés ou retirés sans une décision du Gouvernement de la République.

Donc, en exerçant à l'insu du Gouvernement français, et par l'intermédiaire d'une autorité que le Gouvernement français ne connaît point, un acte de pression non déguisée sur l'évêque de Laval pour l'amener à donner sa démission, le Saint-Siège porte atteinte au droit reconnu à l'État par l'article 5 du Concordat.

C'est pourquoi ordre a été donné au soussigné de faire savoir à Son Éminence le Cardinal Secrétaire d'Etat, que si la lettre du 17 mai n'est pas annulée, le Gouvernement sera amené à prendre les mesures que comporte une semblable dérogation au pacte qui lie la France et le Saint-Siège.

DELCASSÉ.

**M. de Courcel, Chargé d'Affaires de France près le Saint-Siège, à
M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.**

Rome, 3 juin, 1904.

Je n'ai pas manqué de remettre au Cardinal Secrétaire d'Etat la note concernant l'Evêque de Laval, comme me le prescrivait la lettre de Votre Excellence, en date du 28 mai.

**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. de Courcel,
Chargé d'Affaires de France près le Saint-Siège.**

Paris, le 2 juillet 1904.

Par une lettre dont vous trouverez ci-joint copie, M. le président du conseil vient de me faire savoir que le nonce apostolique à Paris avait, à la date du 11 mars dernier, transmis à l'évêque de Dijon un ordre du

Saint-Père d'avoir à suspendre les ordinations dans son diocèse jusqu'à nouvel avis.

J'ai l'honneur de vous envoyer, ci-joint, copie de la lettre du nonce que M. Combes m'a fait parvenir à cette occasion. Vous trouverez également ci-annexé le texte d'une note, qu'avec l'approbation du conseil des ministres, j'ai décidé d'adresser au Saint-Siège à ce sujet. Vous voudrez bien en assurer la remise au Cardinal Secrétaire d'Etat.

DELCASSÉ.

M. Combes, président du conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.

Paris, le 20 juin 1904.

Par dépêche du 19 mars dernier, j'ai eu l'honneur de vous prier d'inviter notre représentant auprès du Saint-Siège à appeler l'attention du Cardinal Secrétaire d'Etat sur l'attitude regrettable prise à l'égard de M. Le Nordez, évêque de Dijon, non seulement par le curé de la cathédrale de ce diocèse et par la Compagnie des prêtres de Saint-Sulpice, mais encore par le nonce apostolique à Paris.

Les informations rapportées par un certain nombre de journaux et confirmées par mes renseignements particuliers relèvent dans cette affaire une nouvelle incorrection de la plus haute gravité à la charge du Saint-Siège et de Son Éminence Monseigneur Lorenzelli.

Il est établi que ce dernier a transmis à l'évêque de Dijon un ordre du Saint-Père d'avoir à suspendre les ordinations dans son diocèse, jusqu'à nouvel avis.

Le Gouvernement de la République a le devoir de protester contre ce procédé, qu'il ne peut accepter, ni dans le fond, ni dans la forme.

Au fond, il est inadmissible, ainsi que je vous le faisais savoir dans ma dépêche du 25 mai dernier relative à l'évêque de Laval, que le Saint-Siège puisse prendre, en dehors du Gouvernement et à son insu, à l'égard d'un évêque régulièrement nommé dans les conditions prévues par le Concordat, des mesures qui ne tendent à rien moins qu'à diminuer les prérogatives de cet évêque et à lui infliger, en quelque sorte, une déposition partielle.

Il y a là une violation manifeste du pacte concordataire.

En la forme, le nonce apostolique est sans qualité pour correspondre, comme il le fait quotidiennement, avec les Evêques français.

Ainsi que le rappelait M. Casimir-Périer, président du conseil des ministres, dans la séance de la Chambre des députés du 17 mai 1894 :

« Sous tous les régimes et dans tous les temps, le Nonce n'a eu au regard du Gouvernement français qu'une qualité, celle d'Ambassadeur. Dans tous les temps, sous tous les régimes, il a été établi qu'il ne pouvait communiquer directement avec le clergé, sauf dans un seul cas, lorsqu'il s'agit de recueillir les informations qui précèdent la préconisation des évêques... Il suffit de se reporter aux précédents de toutes les époques pour savoir qu'aucun Gouvernement n'a jamais admis la correspondance directe du Nonce avec les Evêques. »

Et M. Casimir-Périer, passant en revue ces précédents, citait des lettres de divers Ministres des Affaires Etrangères, M. de Chateaubriand en 1824,

M. le baron de Damas en 1826, une lettre adressée au Nonce par le Ministre des Affaires Etrangères en 1850, une autre de M. Spuller en 1887, enfin, une note insérée au *Journal officiel* du 24 juin 1870, toutes ayant pour but de rappeler que le Nonce n'est qu'un Ambassadeur et n'a pas le droit de correspondre avec les Evêques. (*Journal officiel* du 18 mai 1894, p. 794 et suivantes.)

J'estime qu'il convient de rappeler ces principes au Saint-Siège et je vous serai obligé de me tenir au courant des suites que vous croirez devoir donner à la présente communication.

**Illustrissimo et Reverendissimo Domino Alberto Leoni Le Nordez,
Episcopo Divionensi Divionem.**

Nonciature du Saint-Siège apostolique en France.

Parisi. 11 Martis 1904. N° 2047.

Illustrissime et Reverendissime Domine,

Jussus a Beatissimo Patre nostro, notum Amplitudini Tuæ facere festino, Sanctitatem Suam velle, ut, usque ad novam dispositionem ejusdem Sanctitatis Suæ, sacram ordinationem Tu, Præsul Amplissime, suspendas.

Semper paratus aut Romam transmittere quæ Amplitudo Tua vellet, aut in re alia quacumque, mihi possibili, Tibi servire, cum fraterno affectu et obsequio Amplitudini Tuæ Illustrissimæ et Reverendissimæ permaneo.

Humillimus servulus.

† Benedictus LORENZELLI, Arch. Sard.
Noncius apostolicus in Gallias.

NOTE

juillet 1904.

D'informations parvenues à M. le président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, dont M. Combes a dû et pu vérifier l'exactitude, il résulte que S. E. le Nonce Apostolique à Paris a transmis, à la date du 11 mars dernier, à l'Evêque de Dijon, un ordre du Saint-Père, d'avoir à suspendre les ordinations dans son diocèse, jusqu'à nouvel avis.

Le Gouvernement de la République est obligé de protester contre une pareille démarche faite sans son assentiment : pour le fond, parce que toute mesure tendant à diminuer les prérogatives d'un Evêque et à lui infliger, en quelque sorte, une déposition partielle, est en opposition avec le pacte concordataire ; et pour la forme, parce que le Nonce du Pape n'a pas le droit de correspondre directement avec les Evêques Français.

C'est pourquoi ordre a été donné au soussigné de faire savoir à S. E. le Cardinal Secrétaire d'Etat que, se tenant à l'esprit et à la lettre du Concordat, le Gouvernement doit considérer comme nulle et non avenue la lettre du 11 mars.

DELGASSÉ.

**Illustrussimo et Reverendissimo Signore Monsignor Pietro Geay,
vescovo di Laval (Francia).**

Illustrissimo Signore,

In seguito alla lettera inviata dalla S. V. Illustrissima e Reverendissima in data del 6 c. m., ed in ottemperanza degli ordini del Santo Padre e della suprema congregazione della S. R. ed V. Inquisizione, compio il doloroso ufficio di richiamare l'attenzione di V. S. sopra la costituzione « Apostolicæ Sedis », e di avvertirla che in conformita del contenuto di tale documento Ella *consulat conscientiæ suæ*.

Per incarico poi di Sua Santità e del prelodato supremo dicastero mi affretto ad intimarle nuovamente il decreto emanato riguardo a lei dall'anzidetta S. Congregazione il 30 del p. p. giugno e ad ingiungerle di portarsi a Roma per il giorno 20 del corrente mese, significandole eziando che ove Ella faccia trascorrere inutilmente questo termine, incorrerà, senza bisogno di ulteriore dichiarazione, nella sospensione *latæ sententiæ ab exercitio ordinis et jurisdictionis*.

Com piuto questo spiacevole incarico, passo a confermarmi con sensi di distinta stima.

Roma 10 Luglio 1904.

Della S. V. Illustrissima et Reverendissima servitore.

Card. MERRY DEL VAL.

Traduction

Le cardinal Merry del Val à Mgr Geay, évêque de Laval.

Comme suite à la lettre envoyée par Votre Grandeur en date du 6 courant et en exécution des ordres du Saint-Père et de la Suprême Congrégation de la Sainte-Inquisition, j'accomplis le douloureux devoir de rappeler l'attention de Votre Sainteté sur la constitution « Apostolicæ Sedis » et de vous avertir que, conformément au contenu du susdit document, Elle consulte sa conscience *consulat conscientiæ suæ*. Par mandat de Sa Sainteté et de la Suprême Congrégation susdite, je me hâte de Lui signifier de nouveau le décret La concernant de la susdite Congrégation le 30 juin dernier, je lui enjoins de se rendre à Rome pour le 20 du mois courant en lui signifiant que si Elle passe ce terme inutilement, il ne sera pas besoin de lui signifier sa suspension « *latæ sententiæ ab exercitio ordinis et jurisdictionis* ».

Rome, 10 juillet 1904.

**Illustrissimo et Reverendissimo, Signore Mons. Léone-Alberto Le
Nordez, vescovo di Dijon (Francia).**

Illustrissimo Signore,

Per incarico del Santo Padre mi affretto a significare alla S. V. Illustrissima et Reverendissima che Sua Santità e rimasta dolorosamente maravigliata nel rilevare come V. S., dopo di avere promesso di recarsi a Roma prima della fine del p. p. Giugno, non abbia poi mantenuta tale

parola. La Santità Sua pertanto le ingiunge di portarsi a Roma entro quindici giorni dalla lettera, sotto pena della sospensione *latæ sententiæ ab exercitio ordinis et jurisdictionis*, da incorrersi *ipso facto* spirato appena il termine stabilito.

Nell' eseguire questo Pontificio incarico, passo a confermarmi con sensi di distinta stima.

Di V. S. Illustrissima et Reverendissima.

Roma, 9 Luglio 1904.

Devotissimo per servirla.

Card. MERRY DEL VAL.

Traduction

Illustrissime et Révérendissime Seigneur Mons. Léon-Albert Le Nordez, Evêque de Dijon (France).

Illustrissime Seigneur,

Par ordre du Saint-Père, je m'empresse d'informer Votre Seigneurie Illustrissime et Révérendissime que Sa Sainteté a été douloureusement étonnée en constatant comment Votre Seigneurie, après avoir promis de se rendre à Rome avant la fin de juin dernier, n'a pas tenu sa parole. Sa Sainteté, en attendant, lui enjoint de se rendre à Rome dans les quinze jours de cette lettre, sous peine de la suspension *latæ sententiæ ab exercitio ordinis et jurisdictionis*, à encourir *ipso facto* immédiatement à l'expiration du terme fixé.

Cet ordre du Souverain Pontife accompli, je viens vous confirmer l'expression de mes sentiments distingués.

De Votre Seigneurie Illustrissime et Reverendissime.

Rome, le 9 juillet 1904.

Le tout dévoué,
Cardinal MERRY DEL VAL.

M. Combes, président du conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes, à M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.

Paris, le 13 juillet 1904.

J'ai eu l'honneur, le 25 mai dernier, de vous transmettre copie d'une lettre par laquelle le cardinal Vannutelli réclamait, au nom de la Congrégation Romaine du Saint-Office, la démission de M. Geay, évêque de Laval, en appelant votre attention sur la double incorrection que constituait ce document.

J'avais lieu de supposer que l'incorrection dont il s'agit était reconnue et que les actes de pression tentés contre l'évêque de Laval avaient cessé.

Il n'en était rien, car M. Geay m'a fait parvenir la lettre que vous trouverez ci-jointe par laquelle, à la date du 2 de ce mois, les mêmes injonctions lui sont directement adressées (avec la seule différence que, cette fois, c'est sous la signature du Cardinal Secrétaire d'Etat) lettre qui menace l'évêque de *suspense* si dans les quinze jours il ne s'est pas rendu à Rome devant le « Sacré Tribunal du Saint-Office ».

Enfin, comme l'Evêque de Laval, invité par moi à garder la résidence conformément à notre droit concordataire, s'était abstenu de se rendre à Rome, par une nouvelle lettre qui vient de lui parvenir, datée du secrétariat d'Etat de Sa Sainteté le 10 juillet courant et signée Merry del Val, les mêmes injonctions et les mêmes menaces de déposition à date fixe sont reproduites.

Il ne vous échappera pas, M. le Ministre et cher Collègue, que la persistance de ces agissements constitue, surtout si on rapproche ceux-ci des faits analogues sur lesquels j'ai eu l'honneur d'appeler, d'autre part, votre attention, un véritable parti pris de provocation et une sorte de dénonciation du Concordat par la méconnaissance publique des droits qu'il confère au Gouvernement français.

Il nous appartiendra d'aviser, dans le prochain Conseil des Ministres, aux mesures à prendre pour sauvegarder la dignité du Gouvernement français si gravement méconnue. Je ne peux vous laisser ignorer que je suis décidé, si les lettres ci-jointes ne sont pas retirées purement et simplement, à vous proposer de rompre toutes relations diplomatiques avec le Saint-Siège.

COMBES.

Le cardinal Secrétaire d'Etat à Mgr Geay, évêque de Laval.

Il Santo Padre avendo ricevuta la lettera che V. S. illustrissima... gli indirizzava il 24 del passato Giugno ha giudicato opportuno di comunicarla alla Suprema Congregazione del S. Ufficio della quale Eglise prefetto egli Eminentissimi et Reverendissimi signori cardinali inquisitori generali nella Congregazione del 30 giugno p. p. hanno emanato il seguente decreto approvato nella successiva udienza da Sua Santità : « Respondendum per Eminentissimum cardinalem a secretis Status mentem *id est*. Il Santo Padre e rimasto dolorosamente meravigliato nell apprendere dalla lettera di Mgr Geay che non ha egli ancora ubbidito alle ingiunzioni della Suprema Sacra Congregazione del S. Ufficio dando anzi a vedere di non farne verum conto ferme per tanto rimamendo tali disposizioni lo si invitati a recarsi entro quindici giorni dalla lettera à Roma per essere formalmente costituito innanzi al suddetto Sacro Tribunale interno alle varie accuse portate contro di lui sotto pena della sospensione « *latæ sententiæ ab exercitio ordinis et jurisdictionis* » da incorrersi *ipso facto* spirato appena inutilmente il termine stabilito.

Nella eseguire l'incarico del Santo Padre per mezzo della S. Congregazione che e l'organa de Suaï decreti nelle materie piu importanti, calga l'occasione di raffermarmi con distinta.

Servitore.

Signé : R. Cardinal MERRY DEL VAL.

Roma, 2 Luglio 1904.

Traduction

Le cardinal Merry del Val à Mgr Geay, évêque de Laval.

Le Saint-Père ayant reçu la lettre que Votre Eminence lui avait adressée

le 24 juin passé, a jugé opportun de la communiquer à la Suprême Congrégation du Saint-Office, dont il est le Préfet et Leurs Eminences les Cardinaux, dans l'assemblée du 30 juin dernier ont rendu le décret suivant approuvé dans la séance suivante par Sa Sainteté : « Respondendum per E. cardinalem a secretis Status mentem id est. » Le Saint-Père est resté douloureusement surpris en apprenant par la lettre de Mgr Geay que celui-ci n'avait pas encore obéi aux injonctions de la suprême congrégation du Saint-Office prouvant par là qu'il n'en tenait aucun compte : bien qu'il reste dans ces dispositions, il est invité à se rendre dans le délai de quinze jours, dès la réception de cette lettre, pour comparaître en personne devant le susdit tribunal pour répondre des diverses accusations portées contre lui, et sous peine de la suspension « *latæ sententiæ ab exercitio ordinis et jurisdictionis* » et sous peine d'encourir *ipso facto* la même sanction une fois terminé le délai sans comparution.

Confiant dans la suite... le soussigné chargé par le Saint-Père par l'intermédiaire de la Sacrée Congrégation.

Rome, 2 juillet 1904.

**M. de Courcel, Chargé d'Affaires de France près le Saint-Siège, à
M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,**

Rome, 13 juillet 1904.

Conformément aux instructions de Votre Excellence, j'ai remis au Cardinal Secrétaire d'Etat la note relative à l'évêque de Dijon.

**M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, à M. de Courcel
Chargé d'Affaires de France près le Saint-Siège.**

Paris, le 18 juillet 1904.

M. le président du conseil m'a communiqué deux lettres de Mgr Merry del Val enjoignant, au nom du Saint-Siège, à l'évêque de Laval, de se présenter à Rome le 20 juillet au plus tard devant le tribunal du Saint-Office et une autre, en date du 9 juillet, prescrivant à l'évêque de Dijon de se rendre également à Rome dans un délai de quinze jours.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, une copie de ces documents, ainsi que de la lettre par laquelle M. Combes m'a donné connaissance des deux premiers.

En vertu d'une décision prise en Conseil des Ministres, il a été résolu d'adresser au Saint-Siège à ce sujet, des protestations formelles. Vous trouverez ci-annexé le texte des deux notes dont vous voudrez bien assurer la remise au Cardinal Secrétaire d'Etat en lui faisant remarquer que les délais même impartis aux évêques de Laval et de Dijon obligent le Gouvernement à exprimer le désir d'une réponse prochaine.

DELCASSÉ.

(NOTE)

En réponse à la note remise le 3 juin dernier à Son Eminence le cardinal secrétaire d'Etat pour protester, au nom du Gouvernement de la République, contre l'injonction adressée par le Saint-Siège à l'évêque de Laval, d'avoir à résigner ses fonctions dans le délai d'un mois, S. E. le nonce apostolique est venu donner à M. Delcassé les explications suivantes qu'il lui a confirmées quelques jours plus tard en lui communiquant le texte même de la lettre en date du 10 juin qu'il avait reçue à ce sujet de Monseigneur Merry del Val.

L'avis donné à l'évêque de Laval ne signifiait pas, a dit Mgr Lorenzelli, que, si ce prélat ne démissionnait pas dans l'espace d'un mois, il serait procédé, sans autre formalité, à sa déposition ; il signifiait uniquement que, si la renonciation conseillée ne se réalisait pas, la congrégation du Saint-Office se trouverait dans l'obligation de mander à Rome Mgr Geay, pour qu'il se justifiât des imputations mises à sa charge. Le Cardinal Secrétaire d'Etat se défendait de vouloir « sans observer en même temps le Concordat », engager une procédure pouvant conduire à la suspension d'un évêque ou à sa déposition. Et Son Eminence ajoutait qu'elle avait la confiance qu'on verrait « dans les explications données, un nouveau gage du vif désir du Saint-Siège de voir régler à l'amiable toutes les difficultés existantes entre le Gouvernement français et le Saint-Siège. »

Contrairement à ces assurances, Son Eminence le cardinal secrétaire d'Etat a écrit directement, le 2 juillet, à l'évêque de Laval, le menaçant de suspension si, dans les quinze jours, il ne se rendait pas à Rome devant le tribunal du Saint-Office. Et comme l'évêque de Laval n'avait pas acquiescé, il reçut une nouvelle lettre datée du secrétariat d'Etat de Sa Sainteté le 10 de ce mois, et signée de Mgr Merry del Val, lui signifiant que, s'il ne se présentait pas à Rome le 20 juillet au plus tard, il encourrait par le fait même, et sans qu'il y eût besoin d'une déclaration ultérieure, la suspension « *latæ sententiæ ab exercitio ordinis et jurisdictionis.* »

Après l'avertissement contenu dans la note précitée du 3 juin dernier, et quand les griefs invoqués contre l'évêque de Laval remontent à plusieurs années, il est impossible de se méprendre sur le caractère de ces sommations hâtives et réitérées.

En mandant à Rome directement, et à l'insu du Gouvernement, un évêque qui, en sa qualité d'administrateur d'un diocèse, relève du Ministre des Cultes, le Saint-Siège méconnaît les droits du pouvoir avec lequel il a signé le Concordat.

En menaçant cet évêque, s'il ne se rend pas à Rome, de la peine de la suspension et en lui signifiant que, s'il ne se présentait pas à Rome, le 20 juillet au plus tard, il encourrait par le fait même et sans qu'il y eût besoin d'une déclaration ultérieure, la suspension « *latæ sententiæ ab exercitio ordinis et jurisdictionis* », le Saint-Siège méconnaît la disposition du Concordat de laquelle il résulte qu'un évêque ne peut être suspendu ou déposé sans l'accord des deux autorités qui ont contribué à le créer.

Une pareille attitude dicte la conduite du gouvernement de la République.

C'est pourquoi le soussigné a l'ordre de déclarer à Son Eminence, le cardinal secrétaire d'Etat que si les lettres des 2 et 10 juillet à l'évêque de Laval ne sont pas retirées, si une suite est donnée aux menaces qui y sont exprimées, le Gouvernement français devra comprendre que le Saint-Siège

n'a plus souci de ses relations avec le pouvoir qui, remplissant les obligations du Concordat, a le devoir de défendre les prérogatives que le Concordat lui confère.

Et le Gouvernement de la République laisse au Saint-Siège toute la responsabilité des résolutions auxquelles on l'aura réduit.

DELCASSÉ.

(NOTE)

Son Éminence le Nonce Apostolique à Paris, ayant transmis, à la date du 11 mars dernier, à l'évêque de Dijon, un ordre du Saint-Père d'avoir à suspendre les ordinations dans ce diocèse jusqu'à nouvel avis, le soussigné a fait savoir à Son Éminence le Cardinal Secrétaire d'Etat que le Gouvernement de la République, se tenant à l'esprit et à la lettre du Concordat, protestait contre une pareille démarche faite sans son assentiment et devait considérer comme nulle et non avenue la lettre de Monseigneur Lorenzelli, en date du 11 mars.

Malgré cette protestation, Son Éminence le Cardinal Secrétaire d'Etat a renouvelé à M. Le Nordez, par une lettre qu'il lui a adressée directement le 9 juillet, au nom du Saint-Père, l'injonction de se rendre à Rome dans le délai de quinze jours à dater de cette communication, sous peine de la suspension « *latæ sententiæ ab exercitio ordinis et jurisdictionis* », qui serait encourue *ipso facto*, dès l'expiration du délai fixé.

En mandant à Rome directement, et à l'insu du Gouvernement, un évêque qui, en sa qualité d'administrateur d'un diocèse, relève du ministre des cultes, le Saint-Siège méconnaît les droits du pouvoir avec lequel il a signé le Concordat.

En enjoignant à cet évêque de se rendre à Rome dans le délai de quinze jours, sous peine de la suspension « *latæ sententiæ ab exercitio ordinis et jurisdictionis* », qui serait encourue *ipso facto* dès l'expiration du délai précité, le Saint-Siège méconnaît la disposition du Concordat de laquelle il résulte qu'un évêque ne peut être suspendu ou déposé sans l'accord des deux autorités qui ont contribué à le créer.

Une pareille attitude dicte la conduite du Gouvernement de la République.

C'est pourquoi le soussigné a l'ordre de déclarer à Son Éminence le Cardinal Secrétaire d'Etat que si la lettre du 9 juillet à l'évêque de Dijon n'est pas retirée, si une suite est donnée aux menaces qui y sont exprimées, le Gouvernement français devra comprendre que le Saint-siège n'a plus souci de ses relations avec le pouvoir qui, remplissant les obligations du Concordat, a le devoir de défendre les prérogatives que le Concordat lui confère.

Et le Gouvernement de la République laisse au Saint-Siège toute la responsabilité des résolutions auxquelles on l'aura réduit.

DELCASSÉ.

M. de Courcel, Chargé d'Affaires de France près le Saint-Siège, à
M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 23 juillet 1904.

J'ai remis ce matin au Cardinal Secrétaire d'Etat les deux notes relatives

à l'évêque de Laval et à l'évêque de Dijon, conformément aux instructions contenues dans la lettre de Votre Excellence en date du 18 juillet. Je n'ai pas manqué en même temps de lui faire remarquer que les délais mêmes impartis à ces deux évêques obligeaient le Gouvernement à exprimer le désir d'une réponse prochaine. Le cardinal Merry del Val m'a déclaré qu'il me ferait parvenir la réponse du Saint-Siège sous très peu de jours.

**M. de Courcel, Chargé d'Affaires de France près le Saint-Siège, à
M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères.**

Rome, 27 juillet 1904.

Ainsi que l'annonçait à Votre Excellence mon télégramme n° 41, le Cardinal Secrétaire d'Etat m'a fait parvenir hier, dans l'après-midi, deux notes relatives: l'une à l'évêque de Laval, l'autre à l'évêque de Dijon, en réponse aux deux notes que je lui ai remises le 23 juillet.

J'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Excellence le texte original de ces deux notes.

Signé: ROBERT DE COURCEL.

Dalle Stanze del Vaticano.

26 Luglio 1904.

Signor incaricato d'affaro di Francia presso la Santa Sede.

Il sottoscritto cardinal Segretario di Stato ha portato la debita attenzione sulla nota, in data 23 del volgente mese, con la quale il Signor Incaricato d'Affari di Francia, dopo avere accennato all'ordine fatto pervenire à Monseigneur Vescovo di Digione, in data 9 Luglio, di recarsi a Roma, afferma che la Santa Sede, chiamando direttamente un Vescovo all'insaputa del Governo « disconosce i diritti del Potere col quale ha firmato il Concordato », e minacciando il Vescovo della pena della sospensione « disconosce la disposizione » del Concordato, dalla quale risulta, che un Vescovo non può essere sospeso o deposto senza l'accordo delle due Autorità, che hanno contribuito a crearlo ». Dopo tali affermazioni il signor Incaricato d'Affari in nome del suo Governo dichiara, che se la lettera-citata del 9 Luglio non è ritirata, e se si da seguito alle minacce in essa espresse « il Governo francese dovrà comprendere, che la Santa Sede non ha più interesse delle sue relazioni col Potere, che, nel mentre compie gli obblighi del Concordato, ha il dovere di difendere le preogative, che il Concordato gli conferisce ».

Lo scrivente Cardinale non si ferma in primo luogo a rilevare, che, indirizzando a Monsignor Le Nordez la citata lettera del 9 Luglio, egli non poteva evidentemente tener conto della protesta rimessagli dal Sig. Incaricato d'Affari in data 15 dello stesso mese. Prescindendo da questa osservazione, il sottoscritto Cardinale passa a rispondere a ciò che forma la sostanza dell'ultima Nota.

Sono presenti alla memoria di tutti, i penosi incidenti verificatisi nello scorso mese di Febbraio nella diocesi di Digione, ove i giovani seminaristi

rifiutarone di ricevere la sacra ordinazione dalle mani di Monsignor Le Nordez, preferendo piuttosto essere espulsi dal Seminario, seguiti da quasi tutti i colleghi che si dichiararono solidali con loro. Una dilazione delle sacre ordinazioni si imponeva sia per indagare i motivi di questa riluttanza dei giovani, sia per dare ai medesimi il tempo necessario per la riflessione per la calma di spirito; quindi Monsignor Nunzio con lettera del 11 Marzo fece sapere à Monsignor Vescovo di Digione esser volontà del Santo Padre che si astenesse dalle sacre ordinazioni fino a nuovo ordine. Era questa una Semplice misura prudenziale, richiesta dalle circostanze, che non importava alcuna pena; e lo stesso Monsignor Le Nordez con lettera diretta allo scrivente Cardinale ebbe a riconoscerla giusta ed opportuna.

Frattanto le imputazioni che si facevano à Monsignor Vescovo di Digione, venivano aggravandosi così da rendere necessarie alcune spiegazioni. Quindi la Santa Sede lo invito a recarsi in Roma; e siccome egli, non ostante la sua promessa di trovarvisi presente nella seconda metà di Giugno, p. p., dilazionava obbedire, gli fu ripetuto con lettera del 9 Luglio u. s. l'ordine di venire, aggiungendovi la sanzione canonica richiesta dalla gravità dell' obbligo di obbedire, sanzione del resto che doveva aver luogo soltanto in caso di contumacia e doveva cessare coll'atto stesso dell' obbedienza.

Non si trattava adunque di deposizione nel qual caso la Santa Sede ne avrebbe informato il Governo, nè di altre disposizioni penali, ma una semplice chiamata in Roma per dare spiegazioni sulle accuse che si formulavano contro di lui. Venuto in Roma, gli sarebbero state comunicate le imputazioni che lo riguardano con pienissima facoltà di esaminarle e difendersi e se fosse riuscito a ribatterle, il Santo Padre sarebbe stato felicissimo di proclamare la insussistenza delle accuse.

Il Governo francese ritiene come nulla e non avvenuta la lettera di monsignor Lorenzelli del 11 Marzo, e demanda il ritiro di quella della Santa Sede del 9 luglio a Monsignor Vescovo di Digione, giudicandole ambedue contrarie al Concordato; ma è facile dimostrare l'inesattezza di questo suo giudizio. In fatti in primo luogo il Concordato è ben distinto dai posteriori *articoli organici* che sono un atto unilaterale del Governo francese, contro i quali la Santa Sede non ha mai cessato di protestare; e in nessuno dei 17 articoli del Concordato sia nello spirito che nella lettera si legge che la Santa Sede non possa, senza il previo consenso del Governo, ordinare ad un Vescovo, come misura prudenziale richiesta dalle circostanze, di astenersi temporaneamente da qualche atto del suo ministero, o di chiamarlo in Roma per fornire spiegazioni sulla sua condotta. Nè ciò poteva concedere il Romano Pontefice senza venir meno ai sacri doveri di Supremo Pastore della Chiesa, poichè se nessuno contesta che i Vescovi in Francia debbano avere col Governo i necessari rapporti definiti dal Concordato, però nella loro giurisdizione dipendono dal Romano Pontefice che gliela conferì per mezzo della Canonica istituzione e gliela conserva, ed il Romano Pontefice non può rendere questa dipendenza subordinata al consenso della Autorità civile. Invero che il Romano Pontefice, anche dopo il Concordato, conservi sui Vescovi in Francia la sua piena autorità, chiaro apparisce anche dal solenne e speciale giuramento che il Governo francese non può ignorare, facendo esso parte della istituzione canonica che va unita alle Bolle e con il quale i Vescovi si obbligano senza alcuna restrizione di ricevere sommessamente e fedelissimamente eseguire le in-

giunzioni del Romano Pontefice: *Mandata apostolica humiliter recipiam et quam diligentissime exequor.*

Ed in particolare che il Romano Pontefice anche dopo il Concordato possa chiamare in Roma, anche sotto pene da incorrersi *ipso facto* i Vescovi di Francia a render conto del loro operato, si conferma, dalla legge notissima, che certamente il Governo francese conosce e che, senza alcuna subordinazione al consenso del Governo, obbliga i Vescovi di Francia, come di altri paesi di Europa, sotto pene *latæ sententiæ*, a recarsi ogni quattro anni in Roma o almeno inviare un loro rappresentante allo scopo principale di esporre al Romano Pontefice lo stato della loro diocesi e riceverne istruzioni, consigli, comandi.

Dopo queste riflessioni giova sperare che il Governo francese sarà persuaso che da parte della Santa Sede non vi è stata alcuna violazione del Concordato e che, ispirandosi a sentimenti di equanimità, non vorrà insistere sul ritiro della lettera della quale è questione, risparmiando così al proprio paese profonde agitazioni religiose. Questo ritiro infatti equivarrebbe alla completa abdicazione della Autorità Pontificia sul l'Episcopato; abdicazione che non è nelle facoltà del Santo Padre e non può essere nelle intenzioni del Governo della Repubblica. Soltanto per dare novella prova delle sue concilianti disposizioni e dimostrare che in tutti queste penosi incidenti Egli si è ispirato sempre ed unicamente al sentimento del proprio dovere, il Santo Padre non sarebbe alieno dal prorogare di un mese il termine assegnato a Monsignor Vescovo di Digione, purchè questi in tal frattempo si rechi in Roma per giustificarsi ed ove rifiutasse di recarvisi o non riuscisse a giustificarsi il Governo si mostri disposto ad intenderselo con la Santa Sede per provvedere all'amministrazione della diocesi. Da quest'atto di deferenza si può agevolmente argomentare quanto interesse la Santa Sede annetta al mantenimento delle buone relazioni col Governo della Repubblica, fondate sull'esatta osservanza delle disposizioni concordatarie. Il Santo Padre per l'affetto tutto particolare che sull'esempio del suo illustre Predecessore nutre per la nobile nazione francese, vedrebbe col più gran dolore che il Governo della Repubblica, solo per impedire la giustificazione di un Vescovo presso l'autorità competente si lasciasse andare a misure di ostilità non giustificata, delle quali però la Santa Sede non potrebbe portare alcuna responsabilità nè innanzi a Dio nè innanzi agli uomini.

Il sottoscritto Cardinale Segretario di Stato nel pregare il Signor Incaricato di Affari de Francia di voler portare tutto ciò a conoscenza del suo Governo, coglie l'opportunità di confermarli i sensi della sua distinta stima.

R. Cardinal MERRY DEL VAL.

Traduction.

Des chambres du Vatican.

Monsieur le Chargé d'Affaires de France près le Saint-Siège.

26 juillet 1904, N° 6561.

Le soussigné Cardinal Secrétaire d'Etat a porté l'attention voulue à la note datée du 23 du mois courant, par laquelle M. le chargé d'Affaires de France, après avoir fait allusion à l'ordre que l'on a fait parvenir à Mon-

seigneur l'évêque de Dijon, à la date du 9 juillet, de se rendre à Rome, affirme que le Saint-Siège, en appelant directement un évêque à l'insu du Gouvernement, « méconnaît les droits du pouvoir avec lequel il a signé le Concordat » et en menaçant l'évêque de la peine de la suspension « méconnaît la disposition du Concordat, d'après laquelle un évêque ne peut être suspendu ou déposé sans l'accord des deux autorités qui ont contribué à le nommer ». Après ces affirmations, M. le chargé d'affaires, au nom de son Gouvernement, déclare que si la lettre ci-dessus mentionnée, en date du 9 juillet n'est pas retirée, et si l'on donne suite aux menaces qui s'y trouvent exprimées, « le Gouvernement français devra comprendre que le Saint-Siège se désintéresse de ses relations avec la puissance qui, remplissant ses obligations concordataires, a le devoir de défendre les prérogatives que le Concordat lui confère ».

Le cardinal soussigné ne s'arrête pas à faire remarquer qu'en adressant à Monseigneur Le Nordez la lettre ci-dessus indiquée du 9 juillet, il ne pouvait évidemment pas tenir compte de la protestation à lui remise par M. le chargé d'affaires, à la date du 15 du même mois. Laissant donc de côté cette observation, le cardinal soussigné répondra à ce qui constitue la substance de la dernière note.

Ils sont présents à la mémoire de tous, les pénibles incidents qui se sont produits, au cours du mois de février, dans le diocèse de Dijon, où les jeunes séminaristes refusèrent de recevoir la sainte ordination des mains de Monseigneur Le Nordez, préférant plutôt être expulsés du séminaire, et furent suivis par presque tous leurs collègues qui déclarèrent se solidariser avec eux. Un ajournement des saintes ordinations s'imposait, soit pour s'enquérir des motifs de cette résistance des jeunes gens, soit pour leur donner le temps nécessaire pour la réflexion et l'apaisement de leurs esprits ; c'est pour cette raison que Monseigneur le Nonce, par lettre du 11 mars, fit savoir à Monseigneur l'évêque de Dijon que c'était la volonté du Saint-Siège qu'il s'abstint des saintes ordinations jusqu'à nouvel ordre.

Ce fut là une simple mesure de prudence, réclamée par les circonstances, qui ne comportait aucune peine et Monseigneur Le Nordez, par une lettre adressée au cardinal soussigné, la reconnut juste et opportune.

Sur ces entrefaites, les accusations que l'on portait contre Monseigneur l'évêque de Dijon s'aggravaient au point de rendre nécessaires quelques explications.

Ce fut pour cette raison que le Saint-Siège l'invita à se rendre à Rome, et comme, malgré sa promesse de s'y trouver présent dans la seconde moitié de juin, il différait d'obéir, on lui répéta, par lettre du 9 juillet, l'ordre de venir, en lui rappelant les sanctions canoniques qui découlent de la gravité de l'obligation d'obéir, sanctions qui, du reste, devaient s'exercer que dans le cas de contumace et qui devait disparaître par le fait même de l'obéissance.

Il ne s'agissait donc pas d'une déposition, auquel cas le Saint-Siège en aurait informé le Gouvernement, ni d'autres mesures pénales, mais d'une simple convocation à Rome pour donner des explications sur les accusations que l'on portait contre lui. A son arrivée à Rome, on lui aurait fait part des imputations qui le concernaient en lui laissant la plus large faculté de les examiner et de se défendre, et s'il avait réussi à les repousser le Saint-Père aurait été très heureux de proclamer leur manque de fondement.

Le Gouvernement français considère nulle et non avenue la lettre de Monseigneur Lorenzelli du 11 mars et demande le retrait de celle du Saint-Siège du 9 juillet adressée à Monseigneur l'évêque de Dijon, les jugeant toutes deux contraires au Concordat, mais il est facile de démontrer l'inexactitude de cette manière de voir. En effet, en premier lieu le concordat est bien distinct des articles organiques ultérieurs qui sont un acte unilatéral du Gouvernement français contre lequel le Saint-Siège n'a jamais cessé de protester ; et dans aucun des dix-sept articles du Concordat, il n'est dit plus au fond que dans la forme que le Saint-Siège ne peut pas, sans le consentement préalable du Gouvernement, ordonner à un évêque, comme mesure de prudence réclamée par les circonstances, de s'abstenir temporairement de quelque acte de son ministère ou l'appeler à Rome, pour fournir des explications sur sa conduite. Le souverain pontife ne pouvait pas faire cette concession sans manquer aux sacrés devoirs du pasteur suprême de l'Eglise, puisque, si personne ne conteste que les évêques en France doivent avoir avec le Gouvernement les rapports nécessaires définis par le Concordat, toutefois dans l'exercice de leur juridiction ils dépendent du pontife romain qui leur a conféré cette juridiction au moyen de l'institution canonique et qui la leur conserve : le pontife romain ne peut pas subordonner cette dépendance au consentement de l'autorité civile. Que le pontife romain, même depuis le Concordat, conserve sur les évêques en France sa pleine autorité cela résulte clairement même du serment solennel et spécial que le Gouvernement français ne peut pas ignorer, puisqu'il fait partie de l'institution canonique qui est jointe aux bulles et par lequel les évêques s'obligent sans aucune restriction à recevoir avec soumission et à exécuter très fidèlement les injonctions du pontife romain ; « Mandata apostolica humiliter recipiam et quam diligentissime exequar. » Et en particulier, le fait que le pontife romain, même depuis le Concordat, peut appeler à Rome — même sous menace de peines à encourir *ipso facto* — les évêques de France, pour rendre compte de leurs actes, est confirmé par la loi bien connue, loi que le Gouvernement français n'ignore certainement pas, qui oblige sous menace des peines *latæ sententiæ*, les évêques de France, comme ceux des autres pays d'Europe, sans aucune réserve du consentement de leur Gouvernement, à se rendre tous les quatre ans à Rome ou au moins à y envoyer leur représentant dans le but principal d'exposer au Saint-Siège l'état de leur diocèse et d'en recevoir des instructions, des conseils et des commandements.

A la suite de ces réflexions, il est permis d'espérer que le Gouvernement français sera persuadé que, de la part du Saint-Siège, il n'y a eu aucune violation du Concordat et que, s'inspirant de sentiments d'équité, le Gouvernement ne voudra pas insister sur le retrait de la lettre en question, épargnant ainsi à son pays une profonde agitation religieuse. Ce retrait équivaldrait en effet à la complète abdication de l'autorité pontificale sur l'épiscopat, abdication qui n'est pas au pouvoir du Saint-Père et qui ne peut pas être dans les intentions du Gouvernement de la République. Mais, pour donner une nouvelle preuve de ses dispositions conciliantes et montrer, que dans tous ces pénibles incidents, il s'est inspiré toujours et uniquement des sentiments de son devoir, le Saint-Père ne se refuserait pas à proroger d'un mois le délai assigné à Monseigneur l'évêque de Dijon pourvu que celui-ci, dans ce laps de temps, se rende à Rome pour se justifier et que dans le cas où il refuserait de s'y rendre ou bien ne réussirait pas à se justifier, le Gouvernement se montre disposé à s'en-

tendre avec le Saint-Siège in vista di provvedere à l'administration del diocèse.

De cet acte de déférence il est aisé de comprendre quel grand intérêt le Saint-Siège attache au maintien des bonnes relations avec le Gouvernement de la République, relations fondées sur l'exacte observation des dispositions concordataires. Le Saint-Père, s'inspirant de l'affection toute particulière qu'à l'exemple de son illustre prédécesseur, il nourrit pour la noble nation française, verrait avec la plus grande douleur que le Gouvernement de la République, dans le but d'empêcher la justification d'un évêque auprès de l'autorité compétente, se laissât aller à des mesures d'hostilité non justifiées, dont néanmoins le Saint-Siège ne pourrait porter aucune responsabilité, ni devant Dieu ni devant les hommes.

Le cardinal secrétaire d'Etat soussigné, en priant M. le chargé d'affaires de France de vouloir bien porter tout ce qui précède à la connaissance de son Gouvernement, saisit cette occasion de lui renouveler l'expression de sa considération distinguée.

Dalle Stanze del Vaticano.

(Sig. Incaricato d'Affari di Francia presso la S. Sede).

26 Luglio, 1904.

Il sottoscritto Cardinale Segretario di Stato non ha mancato di portare tutta la sua attenzione sulla Nota, in data 23 del volgente mese di Luglio, con la quale il Sig. Incaricato d'Affari di Francia, dopo avere accennato alle spiegazioni, contenute nel dispaccio diretto a Monsignor Nunzio a Parigi il 10 Giugno u. p. e agli avvisi fatti parvenire in data 2 e 10 Luglio a Monsignor Vescovo di Laval, osserva, che la Santa Sede, chiamo in Roma un Vescovo all'insaputa del Governo « disconosce i diritti del Potere col quale ha firmato il Concordato », e, minacciando il Vescovo della pena della sospensione, se non si rende à Roma « disconosce la disposizione del Concordato, dalla quale risulta, che un Vescovo non può essere sospeso o deposto senza l'accordo delle due Autorità, che hanno contribuito a crearlo ».

Dopo queste affermazioni, il Sig. Incaricato d'Affari in nome del suo Governo dichiara, che se non vengono ritirate le due menzionate lettere, dirette a Monsignor Geay, e se si dà seguito alle minacce ivi contenute, « il Governo francese dovrà comprendere, che la Santa Sede non ha più interesse delle sue relazioni col Potere, che, nel compiere gli obblighi del Concordato, ha il dovere di difendere le prerogative, che il Concordato gli conferisce ».

Per rispondere adeguatamente alle dette osservazioni, gioverà innanzi tutto esporre brevemente lo stato esatto della questione.

Per motivi di ordine esclusivamente ecclesiastico e del tutto estranei alle questioni politiche che si agitano in Francia, il Sommo Pontefice in adempimento dei doveri del Suo Apostolico ministero sopra tutta la Chiesa, giudico opportuno di consigliare al Vescovo di Laval la rinunzia spontanea della sua diocesi, poichè in tal modo egli avrebbe risparmiato a se stesso e alla Santa Sede il dispiacere di un ulteriore procedimento.

Non seguendo Monsignor Geay questo prudente e paterno consiglio,

ripetuto più volte, la Santa Sede gli fece noto che si sarebbe trovata nella doverosa necessità di chiamarlo in Roma, affinchè desse le necessarie spiegazioni sulle gravi imputazioni che gli si facevano. Non si trattava adunque di deposizione, nel qual caso la Santa Sede ne avrebbe informato il Governo, e neppure di altre disposizioni penali, ma di una semplice chiamata in Roma per giustificarsi. Venuto in Roma, gli sarebbero state comunicate le imputazioni che lo riguardano con pienissima libertà di esaminarle e difendersi; e se fosse riuscito a ribatterle, il Santo Padre sarebbe stato felicissimo di proclamare la insussistenza delle accuse. Tutto ciò la Santa Sede dichiarò formalmente nel dispaccio diretto al Nunzio pontificio in Parigi il 10 Giugno u. p. di cui fu data lettura e rilasciata copia al Sig. Delcassé, in risposta alla Nota del 3 dello stesso mese, rimessa allo scrivente Cardinale dal Sig. Incaricato d'Affari di Francia. Le spiegazioni date parvero soddisfare il Sig. Ministro; certamente esse non ebbero replica alcuna e perciò la Santa Sede con ragione ritenne fossero state accettate. Del resto Monsignor Nunzio a varie riprese aveva intrattenuto il Governo, sia sotto il precedente, sia sotto l'attuale Gabinetto, della dolorosa situazione della diocesi di Laval, facendo rilevare la necessità di un provvedimento.

In questo stato di cose, e sempre allo scopo sopra indicato della sua giustificazione fu inviato a Monsignor Geay l'ordine di recarsi in Roma, aggiungendovi la sanzione canonica richiesta dalla gravità dell'obbligo di obbedire, sanzione del resto chedoveva aver luogo soltanto in caso di contumacia, e doveva cessare coll'atto stesso dell'obbedienza. Nel citato dispaccio del 10 Giugno a Mons. Nunzio lo scrivente Cardinale diceva bensì che, supposto un regolare procedimento, non si sarebbero trascurate a suo tempo le prescrizioni del Concordato, il che si riferiva all'ipotesi di una deposizione o di una spontanea rinunzia ma non affermava che la Santa Sede si sarebbe astenuta dal chiamare in Roma Monsignor Vescovo di Laval, obligandolo in coscienza ad obbedire anche con canonica sanzione.

A questi precedenti si riferiscono le lettere del 2 e 10 Luglio a Monsignor Vescovo di Laval delle quali il Governo francese domanda il ritiro, giudicandole altrettante violazioni del Concordato; ma facile dimostrare l'inesattezza di questo suo giudizio. Infatti in primo luogo il Concordato è ben distinto dai posteriori *articoli organici*, che sono un atto unilaterale del Governo Francese, contro i quali la Santa Sede non ha mai cessato di protestare; e in nessuno dei 17 articoli del Concordato sia nello spirito che nella lettera si legge che la Santa Sede non possa, senza il previo consenso del Governo, consigliare ad un Vescovo la rinunzia della sua diocesi pel suo maggior vantaggio personale e della diocesi stessa o chiamarlo in Roma per fornire spiegazioni sulla sua condotta. Nè ciò poteva concedere in Romano Pontefice senza venir meno ai sacri doveri di Supremo Pastore della Chiesa, poichè se nessuno contesta che i Vescovi in Francia debbano avere col Governo i necessari rapporti definiti dal Concordato, però nella loro giurisdizione dipendono dal Romano Pontefice che glie la conferì per mezzo della canonica istituzione e glie la conserva, ed il Romano Pontefice, non può rendere questa dipendenza subordinata al consenso della autorità civile. Invero che il Romano Pontefice, anche dopo il Concordato, conservi sui Vescovi in Francia la sua piena autorità, chiaro apparisce anche dal Solenne e speciale giuramento che il Governo francese non può ignorare, facendo esso parte della istituzione canonica che va unita alle Bolle, e con il quale i Vescovi si obbligano senza alcuna restrizione di

ricevere sommessamente e fedelissimamente eseguire le ingiunzioni del Romano Pontefice: *Mandata apostolica humiliter recipiam et quam diligentissime exequar*. Ed in particolare che il Romano Pontefice anche dopo il Concordato possa chiamare in Roma, anche sotto pene da incorrersi *ipso facto* i Vescovi di Francia a render conto del loro operato si conferma dalla legge notissima, che certamente il Governo francese conosce e che, senza alcuna subordinazione al consenso del Governo, obbliga i Vescovi di Francia, come di altri paesi di Europa, sotto pene *latæ sententiæ*, a recarsi ogni quattro anni in Roma o almeno inviare un loro rappresentante, allo scopo principale di esporre al Romano Pontefice lo stato della loro diocesi e riceverne istruzioni, consigli, comandi.

Dopo queste riflessioni giova sperare che il Governo francese sarà persuaso che da parte della Santa Sede non vi è stata alcuna violazione del Concordato e che, ispirandosi a sentimenti di equanimità, non vorrà insistere sul ritiro delle letterre delle quali è questione, risparmiando così al proprio paese profonde agitazioni religiose. Questo ritiro infatti equivarrebbe alla completa abdicazione dell' autorità pontificia sul l'Episcopato; abdicazione che non è nelle facoltà del Santo Padre e non può essere nelle intenzioni del Governo della Repubblica. Soltanto per dare novella prova delle sue concilianti disposizioni e dimostrare che in tutti questi penosi incidenti, Egli si è ispirato sempre ed unicamente al sentimento del proprio dovere, il Santo Padre non sarebbe alieno dal prorogare di un mese il termine assegnato a Mons. Vescovo di Laval, purchè questi il tal frattempo si rechi in Roma per giustificarsi ed ove rifiutasse di recarvisi o non riuscisse a giustificarsi, il Governo si mostri disposto ad intendersela con la Santa Sede per provvedere all' amministrazione della diocesi. Da quest'atto di deferenza si può agevolmente argomentare quanto interesse la Santa Sede annetta al mantenimento delle buone relazioni col Governo della Repubblica fondate sull' esatta osservanza delle disposizioni concordatarie. Il Santo Padre per l'affetto tutto particolare che sull' esempio del Suo illustre Predecessore nutre per la nobile nazione francese, vedrebbe col più gran dolore che il Governo della Repubblica, solo per impedire la giustificazione di un Vescovo presso l'autorità competente, si lasciasse andare a misure di ostilità non giustificata, delle quali però la Santa Sede non potrebbe portare alcuna responsabilità nè innanzi a Dio, nè innanzi agli uomini.

Il sottoscritto Cardinale Segretario di Stato nel pregare il Sig. Incaricato d'Affari di Francia di voler portare tutto ciò a conoscenza del suo Governo, coglie l'opportunità di confermarli i sensi della sua distinta stima.

R. Card. MERRY DEL VAL.

Traduction

Des Chambres du Vatican.

Le 26 juillet 1904. N° 6562.

Le soussigné cardinal secrétaire d'Etat n'a pas manqué de porter toute son attention sur la note en date du 23 du mois de juillet courant, par laquelle M. le chargé d'affaires de France, après avoir fait allusion aux explications contenues dans la dépêche adressée à M. le nonce à Paris, le 16 juin dernier, et aux avis qu'on avait fait parvenir, à la date des 2 et

10 juillet, à Monseigneur l'évêque de Laval, M. le chargé d'affaires de France près le Saint-Siège fait observer que le Saint-Siège, en appelant à Rome un évêque, à l'insu du Gouvernement, « méconnaît les droits de la puissance avec laquelle il a signé le Concordat », et en menaçant l'évêque la peine de la suspension, s'il ne se rend pas à Rome, « méconnaît la disposition du Concordat, d'où il résulte qu'un évêque ne peut être suspendu ou déposé sans l'accord des deux autorités qui ont contribué à le nommer ».

Après ces affirmations, M. le chargé d'affaires déclare, au nom de son Gouvernement, que si les deux lettres mentionnées adressées à Monseigneur Geay ne sont pas retirées, et si suite est donnée aux menaces contenues dans ces lettres, « le Gouvernement français devra comprendre que le Saint-Siège se désintéresse de ses relations avec la puissance qui, accomplissant les obligations concordataires, a le devoir de défendre les prérogatives que le Concordat lui confère ».

Pour répondre d'une manière adéquate auxdites observations, il convient, avant tout, d'exposer brièvement l'état exact de la question.

Pour des motifs d'ordre exclusivement ecclésiastique et absolument étrangers aux questions politiques qui s'agitent en France, le pontife suprême, dans l'accomplissement des devoirs de son ministère apostolique sur toute l'Eglise, a jugé opportun de conseiller à l'évêque de Laval de renoncer spontanément à son diocèse, parce que, de cette façon, il se serait épargné à lui-même et aurait épargné au Saint-Siège le désagrément de prendre des mesures ultérieures.

Monseigneur Geay n'ayant pas suivi ce conseil prudent et paternel, répété à plusieurs reprises, le Saint-Siège lui a fait savoir qu'il se trouverait dans la légitime nécessité de l'appeler à Rome pour donner les explications nécessaires sur les graves imputations mises à sa charge. Il ne s'agissait donc pas de déposition, auquel cas le Saint-Siège en aurait informé le Gouvernement, ni d'autres dispositions pénales, mais d'un simple appel à Rome pour se justifier. A son arrivée à Rome, on lui aurait fait connaître les imputations qui le concernent, avec liberté pleine et entière pour lui de les examiner et de se défendre ; et, s'il avait réussi à les réfuter, le Saint-Père aurait été très heureux de proclamer leur manque de fondement. Tout ce qui précède, le Saint-Siège l'a formellement déclaré dans la dépêche adressée au nonce pontifical à Paris, le 10 juin dernier, dépêche dont lecture a été donnée et copie laissée à M. Delcassé, en réponse à la note du 3 du même mois, remise au cardinal soussigné par M. le chargé d'affaires de France. Les explications données ont paru satisfaire M. le Ministre ; comme certainement il n'y a pas été répondu, en conséquence, le Saint-Siège a cru, avec raison, qu'elles avaient été acceptées.

Du reste, Monseigneur le nonce avait, à diverses reprises, entretenu le Gouvernement, sous les cabinets précédents ainsi que sous le cabinet actuel de la douloureuse situation où se trouvait le diocèse de Laval, en faisant ressortir la nécessité de prendre des mesures.

Dans cet état de choses, et toujours dans le but susindiqué de sa justification, on a envoyé à Monseigneur Geay l'ordre de se rendre à Rome, en faisant ressortir les sanctions canoniques que comporte la gravité de l'obligation d'obéir, sanctions qui, du reste, devaient seulement s'exercer en cas de contumace et qui devaient ne pas s'appliquer par le fait même de l'obéissance. Dans la dépêche précitée du 10 juin à Monseigneur le nonce,

le cardinal soussigné disait, il est vrai, que dans l'hypothèse d'une procédure régulière, on n'aurait pas négligé les prescriptions du Concordat, ce qui se référerait à l'hypothèse d'une déposition ou d'une renonciation spontanée, mais le cardinal n'a pas affirmé que le Saint-Siège s'abstiendrait d'appeler à Rome Monseigneur l'évêque de Laval, l'obligeant ainsi en conscience d'obéir, même sous peines de sanctions canoniques.

A ce qui précède se réfèrent les lettres des 2 et 10 juillet adressées à Monseigneur l'évêque de Laval, lettres dont le Gouvernement français demande le retrait, jugeant qu'elles constituent autant de violations du Concordat ; mais il est facile de démontrer l'inexactitude de cette appréciation.

En effet, le Concordat est, tout d'abord, bien distinct des articles organiques qui lui sont postérieurs et qui constituent un acte unilatéral du Gouvernement français, contre lequel le Saint-Siège n'a jamais cessé de protester ; et dans aucun des dix-sept articles du Concordat, il n'est dit, pas plus dans le fond que dans la forme, que le Saint-Siège ne peut, sans le consentement préalable du Gouvernement, conseiller à un évêque de renoncer à son diocèse pour son plus grand avantage et pour celui du diocèse lui-même, ou bien l'appeler à Rome pour fournir des explications sur sa conduite. Le pontife romain n'a pas pu concéder ce point sans manquer à ses sacrés devoirs de pasteur suprême de l'Eglise, car, si personne ne conteste que les évêques en France doivent avoir, avec le Gouvernement, les rapports nécessaires définis par le Concordat, toutefois, dans l'exercice de leur juridiction, ces évêques dépendent du pontife romain, qui leur a conféré cette juridiction au moyen de l'institution canonique et la leur conserve ; le pontife romain ne peut subordonner cette dépendance au consentement de l'autorité civile. En effet que, même après le Concordat, le pontife romain ait conservé son autorité pleine et entière sur les évêques en France, cela ressort également du serment solennel et spécial, que le Gouvernement français ne peut ignorer, attendu que ce serment fait partie de l'institution canonique qui est jointe aux bulles, serment par lequel les évêques s'obligent, sans aucune restriction, à recevoir avec la plus grande soumission et déférer avec fidélité aux injonctions du pontife romain : *Mandata apostolica humiliter recipiam et quam diligentissime exequar*. Et, en particulier, le fait que le pontife romain peut même, depuis le Concordat, appeler à Rome, même en les menaçant de peines à encourir *ipso facto*, les évêques de France, pour rendre compte de leurs actes, ce qui est confirmé par la loi très connue que le Gouvernement n'ignore certainement pas et d'après laquelle, sans aucune subordination au consentement du Gouvernement, les évêques de France, comme ceux des autres pays d'Europe, sont obligés, sous peine de *latae sententiæ*, de se rendre tous les quatre ans à Rome ou, du moins, d'y envoyer un représentant dans le but principal d'exposer au pontife romain l'état de leurs diocèses et d'en recevoir des instructions, des conseils et des ordres.

A la suite de ces réflexions, il est permis d'espérer que le Gouvernement français sera persuadé que, de la part du Saint-Siège, il n'y a eu aucune violation du Concordat, et que, s'inspirant de sentiments d'équité, le Gouvernement ne voudra pas insister sur le retrait des lettres en question, épargnant ainsi à son propre pays une profonde agitation religieuse. Ce retrait équivaldrait, en effet, à l'abdication complète de l'autorité pontificale sur l'épiscopat, abdication qui n'est pas au pouvoir du Saint-Père

et qui ne peut pas être dans les intentions du Gouvernement de la République.

Mais, pour donner une nouvelle preuve de ses dispositions conciliantes, et montrer que dans tous ces pénibles incidents, il s'est toujours uniquement inspiré des sentiments de son devoir, le Saint-Père ne se refuserait pas à proroger d'un mois, le délai assigné à Monseigneur l'évêque de Laval pour que celui-ci, dans ce laps de temps, se rende à Rome pour se justifier, et que, dans le cas où il refuserait de s'y rendre ou bien ne réussissait pas à se justifier, le Gouvernement se montre disposé à s'entendre avec le Saint-Siège en vue de pourvoir à l'administration du diocèse.

De cet acte de déférence, il est aisé de comprendre quel grand intérêt le Saint-Siège attache au maintien des bonnes relations avec le Gouvernement de la République, relations fondées sur l'exacte observation des dispositions concordataires.

Le Saint-Père, s'inspirant de l'affection toute particulière qu'à l'exemple de son illustre prédécesseur, il nourrit pour la noble nation française, verrait avec la plus grande douleur que le Gouvernement de la République, dans le but d'empêcher la justification d'un évêque auprès de l'autorité compétente, se laissât aller à des mesures d'hostilité non justifiées dont, toutefois, le Saint-Siège ne pourrait porter aucune responsabilité ni devant Dieu ni devant les hommes.

En priant M. le chargé d'affaires de France de vouloir bien porter tout ce qui précède à la connaissance de son Gouvernement, le cardinal secrétaire d'Etat soussigné prie d'agréer, etc.

(Signé) : R. cardinal MERRY DEL VAL.

Le Ministre des Affaires étrangères à M. de Courcel, Chargé d'Affaires de France près le Saint-Siège.

Paris, le 29 juillet 1904.

(Télégramme)

En réponse aux notes jointes à votre lettre du 27 et dont le conseil des ministres vient de prendre connaissance, je vous prie de remettre, dans le plus bref délai, à Son Excellence le cardinal secrétaire d'Etat, la note suivante dont vous voudrez bien auparavant lui donner lecture :

« Après avoir, à plusieurs reprises, signalé les graves atteintes que l'initiative du Saint-Siège, s'exerçant directement auprès des évêques français, porte aux droits concordataires de l'Etat, le Gouvernement de la République a, par deux notes en date du 23 juillet courant, prévenu le Saint-Siège de la conclusion qu'il serait amené à tirer de la méconnaissance persistante de ses droits.

» Obligé de constater, par la réponse de Son Excellence le cardinal secrétaire d'Etat en date du 26 juillet courant, que le Saint-Siège maintient les actes accomplis à l'insu du pouvoir avec lequel il a signé le Concordat, le Gouvernement de la République a décidé de mettre fin à des relations officielles qui, par la volonté du Saint-Siège, se trouvent être sans objet ».

Cette note remise, vous ajouterez que nous considérons comme terminée la mission du nonce apostolique.

(Signé) : DELCASSÉ.

Le Chargé d'Affaires de France au Ministre des Affaires étrangères.

Rome 30 juillet 1 h. 35 du soir.

(Télégramme).

Conformément aux instructions contenues dans le télégramme de Votre Excellence en date d'hier, je viens de me rendre au Vatican. J'ai remis la note au cardinal secrétaire d'Etat, après lui en avoir donné lecture. J'ai ensuite ajouté que le Gouvernement de la République considère comme terminée la mission du nonce apostolique. Le cardinal Merry del Val m'a déclaré que l'ordre de partir allait être télégraphié à Monseigneur Lorenzelli.

(Signé) : COURCEL.

AFFAIRES DE VENEZUELA ⁽¹⁾

(Suite) ⁽²⁾

N° 121. — Le Ministère des Colonies au Ministère des Affaires étrangères.

Downing-Street, le 19 août 1902. (Reçu le 20 août)

Le Sous-Secrétaire d'Etat des Colonies présente ses compliments au Sous-Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères et l'informe qu'il est chargé par le Secrétaire d'Etat de lui transmettre, pour l'édification du Marquis de Lansdowne, et comme suite à la lettre de ce Département, en date du 11 courant, la copie d'une dépêche relative à la capture du sloop britannique *Queen*, par la canonnière vénézuélienne. *Restaurador*.

ANNEXE 1 DU N° 121.

Le Gouverneur Intérimaire Sir C. Knollys, à M. Chamberlain.

Hôtel du Gouvernement, Trinidad le 31 juillet 1902.

Monsieur,

Comme suite à ma dépêche du 16 courant, j'ai l'honneur de vous adresser la copie ci-incluse de la déposition faite par John A. Patrice, propriétaire du sloop *Queen*, qui a été capturé par la canonnière vénézuélienne *Restaurador*.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : C.-C. KNOLLYS.

ANNEXE 2 DU N° 121.

Déposition de John A. Patrice.

Moi, John Augustus Patrice, après avoir dûment prêté serment, déclare ce qui suit :

Je suis sujet Britannique et je suis né à Carriacou en l'année 1869. Je suis le propriétaire unique du sloop *Queen*, qui a été construit pour moi à Carriacou, en 1899, par Jacob Patrice. Ce navire jauge neuf tonneaux et il m'a coûté 800 dollars. Il n'est pas hypothéqué.

Jusqu'en avril de la présente année, j'ai trafiqué sur la côte de Grenada et je n'ai pas fait enregistrer le navire. En avril 1902, désirant me livrer

(1) Livre bleu anglais, Venezuela, I, 1903 (traduction).

(2) Voir *Arch. Diplom.*, juin 1904, vol. II, tome 90, p. 699-710 et suiv.

au commerce intercolonial, je l'ai fait enregistrer à la Douane de Saint-George, à Grenada.

Je suis allé d'abord à Saint-Vincent, puis à Sainte-Lucie, ensuite je suis revenu à Grenada. J'étais en route pour Trinidad lorsque j'ai été capturé par la canonnière vénézuélienne *Restaurador*.

On m'a enlevé mon certificat d'enregistrement ainsi que tous mes autres papiers. Bien que j'aie réclamé spécialement la restitution de ce document, je ne l'ai pas obtenue jusqu'à ce jour.

(Signé) : John A. PATRICE.

Déclaré sous serment, devant moi, à Port-of-Spain, Trinidad, ce 28 juillet 1902.

(Signé) : A.-S. BOWEN.

Commissaire des Affidavit.

N° 122. — M. Haggard au Marquis de Lansdowne.

Caracas, le 1^{er} août 1902, (reçue le 28 août).

(Extrait)

J'ai l'honneur de vous adresser la copie ci-incluse d'une note que j'ai fait parvenir au Gouvernement vénézuélien, conformément aux instructions que Votre Seigneurie m'a transmises par son télégramme du 29 juillet dernier pour formuler une protestation catégorique contre les agissements intolérables du Gouvernement vénézuélien en ce qui concerne les atteintes portées à la liberté et aux biens de sujets britanniques, et pour déclarer en termes non équivoques que, si nous ne recevions pas l'assurance formelle que de pareils incidents ne se reproduiraient plus et si une suffisante indemnité n'était pas promptement payée aux parties lésées, dans tous les cas où le Gouvernement de Sa Majesté aura acquis la preuve qu'une compensation leur est équitablement due, le Gouvernement de Sa Majesté prendra telles mesures qui pourront être nécessaires afin d'obtenir les réparations qu'il est en droit d'exiger pour les cas en question, de même qu'en raison des réclamations des Compagnies anglaises de chemins de fer contre le Gouvernement vénézuélien, et aussi pour tout préjudice causé par la conduite injustifiable du Consul du Venezuela à Trinidad.

J'ai porté en personne cette note au Ministre Intérimaire des Affaires Etrangères et je la lui ai traduite mot à mot. Je la lui ai en même temps expliquée et commentée en des termes excluant toute possibilité de malentendu. A la fin de chaque phrase, je demandais au Ministre s'il l'avait bien comprise et je m'assurais qu'il en était bien ainsi. Je lui ai fait ressortir l'extrême gravité de cette communication et je lui ai dit qu'il devait comprendre que celle-ci avait été libellée après un examen sérieux et approfondi non seulement de son objet lui-même, mais aussi des suites qu'elle pouvait comporter. J'ai ajouté que le Gouvernement de Sa Majesté parlait à bon escient et qu'il n'employait pas un tel langage sans être résolu à agir en conséquence, en cas de besoin.

Je l'ai donc prié de vouloir bien considérer, et surtout d'engager le Président à considérer la note d'une façon très sérieuse, particulièrement en vue des conséquences graves que ne manquerait pas d'amener le refus

du Gouvernement vénézuélien de donner satisfaction aux justes revendications du Gouvernement de Sa Majesté.

Le Ministre a accepté la note avec calme ; il m'a fait en dernier lieu la remarque que son Gouvernement était accoutumé à recevoir de semblables communications. Je lui ai répondu que cela était possible, mais non de la part de l'Angleterre. J'ai ajouté que son Excellence devait reconnaître que nous avions été extraordinairement patients, que le Gouvernement de Sa Majesté avait été lent à prendre une aussi grave décision, mais qu'une fois celle-ci prise, il avait le pouvoir d'en assurer l'exécution.

ANNEXE DU N° 122.

M. Haggard à M. Baralt.

Caracas, le 30 juillet 1902.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'aviser Votre Excellence que j'ai été informé par le Gouvernement de Sa Majesté, qu'il a été saisi de plaintes relatives à une série de cas dans lesquels le Gouvernement vénézuélien a disposé des biens et de la liberté de sujets britanniques d'une façon tout à fait injustifiable.

Il énumère les incidents suivants, qui se sont produits depuis le début de l'année dernière :

La capture et la déportation de sujets britanniques par la canonnière vénézuélienne *Augusto* ; la saisie du navire et des effets de John Craig, à l'île de Patos ; le cas de la *Buena-Fé*, qui comporte une intervention semblable et une violation des traités ; celui de la *Maria-Térés*a ; celui du *Pastor* ; celui de l'*Indiana*, et celui du *In-Time*. Pour aucun de ces incidents, il n'a été fourni d'explications satisfaisantes.

La confiscation du navire britannique *Queen* semble au Gouvernement de Sa Majesté constituer un cas encore plus flagrant d'illégalité.

Il n'est pas possible que le Gouvernement de Sa Majesté tolère la continuation d'agissements dont ce dernier incident a montré tout l'arbitraire. En conséquence, il m'a donné l'ordre de formuler une protestation catégorique au sujet de ces faits et de déclarer à Son Excellence le Président et au Ministre des Affaires étrangères, en termes non équivoques, que, si le Gouvernement de Sa Majesté ne reçoit pas l'assurance formelle que de tels incidents ne se reproduiront plus, et si une suffisante indemnité n'est pas promptement payée aux parties lésées, dans tous les cas où le Gouvernement de Sa Majesté aura acquis la preuve qu'une compensation leur est équitablement due, le Gouvernement de Sa Majesté prendra telles mesures qu'il jugera nécessaires afin d'obtenir les réparations qu'il est en droit d'exiger pour les cas en question, de même qu'en raison des réclamations des Compagnies anglaises de chemins de fer au Venezuela, et aussi pour tout préjudice causé par la conduite, absolument injustifiable du Consul vénézuélien à Trinidad.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W.-H.-D. HAGGARD.

N° 123. — M. Haggard au Marquis de Lansdowne.

Caracas, le 4 août 1902, (reçue le 28 août).

(Extrait)

J'ai l'honneur de vous adresser la copie ci-incluse d'une note que j'ai reçue du Gouvernement vénézuélien en réponse à celle dont j'ai eu l'honneur de vous transmettre copie par ma dépêche du 1^{er} courant.

Le Gouvernement vénézuélien déclare, dans sa note, qu'à son avis, plusieurs des affaires signalées, telles que la saisie du bateau de John Craig et les mesures prises contre la *Maria-Térés*a, se trouvaient déjà réglées. Il prétend qu'une autre de ces questions, celle qui a trait à l'île de Patos, avait été réglée, il y a quelque temps, par le Gouvernement vénézuélien sans que le Gouvernement de Sa Majesté ait opposé une réfutation légale quelconque à sa décision, relativement à la propriété de l'île. Quant aux autres questions énumérées par Votre Seigneurie, il assure qu'elles sont déjà réglées ou en voie de règlement, par décision *ex parte* du Gouvernement vénézuélien, bien que les réponses aux représentations de la Légation de Sa Majesté aient été différées par suite de circonstances sur lesquelles il n'est pas nécessaire d'insister, c'est-à-dire le refus dudit Gouvernement de continuer tous les pourparlers autres que ceux relatifs au *Ban-Righ*.

Dans le paragraphe suivant, le Dr Baralt déclare qu'en conséquence, il ne juge pas le moment opportun pour répondre à cette dernière représentation plutôt qu'aux précédentes. Il donne alors nettement la raison de cette attitude, à savoir que le Gouvernement vénézuélien a décidé de différer la réponse à toutes les représentations de ce genre à partir de l'instant où il a eu connaissance des dommages causés par le *Ban-Righ* et aussi depuis qu'il a constaté la partialité flagrante des autorités de Trinidad dans les affaires préjudiciables à la paix intérieure du Venezuela.

Le paragraphe qui suit n'est en somme que la répétition, en termes différents, de celui mentionné ci-dessus et me rappelle les précédentes notes du Gouvernement vénézuélien, dans lesquelles ce dernier a affirmé, à plusieurs reprises, son intention de limiter ses relations avec la Légation de Sa Majesté.

Le Ministre des Affaires étrangères conclut, en termes brefs et catégoriques, que, jusqu'à ce que cette affaire soit réglée d'une façon satisfaisante pour les intérêts des deux nations, le Gouvernement vénézuélien ne saurait entamer des pourparlers sur un autre sujet.

Son Excellence déclare enfin que, pour juger la conduite du Consul intérimaire à Trinidad, il faut prendre en considération la partialité des autorités coloniales. Il semblerait donc que le Gouvernement vénézuélien endosse et accepte la responsabilité de l'attitude de ce Consul, et cela en des termes qui sont de nature à fortifier la conviction que cette attitude a été adoptée à son instigation.

Votre Seigneurie verra qu'il n'est fait aucune allusion à la déclaration terminant ma note et relative à l'intention du Gouvernement de Sa Majesté d'exiger une réparation du Gouvernement vénézuélien, à moins que celui-ci ne l'offre spontanément.

ANNEXE DU N° 123.

M. Baralt à M. Haggard

Caracas, le 2 août 1902.

(Traduction)

Monsieur le Ministre,

La note de Votre Excellence, en date du 30 juillet, reçue par moi le 1^{er} courant, contient un résumé des plaintes et des réclamations se rapportant à différentes affaires, dont quelques-unes, telles que la saisie du bateau de John Craigh et les mesures prises contre le sloop *Maria-Térèse*, sont considérées comme réglées par le Gouvernement de la République. Une autre de ces affaires, celle relative à l'îlot de Patos, a été réglée, il y a quelque temps, par le Gouvernement du Venezuela, sans que la Grande-Bretagne ait formulé la moindre opposition au point de vue légal. Quant aux autres questions, elles étaient déjà réglées, ou en voie de règlement, bien qu'on ait différé de donner une réponse à leur sujet, en raison de circonstances sur lesquelles il n'est pas utile d'insister, attendu qu'elles sont bien connues de la Légation de Sa Majesté.

Le Chef du Pouvoir exécutif est donc très surpris que Votre Excellence fasse mention de ces faits, et il l'est surtout du ton général de votre note. Nonobstant toutes les questions qu'elle soulève, il ne juge pas opportun d'y répondre immédiatement, pour ce motif que le Gouvernement vénézuélien a résolu de différer l'examen des affaires de cette nature ou revêtant un caractère analogue, du jour où le *Ban-Righ* a commis ses actes dommageables et où les autorités de Trinidad ont ouvertement fait preuve de partialité dans un sens hostile à la paix intérieure du Venezuela.

La surprise du Chef du Gouvernement est d'autant plus justifiée que votre note se réfère à diverses questions, dont quelques-unes ont déjà été réglées. Et la Légation britannique ne saurait certainement considérer l'occasion présente comme propice pour discuter celles de ces questions qui sont encore pendantes avec notre Gouvernement, étant donné qu'aucun règlement n'est intervenu relativement aux plaintes et remontrances qui ont été adressées à la Grande-Bretagne, à la suite des agissements du *Ban-Righ* et de l'attitude des autorités britanniques en ce qui concerne ce navire. Votre Excellence n'ignore pas que les droits du Venezuela, en cette circonstance, s'appuient sur des documents probants qui sont conservés aux archives de ce Ministère.

Vous savez aussi, par les notes des 28 février, 8 et 13 mars et 5 avril dernier, que, depuis cette époque, le Gouvernement vénézuélien a décidé de différer l'examen de toute autre affaire pendante avec la Légation britannique, jusqu'au règlement de la question du *Ban-Righ*, règlement si ardemment désiré par le Gouvernement vénézuélien en vue de sauvegarder ses relations amicales avec le Gouvernement de Sa Majesté.

Ceci me fournit donc l'occasion de déclarer de nouveau à Votre Excellence qu'aussi longtemps que cette importante question n'aura pas été réglée à la satisfaction des intérêts des deux nations, ce Ministère ne saurait en examiner d'autres, qui n'ont aucun rapport avec elle.

La conduite que, dans votre note, vous attribuez au Consul de Trinidad, ne peut être jugée qu'en tenant compte de la partialité des autorités coloniales.

(Signé) : R. LOPEZ BARALT.

N° 124. — M. Haggard au Marquis de Lansdowne.

Caracas, le 23 août 1902, (reçue le 12 septembre).

Monseigneur,

Comme suite à la correspondance antérieure au sujet du *In-Time*, le Gouverneur intérimaire de Trinidad a eu l'obligeance de m'adresser de nouvelles dépositions de témoins de cet attentat, confirmant celle de Joachim Rodriguez, de sorte qu'il ne peut plus subsister aucun doute au sujet de cette affaire.

Je dois vous faire observer aussi qu'un de ces témoins, J. Mazziconacci, déclare, de plus, qu'au moment où il a été capturé et coulé, le *In-Time* portait le pavillon britannique.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W.-H.-D. HAGGARD.

N° 125. — L'Amirauté au Ministère des Affaires étrangères.

Amirauté le 10 octobre 1902 (reçu le 10 octobre).

Monsieur,

Je reçois l'ordre des Lords Commissaires de l'Amirauté de vous transmettre ci-inclus, afin que vous la soumettiez au marquis de Lansdowne, la copie d'une lettre datée du 27 septembre dernier, émanant du Commandant en chef de la Station de l'Amérique du Nord et des Indes occidentales, et relative aux mesures qui seraient, à son avis, nécessaires pour l'exécution de la démonstration navale projetée sur les côtes du Venezuela.

Leurs Seigneuries me prient de déclarer qu'elles ne prévoient aucune difficulté dans l'exécution du plan de Sir Archibal Douglas, s'il reçoit, toutefois, l'approbation de Lord Lansdowne.

Je suis, etc.

(Signé) : C.-J. THOMAS.

ANNEXE DU N° 125.

Le Vice-Amiral Douglas à l'Amirauté.

A Bord de l'*Ariadne*, à Halifax, le 27 septembre 1902.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre de l'Amirauté en date du 4 septembre, me donnant l'ordre de me tenir prêt à exécuter une démonstration navale sur les côtes du Venezuela, conjointement avec les vaisseaux de la Marine Impériale Allemande.

Au sujet du second paragraphe de la lettre ci-dessus mentionnée, je vous prie d'informer les Lords Commissaires de l'Amirauté que je crois qu'il sera nécessaire, pour prendre des mesures efficaces en vue d'exercer une pression sur le Gouvernement vénézuélien, de bloquer les ports de La Guayra, Porto-Cabello et Maracaibo, et autres ports de la côte vénézuélienne où aboutissent des chemins de fer.

L'époque la plus favorable pour commencer les opérations sera la fin

de novembre ; alors la saison de la pêche sera terminée à Terre-Neuve, et les navires actuellement occupés dans cette division, seront disponibles.

Sauf approbation de Leurs Seigneuries, je propose de donner le commandement au Commodore Montgomerie, du *Charybdis*, en plaçant les vaisseaux suivants sous ses ordres : *Tribune*, *Retribution*, *Indefatigable*, les torpilleurs destroyers *Quail* et *Rochet* et la *Columbine* (service spécial).

L'*Alert* et le *Fantome* seront aussi disponibles, en cas de besoin.

Ayant discuté la situation avec le capitaine C. H. Robertson, de la *Palas*, qui a servi récemment en qualité de Doyen des Officiers de Marine à la division des Barbades, qui a passé un laps de temps considérable dans les eaux vénézuéliennes et qui est très au courant de la situation de ce pays, je vous proposerais, à titre de *variante* au projet de blocus, d'opérer la capture de toutes les canonnières vénézuéliennes et de les retenir jusqu'à ce que satisfaction ait été obtenue pour toutes nos revendications.

N 126. — Le Ministre des Colonies au Ministre des Affaires étrangères.

Downing-Street, le 14 octobre 1902 (reçu le 15 octobre).

Le Sous-Secrétaire d'Etat des Colonies présente ses compliments au Sous-Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères et l'informe qu'il a reçu du Secrétaire d'Etat l'ordre de lui transmettre, pour être communiquée au Marquis de Lansdowne, la copie d'une dépêche du Gouverneur Intérimaire de Trinidad, au sujet du navire de guerre colombien *Bolivar*, précédemment le *Ban-Righ*.

ANNEXE DU N° 126.

Le Gouverneur Intérimaire Sir C. Knollys, à M. Chamberlain.

Hôtel du Gouvernement de Trinidad, le 23 septembre 1902.

(Extrait)

J'ai l'honneur de vous informer que le vaisseau de guerre colombien *Bolivar*, précédemment le *Ban-Righ* qui est entré dans ce port le 23 mars dernier, et au sujet duquel a été échangée une active correspondance, ayant effectué les réparations absolument urgentes dont il avait besoin, a appareillé à destination de Cartagena, dans la nuit du 19 courant.

N° 127. — Memorandum communiqué à l'Ambassadeur d'Allemagne

Au cours de ces deux dernières années, le Gouvernement de Sa Majesté a eu gravement à se plaindre des agissements du Gouvernement vénézuélien, lequel a attenté, sans motifs, à la liberté et aux biens de sujets britanniques.

A trois reprises différentes, des attentats de cette nature ont été commis contre des navires britanniques de la Colonie de Trinidad, qui ont été poursuivis par des gardes-côtes vénézuéliens, sur le simple soupçon qu'ils se livraient à la contrebande ou au commerce des armes, et cette

imputation a servi d'excuse pour la violation des eaux territoriales britanniques, pour la saisie des biens de sujets britanniques, et dans un cas même, pour la destruction du navire.

Dans deux autres circonstances, une accusation semblable, absolument dénuée de preuves, a servi d'excuse pour la capture et la confiscation, et même la destruction de navires britanniques dans les eaux vénézuéliennes. Le plus grave des incidents de cette nature s'est produit le 30 juin dernier, quand le navire britannique *Queen*, se rendant de Grenada à Trinidad, a été accosté par une canonnière vénézuélienne, en pleine mer, en vue de Carupano ; on lui a enlevé ses voiles, on lui a pris ses papiers et finalement on l'a confisqué, sur le simple soupçon qu'il avait transporté une cargaison d'armes au Venezuela ; l'équipage a été débarqué et laissé à terre sans ressources.

Dans chacun des cas susmentionnés, le Ministre de Sa Majesté à Caracas n'a épargné aucun effort pour obtenir un règlement amiable ; mais, pour aucune de ces affaires, nous n'avons obtenu des explications satisfaisantes. Quand, mettant le comble à la mesure, s'est produit l'incident de la *Queen*, on a compris qu'on ne pouvait plus tolérer la continuation d'une telle façon d'agir. Le 8 août, le Ministre de Sa Majesté à Caracas a reçu l'ordre de formuler une énergique protestation contre les agissements du Gouvernement vénézuélien et de signifier nettement au Président et au Ministre des Affaires Etrangères que, si des assurances formelles n'étaient données que de pareils incidents ne se reproduiraient plus et si une suffisante indemnité n'était promptement payée aux parties lésées, chaque fois qu'il sera démontré au Gouvernement de Sa Majesté que celle-ci est équitablement due, le Gouvernement de Sa Majesté prendra telles mesures qui seront jugées nécessaires pour obtenir les réparations qu'il est en droit d'exiger dans ces cas, ainsi que pour les revendications des Compagnies anglaises de chemins de fer, et aussi pour les pertes occasionnées par la conduite du Consul vénézuélien à Trinidad.

En ce qui concerne les deux derniers points, il convient de mentionner qu'il y a plusieurs Compagnies anglaises de chemins de fer au Venezuela, qui forment de grosses revendications contre le Gouvernement, tant pour services rendus que pour dommages causés à leurs propriétés par les troupes Gouvernementales, et dans certains cas pour défaut de garantie ou perte par dépréciation des fonds de l'Etat. A l'égard de M. Figueredo, Consul vénézuélien à Trinidad, on peut dire que sa conduite a donné lieu aux plaintes les plus graves de la part du Gouvernement de Trinidad, tant en raison des irrégularités commises dans l'accomplissement de ses fonctions consulaires que dans le fait de s'être arrogé un pouvoir illégal en opérant la perception des droits de douane pour le Venezuela dans la Colonie anglaise de Trinidad.

La réponse du Gouvernement vénézuélien à la protestation formelle du Ministre de sa Majesté affecte d'ignorer les remontrances du Gouvernement de Sa Majesté et ne fait aucune allusion à la menace que le dit Gouvernement pourrait se voir obligé de prendre des mesures pour obtenir réparation des griefs en question.

Elle est basée sur la décision prise par le Gouvernement vénézuélien de différer toute réponse aux représentations du Gouvernement de Sa Majesté, du jour où ont été commis les dommages causés par le *Ban-Righ*, tant que la situation créée par le fait de l'expédition de ce navire des ports Anglais n'aura pas cessé.

Au sujet de l'affaire bien connue du *Ban-Righ* on peut expliquer que ce navire a été maintenu quelque temps sous la surveillance des autorités dans les eaux britanniques, et qu'il n'a été autorisé à quitter le port de Londres, en janvier dernier, après examen de ses papiers et de sa cargaison, que sur l'assurance du Ministre de Colombie que ce navire était destiné au service du Gouvernement colombien, et qu'il n'existait pas d'état de guerre entre la Colombie et le Venezuela.

Dans ces conditions, le Gouvernement de Sa Majesté n'avait plus aucun motif pour retenir ce navire et les explications les plus complètes ont été fournies à cet égard au Gouvernement vénézuélien.

Etant donné le caractère peu satisfaisant de la réponse du Venezuela, le Gouvernement de Sa Majesté se voit obligé d'examiner quelles mesures il pourra être nécessaire de prendre à l'effet d'appuyer ses réclamations. Mais, avant de recourir à des mesures ultérieures, il se propose d'exprimer ses regrets pour la façon dont ses représentations ont été accueillies. Il a aussi l'intention de déclarer qu'il ne saurait admettre qu'on se borne à opposer un simple refus de discuter aux sérieux sujets de plainte qu'il a exposés. Si l'on persistait dans un tel refus, le Gouvernement de Sa Majesté aurait pour devoir d'envisager quelles mesures il y aurait lieu de prendre pour la protection des intérêts britanniques. Le Gouvernement de Sa Majesté ne veut pas toutefois écarter immédiatement toute possibilité de continuer les négociations et il est prêt à examiner toute nouvelle communication que le Gouvernement vénézuélien pourrait vouloir lui adresser.

Comme le Gouvernement allemand a exprimé le désir de se joindre au Gouvernement de Sa Majesté pour exercer une pression sur le Venezuela, il jugera peut-être à propos de s'associer au Gouvernement de Sa Majesté pour cette démarche préliminaire. Dans ce cas, il serait peut-être disposé à donner l'ordre à son Représentant à Caracas d'informer le Gouvernement vénézuélien que le Gouvernement Impérial a connaissance des communications qui ont été échangées entre notre pays et le Venezuela, et que les Gouvernements Anglais et Allemand ont résolu d'agir de concert en vue d'obliger le Gouvernement du Venezuela à prendre en considération les réclamations de leurs nationaux.

Ministère des Affaires Etrangères, le 22 octobre 1902.

N° 128. — Le Ministère des Affaires étrangères à l'Amirauté.

Ministère des Affaires étrangères, le 22 octobre 1902.

(Extrait)

Je suis chargé par le Marquis de Lansdowne de vous accuser réception de votre lettre du 10 courant, transmettant copie d'une lettre du Commandant en Chef de la Station de l'Amérique du Nord et des Indes Occidentales, au sujet des mesures nécessaires, à son avis, pour exécuter la démonstration navale projetée sur les côtes du Venezuela.

Les deux façons de procéder indiquées par Sir A. Douglas ont été examinées avec soin et, comme l'établissement d'un blocus semble sujet à quelques objections, Sa Seigneurie est portée à croire qu'il serait plus opportun, dans le cas où le Gouvernement vénézuélien persisterait dans

son attitude, d'adopter le plan consistant à capturer toutes les canonniers vénézuéliennes, jusqu'à ce que satisfaction ait été accordée aux revendications britanniques.

N° 129. — M. Haggard au Marquis de Lansdowne.

Caracas, le 2 octobre 1902 (reçu le 23 octobre).

Monseigneur,

Le 1^{er} septembre dernier, j'ai adressé au Gouvernement vénézuélien la note dont j'ai l'honneur de vous transmettre la copie ci-incluse. J'ai rédigé cette note à la réception d'une dépêche du Vice-Consul britannique à Puerto-Cabello m'informant qu'un sujet anglais, nommé Martin Gransaul, était incarcéré depuis sept mois, dans la prison dite « Castillo Libertador », en cette ville, parce qu'on le soupçonne de s'être occupé de politique.

Un mois s'étant écoulé sans que j'aie reçu aucune réponse à cette communication, je crois de mon devoir de soumettre cette affaire à Votre Seigneurie.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W.-H.-D. HAGGARD.

ANNEXE DU N° 129.

M. Haggard à M. Baralt.

Caracas, le 1^{er} septembre 1902.

Monsieur le Ministre,

Le Vice-Consul britannique à Puerto-Cabello m'a avisé qu'un sujet anglais, nommé A. Martin Gransaul, était emprisonné depuis sept mois au « Castillo Libertador », en cette ville.

M. Kolster m'informe qu'ayant sollicité la libération de cet homme, il lui a été répondu que sa mise en liberté ne pourrait avoir lieu que sur l'ordre des autorités supérieures de Caracas.

D'après M. Kolster, aucun fait délictueux n'aurait été relevé à la charge de cet homme ; le seul prétexte de son incarcération paraît être qu'on le soupçonne de s'être occupé de politique.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien ordonner une enquête sur cette affaire, et, dans le cas où M. Kolster aurait été mal informé et où Martin Gransaul aurait été légalement jugé et condamné pour quelque acte criminel, je vous serais très obligé si vous vouliez avoir l'amabilité de me faire connaître la date de l'information judiciaire qui a été ouverte contre lui, ainsi que celle de sa condamnation. Je désirerais également savoir quelle est la durée de la peine qui lui a été infligée et de quel délit il était accusé.

Si, toutefois, il en était autrement et si ce sujet britannique avait réellement subi ce long emprisonnement sans jugement, je demanderais à Votre Excellence, en toute confiance, de provoquer les mesures nécessaires pour assurer la libération immédiate de cet homme et pour instituer des

poursuites contre les autorités locales, coupables de cet acte illégal et arbitraire à l'égard d'un sujet britannique.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W.-H.-D. HAGGARD.

N° 130. — M. Haggard au Marquis de Lansdowne.

Caracas, le 2 octobre 1902 (reçu le 23 octobre).

Monseigneur,

J'ai l'honneur de vous transmettre la copie ci-incluse d'une note que j'ai adressée, le 10 du mois dernier, au Gouvernement vénézuélien, sur le rapport du Consul intérimaire de Sa Majesté en cette ville, me signalant qu'un sujet britannique, nommé John Jones, avait été maltraité et blessé par la police de Caracas. Quelques jours après la réception de cette note, le Ministre des Affaires Etrangères m'a fait parvenir officieusement, par un fonctionnaire de son département, une lettre qu'il avait reçue du Ministère de l'Intérieur, déclarant que John Jones avait été blessé dans une émeute et que la justice suivait son cours. Là-dessus, je suis allé voir le docteur Lopez Baralt, pour le remercier de sa communication, et je l'ai prié de la rendre officielle. J'ai insisté en même temps sur la gravité des blessures reçues par John Jones, et j'ai ajouté que rien ne saurait justifier de tels procédés de la part des autorités civiles.

Conformément à la résolution qu'il a prise, et qu'il a déjà fait connaître, de refuser de discuter officiellement toute réclamation formulée par la Légation de Sa Majesté, si justifiée qu'elle soit, le Gouvernement vénézuélien n'a envoyé aucune réponse à ma note.

M. Andral me dit qu'il a vu cet homme depuis lors et que c'est un véritable infirme. Il l'a interrogé et il maintient l'exactitude de sa déposition sous serment. Dans ces conditions, j'ai cru de mon devoir de soumettre cette affaire à Votre Seigneurie.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W.-H.-D. HAGGARD.

ANNEXE DU N° 130.

M. Haggard à M. Baralt.

Caracas, le 10 septembre 1902.

Monsieur le Ministre,

J'ai le regret d'avoir à vous exposer les faits ci-après :

Le Consul intérimaire de Sa Majesté ayant été informé qu'un sujet britannique, nommé John Jones, se trouvait à l'hôpital Vargas, souffrant de graves blessures qui lui ont été faites par un fonctionnaire vénézuélien, s'est rendu auprès de lui, le 1^{er} courant, et a recueilli sa déposition sous serment, dont il résulte ce qui suit :

Le 28 du mois dernier, Jones a eu une querelle à l'« Estado Sarria » et il était retourné chez lui, dans ladite localité, quand, peu après, le chef civil, nommé Mattei, accompagné de Felipe Flores et de Gregorio Avila, a fait irruption dans sa chambre, et les trois hommes l'ont attaqué à coups

de sabre ; ils l'ont blessé à l'un des doigts de la main gauche et ils l'ont grièvement atteint au bras du même côté, ainsi qu'à une jambe.

Je me permettrai d'appeler l'attention toute spéciale de Votre Excellence sur la conduite du chef civil en question, qui a attaqué ce sujet britannique, avec l'aide de deux complices, et l'a frappé, d'après la déclaration du médecin qui a soigné les blessures « de nombreux coups de sabre, dont deux revêtent un caractère grave et entraînent une opération ». Je tiens à ajouter que rien ne saurait justifier une telle brutalité de la part d'un fonctionnaire, même en supposant que l'homme se soit mis dans le cas d'être arrêté.

J'expose ces faits à Votre Excellence, dans l'espoir que vous vous hâterez de prendre des mesures en vue de faire infliger, tout d'abord, à ce fonctionnaire et à ses deux complices, le châtiment qu'ils ont mérité pour leur cruauté et aussi pour abus de pouvoir.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W.-H.-D. HAGGARD.

N° 131. — Le Marquis de Lansdowne à M. Haggard.

Ministère des Affaires étrangères, le 25 octobre 1902.

(Télégramme)

Formulez une nouvelle représentation au sujet du cas de John Jones, et déclarez que vous avez reçu l'ordre du Gouvernement de Sa Majesté d'exiger du Gouvernement vénézuélien qu'il fasse rendre justice.

N° 132. — Le Marquis de Lansdowne à M. Haggard.

Ministère des Affaires étrangères, le 25 octobre 1902.

(Télégramme)

Adressez au Ministre vénézuélien des Affaires Etrangères, une note déclarant que le cas de Martin Gransaul a été soumis au Gouvernement de Sa Majesté et que vous avez reçu ordre de vous renseigner sur le résultat des enquêtes que le Gouvernement vénézuélien a été prié d'effectuer.

Ajoutez que le Gouvernement de Sa Majesté a le droit d'exiger que le prisonnier soit jugé ou mis en liberté immédiatement.

N° 133. — L'Amirauté au Ministère des Affaires étrangères.

Amirauté, le 28 octobre 1902 (reçu le 29 octobre).

(Extrait)

Comme suite à votre lettre du 22 courant, relative aux dispositions qu'il y aura lieu de prendre, d'après l'avis du Commandant en chef de la Station de l'Amérique du Nord et des Indes Occidentales, pour exécuter la démonstration navale projetée sur les côtes du Venezuela, les Lords Commissaires de l'Amirauté me chargent de vous prier de déclarer au Marquis de Lansdowne qu'ils ne prévoient aucune difficulté sérieuse au sujet de

l'application de la mesure proposée par Sir A. Douglas et consistant à capturer les canonnières vénézuéliennes, jusqu'à ce qu'il ait été donné satisfaction à toutes les réclamations britanniques.

N° 134. — Le Marquis de Lansdowne à M. Herbert.

Ministère des Affaires étrangères, le 11 novembre 1902.

(*Télégramme*)

Je désire que Votre Excellence obtienne le plus tôt possible une audience de M. Hay et lui fasse une communication, dans les termes ci-après :

Depuis deux ans, le Gouvernement de Sa Majesté a eu à se plaindre gravement des attentats injustifiables commis par le Gouvernement vénézuélien contre la liberté et les biens des sujets britanniques. Tous les efforts ont été tentés pour obtenir un arrangement amiable, mais sans résultat. En juin dernier, un navire britannique a été abordé en pleine mer et a été ensuite confisqué, sur le simple soupçon d'avoir transporté des armes au Venezuela.

On s'est rendu compte que la continuation de pareils agissements ne pouvait être tolérée, et le Ministre de Sa Majesté à Caracas a été chargé de formuler une énergique protestation et de signifier nettement au Président et au Ministre des Affaires étrangères que, si des assurances explicites n'étaient données que de semblables incidents ne se reproduiraient plus, si une suffisante indemnité n'était promptement payée dans tous les cas où il serait démontré que celle-ci est équitablement due, le Gouvernement de Sa Majesté prendrait telles mesures qui pourraient être nécessaires pour obtenir la réparation qu'il est en droit d'exiger dans ces cas, ainsi que dans d'autres où les efforts pour obtenir réparation sont restés stériles.

La réponse n'a été nullement satisfaisante et ne fait même aucune allusion aux remontrances du Gouvernement de Sa Majesté.

Etant donnée la nature de cette réponse, le Gouvernement de Sa Majesté se voit contraint d'examiner quelles dispositions il pourra être nécessaire d'adopter pour appuyer ses revendications. Mais avant de recourir à des mesures ultérieures, notre Gouvernement a décidé d'exprimer ses regrets pour la manière dont ses représentations ont été accueillies, et de déclarer que les plaintes sérieuses formulées ne sauraient être écartées par le simple refus de les discuter. Si l'on persiste dans ce refus, notre Gouvernement aura le devoir d'envisager quelles mesures il devra prendre pour la protection des sujets britanniques. Il ne veut pas, toutefois, écarter d'emblée toute possibilité de continuer les négociations, et il est prêt, par suite, à examiner toute nouvelle communication que le Gouvernement vénézuélien serait disposé à lui adresser.

N° 135. — Le Marquis de Lansdowne à M. Haggard.

Ministère des Affaires étrangères, le 11 novembre 1902.

(*Télégramme*)

Veuillez faire au Gouvernement vénézuélien une communication, sous forme de note, dans les termes ci-après :

Le Gouvernement de Sa Majesté regrette le caractère peu suffisant de la réponse aux représentations contenues dans notre note du 30 juillet. Il ne saurait admettre que les graves sujets de plainte qu'il a formulés puissent être accueillis par le refus de les discuter.

Si l'on persiste dans un tel refus, le devoir du Gouvernement de Sa Majesté sera d'envisager quelles mesures il devra prendre pour la protection des intérêts britanniques.

Toutefois, il ne veut pas écarter d'emblée toutes les possibilités de continuer les négociations et il est prêt, par conséquent, à examiner toute communication nouvelle que le Gouvernement de la République serait disposé à lui adresser.

N^o 136. — Le Marquis de Lansdowne à M. Buchanan.

Ministère des Affaires étrangères, le 11 novembre 1902.

(Extrait)

L'Ambassadeur d'Allemagne m'a informé ce soir que le Gouvernement allemand est prêt à se joindre à nous pour adresser au Gouvernement vénézuélien un dernier avertissement, et je lui ai communiqué la substance de mon télégramme de ce jour à M. Haggard. J'avais pensé qu'il valait mieux ne pas différer cette signification, qui était conçue en termes généraux ; mais j'ai résolu de télégraphier immédiatement à M. Haggard pour le prier de se mettre en communication directe avec son collègue allemand.

Au sujet des mesures coercitives, le Gouvernement allemand pense avec nous que la première mesure qu'il conviendra de prendre est la capture des canonnières vénézuéliennes, et il nous a proposé de donner ordre à nos Autorités navales dans ces parages de concerter un plan pour exécuter ce projet.

À l'égard de l'exécution combinée des mesures coercitives, le Gouvernement allemand a reconnu qu'il existe une distinction marquée entre les revendications principales anglaises et allemandes au point de vue de leur caractère. Néanmoins, les uns et les autres doivent se soutenir ou tomber ensemble, et nous devons exclure la possibilité d'un règlement entre le Venezuela et l'une des deux Puissances sans qu'un règlement également satisfaisant intervienne avec l'autre.

Chacun des deux Gouvernements doit donc, avant d'adopter un plan de mesures coercitives, s'entendre avec l'autre, de sorte qu'aucun d'eux n'ait la faculté de reculer, sauf après entente préalable. Avant qu'une action commune soit entamée, nous devons conclure un arrangement distinct à cet effet.

J'ai dit simplement au Comte Metternich qu'il me semblait raisonnable, si nous tombions d'accord pour l'application des mesures coercitives, de convenir également que chacun de nous devait appuyer les revendications de l'autre et ne pas s'écarter de ce principe, sauf entente préalable.

N° 137. -- **Memorandum communiqué par le Comte Metternich.**

le 13 novembre 1902.

(Traduction)

En tête de ses revendications, l'Allemagne place le règlement de ses réclamations résultant de la guerre civile vénézuélienne de 1898-1900 et se montant approximativement à 1.700.000 bolivares (francs). L'Angleterre met en première ligne les réclamations relatives à la capture illégale et la destruction des navires de commerce anglais.

Dans le cas où les deux Puissances auraient recours à des mesures coercitives, elles formuleraient l'une et l'autre de nouvelles revendications. L'Allemagne demanderait le règlement de ses réclamations résultant de la guerre civile vénézuélienne actuelle, lesquelles se montent aujourd'hui à environ 3.000.000 de bolivares; elle demanderait aussi que l'on garantît les créances des créanciers allemands, notamment celles de la "Disconto-Gesellschaft", qui s'élèvent à 41.000.000 de bolivares. L'Angleterre appuierait de même les réclamations de ses sujets, spécialement celles des chemins de fer anglais du Venezuela, résultant des dommages causés à leurs lignes et aussi de la non exécution des engagements pris.

Les réclamations de la seconde catégorie seraient combinées suivant leur nature, par l'adoption des propositions conjointes pour le règlement des emprunts vénézuéliens de 1881 et de 1896, propositions sur lesquelles la "Disconto Gesellschaft" et les différents groupes de créanciers anglais sont tombés d'accord. Ces propositions, qui ont été communiquées avec la déclaration de la "Disconto-Gesellschaft", en date du 9 octobre dernier, ont été soumises en même temps au Gouvernement britannique par le Comité anglais des porteurs de titres étrangers. Le Gouvernement anglais a promis au Comité d'examiner attentivement lesdites propositions.

Le Gouvernement allemand est d'avis que ces propositions sont équitables et peuvent, par conséquent, être considérées comme une base convenable pour le règlement de la Dette Extérieure vénézuélienne.

Parmi les propositions mentionnées ci-dessus, il est question d'un nouvel emprunt, limité à 15.000.000 de bolivares, avec les mêmes garanties que pour les emprunts de 1881 et 1896. L'objet de cet emprunt serait de mettre le Gouvernement vénézuélien à même de garantir le règlement des créances étrangères, spécialement des créances allemandes et anglaises, dont le paiement serait, autrement, obtenu avec difficulté.

Il est entendu que, dans le cas où les propositions des créanciers anglo-allemands seraient adoptées, le Gouvernement britannique se porterait fort également pour le montant de l'emprunt de 1881 qui se trouve aux mains de porteurs anglais.

Londres, le 13 novembre 1902.

N° 138. — **Sir M. Herbert au Marquis de Lansdowne.**

Washington, le 12 novembre 1902 (reçu le 13 novembre).

(Télégramme)

J'ai communiqué ce matin à M. Hay la substance du télégramme de Votre Seigneurie du 11 courant.

Son Excellence m'a déclaré, en réponse, que, bien que le Gouvernement des Etats-Unis regrette que des Puissances européennes soient obligées d'employer la force contre des pays de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud, il ne peut faire aucune objection à ce que ces Puissances prennent des mesures pour obtenir la réparation des dommages subis par leurs nationaux, pourvu, toutefois, qu'il ne soit question d'aucune acquisition territoriale.

N° 139. — Le Ministère des Colonies au Ministère des Affaires étrangères.

Downing-Street, le 15 novembre 1902 (reçu le 17 novembre)

Le Sous-Secrétaire d'Etat des Colonies présente ses compliments au Sous-Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères et l'informe qu'il est chargé par le Secrétaire d'Etat de lui transmettre, pour qu'il la soumette au Marquis de Lansdowne, la copie d'une dépêche du Gouverneur intérimaire de Trinidad et de ses annexes, concernant le cas du sloop anglais *Racer*, qui a été saisi par les autorités vénézuéliennes à Carupano.

ANNEXE 1 DU N° 139

Le Gouverneur Intérimaire Knollys, à M. Chamberlain.

Trinidad, le 9 octobre 1902.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre la copie ci-jointe d'une déposition sous serment de James David, relative au cas du sloop anglais *Racer*, qui, au cours de son voyage de Port-of-Spain à Mayoro, sur la côte orientale de Trinidad, a été saisi par les autorités vénézuéliennes de Carupano.

Le patron déclare que son navire a été abordé par des gens armés près de Carupano et que lui et les hommes de son équipage ont été dépouillés de tout ce qui leur appartenait.

Des copies de la déposition de M. David ont été adressées au Ministre britannique à Caracas et au Gouverneur des Iles-sous-le-Vent.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : C.-C. KNOLLYS.

ANNEXE 2 DU N° 139.

Déposition de James David.

(Trinidad et Tobago, ville de Port-of-Spain, et District Occidental du Comté de Saint George).

Moi, James David, déclare solennellement et sincèrement ce qui suit :

Je suis le patron du sloop anglais *Racer* faisant le commerce le long des côtes de cette Colonie. J'ai quitté cette ville, sur mon navire, le lundi 22 du mois dernier, à destination de Mayoro. Quand je me trouvais à deux milles environ du Grand-Bocas, il est survenu un grain qui a démâté le navire. Mon frère, qui était matelot à bord, a été atteint par la chute du

mât et tué sur le coup. Le mardi soir, 23 septembre 1902, j'ai aperçu un vapeur français, la *Ville-de-Tanger*, en vue de terre et je l'ai hélé. Il a mis à la mer un canot, qui est venu accoster le sloop, sous le commandement d'un officier. Celui-ci n'est pas monté à bord, mais nous a parlé de son canot. Je lui ai demandé si le capitaine français consentirait à nous remorquer jusqu'à Port-of-Spain. Il a refusé de le faire, parce qu'il croyait que les autorités le blâmeraient et aussi parce qu'il était en retard ; il a ajouté qu'il consentirait à prendre l'équipage à bord du vapeur, mais qu'il faudrait abandonner le sloop avec le cadavre à bord. J'ai refusé cette offre ; le vapeur français s'est éloigné et nous sommes allés à la dérive vers la côte vénézuélienne.

Comme nous approchions de la côte, nous avons été abordés par plusieurs navires montés par des hommes armés qui nous ont dépouillés, moi et mes matelots, de tout ce que nous possédions, y compris 37 livres que j'avais dans mon coffre. A notre arrivée à Carupano, le capitaine du port nous a abordés et m'a demandé ce que je voulais. Je lui ai dit que le sloop était démâté et avait été entraîné vers ce port. Il a alors quitté le sloop et s'est rendu à bord d'une canonnière vénézuélienne qui se trouvait dans le port. Un peu après, il est revenu et m'a dit de ne pas débarquer ; puis il s'est rendu à terre. Une heure plus tard, il est revenu et m'a dit en anglais : « Venez à terre avec tous vos hommes. » J'ai obéi et j'ai été conduit avec mes hommes à la Douane, où on m'a demandé comment et pourquoi j'étais venu à Carupano. Ensuite, des employés de la Douane sont allés saisir mon sloop. Après la capture, j'ai prié les autorités de me rapatrier à Port-of-Spain ; mais j'ai essuyé un refus. Le grand paquebot français se trouvait alors à Carupano ; nous y avons pris passage et nous sommes arrivés à Port-of-Spain mardi dernier dans la matinée.

Je fais cette déposition, croyant en toute conscience à sa véracité et conformément à la Loi de 1879 sur les déclarations légales. Je suis averti que, si dans cette déclaration il se trouvait une allégation fausse ou que je pourrais croire fausse, je serais passible d'amende ou d'emprisonnement.

Signé et affirmé par le déclarant sus-nommé, ce 2^e jour d'octobre 1902, au tribunal de police de Port-of-Spain, Trinidad.

(Signé) : James DAVID.

Devant moi :

(Signé) : J.-B. WALKER,
Juge de Paix de la ville de Port-of-Spain et
du District Occidental du Comté de Saint-
George, Trinidad.

N^o 140. — Le Marquis de Lansdowne à M. Buchanan.

Ministère des Affaires étrangères, le 17 novembre 1902.

(Extrait)

En l'absence de l'Ambassadeur d'Allemagne, qui vient de quitter Londres pour se rendre auprès de Sa Majesté l'Empereur Guillaume, le comte Bernstorff est venu ici aujourd'hui sur ma demande. Je l'ai informé que le Gouvernement de Sa Majesté est tout à fait d'accord avec le Gouvernement allemand sur ce point que, si l'on entreprend une action combinée contre le Venezuela, cette action doit être poursuivie jusqu'à ce que satis-

faction ait été obtenue pour les revendications des deux Gouvernements, telles qu'elles ont été arrêtées définitivement.

Toutefois, lui ai-je fait remarquer, il est nécessaire d'arriver, en premier lieu, à une entente au sujet de la forme sous laquelle les revendications anglaises et allemandes devront être présentées, et aussi relativement à la manière dont les demandes faites au Venezuela devront être appuyées.

Comme le Comte Metternich le présumait, les revendications britanniques sont susceptibles de classification. En première ligne, il y aurait lieu de placer celles qui se rapportent aux récents attentats contre la liberté et les biens de sujets britanniques, y compris les réclamations relatives aux navires. Puis viendraient les réclamations pour dommages causés aux sujets britanniques au cours de la dernière révolution et aussi au cours de celle qui a eu pour résultat l'accession au pouvoir du Président Castro. Enfin, en troisième lieu, viendraient les revendications des porteurs de titres.

Cependant, ai-je ajouté, le Gouvernement de Sa Majesté n'est nullement désireux d'établir une distinction entre les diverses catégories de réclamations. Son but est d'obtenir un règlement général, et il est d'avis qu'en plaçant en première ligne une de ces catégories ou en spécifiant une somme s'appliquant particulièrement à celle-ci, on diminuerait les chances d'assurer dans tous les cas la réparation qu'il considère comme légitimement due.

Par conséquent, si la réponse du Gouvernement vénézuélien à la communication qui lui a été récemment adressée n'était pas satisfaisante ou si, après un laps de temps raisonnable, il apparaissait qu'aucune réponse n'a été faite, le Gouvernement de Sa Majesté proposerait de procéder à une action coercitive et de capturer les canonnières.

Si cette capture ne produisait pas l'effet désiré, il va de soi qu'il serait nécessaire de décider quelles mesures il y aurait lieu de prendre ensuite. Ce point serait soigneusement examiné.

Après avoir reçu la soumission du Gouvernement vénézuélien, déclarant qu'il est disposé à se reconnaître responsable de tous les dommages causés, le Gouvernement de Sa Majesté exigerait, pour sa part, le règlement immédiat des réclamations urgentes de la première catégorie, conformément aux estimations approuvées par la Légation de Sa Majesté à Caracas ou par les autorités coloniales britanniques. Il consentirait ensuite à ce que les plus grosses créances fussent soumises à l'examen d'une commission mixte composée de trois membres, si le Gouvernement vénézuélien avait des raisons à faire valoir pour la réduction des indemnités réclamées. Un arrangement de cette nature serait équitable à l'égard du Gouvernement vénézuélien et, de plus, empêcherait qu'une pression ne fût exercée, dans les cas possibles où le membre vénézuélien de la Commission serait en mesure de prouver qu'une réclamation est mal fondée ou excessive.

Le Comte Bernstorff m'a promis de transmettre immédiatement à son Gouvernement le résumé de notre conversation.

N° 141. — **Le Marquis de Lansdowne à M. Buchanan.**

Ministère des Affaires étrangères, le 10 novembre 1902.

(Extrait)

Les conseils des porteurs de titres étrangers et de la « Disconto-Gesell-

schaft » ont eu récemment des pourparlers au sujet du règlement de la Dette extérieure du Venezuela et ils sont tombés d'accord sur les bases d'un arrangement. Ils ont sollicité l'appui de leurs Gouvernements respectifs afin d'obtenir que la reconnaissance de leurs créances soit imposée au Gouvernement vénézuélien.

C'est seulement en septembre dernier qu'il a été formulé une requête tendant à l'intervention du Gouvernement de Sa Majesté en faveur des porteurs de titres ; par suite, leur réclamation n'a pas été comprise parmi celles pour lesquelles satisfaction a été demandée en juillet. Toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté est désireux de leur accorder son aide et il pense que la voie la plus efficace pour ce faire serait d'appuyer les représentations que le Gouvernement allemand se propose de formuler, et de s'associer à la mise en demeure adressée au Gouvernement vénézuélien d'avoir à accepter l'arrangement proposé.

Le Comte Bernstorff a expliqué que le dernier paragraphe du Memorandum du 13 décembre avait pour but de dissiper un doute éprouvé par le représentant de la « Disconto-Gesellschaft » actuellement à Londres : il s'agissait de savoir si le Gouvernement de Sa Majesté était disposé à reconnaître les créances résultant de l'emprunt de 1881.

On lui a dit qu'il y avait eu un malentendu. Le règlement des créances se rapportant à cet emprunt fait partie de l'arrangement dont le Gouvernement de Sa Majesté est disposé à imposer l'acceptation au Venezuela.

N° 142. — M. Haggard au Marquis de Lansdowne.

Caracas, le 18 novembre 1902 (reçu le 19 novembre)

(Télégramme)

En réponse à ma note adressée conformément aux instructions contenues dans le télégramme de Votre Seigneurie, en date du 11 courant, le Gouvernement vénézuélien exprime ses regrets de ce que les plaintes du Venezuela relatives au *Ban-Righ* et à l'attitude prise par les autorités de la Colonie de Trinidad, n'aient pas été examinées par le Gouvernement de Sa Majesté, attendu que, s'il en avait été ainsi, ces plaintes n'auraient pas été attribuées à un simple caprice de la part du Venezuela.

Il appelle l'attention sur « l'ardeur mise par le Gouvernement de Sa Majesté ou par sa Légation à discuter des matières d'une importance relativement secondaire », contrastant avec l'intérêt capital qu'il y a pour le Venezuela à obtenir la due reconnaissance et le respect de ses réclamations concernant les graves préjudices causés par le *Ban-Righ* et les facilités accordées aux insurgés par les autorités coloniales de Trinidad.

Le Gouvernement vénézuélien ajoute qu'il n'a rien fait de contraire à la courtoisie ou aux lois internationales et que, par conséquent, il ne saurait être équitablement tenu comme responsable de la situation présente.

Il serait très heureux si le Gouvernement de Sa Majesté manifestait quelque désir d'arriver à un arrangement pour remédier aux dommages occasionnés par le *Ban-Righ* et par les autorités de Trinidad. Il maintient que ses réclamations sur ces deux points se sont heurtées jusqu'ici « au refus le plus injuste du Gouvernement de Sa Majesté, de prendre ces affaires en considération ».

La note poursuit en déclarant que le Gouvernement vénézuélien a examiné sérieusement la nature grave des dommages résultant de l'action du *Ban-Righ* et de l'attitude des autorités de Trinidad ; il ne demande à la Grande-Bretagne rien qui ne soit la conséquence légitime de la situation ainsi créée. Il fait donc appel aux sentiments d'équité du Gouvernement de Sa Majesté, afin que ce dernier opère le règlement de la situation présente, anormale et regrettable, en plaçant ces affaires sur un terrain d'entente mutuelle.

N° 143. — M. Haggard au Marquis de Lansdowne.

Caracas, le 28 octobre 1902 (reçu le 20 novembre).

Monseigneur,

A la réception du télégramme de Votre Seigneurie, en date du 25 octobre, m'enjoignant d'appeler de nouveau l'attention sur le cas de John Jones et de déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté m'avait donné pour instructions d'exiger que justice soit rendue en cette affaire, j'ai adressé au Gouvernement vénézuélien la note dont j'ai l'honneur de vous transmettre la copie ci-incluse.

Par cette note, Votre Seigneurie verra que cet homme a été, sans doute possible, traité brutalement, et que, par suite, il est estropié pour la vie.

D'autre part, je me suis livré à une enquête personnelle sur cette affaire et je suis porté à croire qu'il se pourrait que Jones n'ait pas été tout à fait exempt de reproches. Toutefois, rien ne semble excuser le fait qu'il a été assailli par une troupe d'agents de police et frappé à coups de sabre, de la façon que je vous ai indiquée.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W.-H.-D. HAGGARD.

ANNEXE DU N° 143.

M. Haggard à M. Baralt.

Caracas, le 27 octobre 1902.

Monsieur le Ministre,

N'ayant reçu aucune réponse officielle à ma note du 10 courant, relative aux blessures infligées par la police locale au nommé John Jones, sujet britannique, j'ai été obligé de soumettre cette affaire au Gouvernement de Sa Majesté. Je viens de recevoir des instructions télégraphiques du Marquis de Lansdowne, premier Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères de Sa Majesté, m'enjoignant d'appeler de nouveau l'attention de Votre Excellence sur cette affaire et d'exiger que justice soit rendue.

J'ajouterai que j'ai moi-même vu cet homme qui a récemment quitté l'hôpital. La description de ses blessures, que j'ai faite à Votre Excellence dans ma dernière note, n'était nullement exagérée. Cet homme est, en réalité, estropié pour la vie et désormais incapable de tout travail. Donc, même en supposant qu'il se soit livré à une provocation quelconque à l'égard de la police, ce qui ne m'a nullement été démontré jusqu'ici, les agents ont dû considérablement et brutalement outrepasser leur droit en

frappant cet homme à coups de sabre et en le blessant d'une façon aussi odieuse, et je me plais à croire que Votre Excellence jugera à propos, en tout cas, de lui faire accorder quelque compensation pour ses blessures, afin de l'aider à supporter sa misérable situation.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W.-H.-D. HAGGARD.

N° 144. — M. Haggard au Marquis de Lansdowne.

Caracas, le 28 octobre 1902. (reçu le 20 novembre).

Monseigneur,

A la réception du télégramme de Votre Seigneurie, en date du 25 octobre, m'enjoignant de demander quel avait été le résultat de l'enquête effectuée dans l'affaire concernant Martin Gransaul, — lequel m'avait été signalé par le Vice-Consul anglais à Puerto-Cabello, comme ayant été emprisonné en cette ville, parce qu'on le soupçonnait de s'être occupé de politique, — et d'ajouter que le Gouvernement de Sa Majesté avait le droit d'exiger que l'accusé fût traduit en jugement ou mis en liberté immédiatement, j'ai adressé au Gouvernement vénézuélien la note dont j'ai l'honneur de vous transmettre la copie ci-incluse.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W.-H.-D. HAGGARD.

ANNEXE DU N° 144,

M. Haggard à M. Baralt.

Caracas, le 27 octobre 1902.

Monsieur le Ministre,

N'ayant reçu aucune réponse à la note que j'ai adressée à Votre Excellence, à la date du 1^{er} septembre, et par laquelle je vous priais d'avoir l'obligeance d'ordonner une enquête sur le cas du nommé Martin Gransaul, sujet britannique, qui m'avait été signalé comme étant emprisonné, depuis sept mois, au « Castillo Libertador », à Puerto-Cabello, parce qu'on le soupçonnait de s'être occupé de politique, je me suis vu obligé de soumettre l'affaire au Gouvernement de Sa Majesté, ce que j'ai fait le 2 courant.

Je viens de recevoir l'ordre télégraphique du Marquis de Lansdowne, premier Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères de Sa Majesté, de prier Votre Excellence de m'informer du résultat de cette enquête.

Je dois ajouter que le Gouvernement de Sa Majesté a le droit d'exiger que ce sujet britannique accusé soit, ou traduit en jugement, ou mis en liberté immédiatement.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W.-H.-D. HAGGARD.

N° 145. — M. Haggard au Marquis de Lansdowne.

Caracas, le 28 octobre 1902 (reçu le 20 novembre).

Monseigneur,

J'ai l'honneur de vous transmettre la copie ci-incluse d'une note que j'ai adressée, le 13 courant, au Gouvernement vénézuélien pour protester contre l'incorporation dans l'armée d'un sujet britannique, nommé John Alexander Sampty.

Ces cas sont malheureusement trop fréquents, mais il peut arriver quelquefois qu'ils soient le résultat d'une erreur de personne ; aussi, en général, quand ces hommes sont immédiatement libérés, soit par mon intervention, soit autrement, je ne traite pas ces affaires officiellement.

Mais, dans le cas présent, il n'existait aucune excuse de ce genre. L'homme en question était porteur de son certificat de nationalité, au moment de son incorporation, et c'est vainement qu'il l'a produit. Il a été menacé de mort, s'il refusait de marcher avec les autres soldats. J'ai donc cru de mon devoir d'adresser une protestation au Gouvernement vénézuélien à ce sujet, dans l'espoir que des mesures seraient prises pour que les recruteurs soient avertis d'avoir soin de ne pas incorporer des sujets britanniques.

Ici, dans la capitale, un homme incorporé peut généralement réussir à communiquer soit avec moi, soit avec le Consul de Sa Majesté, avant d'être contraint de marcher au feu. Mais, dans les districts provinciaux, il n'a pas cette ressource et, sans aucun doute, nombre de sujets britanniques de couleur ont de la sorte perdu la vie ou ont été grièvement blessés au cours des guerres civiles qui dévastent continuellement ce pays.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W.-H.-D. HAGGARD.

ANNEXE DU N° 145.

M. Haggard à M. Baralt.

Caracas, le 13 octobre 1902.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'exposer à Votre Excellence les faits ci-après :

John Alexander Sampty, porteur d'un certificat de nationalité britannique, délivré par le Consulat de Sa Majesté, sous la date du 12 mars 1898, a été arrêté la semaine dernière et incorporé de force dans l'armée vénézuélienne, bien qu'il ait exhibé son certificat de nationalité à un officier nommé Delfino Olivo.

Comme il protestait contre cet attentat, il a été menacé de mort s'il ne marchait pas avec les autres soldats. Il a donc obéi pour avoir la vie sauve. Il a été maltraité pendant la marche, mais, ayant été ensuite libéré, il s'est présenté en personne, le samedi 11 courant, au Consulat de Sa Majesté.

Le Consul intérimaire l'a accompagné pour soumettre sa plainte au Ministre de la Guerre ; ce dernier a répondu, qu'il devait être saisi de l'affaire par le Ministère des Affaires Etrangères.

J'expose donc officiellement cette affaire à Votre Excellence, et je proteste contre l'incorporation dans l'armée vénézuélienne d'un sujet anglais,

comme contraire non seulement aux règles internationales, mais aussi aux termes formels du traité de 1825, conclu entre l'Angleterre et la Colombie.

Je rappelle en outre à votre Excellence qu'en diverses occasions le Gouvernement vénézuélien a protesté auprès de la Légation de Sa Majesté contre le fait que des sujets étrangers s'immisçaient dans les luttes intestines de la République. Il n'est donc pas nécessaire que je donne d'autres raisons pour justifier la protestation que je formule par la présente, et, en même temps, pour demander que cet officier (Delfino Olivo) soit puni pour avoir agi d'une façon contraire aux Lois et aux intentions du Gouvernement vénézuélien, et aussi qu'il soit pris des mesures en vue de rendre impossible, à l'avenir, la répétition de pareils actes.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W.-H.-D. HAGGARD.

N° 146. — M. Haggard au Marquis de Lansdowne.

Caracas, le 29 octobre 1902 (reçu le 20 novembre).

Monseigneur,

Le Gouverneur intérimaire de Trinidad m'a adressé par le dernier paquebot une déclaration faite sous serment par le Capitaine du sloop Anglais *Racer* relatant les incidents qui se sont produits au cours de son voyage de Port-of-Spain à Mayoro, sur la côte orientale de Trinidad : abordage de son bateau par des hommes armés en vue de la côte vénézuélienne ; vol par ces hommes de tout ce qui lui appartenait, à lui, et à son équipage, et enfin saisie du sloop par les autorités vénézuéliennes à Carupano.

Sir Courtenay Knollys m'a informé qu'il avait transmis cette déclaration au Secrétaire d'Etat des Colonies, de sorte que je n'importunerai pas Votre Seigneurie par l'envoi d'une nouvelle copie.

J'ai l'honneur de vous transmettre la copie ci-incluse d'une note que j'ai adressée, dès réception, au Ministre des Affaires Etrangères.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W.-H.-D. HAGGARD.

ANNEXE DU N° 146.

M. Haggard à M. Baralt.

Caracas, le 23 octobre 1902.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence les faits ci-après, relatés dans une déclaration faite sous serment par un sujet britannique, nommé James David, le 2 de ce mois, à Port-of-Spain, devant le juge de paix titulaire du District, laquelle m'a été transmise par Son Excellence le Gouverneur intérimaire de Trinidad.

James David déclare qu'il était le patron du sloop anglais *Racer* faisant le trafic avec Trinidad. Le lundi 22 septembre, il a quitté Port-of-Spain avec son navire, à destination de Mayaro. Comme il se trouvait à deux milles environ du Grand-Bocas, un grain a assailli le sloop et l'a démâté ; son frère, qui était matelot à bord, a été tué par la chute du mât. Le na-

vire a été alors entraîné vers la côte vénézuélienne. Comme il approchait de la côte, il a été abordé par des embarcations montées par des hommes armés qui l'ont dépouillé, lui et ses matelots de tout ce qu'ils possédaient, y compris 37 livres renfermées dans son coffre. Quand ils sont arrivés à Carupano, le Capitaine du port est monté à bord et a demandé ce qu'ils voulaient. David lui a répondu que son sloop avait été démâté et avait été entraîné vers ce port. Alors le Capitaine du port s'est rendu à bord d'une canonnière vénézuélienne qui se trouvait dans le port à ce moment-là. Peu après il est revenu et a dit à David qu'il ne devait pas débarquer. Puis il est retourné à terre.

Une heure plus tard il est revenu et a dit à David, en anglais : « Venez à terre avec tous vos hommes ».

Le patron du *Racer* a obéi et on l'a conduit avec ses hommes à la Douane où on l'a questionné sur les raisons de sa venue à Carupano. Enfin on a envoyé des employés de la Douane sur le sloop pour en opérer la saisie.

Ce récit aurait semblé incroyable, si, malheureusement, les actes de violence contre des sujets britanniques et contre leurs biens dont il fait mention ne rentraient pas dans une catégorie d'incidents trop souvent signalés à la Légation de Sa Majesté depuis quelque temps. Mais, dans le cas actuel, ces actes sembleraient, jusqu'à preuve du contraire, revêtir un caractère encore plus grave, si possible, que ceux faisant l'objet de la note que j'ai adressée à Votre Excellence, à la date du 30 juillet, par ordre du Gouvernement de Sa Majesté.

Ce navire britannique se trouve entraîné, désemparé, dans un port vénézuélien. Il est d'usage que, dans des circonstances aussi malheureuses, les autorités locales du port s'empressent d'accorder l'aide la plus amicale et l'hospitalité la plus large au navire étranger en détresse. Mais le traitement qui paraît avoir été infligé à Carupano, au *Racer* est pire que celui que jadis, sur les côtes des contrées sauvages, les « naufrageurs » réservaient aux navires en perdition qui par malheur, s'y trouvaient poussés. Ceux-ci, en effet, se bornaient à piller l'équipage et le navire ; tandis qu'à Carupano, d'après le Capitaine David, non seulement on a commis de pareils excès, mais encore les autorités se sont emparées du navire lui-même.

Je ne puis qu'espérer sincèrement que Votre Excellence sera en mesure de démontrer la fausseté de ce cette déclaration. En même temps, Sir Courtenay Knollys m'informe qu'il s'occupe de recueillir de nouveaux témoignages sur cette affaire, et qu'il me les transmettra en temps et lieu ; il a adressé une copie de la déposition de M. David au Secrétaire d'Etat des Colonies de Sa Majesté.

J'aurai l'honneur de communiquer à Votre Excellence les dits témoignages, dès qu'ils me seront parvenus.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W.-H.-D. HAGGARD.

(A suivre).

MANDCHOURIE ET NIOU-TCHOUANG

Correspondance relative à l'occupation de la Mandchourie et du Niou-Tchouang par les Russes (1).

Suite (2)

N° 22. — Le Marquis de Lansdowne à Sir. F. Lascelles,

Ministère des Affaires étrangères, le 5 mars 1901.

(Télégramme)

Conventions russo-mandchouriennes : mon télégramme à Sir E. Satow du 1^{er} courant :

J'ai appris de l'Ambassadeur d'Allemagne que son Gouvernement avait été informé par l'Ambassadeur des Etats-Unis à Berlin de la communication adressée par la Cour de Chine à Washington et de sa demande de conseil.

L'intérêt du Gouvernement allemand est de répondre à cette communication de la façon suivante :

Le principe d'après lequel les questions relatives à la Chine seraient réglées par le concert des Puissances, et non directement par des négociations de Cabinet à Cabinet, a obtenu la complète approbation du Gouvernement allemand.

En conséquence, ce dernier est d'avis que le Gouvernement chinois soumette l'affaire à la Conférence des Ministres à Pékin.

N° 23. — Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Satow.

Ministère des Affaires étrangères, le 5 mars 1901.

(Télégramme)

Conventions russo-mandchouriennes : je vous adresse le même télégramme qu'à Sir F. Lascelles :

Faites votre possible pour amener le Gouvernement chinois à soumettre, comme le lui conseille l'Allemagne, l'affaire à la Conférence des Ministres à Pékin.

(1) China, n° 2, 1904. Correspond. respect. the Russian occupation of Manchuria and Newchwang. Traduction.

(2) V. *Archives Diplomatiques*, 1904 t. 90, p. 444-450.

N° 24. — **Sir. E. Satow au Marquis de Lansdowne.**

Pékin, le 6 mars 1901 (reçu le même jour).

(Télégramme)

Réponse au télégramme de Votre Seigneurie du 4 courant :

Le télégramme suivant a été adressé le 4 mars au Consul de Sa Majesté, à Nanking :

« La Convention proposée par la Russie, relativement à l'administration future de la Mandchourie, aura pour conséquence d'enlever à la Chine ses droits de souveraineté sur cette province, et, en outre, la défense de construire des chemins de fer dans la Mongolie et le Turkestan équivalant à l'abandon de ces territoires.

» Ce Traité constituera un fâcheux précédent et conduira sans doute au démembrement de la Chine. Insistez donc auprès du Vice-Roi pour qu'il adresse à l'Empereur un mémoire en ce sens et ajoutez que, s'il n'en est empêché par des ordres du Trône, Li est sur le point de signer le Traité. »

Je reçois aujourd'hui la réponse suivante de M. Sundius :

« Le Vice-Roi a déjà adressé un mémoire à l'Empereur pour le prier de refuser son adhésion à la Convention russe, et Son Excellence demande instamment que le refus de la Chine soit fortement appuyé par les Gouvernements de l'Angleterre, du Japon et des Etats-Unis. »

N° 25. — **Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne.**

Pékin, le 6 mars 1901 (reçu le même jour).

(Télégramme)

Je me suis procuré un texte chinois de la Convention, lequel est évidemment traduit du russe. En voici la traduction :

« 1° L'Empereur de Russie, désireux de témoigner ses sentiments amicaux envers la Chine, consent à oublier les actes d'hostilité commis en Mandchourie et à restituer à la Chine tout le pays, qui sera administré comme il l'était antérieurement.

» 2° D'après l'article 6 de la Convention relative au chemin de fer mandchourien, l'Administration est autorisée à entretenir des troupes pour la protection de la voie. Mais le pays étant aujourd'hui désorganisé et ces troupes en petit nombre, un corps d'armée doit être maintenu jusqu'à ce que l'ordre soit rétabli et que la Chine ait rempli les obligations mentionnées dans les quatre derniers articles de la Convention.

» 3° Dans le cas de troubles graves, les garnisons russes prêteront leur concours à la Chine pour les réprimer dans la mesure de leur pouvoir.

» 4° Les troupes chinoises ayant pris une part active aux récentes agressions contre la Russie, la Chine s'engage à ne pas entretenir d'armée dans ces provinces pendant la construction de la voie ferrée et son ouverture au trafic. Elle s'entendra avec la Russie pour fixer le chiffre des troupes qu'elle pourra vouloir y envoyer plus tard. L'importation des munitions de guerre en Mandchourie est interdite.

» 5° Dans le but de sauvegarder les intérêts du territoire en question, la Chine devra, sur les représentations de la Russie, destituer immédiatement

tout gouverneur militaire ou autre fonctionnaire dont les agissements pourront être de nature à nuire au maintien des relations amicales.

» Des forces de police, composées de fantassins ou de cavaliers, pourront être organisées en Mandchourie. Leur importance sera fixée après entente avec la Russie, et l'artillerie sera exclue de leur armement. Les sujets d'une autre Puissance ne seront pas admis à y prendre du service.

» 6° Conformément à l'engagement consenti par la Chine antérieurement, elle ne devra pas employer les sujets d'une autre Puissance pour instruire les soldats ou marins chinois dans la Chine septentrionale.

» 7° Dans l'intérêt de la paix et de l'ordre, les autorités locales voisines établiront de nouveaux règlements particuliers en ce qui concerne la zone neutre (voir la Convention du 27 mars 1898), dont il est question dans l'article 5 de la Convention concernant la cession à bail d'une partie de la presqu'île de Liaotoung.

» Les droits d'autonomie dans la ville de Chinchou, concédés à la Chine par l'article 4 de la Convention spéciale du 7 mai 1898, sont abrogés par les présentes.

» 8° La Chine ne devra, sans le consentement de la Russie, accorder à aucune autre Puissance ou à ses sujets des privilèges concernant les mines, les chemins de fer ou autres objets dans des contrées confinant à la Russie, comme la Mandchourie, la Mongolie et les parties du nouvel Empire connues sous le nom de Tarbagati, Ili, Kachgar, Yarkand et Khoten. La Chine ne devra pas non plus, sans le consentement de la Russie, construire elle-même des voies ferrées en ces régions.

» Sauf en ce qui concerne Niou-Tchouang, aucune cession à bail de terrains ne sera accordée aux sujets d'une autre Puissance.

» 9° La Chine se trouvant dans l'obligation de payer les frais de guerre de la Russie, ainsi que les indemnités réclamées par les autres Puissances en raison des troubles qui ont eu lieu récemment, les questions relatives au montant de la somme demandée au nom de la Russie, au temps dans lequel elle devra être payée et aux garanties de paiement seront réglées de concert avec les autres Puissances.

» 10° Les dommages-intérêts dus pour la destruction des voies ferrées et pour le pillage de biens appartenant à l'administration du chemin de fer et à ses employés, de même que ceux dus pour le retard causé à la construction de la ligne, feront l'objet d'un arrangement entre la Chine et l'Administration.

» 11° Les dommages-intérêts sus-mentionnés pourront, par un accord avec l'Administration, être remplacés, en tout ou en partie, par la concession de nouveaux privilèges. Dans ce cas, il y aurait lieu à la revision complète de la Convention précédente.

» 12° Conformément à l'engagement pris antérieurement par la Chine, il est entendu qu'une ligne ferrée, partant soit de la voie principale, soit de l'embranchement du chemin de fer mandchourien, pourra être construite dans la direction de Pékin jusqu'à la Grande-Muraille, l'Administration de cette ligne devant être régie par les règlements actuellement en vigueur. »

L'interdiction d'employer des étrangers, stipulée dans les articles 5 et 6, porte atteinte à la liberté d'action de la Chine.

L'article 8 est contraire aux intérêts possibles des autres Puissances et permettrait, dans l'avenir, d'imposer aux provinces qui y sont mentionnées, le même traitement qu'à la Mandchourie.

L'indemnité relative au chemin de fer est soustraite à l'appréciation des Puissances par l'article 10.

N° 26. — Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Scott.

Ministère des Affaires étrangères, le 9 mars 1901.

(Télégramme)

Convention russo-mandchourienne :

Communiquez au comte Lamsdorff le texte transmis par Sir E. Satow dans son télégramme du 6 courant, en faisant remarquer à Son Excellence que, si cette version de la Convention est exacte quant au fond, il semble impossible de la concilier avec les assurances données par lui et consignées dans votre dépêche du 6 du mois dernier, qui a été produite devant le Parlement; qu'il est impossible de la considérer comme un arrangement d'un caractère temporaire et provisoire, et qu'elle lèse manifestement les droits qui nous ont été reconnus par les Traités.

D'un autre côté, il est tout naturel que vous demandiez le concours de Son Excellence pour dévoiler l'artifice et remettre les choses au point si, comme il le prétend, des versions dénaturées de la Convention sont mises en circulation par le Gouvernement chinois dans le but de créer des divisions entre les Puissances; vous pouvez assurer que le Gouvernement de Sa Majesté éprouverait la plus vive satisfaction de se joindre au Gouvernement russe pour montrer sous son vrai jour une manœuvre aussi incorrecte.

N° 27. — Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne.

Pékin, le 9 mars 1901 (reçu le même jour).

(Télégramme)

Le Vice-Roi de Nanking exprime sa reconnaissance pour les démarches faites par le Gouvernement de Sa Majesté, lesquelles ont amené la Russie à modifier ses demandes.

N° 28. — Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Mac Donald.

Ministère des Affaires étrangères, le 19 mars 1901.

Monsieur,

Le Ministre du Japon est venu ici aujourd'hui et a déclaré que les modifications ci-après à la Convention mandchourienne avaient été proposées par le comte Lamsdorff au Ministre de Chine à Saint-Pétersbourg :

ART. 4. — En raison de l'agression commise par la Chine contre la Russie, et dans le but d'assurer la protection et la construction du chemin de fer mandchourien et de prévenir le retour des troubles sur la frontière

russe, la Chine fixera, après entente avec la Russie, l'importance des troupes et les points où elles devront être stationnées en Mandchourie. La défense d'importer des armes et munitions de guerre en Mandchourie sera réglée suivant un accord commun à conclure avec les Puissances. D'ici là, et jusqu'à nouvel ordre, la Chine devra, de sa propre initiative, interdire cette importation.

ART. 5. — En vue d'assurer la paix en Mandchourie, tout Gouverneur général ou haut fonctionnaire local, dont la conduite a été ou pourrait être de nature à compromettre le maintien des bonnes relations avec les étrangers, sera immédiatement nommé à un autre poste sur les représentations de la Russie. La Chine pourra entretenir des forces de police, composées d'infanterie et de cavalerie, dont l'importance devra être fixée après entente avec la Russie, jusqu'à la pacification complète de la Mandchourie; mais l'artillerie en sera exclue et les Chinois seuls pourront y prendre du service.

ART. 7. — Les autorités locales voisines de la zone neutre mentionnée à l'article 5 de la Convention concernant le territoire cédé à bail dans le Liaotoung établiront des règlements spéciaux pour le maintien de la paix et de l'ordre.

ART. 8. — La Chine ne devra, sans s'être préalablement concertée avec la Russie, accorder à aucune autre Puissance ou à ses sujets, des concessions de chemins de fer ou de mines, ni des privilèges commerciaux quelconques dans toute l'étendue du territoire de la Mandchourie.

ART. 10. — Les indemnités à payer pour la destruction du chemin de fer et le pillage des biens des employés de la Compagnie, de même que pour la perte résultant du retard causé aux travaux, seront réglées entre la Chine et la Compagnie du chemin de fer, sur les bases qui seront admises par les Représentants étrangers à Pékin et approuvées par les Puissances.

ART. 12. — La construction d'un chemin de fer en Mandchourie, de Chanhaïkouan à Niou-Tchouang et Sinminting, à l'aide des fonds fournis par une Société privée en septembre 1898, est contraire à la Convention conclue antérieurement entre la Chine et la Russie. Comme compensation à cette violation, et dans le but de ramener promptement la tranquillité en Mandchourie, la Chine concédera à la Compagnie du Chemin de fer de l'Est chinois le droit de construire une voie partant de la ligne principale ou de l'embranchement de son chemin de fer et s'étendant jusqu'à la Grande-Muraille, sur la frontière de la Mandchourie et de la province du Tchili.

Les articles 1, 2, 3, 9 et 11 sont maintenus sans changement, tandis que l'article 6 a été complètement abandonné.

Le Ministre des Affaires étrangères de Russie a déclaré au Ministre de Chine qu'il retirerait le projet si celui-ci n'était pas signé dans le délai de deux semaines à partir du 13 mars.

Le baron Hayaschi a dit qu'une Convention particulière ainsi négociée séparément par la Russie, était considérée par le Gouvernement japonais comme contraire au principe de solidarité qui unit maintenant les Puissances et qu'une semblable Convention séparée mettrait matériellement la Chine dans une situation plus difficile pour remplir ses obligations vis-à-vis des Puissances. C'est pourquoi il avait reçu l'ordre de déclarer que le Gouvernement japonais était prêt à se joindre au Gouvernement de

Sa Majesté, si celui-ci partageait cette manière de voir, pour conseiller de nouveau au Gouvernement chinois de ne pas signer le projet modifié de la Convention.

Il a ajouté que son Gouvernement était d'avis que ce conseil, renouvelé par les deux Gouvernements et probablement aussi par le Gouvernement allemand, serait très efficace.

J'ai répondu au baron Hayaschi que le Gouvernement de Sa Majesté, réitérerait au Gouvernement chinois l'avertissement déjà donné en ce qui concerne les Conventions séparées avec des Puissances agissant individuellement et qu'il conseillerait à la Chine de ne pas signer le projet modifié.

Je suis, etc.

(Signé) LANSDOWNE.

N° 29. — Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne.

Pékin, le 19 mars 1901 (reçu le 20 mars).

(Télégramme)

Comme suite à mon télégramme du 6 courant, j'ai l'honneur de vous informer que l'article 6 du projet de la convention Russo Chinoise relative à la Mandchourie a été omis.

ART. 4. — Le nombre des troupes et des postes militaires en Mandchourie doit être fixé d'accord avec la Russie. Suivant convention commune à conclure avec les Puissances, l'importation des armes et munitions sera interdite. En attendant, l'interdiction doit être édictée par la Chine.

ART. 5. — Tout Gouverneur Général, ou autre haut dignitaire, dont la Russie aurait à se plaindre comme ayant agi d'une façon incorrecte en des matières se rapportant à la politique étrangère, devrait être immédiatement déplacé. La Chine peut maintenir une force de police, composée de cavalerie et d'infanterie, dont l'importance sera déterminée après entente avec la Russie. Ce corps ne devra pas, toutefois, avoir d'artillerie jusqu'à la pacification du pays, et seuls des Chinois pourront en faire partie.

ART. 7. — Les autorités locales voisines de la zone neutre spécifiée par l'article 5 de la convention relative au bail de la Péninsule de Liaotoung devront formuler une série de règlements spéciaux en rapport avec les circonstances.

ART. 8. — Sauf entente préalable avec la Russie, la Chine n'accordera à aucune autre Puissance, ou à ses sujets, des concessions de chemins de fer ou de mines, ni des avantages commerciaux en Mandchourie.

ART. 10. — Les principes adoptés par les représentants des Puissances étrangères et approuvés par leurs Gouvernements, serviront à régler les indemnités dues pour la destruction des voies ferrées et des propriétés des employés de la Compagnie du chemin de fer et pour les pertes résultant du retard causé aux travaux.

ART. 12. — Il est déclaré que la Chine a contrevenu au précédent arrangement Russo-Chinois en construisant une ligne de chemin de fer péné-

trant en Mandchourie, de Shanhaikouan à Nioutchouang et Sinminting, à l'aide de fonds empruntés à une Compagnie privée, le 28 septembre 1898. La Chine devra consentir une compensation pour ce fait, en concédant à la Compagnie du Chemin de fer de l'Est chinois le droit de construire une voie allant de sa ligne principale jusqu'à la Grande-Muraille, sur la frontière du Tchili et de la Mandchourie.

Les autres articles, tels qu'ils étaient libellés dans le projet primitif, restent sans changement.

N° 30. — Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne.

Pékin, le 19 mars 1901 (reçu le 20 mars)

(Télégramme)

L'article n° 12 se réfère naturellement à l'emprunt que l'Angleterre et la Chine ont négocié de concert, pour la construction du chemin de fer. Il n'existe aucun arrangement antérieur entre la Russie et la Chine. Il n'est équitable ni à l'égard de la Chine, ni à l'égard du Gouvernement de Sa Majesté, de forcer la Chine à signer cet article dans sa teneur actuelle.

Le Gouvernement Russe insiste pour que la Convention soit signée le 25 courant, sous menace de rompre les négociations.

Je suis informé confidentiellement par Li-Hung-Chang que la Chine désire une prorogation de dix à douze jours pour éliminer l'article, ainsi qu'un ou deux autres points d'un caractère contestable, car elle craint que d'autres Puissances « n'imitent l'exemple donné par la Russie ».

J'apprends que le texte que nous nous sommes procuré est bien authentique.

N° 31. — Le Marquis de Lansdowne à Sir E. Satow ⁽¹⁾.

Ministère des Affaires étrangères, le 20 mars 1901.

Convention relative à la Mandchourie.

J'ai réitéré aujourd'hui au Ministre chinois, le conseil déjà donné à la Chine, de ne pas conclure de conventions séparées avec des Puissances agissant individuellement.

(Le télégramme suivant à Sir F. Lascelles seulement).

Il serait utile que le Gouvernement allemand déclarât qu'il maintient l'opinion déjà exprimée par lui.

N° 32. — Décret impérial du 20 mars.

(Communiqué par Sir Chihchen Lofenglüh, le 21 mars 1901.

(Traduction)

La Convention relative à la Mandchourie a été modifiée, mais le délai stipulé pour la signature de la Convention est sur le point d'expirer.

(1) Envoyé aussi à Sir F. Lascelles.

Comme le marquis de Lansdowne nous a avisé d'attendre sa réponse, nous devons maintenant ordonner à Lofengluh de demander à Lord Lansdowne :

1° Soit de nous aider à sortir de la difficulté ;

2° Soit de demander à la Russie de proroger le délai stipulé pour la signature de la convention.

Autrement, nous trouvant dans un grand embarras, nous serons incapables de résister plus longtemps à la Russie.

Nous comptons sur une réponse immédiate.

Respectez ceci.

N° 33. — Le Consul Général Brenan au Marquis de Lansdowne.

Shanghai, le 21 mars 1901 (reçu le 21 mars)

(Télégramme)

Sur les instances des Vice-Rois du Yang-Tze, le Sheng Taotaï, d'après les instructions du Gouvernement chinois, me prie de télégraphier à Votre Seigneurie pour rappeler que, dans six jours, expire le délai imparti à la Chine pour ratifier la Convention relative à la Mandchourie ; il demande que l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon interviennent afin d'obtenir une prorogation de délai, en vue de la modification des articles concernant l'administration civile, les garnisons chinoises en Mandchourie, les droits exclusifs concédés au commerce russe et le chemin de fer conduisant à la Grande-Muraille.

N° 34. — Sir C. Scott au Marquis de Lansdowne.

Saint-Petersbourg, le 26 mars 1901 (reçu le même jour)

(Télégramme)

Je suis informé par le Ministre du Japon que, dans une entrevue qu'il a eue hier avec le Comte Lamsdorff, il a, selon les instructions reçues par lui, fait connaître à Son Excellence, quelle était l'opinion du Gouvernement japonais relativement au danger qu'offrirait en ce moment la conclusion de conventions séparées entre la Chine et une Puissance agissant à titre individuel.

Il a dit que le Gouvernement japonais, toujours désireux de rester en relations cordiales avec le Gouvernement russe, tenait à informer Son Excellence que ses bons offices, ainsi que ceux d'autres Gouvernements, avaient été sollicités par la Chine au sujet de la convention relative à la Mandchourie, que la Russie lui demandait de signer dans un délai déterminé ; que certains articles de cette convention paraissaient, au Japon, porter atteinte à la souveraineté et à l'intégrité de la Chine, comme aussi à différents droits conférés par les traités à d'autres puissances ; qu'en conséquence, le Gouvernement japonais désirait amicalement proposer que lesdites puissances, dans une réunion tenue à Pékin, fussent mises à même d'examiner le projet de convention avant sa signature.

Le Comte Lamsdorff a répondu que cette convention, concernant uni-

quement deux Etats indépendants, devait être conclue en dehors de l'intervention de toute autre Puissance, et il a poliment, mais fermement, décliné la proposition du Gouvernement japonais. Son Excellence a ajouté, néanmoins, qu'il pouvait donner officiellement au Ministre du Japon l'assurance que ni la souveraineté ou l'intégrité de la Chine en Mandchourie, ni les droits conférés par les traités à quelque autre Puissance, n'étaient lésés par la convention projetée ; que celle-ci était d'un caractère provisoire, un préliminaire nécessaire à l'évacuation de la province par les troupes russes ; qu'enfin il désirait la voir promptement signée, pour que les injustes soupçons résultant, en ce qui la concernait, d'informations erronées, pussent être dissipées par sa publication.

N° 35. — Les Ministres du Cabinet de Singan-fu à Sir Chihchen Lofenglüh.

(Communiqué par Sir Chihchen Lofenglüh le 29 mars 1901).
Shanghai, le 28 mars 1901.

(Télégramme)

Nous avons suivi les conseils de Lord Lansdowne, en nous opposant à la signature de la convention relative à la Mandchourie.

Dans vos télégrammes des 20 et 23 courant, vous nous avez assuré de l'appui moral de l'Angleterre si nous suivions son conseil.

Nos Plénipotentiaires, le Prince Ching et le Vice-Roi Li, nous avisent que la Russie occupera maintenant la Mandchourie d'une manière permanente, et que les négociations seront rompues. La Cour se montre très inquiète à ce sujet.

La Mandchourie étant le berceau de la dynastie actuelle, comment la Chine pourrait-elle tolérer l'occupation permanente de cette province par des étrangers ?

Nous demandons aujourd'hui l'aide positive de l'Angleterre pour amener un arrangement satisfaisant entre la Chine et la Russie, de façon à éviter une rupture avec cette dernière Puissance, rupture qui ne manquerait pas d'être nuisible aux intérêts de la Chine et à ceux des Puissances ayant conclu des traités avec elle.

Prière de communiquer le contenu de ce télégramme à Lord Lansdowne et de solliciter de lui une réponse immédiate.

N° 36. — Sir C. Scott au Marquis de Lansdowne.

Saint-Pétersbourg, le 5 avril 1901.

(Télégramme)

Le *Messenger officiel* d'aujourd'hui contient un long communiqué concernant les récents événements en Chine. La première partie récapitule les diverses phases des négociations qui ont eu lieu entre les puissances alliées et la Chine et ne sont pas encore terminées. La seconde partie expose que le Gouvernement impérial, en attendant la solution des questions intéressant la généralité des puissances, a jugé nécessaire d'assumer la tâche de rétablir l'ordre dans les provinces limitrophes du territoire

russe, et que, dans ce but, un *modus vivendi* pour le rétablissement du gouvernement civil local en Mandchourie a été stipulé entre les autorités militaires russes et chinoises. Sur ces entrefaites, après examen attentif des circonstances dans lesquelles s'est produit le récent conflit si préjudiciable aux intérêts russes, le Gouvernement impérial a dressé un projet de convention séparée avec la Chine pour régler l'évacuation progressive de la Mandchourie et, en même temps, prévenir le retour des incidents de l'an dernier. Malheureusement, des bruits mensongers et alarmants concernant le caractère et la portée de cette convention ont circulé dans la presse étrangère. De sérieux obstacles ont été apportés à la signature de la convention par la Chine, de sorte qu'il est devenu impossible d'appliquer les mesures proposées pour l'évacuation progressive.

Quant à la restitution définitive de la Mandchourie à la Chine, ajoute le communiqué, elle ne peut évidemment avoir lieu qu'après le rétablissement dans l'Empire d'un état de choses normal et, à Pékin, d'un Gouvernement indépendant et assez fort pour empêcher le retour des récents incidents. Tout en maintenant l'organisation provisoire actuelle en Mandchourie, dans le but d'assurer l'ordre sur la frontière russe, mais en restant absolument fidèle à son programme primitif, tel qu'il a été formulé à plusieurs reprises, le Gouvernement impérial attend avec calme la suite des événements.

Le texte suit par poste.

N° 37. — Sir. C. Scott au Marquis de Lansdowne.

Saint-Petersbourg, le 6 avril 1901 (reçu le 9 avril)

(Télégramme)

Monseigneur,

Comme suite à mon télégramme d'hier, j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Seigneurie, le texte complet du communiqué officiel qui a été publié dans le *Messenger officiel* d'hier et se rapporte à la politique russe en Chine.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : CHARLES SCOTT.

(A suivre)

ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

Correspondance et Rapport du Consul anglais à Boma, au sujet de l'administration de l'Etat Indépendant du Congo (1).

Traduction.

N° 1. — Lord Cromer au Marquis de Lansdowne.

Sur le Nil, près Kiro, 21 janvier 1903 (reçu le 9 février)

(Extrait)

Je viens de visiter les postes belges de Kiro et de Lado, ainsi que celui de Gondokoro dans le Protectorat de l'Ouganda. Il doit être agréable à Votre Seigneurie de recevoir quelques remarques que j'ai faites au sujet des positions belges sur le Haut-Nil.

Tout d'abord, je ferai remarquer que le commandant Hanolet qui est chargé de ce district, était absent, se trouvant dans l'intérieur du pays ; mais les officiers commandants de Kiro et de Lado nous reçurent de la façon la plus courtoise, Sir Reginald Wingate et moi.

Au point de vue de l'apparence, les deux postes belges contrastent favorablement avec tous les postes soudanais sur le Nil, et encore plus avec celui de Gondokoro, dans le Protectorat de l'Ouganda. Les principales maisons d'habitation sont en briques. Elles paraissent bien construites. Les postes sont tenus avec une scrupuleuse propreté. Les troupes sont bien logées. On a créé des jardins qui sont florissants. J'ai compté neuf tombeaux d'Européens à Kiro, tous morts des fièvres, mais j'ai appris que l'état sanitaire de la place s'est maintenant grandement amélioré.

J'avais entendu tant de récits contradictoires au sujet de l'administration Belge que j'avais le désir d'obtenir sur ce sujet une idée nette et définitive. Je crois qu'il me serait difficile d'arriver à une conclusion indépendante sur ce point, après une visite hâtive et des occasions d'observation limitées aux bords du fleuve. J'en ai vu et entendu assez, cependant, pour pénétrer l'état d'esprit qui règne dans l'Administration.

Il faut se rappeler que les 1.100 milles de pays que j'ai traversés entre Karthoum et Gondokoro étaient, encore récemment, la proie des marchands d'esclaves, Pachas égyptiens et derviches. Dans ces circonstances, on aurait pu s'attendre à ce qu'il fallut beaucoup de temps pour inspirer confiance dans les intentions du nouveau Gouvernement. Il est, cependant,

(1) *Africa*, n° 1 (1904). — Correspondance and Report from His Majesty's consul at Boma respecting the administration of the independant state of Congo Presented to both Houses of Parliament by command of His Majesty, February 1904. (Cd. 1933).

certain que, à l'exception d'une partie de la tribu des Nuers, qui se tient dans une région très éloignée sur le Haut-Sobat, la confiance a été complètement établie dans ces districts qui se trouvent sous l'autorité anglaise. A l'exception de la région inhabitable du « Sudd », de nombreux villages sont éparpillés le long des rives du fleuve. Les gens, bien loin de s'enfuir à l'approche des blancs, comme c'était le cas auparavant, courent le long des bords du fleuve, faisant des signes au steamer pour qu'il s'arrête. Il est clair que les Baris, les Shilluks et les Dinkas ont la plus grande confiance dans les officiers anglais avec lesquels ils sont mis en rapport. Malgré les difficultés qui existent pour communiquer avec eux par l'intermédiaire d'un interprète — peu instruit lui-même — il était impossible de se tromper sur leurs signes manifestes et leur expression de sécurité et de contentement. Ils se rendent en foule dans les Settlements sans crainte, et si, comme il arrive souvent, ils ne veulent pas travailler, c'est simplement parce qu'ils sont paresseux et ont peu de besoins, non parce qu'ils craignent de ne pas être payés pour leur travail. Ces remarques s'appliquent également à Gondokoro, bien que je n'aie pu voir là que quelques indigènes. Je n'ai pas eu le temps de visiter le principal village Bari, qui se trouve à une petite distance du fleuve.

Le contraste, quand on est entré en territoire Congolais, est remarquable. De la frontière à Gondokoro il y a environ 80 milles. La rive gauche proprement dite, ou ouest, du fleuve, est belge. La rive opposée est soit sous le gouvernement du Soudan, soit sous l'Administration de l'Ouganda. Il y a de nombreuses îles, et comme elles se trouvent sous la domination anglaise, — car le thalweg, qui, de part traité, forme la frontière belge, borde la rive ouest du fleuve — je ne puis dire que j'ai eu l'occasion de voir 80 milles de territoire belge. En même temps, j'ai vu beaucoup de choses et j'ai remarqué que s'il existait de nombreux villages et huttes sur la rive est, et dans les îles, du côté belge, il n'y avait pas de trace d'un village. A la vérité, je ne crois pas qu'aucune personne de notre troupe ait aperçu un seul être humain sur le territoire belge, excepté les officiers et soldats belges et leurs femmes et enfants. D'ailleurs, on ne voyait pas un seul indigène à Kiro ou à Lado. J'ai demandé à l'officier Suédois à Kiro s'il avait vu beaucoup d'indigènes. Il m'a répondu négativement, ajoutant que le plus prochain village Bari était situé à une certaine distance dans l'intérieur. L'officier Italien à Lado, en réponse à la même question, a déclaré que le village indigène le plus proche, était à sept heures de distance.

La raison de tout ceci est assez évidente. Les Belges sont détestés. Les gens les fuient, et ça n'est pas étonnant qu'il en soit ainsi, car on m'a dit que les soldats avaient la pleine liberté de piller, et qu'il est rare que les fournitures soient payées. Les officiers Anglais parcourent la plupart des endroits du pays pour ainsi dire seuls, soit en tours d'inspection ou en parties de chasse. Je comprends qu'aucun officier Belge ne puisse sortir des établissements coloniaux sans une forte escorte.

Il me semble que les faits que j'ai établis plus haut donnent une idée suffisante de l'esprit qui anime l'Administration belge, si, vraiment on peut lui donner le nom d'administration. Le Gouvernement, autant que j'ai pu en juger, se guide presque exclusivement d'après des principes commerciaux, et, même jugé à ce point de vue, il semblerait que ces principes sont tant soit peu à courte vue.

N° 2. — **Sir C. Phipps au Marquis de Lansdowne.**

Bruxelles, 19 septembre 1903 (reçu le 21 septembre).

Monseigneur,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-incluse la copie d'une note, ainsi que les documents qui l'accompagnent, qui ont été adressés par le Gouvernement du Congo aux représentants à Bruxelles, des puissances signataires du traité de Berlin, à qui la circulaire de Votre Seigneurie, en date du 8 août, fut communiquée, au sujet des affaires de l'Etat Indépendant du Congo (1).

M. de Cuvelier, en me remettant ces documents, déclara qu'il avait reçu des instructions pour procéder de la même manière que celle qu'avait adoptée le Gouvernement de Sa Majesté.

J'ai, etc.,

Signé : CONSTANTINE PHIPPS.

N° 3. — **M. Casement au Marquis de Lansdowne.**

Londres, 11 décembre 1903 (reçu le 12 décembre)

Monseigneur,

J'ai l'honneur de vous soumettre mon rapport sur mon récent voyage au Congo Supérieur.

Je quittai Matadi le 5 juin, et arrivant à Léopoldville le 6, restai dans le voisinage de Stanley-Pool jusqu'au 2 juillet, quand je me mis en route pour le Haut-Congo. Mon retour à Léopoldville s'effectua le 15 septembre, de sorte que la période de temps que je passai sur le Haut fleuve, ne fut que de deux mois et demi, durant lesquels je visitai plusieurs endroits sur la rivière du Congo elle-même, jusqu'à la jonction de la rivière Lulonga, remontai cette rivière et son principal affluent, le Lopori, jusqu'à Bongandanga, et fis le tour du lac Matumba.

Bien que ma visite fût de si courte durée, et que les points touchés fussent éloignés des chemins de communication fréquentés, la région visitée est l'une des plus centrales de l'Etat du Congo, et le district dans lequel j'ai passé le plus de temps, celui de l'Equateur, est probablement l'un des plus productifs. De plus, il m'était facile, en visitant ce district, d'établir le contraste entre sa situation actuelle et celle dans laquelle je l'avais connu il y a quelque seize ans. Alors (en 1887) j'avais parcouru la plupart des endroits que je visitais de nouveau en ce moment, et il m'était ainsi aisé d'établir une comparaison entre un état de choses que j'avais vu moi-même lorsque les indigènes menaient leur existence sauvage dans leur communauté d'anarchie et de désordre, sans contrôle européen, et celui créé par une intervention européenne très active, de plus d'une dizaine d'années. La nécessité de cette intervention ne pouvait faire aucun doute pour ceux qui connaissent le Haut-Congo, et il y a aujourd'hui de grandes preuves de la grande activité déployée par les fonc-

(1) V. *Archives Diplomatiques*, septembre 1903, p. 311, dépêche du 8 août 1903. Voir pour l'Annexe contenant la note de l'Etat indépendant du Congo aux puissances signataires de l'Acte de Berlin, *Arch. Dipl.*, février 1904, t. 89, p. 179. — V° pour les Annexes I, II contenant la Déclaration à l'Etat du Congo, de juin 1903, et la Jurisprudence des Tribunaux du Congo français : *Arch. Dipl.*, 1903, t. 86, p. 237 et t. 87, p. 345.

tionnaires belges dans l'introduction de leur méthode d'administration, sur l'une des plus sauvages régions de l'Afrique.

En beaucoup d'endroits, le voyageur rencontre des postes admirablement bâtis et entretenus ; une flotte de bateaux à vapeur de rivière, au nombre de quarante-huit, je crois, appartenant au Gouvernement du Congo, navigue sur le fleuve et ses principaux affluents, à intervalles fixes. Des moyens réguliers de communication sont ainsi fournis à certaines parties de l'Afrique Centrale les plus inaccessibles.

Un chemin de fer fort bien construit en vue des difficultés qu'on peut rencontrer, relie maintenant les ports de l'Océan à Stanley-Pool, à travers une région difficile, qui, auparavant, présentait au voyageur allant à pied, de nombreux obstacles à surmonter et de nombreux jours de fatigues physiques à endurer. Aujourd'hui, le chemin de fer fonctionne de la façon la plus efficace, et j'ai noté de nombreuses améliorations, tant dans les détails du service que dans l'administration générale, depuis l'époque de ma dernière inspection à Stanley-Pool, en janvier 1901.

La région des cataractes, à travers laquelle passe le chemin de fer, est un territoire généralement improductif et même stérile, d'une largeur de 220 milles. Cette région est, je crois, le foyer ou le berceau de la maladie du sommeil, — terrible maladie, qui fait son chemin malheureusement d'une façon trop rapide au centre de l'Afrique, et qui a même traversé le continent entier, atteignant presque les bords de l'Océan Indien. La population du Bas-Congo a graduellement diminuée par suite des ravages non enrayés de cette maladie encore inconnue et incurable, et comme une des causes de l'apparente diminution de la vie humaine que j'ai partout observée dans les régions visitées de nouveau, il faut assigner à ce mal, une place prépondérante.

Les indigènes attribuent certainement leur inquiétante mortalité à ce fléau, bien qu'ils pensent, et je suis de leur avis, que leur diminution tient également à d'autres causes. Peut-être le changement le plus frappant, observé au cours de mon voyage à l'intérieur, fut-il la grande diminution, visible partout, de la population indigène. Des communautés, que j'avais connues autrefois comme de grands et florissants centres de population, ont aujourd'hui entièrement disparu, ou comprennent un nombre si infime d'individus qu'avant peu elles n'existeront plus. Les rives sud de Stanley-Pool possédaient une population complète de 5.000 Batekes, répartie dans les trois villes de Ugalima (Léopoldville), Kinchasa et Ndolo, séparées de quelques milles les unes des autres. Il y a une douzaine d'années, ces peuples décidaient d'abandonner leur pays, et en une nuit, le plus grand nombre passait sur le territoire français, sur les rives septentrionales de Stanley-Pool. Là où s'étendaient auparavant ces populeux villages d'indigènes africains, je n'ai vu aujourd'hui que quelques maisons européennes éparpillées, appartenant, soit aux fonctionnaires du Gouvernement, soit aux trafiquants de la localité. J'estime qu'à Léopoldville, il n'y a pas aujourd'hui cent indigènes originaires ou leurs descendants qui y résident actuellement. A Kinchasa, on peut en trouver un peu plus qui demeurent dans les alentours des dépôts des trafiquants, tandis qu'à Ndolo, il n'en reste pas un, et là il n'existe qu'une station de chemin de fer de la Compagnie du Congo et un poste du Gouvernement. Ces peuplades Bateke ne constituaient peut-être pas des sujets particulièrement désirables pour une Administration énergique voulant, avant toutes choses, obtenir des résultats satisfaisants et rapides.

Ils étaient eux-mêmes des intrus venant des rives nord du fleuve du Congo et avaient obtenu une existence très avantageuses comme courtiers de commerce, exploitant les populations les moins corrompues au milieu desquelles ils étaient venus eux-mêmes s'établir. Leur disparition des rives sud de Stanley-Pool ne doit nullement être déplorée, je pense, car ils formaient, dans tous les cas, un lien entre un élément commercial européen nouveau et la lie de trafiquants soi-disant indigènes.

On parle quelquefois de Léopoldville comme d'une ville du Congo, mais cette dénomination ne peut lui être justement donnée. En dehors du poste du Gouvernement, qui, sous tous les rapports, est très bien tracé, il n'y a absolument rien qui ressemble à une ville — baraquement serait le terme exact. Le poste du Gouvernement à Léopoldville compte, d'après les informations qui m'ont été fournies par son commandant, environ 130 Européens et probablement 3.000 travailleurs indigènes du Gouvernement qui, tous, habitent dans des maisons à l'européenne, bien construites et bien alignées, ou, pour la masse indigène, dans des huttes de terre.

De larges sentiers, qu'on pourrait appeler des rues, relient les différentes parties de cette colonie du Gouvernement, et un premier essai d'éclairage par l'électricité a déjà donné trois lumières devant la maison du Commissaire général. En dehors des employés du Gouvernement, la population de Léopoldville, compte moins d'une douzaine d'Européens, et probablement pas plus de 200 indigènes dépendant du personnel domestique ou des établissements commerciaux. Cette population est répartie en deux établissements de missionnaires, comprenant en tout quatre Européens ; une station de chemin de fer, avec un Européen, je pense ; quatre établissements commerciaux — un Portugais, un Belge, un Anglais et un Allemand — comptant sept Européens, avec, peut-être, 80 ou 100 indigènes y attachés ; deux petits commerçants Anglais de l'Ouest Africain et deux ouvriers tailleurs de Loango, qui font des vêtements pour la population. Voilà, je pense, tous ceux qui ne sont pas sous la dépendance immédiate du Gouvernement.

Ces magasins et ces commerçants font à peine quelques affaires en ce qui concerne le commerce avec les indigènes, qui peut être considéré comme nul dans ce district, mais comptent sur le commerce au comptant avec les nombreux employés du Gouvernement, aussi bien européens qu'indigènes. Si ce commerce au comptant venait à cesser, les quatre magasins européens seraient obligés de fermer leurs portes. Pendant la période de mon séjour à Léopoldville, il cessa effectivement, et, pour des raisons qui ne furent pas connues du public ; la grande masse d'ouvriers indigènes au service du Gouvernement, au lieu de recevoir une partie de leurs gages mensuels en argent pour le dépenser dans la localité — de même que ceux qui étaient payés à l'expiration de leurs contrats, — furent rémunérés par le Gouvernement en marchandises d'échange qui provenaient d'un magasin dépendant de l'Administration. Cette méthode de paiement ne donna pas plus satisfaction aux employés indigènes du Gouvernement qu'aux commerçants de la localité, et j'ai entendu beaucoup de doléances à ce sujet. Les commerçants se plaignaient, quelques-uns à moi-même, de n'avoir aucun autre moyen qui leur soit ouvert de faire du commerce, si ce n'est celui qu'ils pouvaient faire avec les employés du Gouvernement contre argent comptant, car le Gouvernement payant lui-même ces hommes en marchandises, devait anéantir d'un seul coup toutes les transactions commerciales dans le district. Les ouvriers indigènes

se plaignaient aussi d'être payés en drap dont ils n'avaient pas besoin chez eux, et afin de se procurer l'argent pour acheter ce dont ils avaient besoin, ces hommes prirent aussitôt l'habitude de vendre contre argent comptant, mais en y perdant eux-mêmes, le drap qu'ils avaient été forcés de recevoir en paiement du magasin du Gouvernement. Les ouvriers perdaient sur cette transaction de même que les commerçants. Les ouvriers qui recevaient en paiement des pièces de drap que le Gouvernement leur comptait à chacun 10 francs, s'en défaisaient volontiers pour 7 francs et même pour 6 francs, argent comptant. Moi-même, un jour, en juin, j'en achetai une pièce pour 7 francs à deux ouvriers qui s'en débarrassaient et qui avaient reçu deux pièces de drap que le Gouvernement leur avait compté 10 francs chacune. Ces hommes désiraient acheter du sel dans un magasin de la localité, et pour s'en procurer les moyens ils sacrifiaient 3 francs pour chaque pièce de 10 francs de leur salaire. Les marchands se plaignaient aussi que cette vente excessive de marchandises de coton à prix réduit par les employés du Gouvernement, rendait presque nulles leurs propres ventes de drap au prix courant dans le district.

Les 3.000 ouvriers du Gouvernement à Léopoldville proviennent de presque toutes les parties de l'Etat du Congo. Quelques-uns, ceux principalement qui viennent de la région des cataractes, vont volontairement chercher de l'ouvrage, mais beaucoup — et une grande majorité, je crois, — sont des hommes ou des garçons, amenés des districts du Haut-Congo et servent les autorités sans avoir d'abord recherché cet emploi. Le 16 juin dernier, cinq employés du Gouvernement m'apportèrent leurs contrats pour me prier de leur dire combien de temps ils avaient encore à servir. Ils étaient tous du Haut-Congo et avaient presque terminé déjà le temps de leur engagement.

Les contrats, dans chaque cas, semblaient avoir été signés et rédigés à Boma, au nom du Gouverneur général du Congo, et tous étaient faits pour sept années. Les hommes me disaient qu'ils n'avaient jamais été à Boma, et que la période entière de leur service s'était passée à Léopoldville ou sur le Haut-Congo. Dans trois de ces cas, je remarquai qu'on avait changé la période de service, de la façon suivante :

« Je réduis de sept à cinq ans le terme de service du... »

Cette déclaration était signée par l'Inspecteur p. i. du Gouvernement du district. Apparemment elle n'avait point été observée, car elle avait été effacée par son successeur, et, en fait pour chaque cas, la période des sept années complètes, touchait à sa fin dans quelques mois.

En somme, ce qui me frappa à Léopoldville, fut de voir les ouvriers du Gouvernement bien traités, et certainement aucun d'eux n'était oisif. La grande difficulté qui se présente dans l'entretien d'un si grand nombre d'individus est l'impossibilité de se procurer des vivres en quantité suffisante dans le pays. La principale nourriture dans tout le Haut-Congo consiste en une préparation de la racine du manioc, bouillie et façonnée en pains ou puddings de poids différents. Les indigènes des districts des environs de Léopoldville sont obligés de se procurer chaque semaine une quantité déterminée de cette sorte de nourriture qui est réquisitionnée dans chaque village des environs. Les employés européens du Gouvernement dépendent tout à fait des indigènes des environs pour se procurer des vivres de la même manière. Ces réquisitions, quoique nécessaires, sont mal vues par les fournisseurs indigènes qui se plaignent que, chaque

année, leur nombre va en décroissant, tandis que les demandes qui leur sont faites restent les mêmes, ou tendent même à augmenter.

Le poste du Gouvernement à Léopoldville avec son nombreux personnel existe presque uniquement pour les vapeurs du Gouvernement naviguant sur le Haut-Congo.

Il y a un hôpital pour les Européens et un établissement désigné comme hôpital pour les indigènes, sous la direction d'un médecin européen. Un autre docteur réside dans le poste du Gouvernement dont les études bactériologiques se poursuivent sans relâche et sont dignes de beaucoup d'éloges. L'hôpital des indigènes est très défectueux, et, d'après ce que l'on m'a dit, la faute n'en incombe pas à l'administration médicale de l'endroit. Lorsque j'ai visité les trois huttes en terre affectées à cette destination, toutes délabrées, et dont deux ont leurs toits de chaume presque enlevés, j'ai trouvé dix-sept personnes, hommes et femmes, atteintes de la maladie du sommeil et couchées au milieu de la plus grande saleté.

La plupart d'entre elles étaient couchées sur le sol nu, plusieurs dehors, se trouvaient sur le sentier devant les maisons, et l'une d'elles, une femme qui était arrivée à la dernière phase, phase d'inconscience de la maladie, juste un instant avant mon arrivée, venait de tomber dans le feu et s'était grièvement brûlée. Depuis, on lui avait posé soigneusement des bandages, mais elle était encore couchée dehors sur le sol, la tête presque dans le feu, et pendant que je cherchais à lui parler, en se tournant elle renversa sur ses épaules un pot d'eau bouillante. Tous ceux des dix-sept malades que j'ai vus étaient près de leur fin, et à ma seconde visite, deux jours plus tard, le 19 juin, j'en trouvai un mort, étendu en plein air.

J'ai trouvé quelque chose de frappant dans le contraste qui existe entre l'état négligé de ces individus et celui, à quelques cents mètres de là, des ateliers de réparation et d'ajustage du Gouvernement pour les bateaux à vapeur. Ici tout était clarté, soin, ordre et travail, et il était impossible de ne pas admirer et louer l'activité qui avait créé et maintenu dans un fonctionnement si régulier cet utile établissement. Des missionnaires avaient tenté, pendant mon séjour à Léopoldville, d'obtenir une amélioration dans la situation des individus atteints de la maladie du sommeil, à l'hôpital indigène, mais on a déclaré, en réponse aux projets de mes amis, qu'on ne pouvait rien faire en fait de construction d'un hôpital convenable jusqu'à ce que les plans, alors à l'examen, eussent été approuvés ailleurs. Les constructions que j'avais visitées avaient été considérées, pendant plusieurs années, comme étant le seul modèle qui convenait pour les nombreux employés indigènes du district, ce que l'administration médicale du pays déplorait grandement.

Les magasins du Gouvernement à Léopoldville sont vastes et bien construits et contiennent non seulement les marchandises que le Gouvernement envoie lui-même sur le haut fleuve dans sa flottille de steamers, mais aussi les marchandises de différentes Compagnies concessionnaires. D'après un règlement, les produits transportés dans le bas fleuve par les steamers du Gouvernement, sont transbordés directement dans les wagons qui roulent le long du wharf et sont transportés ensuite par chemin de fer à Matadi pour être embarqués pour l'Europe. Les différentes Compagnies faisant des opérations sur le Haut-Congo, et qui détiennent des concessions accordées par le Gouvernement du Congo sont tenues, m'a-t-on dit, par des conventions, de s'abstenir de transporter, sauf dans les limites de leurs concessions, des marchandises ou des passagers. Cette interdiction

s'étend à leurs propres marchandises et concerne leurs propres agents. Si, dans un cas de nécessité absolue, ils transportaient en dehors de ces limites des marchandises leur appartenant ou des gens à eux, ils seraient obligés de payer au Gouvernement du Congo soit le prix du fret soit le prix du passage, selon les tarifs du Gouvernement, absolument comme si les marchandises ou les passagers avaient été transportés par des bateaux du Gouvernement. Le tarif appliqué aux marchandises et aux passagers transportés par les voies d'eau intérieures, est assez élevé, peut-être pas excessif étant donné les circonstances, mais cependant en raison de son monopole virtuel, il peut produire annuellement un revenu qui doit beaucoup contribuer à l'entretien de la flottille du Gouvernement. D'après le budget de 1902, publié dans le *Bulletin officiel* de janvier, cette année, la production du rendement du service des transports est évaluée à 3.100.000 francs pour 1902, tandis que la dépense pour la même année est portée pour 2.023.376 francs. Ma propre expérience m'a démontré que cette obligation de prendre les bateaux du Gouvernement pour le transport du public, ne constituait pas un avantage pour ce dernier. J'aurais désiré quitter Stanley Pool pour le Haut-Congo peu de temps après mon arrivée à Léopoldville, mais comme les bateaux du Gouvernement étaient absolument bondés, je ne pouvais pas partir avec si peu de confort sur l'un d'eux. Le bateau à vapeur « *Flandre* », un des plus grands de ces bateaux, qui partait de Léopoldville pour Stanley Falls, le 22 juin, et sur lequel j'avais tout d'abord l'intention de m'embarquer, quittait le port avec plus de vingt passagers européens, en surcharge, et qui tous, m'avait-t-on dit, devaient coucher sur le pont. J'étais donc obligé de chercher un autre moyen de voyager lorsque, grâce à l'amabilité du directeur d'une des plus grandes Compagnies commerciales (la « Société Anonyme Belge du Haut Congo »), je trouvai un excellent arrangement en voyageant sur un de ses steamers, en qualité d'invité. Bien qu'invité et ne payant pas le prix de mon passage, il fallait cependant se préoccuper d'obtenir l'autorisation du Gouvernement du Congo avant que je pusse profiter de cet acte de courtoisie et j'ai vu le télégramme de l'autorité locale, accordant mon transport à Chumbiri.

Cette Société commerciale possède trois autres bateaux, mais l'interdiction mentionnée plus haut s'applique à toute la flottille commerciale de nationalité congolaise sur le haut fleuve. En dépit du fait qui ne permet pas à ces bateaux de prendre du fret ou des passagers, ils sont tous, pour leur tonnage, lourdement taxés, tandis que les bateaux du Gouvernement, qui prennent des sommes considérables pour le transport des marchandises et des passagers, ne payent aucune taxe. Les quatre bateaux de la Société anonyme belge du Haut-Congo, dont je viens de parler et dont le plus grand est seulement, je crois, de 30 tonnes, paient annuellement, d'après ce qu'on m'a dit, les taxes suivantes :

Autorisation de couper du bois à brûler, 17.870 fr.

Licence pour chaque bateau, d'après son tonnage, 400 à 600 francs.

Le patron de chaque bateau doit avoir une licence, pour laquelle une taxe de 20 francs est prélevée par année.

Il doit payer lui-même, ainsi que chaque membre européen de l'équipage, une somme de 30 francs par an comme « imposition personnelle », tandis que chaque membre indigène de l'équipage coûte à son patron 3 francs par tête par engagement pour la licence annuelle et 10 francs par tête par an comme « imposition personnelle » :

Le « *Président Urban* », le plus grand bateau de la Compagnie dont j'ai parlé, paie pour les différents individus, selon les informations qu'on m'a données, une somme qui n'est pas inférieure à 11.000 francs pour les taxes annuelles. Dans le cas où il transporte des agents de sa propre Compagnie ou des marchandises qui lui appartiennent, sauf dans les limites de ses concessions, les propriétaires doivent payer au Gouvernement du Congo le prix du voyage ainsi que le prix du frêt, exactement comme s'ils avaient été transportés par un des bateaux du Gouvernement.

Le public n'a pas le droit de couper du bois à brûler, à moins d'une demi-heure de distance des postes forestiers du Gouvernement, qui sont naturellement choisis dans les meilleurs endroits boisés qui se trouvent le long des voies navigables, de telle sorte que la licence de 10.000 francs que paie le « *Président Urban* » pour couper du bois, lui permet seulement de prendre son combustible dans les endroits les moins accessibles où l'équipage peut en trouver.

À F* j'ai passé quatre jours. J'avais visité cet endroit en août 1887 lorsque la ligne de villages constituant l'établissement renfermait de 4.000 à 5.000 individus. La plus grande partie de ces villages est aujourd'hui abandonnée, la forêt ayant poussé sur les endroits désertés, et la communauté entière ne peut pas compter plus de 500 âmes. Il n'y a aucun poste du Gouvernement à F*, mais la ligne télégraphique qui relie Léopoldville à Coquilhatville, les quartiers généraux du district de l'Equateur, passe à travers les territoires des anciens villages de F*, près des bords du fleuve. Les gens des villes situées sur le fleuve, et jusqu'à 20 milles à l'intérieur, doivent débarrasser la ligne télégraphique des broussailles et dans beaucoup d'endroits elle sert de chemin entre les villages voisins. Certains indigènes du voisinage se plaignent de n'avoir reçu de rémunération d'aucune sorte pour ce service obligatoire d'utilité publique ; et ceux qui se trouvent engagés pour remplir cette tâche trouvent difficilement à se nourrir, lorsqu'ils sont à une distance éloignée de leurs demeures. Une enquête faite dans le voisinage établissait qu'aucun paiement n'avait, semble-t-il, été fait pour ce travail depuis plus d'un an.

Les hommes sont également requis de travailler dans le poste le plus voisin où l'on coupe le bois pour les steamers du Gouvernement, dont un chef indigène ou Kapita a la charge, sous la surveillance d'un « chef de poste » européen à Bolo-bo, le poste du Gouvernement le plus proche qui se trouve à 40 milles environ en amont. Ces bûcherons, bien qu'ils soient requis et quelquefois irrégulièrement retenus, sont payés en juste proportion de leurs services.

Les villages F* doivent fournir le kwanga (la nourriture faite avec la racine de manioc dont nous avons déjà parlé) pour le poste voisin où l'on coupe le bois, et la quantité qui est réclamée excède, affirment-ils, les moyens qu'ils ont de la fournir, et ce qu'ils reçoivent en échange est hors de proportion avec sa réelle valeur. J'ai vu que la fourniture qu'on leur demandait était fixée à 380 kwanga (ou puddings de manioc bouilli) tous les six jours, chaque pudding pesant de quatre livres et demie à six livres, soit un total de 1.700 livres à une tonne de nourriture soigneusement préparée par semaine. En paiement, on leur donne une barre de cuivre par kwanga, d'une valeur de 19 francs en tout pour plusieurs villages dont la tâche est de fournir des vivres au poste forestier. Ces villages, d'après une soigneuse évaluation que j'ai établie, contiennent 240 personnes, hommes,

femmes et enfants, tous compris. En plus de la préparation et du transport de cette nourriture à une distance considérable au poste du Gouvernement, ces gens ont à prendre leur part du nettoyage de la ligne télégraphique en fournissant des travailleurs au Gouvernement. Un homme d'un certain âge avait été arrêté au moment de ma visite pour servir comme soldat et avait été conduit à Bolobo, à 40 milles de distance, mais ensuite il avait été relâché sur les représentations d'un missionnaire qui le connaissait. On m'a dit que le nombre de bûcherons employés dans un poste forestier était d'environ trente, de telle sorte que la nourriture requise pour eux dépasse leurs besoins, et qu'ils vendent à leur profit l'excédent aux équipages des bateaux qui passent. Dans un des plus petits de ces villages F*, où il n'y a pas plus de dix personnes en tout et seulement trois femmes capables de préparer et de cuire la nourriture, il fallait fournir chaque semaine 40 kwanga (180 livres à 270 livres en poids de nourriture) contre un paiement de 40 barres (2 francs). Ces gens disaient : « Comment est-il possible que nous puissions planter nos jardins et arracher les mauvaises herbes, chercher, préparer et bouillir le manioc, en faire des morceaux transportables et ensuite les porter au poste pendant presque une journée de voyage ? D'ailleurs, si le kwanga que nous faisons est un peu petit ou pas bien cuit, ou si nous nous plaignons que les barres qu'on nous donne en échange sont trop courtes, comme elles le sont quelquefois, alors nous sommes battus par les bûcherons, et quelquefois nous sommes retenus pendant plusieurs jours pour couper du bois de chauffage en punition. »

Les compte-rendus de ce genre pourraient être multipliés jusqu'à l'ennui.

La mission locale au poste de F* demande du kwanga de taille beaucoup plus petite que la station du Gouvernement, obtenant pour le même prix, c'est-à-dire une barre, un poids de nourriture de une livre et demie à deux livres. Le kwanga fait pour la consommation générale, qui se vend sur les marchés locaux, pèse seulement environ une livre chaque pain. Le Gouvernement exige qu'on lui livre franco, même à des distances considérables, de quatre fois et demie à six fois le poids de nourriture préparée à celle qui est vendue publiquement pour un demi penny.

Dans la plupart des endroits du Haut-Congo, la monnaie courante consiste en fils de cuivre d'une certaine longueur, qui varient suivant le district. A une certaine époque, la longueur reconnue d'une barre de cuivre était de 12 pouces, mais aujourd'hui la longueur moyenne d'une barre ne peut dépasser 8 ou 9 pouces. La valeur nominale de ces barres est d'un demi penny, il en faut vingt pour faire un franc ; mais la valeur intrinsèque, ou le coût d'une barre venant directement d'Europe serait certainement, pour n'importe quel importateur, de moins d'un quart de penny. Telle est, grossière et sale, la principale forme de monnaie connue sur le Haut-Congo où, sauf dans quelques parties du Congo français que j'ai visité, la monnaie européenne est encore complètement inconnue.

Les raisons de la diminution de population à F* qui m'ont été données, aussi bien par les indigènes que par les autres, en dénoncent la maladie du sommeil comme un des principaux facteurs. Il y a eu aussi l'émigration de l'autre côté du fleuve, sur la rive française, mais celle-ci, je crois, n'a jamais été populaire. Les gens ne se sont pas aisément accoutumés au changement de condition apporté parmi eux par le Gouvernement européen. Quand autrefois ils étaient habitués à entreprendre de longs voyages vers Stanley-Pool, pour vendre des esclaves, de l'ivoire, du poisson séché,

ou d'autres produits locaux contre telle marchandise européenne que les courtiers Bateke autour de Pool avaient à offrir en échange, aujourd'hui ils se trouvent privés de cette sorte d'activité.

La vente ouverte d'esclaves et les convois de canots, qui, autrefois, naviguaient sur le Haut-Congo, ont partout disparu. Aucun acte du Gouvernement de l'Etat du Congo n'a peut-être produit des résultats plus dignes d'éloges que la suppression rigoureuse de cet immense mal. Dans les 160 milles qui séparent Léopoldville de F*, je n'ai pas vu une seule grande barque dans le milieu du fleuve, et seulement quelques petits canots longeant les bords près des villages indigènes. Pendant que la suppression des marchés publics d'esclaves constituait un bien indubitable, beaucoup de choses qui n'étaient pas repréhensibles dans l'existence des indigènes, ont disparu en même temps. Le commerce de l'ivoire a aujourd'hui complètement échappé aux mains des indigènes du Haut-Congo, ainsi que le poisson ou tout autre produit de l'industrie locale, et cela sur une grande échelle et quelle que soit la distance de leur demeure.

Autant que j'ai pu l'observer dans l'espace de temps limité dont je pouvais disposer, les gens de F* quittent maintenant rarement leurs demeures, sauf lorsqu'ils sont requis par le Gouvernement officiel de la localité à Bolobo pour servir comme soldats ou bûcherons dans l'un des postes du Gouvernement, ou pour transporter les fournitures alimentaires de chaque semaine qui leur sont demandées pour le poste le plus voisin du Gouvernement. Ces réquisitions de nourriture comprennent des poulets et des chèvres pour la consommation des fonctionnaires européens du Gouvernement à Léopoldville, ou pour les passagers des steamers du Gouvernement. Elles émanent du chef du poste de Bolobo qui, je le comprends, est obligé, autant que cela lui est possible, de maintenir cette fourniture. Pour obtenir ces provisions, il est forcé d'exercer une continuelle pression sur la population locale, et dans ces derniers temps, cette pression n'a pas toujours pris la forme d'une simple réquisition.

Des expéditions armées ont été nécessaires, et une méthode pour prélever les fournitures plus énergique que la loi ne l'a édictée ou ne la justifie, a été adoptée. Des comptes rendus très spéciaux quant au mal que fit une de ces récentes expéditions dans les pays environnants F*, me furent faits pendant mon séjour ici. L'officier commandant le district de G*, à la tête d'une troupe de soldats, traversa une portion du district où les indigènes inaccoutumés aux services qu'on attendait d'eux, s'étaient mis en retard dans l'envoi de chèvres et de poulets.

Le résultat de cette expédition, qui eut lieu vers la fin de 1900, fut que dix-sept personnes des quatorze petits villages traversés, disparurent. Seize de ceux dont les noms me furent donnés, avaient été tués par les soldats, leurs corps furent retrouvés par leurs amis, à part un qui fut mentionné manquant. Parmi ces tués, il y avait onze hommes, trois femmes et un jeune garçon de cinq ans. Dix personnes furent enchaînées et emmenées comme prisonnières, mais elles furent relâchées après paiement par leurs amis de seize chèvres, à l'exception d'un, un enfant, qui mourut à Bolobo. En plus, 48 chèvres furent emportées, ainsi que 225 poulets ; plusieurs maisons furent brûlées, et les biens de leurs propriétaires furent pillés ou détruits. Des représentations furent adressées à l'Inspecteur d'Etat à Léopoldville, au sujet des villages qui avaient été maltraités ; celui-ci déplora grandement les excès de ses subordonnés, fit faire une enquête et payer une indemnité aux parents de ceux qui avaient

été tués ainsi que pour le bétail ou les marchandises détruits ou enlevés. L'estimation locale pour le dommage causé montait à 71.730 barres de cuivre (3.586 francs), dans lesquelles étaient comprises 20.500 barres de cuivre (1.025 francs) pour l'indemnité concernant les dix-sept personnes. Trois d'entre elles étaient des chefs, et la somme demandée aurait atteint environ 1.000 barres de cuivre (50 fr.) par tête, estimation qui n'était probablement pas extravagante pour l'existence humaine, si on considère que les chèvres étaient évaluées à 400 barres chacune (20 francs). Une somme totale, m'a-t-on dit, de 18.000 barres de cuivre (950 francs) fut alors payée par le commissaire du Gouvernement qui vint de Stanley-Pool pour les villages saccagés ; et cette somme fut prélevée, à titre d'amende infligée comme punition pour sa conduite blâmable au fonctionnaire officiel responsable de cette expédition. Je ne pus connaître quelle autre forme de punition, si toutefois il y en eut une, fut infligée à cet officier. Il resta comme Représentant du Gouvernement quelque temps encore après, puis il fut envoyé dans un autre poste, dans le voisinage immédiat, et finalement retourna dans ses foyers à l'expiration de sa période de service.

A Bolobo, où je passai dix jours à attendre le bateau pour continuer mon voyage, existe un état de choses à peu près semblable à celui qui prévaut à F*. Bolobo passait pour être un des plus importants établissements indigènes au bord de la rive sud du Haut-Congo, et la population, dans les premiers jours de la domination, comptait plus de 40.000 individus, principalement de la tribu Bobangi. Aujourd'hui, on croit que la population ne dépasse pas 7.000 à 8.000 âmes. Les hommes de Bolobo étaient renommés dans l'ancien temps pour leurs voyages à Stanley-Pool et pour leur habileté de commerçants. Aujourd'hui, toutes leurs grandes barques ont disparu, et pendant que quelques-uns d'entre eux font encore la chasse aux hippopotames — qui sont encore nombreux dans les rivières adjacentes — je n'ai rien observé en fait d'industrie parmi eux.

Il serait vraiment difficile de dire comment les gens vivent maintenant et comment ils occupent leur temps. Ils ne se plaignent pas autant des réquisitions de nourriture auxquelles ils sont soumis toutes les semaines, et qui paraissent vraiment une nécessité inévitable de la situation, que des fréquentes visites inattendues qui leur sont faites. On ne récolte ni caoutchouc ni ivoire dans le voisinage. La fourniture de nourriture et une certaine somme de travail dans la localité constitue tout ce qui est obligatoire. Comme bûcherons, aides dans le poste du Gouvernement, batelliers, employés sur la route du télégraphe ou dans quelque autre travail public, ils sont exposés à de fréquentes réquisitions. Le travail demandé ne semble pas excessif, mais il paraît être requis d'une façon irrégulière, inégalement distribué, et seulement pauvrement rémunéré, ou quelquefois pas payé du tout.

Les plaintes sur le mode d'exigence du service sont beaucoup plus fréquentes que les plaintes touchant le fait même de la réquisition du service. Si un fonctionnaire de la localité a à faire un voyage soudain, les hommes sont sommés de venir à l'instant pour payer son canot, et un refus entraîne l'emprisonnement ou la bastonnade. Si la plantation du Gouvernement ou le jardin potager demande un désherbage, on envoie un soldat chercher des femmes dans les villages voisins. C'est un devoir public nécessaire qui s'impose au fonctionnaire, mais les femmes subitement forcées de quitter leurs travaux de la maison et de partir à regret,

la binette à la main, le bébé sur le dos, en laissant peut-être un mari à la maison qui a faim et est en colère, trouvent la corvée insupportable.

Une des tâches les plus lourdes imposées dans le voisinage pendant mon séjour à Bolobo, fut la construction d'une jetée en bois sur la plage du Gouvernement, pour permettre à ses bateaux de venir y accoster.

J'ai visité plusieurs fois cette construction incomplète, et j'ai évalué de 1.500 à 2.000 les arbres qui avaient déjà été employés pour l'édification partielle de cet ouvrage. Tous ces arbres avaient été coupés et transportés par les hommes des villages voisins, et pour ce service obligatoire, aucune rémunération n'avait été accordée, jusqu'à cette date, à aucun d'entre eux, selon ce que j'ai entendu dire de tous côtés. On leur avait ordonné, disaient-ils, de faire cela comme un devoir public. Le bois de charpente dont on avait besoin devait être cherché à une distance considérable, la plupart des arbres avaient été transportés quelques milles, et la tâche n'était pas agréable. Cependant, le principal grief élevé contre ce travail, était que la jetée avait été si mal construite que lorsqu'elle serait terminée, elle serait tout à fait inutile, et qu'alors tout leur travail serait perdu. Mon opinion personnelle sur la construction est que cette critique était fondée, et que la première crue annuelle du fleuve emporterait la plus grande partie de la charpente mal placée.

Les gens de Bolobo ne récriminent pas tant pour la taxe régulière de nourriture, précisément parce qu'elle est régulière, et qu'ils peuvent la préparer régulièrement, que pour les travaux de culture inattendus, les voyages en bateau, ou cette construction de jetée plus onéreuse encore. Je m'aperçus qu'ils ne pouvaient pas trouver de rapports entre cette exaction hâtive de leur temps et de leur travail et un système de contribution général dans l'intérêt public, qui, pour être accepté volontiers, devrait être clairement défini. S'il existait une taxe régulière annuelle prélevée en argent, ou en quelque moyen d'échange servant de monnaie courante légale, les gens seraient amenés avec le temps, à considérer un paiement de cette sorte également réparti et obligatoire, comme un devoir public dont ils seraient tenus de s'acquitter et que le Gouvernement serait justifié d'exiger strictement ; mais ils n'accordent aucune valeur aux appels sans système dont ils sont l'objet et qui prévalent aujourd'hui. Etre hâtivement sommés de quitter leurs occupations ordinaires, ou même leur oisiveté habituelle, pour remplir l'une ou l'autre des tâches indiquées plus haut, et ne rien recevoir ni comme nourriture, ni comme salaire pour leurs efforts, comme c'est souvent le cas, semble pour ces gens arriérés, ne pas constituer un service public qu'ils sont appelés à rendre dans l'intérêt public, mais purement comme un fardeau qui pèse sur leurs épaules et sur leur temps, fardeau imposé par l'agent local qui, à leurs yeux, en retire le principal profit.

(A suivre)

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Loi approuvant : 1° le règlement et les tarifs arrêtés par la Conférence télégraphique internationale de Londres, le 10 juillet 1903 ; 2° diverses taxes internationales.

29 juin 1904 (1)

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. — Le Président de la République est autorisé à faire appliquer le règlement du service télégraphique international et les tarifs arrêtés à Londres le 10 juillet 1903, entre les administrations télégraphiques de la France, des colonies françaises (Indo-Chine, Madagascar, Nouvelle-Calédonie et Sénégal) et de la Tunisie, de l'Allemagne, de la République Argentine, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Brésil, de la Bulgarie, de la Crète, du Danemark, de l'Égypte, de l'Espagne, de la Grande-Bretagne et des colonies anglaises (Australie, Cap de Bonne-Espérance, Ceylan, Indes britanniques, Natal, Nouvelle-Zélande), de la Grèce, de la Hongrie, de l'Italie, du Japon, du Luxembourg, du Monténégro, de la Norvège, des Pays-Bas et des Indes Néerlandaises, de la Perse, du Portugal et des colonies portugaises, de la Roumanie, de la Russie, de la Serbie, du Siam, de la Suède, de la Suisse, de la Turquie et de l'Uruguay.

ART. 2. — Sont approuvées, pour être appliquées à partir du 1^{er} juillet 1904, les taxes indiquées aux tableaux C et D annexés à la présente loi. En outre, les parts terminales et de transit indiquées au tableau B pour les correspondances avec l'Amérique du Sud sont réduites de 50 p. 100 pour les correspondances de presse acheminées voie Madère.

(1) *Journal Officiel*, 30 juin 1904. p. 3881.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 juin 1904.

Emile LOUBET.

Par le Président de la République ;

*Le Ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes,*

Georges TROUILLOT.

Le Ministre des Colonies,

Gaston DOUMERGUE.

Le Ministre des Affaires étrangères,

DELCASSÉ.

Le Ministre des Finances,

ROUVIER.

Règlement de service international annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg, revision de Londres, 1903.

ART. 13 de la Convention. — Les dispositions de la présente Convention sont complétées par un règlement, dont les prescriptions peuvent être, à toute époque, modifiées d'un commun accord par les administrations des Etats contractants.

I. — RÉSEAU INTERNATIONAL

ART. 4 de la Convention. — Chaque gouvernement s'engage à affecter au service télégraphique international, des fils spéciaux, en nombre suffisant pour assurer une rapide transmission des télégrammes.

Ces fils seront établis et desservis dans les meilleures conditions que la pratique du service aura fait connaître.

I

Les bureaux entre lesquels l'échange des télégrammes est continu ou très actif sont, autant que possible, reliés par des fils directs. Ces fils ont une résistance électrique maximum de 7 ohms $1/2$ au kilomètre et présentent des garanties suffisantes au point de vue de la résistance mécanique et de l'isolement. Les transmissions sur ces fils ne sont effectuées, dans la règle, que par les bureaux désignés comme points extrêmes.

II

1. Les fils internationaux sont établis en nombre suffisant pour satisfaire à tous les besoins du service des transmissions effectuées entre les deux bureaux directement reliés.

2. L'exploitation de ces fils est assurée par des appareils Morse ou des appareils à réception auditive, entre bureaux qui ont à faire face à un travail modéré, et par des appareils Hughes sur les fils où la correspondance est plus active.

Lorsque le trafic comporte un nombre de télégrammes supérieur à 500 (environ 7.000 mots) par jour et par fil, les administrations intéressées pourvoient soit à l'établissement d'un nouveau conducteur direct, soit à l'exploitation de ces fils par un système d'appareils plus rapides que l'appareil Hughes, par exemple les appareils Baudot et Wheatstone.

3. En cas de dérangement, les fils peuvent être détournés de leur affectation spéciale après avis donné aux bureaux intéressés, mais ils doivent être ramenés à cette affectation dès que le dérangement a cessé.

4. Les administrations télégraphiques indiquent, sur chaque fil, un ou plusieurs bureaux intermédiaires obligés de prendre les télégrammes en passage, si la transmission directe entre les deux bureaux extrêmes est impossible.

III

1. Les administrations concourent, dans les limites de leur action respective, à la sauvegarde des fils internationaux et des câbles sous-marins ; elles combinent, pour chacun d'eux, les dispositions qui permettent d'en tirer le meilleur parti.

2. Des expériences en vue de mesurer l'état électrique (isolement, résistance, etc.) des fils internationaux de grande communication ont lieu, par les soins des bureaux extrêmes, au moins une fois tous les six mois, à des jours et heures à fixer d'un commun accord par les offices intéressés. Les résultats en sont inscrits sur les registres *ad hoc*.

3. Les chefs de service des circonscriptions desservies par des fils internationaux s'entendent directement pour régler et exécuter ces expériences et pour assurer l'application des dispositions concertées dans l'intérêt du service commun.

4. En cas de dérangement des fils internationaux, les agents des bureaux en cause doivent se communiquer les résultats de leurs recherches en vue de déterminer la nature du dérangement, ainsi que tous les renseignements utiles pour un prompt rétablissement des fils.

2. — DURÉE DU SERVICE. — OUVERTURE DES BUREAUX

IV

1. Entre les villes importantes des Etats contractants, le service est, autant que possible, permanent le jour et la nuit, sans interruption.

2. Les bureaux ordinaires, à service de jour complet, sont ouverts au public au moins de huit heures du matin à neuf heures du soir.

3. Les heures d'ouverture des bureaux à service limité sont fixées par les administrations respectives des Etats contractants. Chaque Etat peut appliquer, le dimanche, aux bureaux à service complet, les heures du service limité ; cette mesure est notifiée au bureau international des administrations télégraphiques qui la porte à la connaissance des autres administrations.

4. Les bureaux dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir transmis tous leurs télégrammes internationaux à un bureau dont le service est plus prolongé.

5. Entre deux bureaux d'Etats différents communiquant par un fil direct, la clôture est donnée par celui qui appartient à l'Etat dont la capitale a la position la plus occidentale.

6. Cette règle s'applique à la division des séances et à la clôture des procès-verbaux, dans les bureaux à service permanent.

7. Le même temps est adopté par tous les bureaux d'un même Etat. Le temps moyen adopté par une administration est notifié au bureau international des administrations télégraphiques, qui le fait connaître aux autres administrations.

V

Les notations suivantes sont adoptées dans les documents à l'usage du service international pour désigner les bureaux télégraphiques :

N Bureau à service permanent (de jour et de nuit) ;

$\frac{N}{2}$ Bureau à service de jour prolongé jusqu'à minuit ;

C Bureau à service de jour complet ;

L Bureau à service limité (c'est-à-dire ouvert pendant un nombre d'heures moindre que les bureaux à service de jour complet) ;

F Station de chemin de fer ouverte à la correspondance des particuliers ;

P Bureau appartenant à un particulier ;

S Bureau sémaphorique ;

T Bureau téléphonique ouvert à la correspondance télégraphique privée ;

K Bureau qui admet au départ les télégrammes de toute catégorie et qui n'accepte à l'arrivée que ceux à remettre « télégraphe restant » ou à distribuer dans l'enceinte d'une gare ;

VK Bureau qui admet au départ les télégrammes de toute catégorie, ou seulement ceux des voyageurs ou du personnel résidant dans la gare, et qui n'accepte aucun télégramme à l'arrivée ;

E Bureau ouvert seulement pendant le séjour du chef de l'Etat ou de la cour ;

B Bureau ouvert seulement pendant la saison des bains ;

H Bureau ouvert seulement pendant la saison d'hiver ;

$\frac{L}{BC}$ Bureau à service de jour complet pendant la saison des bains et à service limité pendant le reste de l'année ;

$\frac{L}{HC}$ Bureau à service de jour complet pendant l'hiver et à service limité pendant le reste de l'année ;

$\frac{C}{DL}$ Bureau à service de jour complet les jours ordinaires, mais qui, le dimanche, n'est ouvert que pendant les heures du service limité ;

* Bureau fermé.

Les annotations qui précèdent peuvent se combiner entre elles.

3. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES A LA CORRESPONDANCE

ART. 1^{er} de la Convention. — Les hautes parties contractantes reconnaissent à toutes personnes le droit de correspondre au moyen des télégraphes internationaux.

ART. 2 de la Convention. — Elles s'engagent à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le secret des correspondances et leur bonne expédition.

ART. 3 de la Convention. — Toutefois, elles déclarent n'accepter, à raison du service de la télégraphie internationale, aucune responsabilité.

ART. 5 de la Convention. — Les télégrammes sont classés en trois catégories :

1. Télégrammes d'Etat : ceux qui émanent du chef de l'Etat, des ministres, des commandants en chef des forces de terre et de mer et des agents diplomatiques ou consulaires des gouvernements contractants, ainsi que les réponses à ces mêmes télégrammes.

2. Télégrammes de service : ceux qui émanent des administrations télégraphiques des Etats contractants et qui sont relatifs, soit au service de la télégraphie internationale, soit à des objets d'intérêt public déterminés de concert par lesdites administrations.

3. Télégrammes privés.

Dans la transmission, les télégrammes d'Etat jouissent de la priorité sur les autres télégrammes.

ART. 7 de la Convention. — Les hautes parties contractantes se réservent la faculté d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sécurité de l'Etat ou qui serait contraire aux lois du pays, à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

ART. 8 de la Convention. — Chaque gouvernement se réserve aussi la faculté de suspendre le service de la télégraphie internationale pour un temps indéterminé, s'il le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement sur certaines lignes et pour certaines natures de correspondances, à charge par lui d'en aviser immédiatement chacun des autres gouvernements contractants.

4. — RÉDACTION ET DÉPÔT DES TÉLÉGRAMMES PRIVÉS

ART. 5 de la Convention. — Les télégrammes sont classés en trois catégories :

1. Télégrammes d'Etat : ceux qui, etc.

2. Télégrammes de service : ceux qui émanent des administrations télégraphiques des Etats contractants, etc.

3. Télégrammes privés.

Dans la transmission, les télégrammes d'Etat jouissent de la priorité sur les autres télégrammes.

ART. 6 de la Convention. — Les télégrammes d'Etat et de service peuvent être émis en langage secret, dans toutes les relations.

Les télégrammes privés peuvent être échangés en langage secret entre deux Etats qui admettent ce mode de correspondance.

Les Etats qui n'admettent pas les télégrammes privés en langage secret au départ et à l'arrivée, doivent les laisser circuler en transit, sauf le cas de suspension défini à l'article 8.

VI

1. Le texte des télégrammes privés peut être rédigé en langage clair ou en langage secret, ce dernier se distinguant en langage convenu et en langage chiffré. Chacun de ces langages peut être employé seul ou conjointement avec les autres dans un même télégramme.

2. Tous les offices acceptent, dans toutes leurs relations, les télégrammes privés en langage clair. Ils peuvent n'admettre ni au départ ni à l'arrivée, les télégrammes privés rédigés totalement ou partiellement en langage secret, mais ils doivent laisser ces télégrammes circuler en transit, sauf le cas de suspension défini à l'article 8 de la Convention de Saint-Petersbourg.

VII

1. Le langage clair est celui qui offre un sens compréhensible dans l'une ou plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique internationale.

2. On entend par télégrammes en langage clair, ceux dont le texte est entièrement rédigé en langage clair. Toutefois, la présence de marques de commerce, de lettres représentant les signaux du Code commercial universel employées dans les télégrammes sémaphoriques, d'expressions abrégées d'un usage courant dans la correspondance usuelle ou commerciale, comme ob, cif, caf, svp ou toute autre analogue, dont l'appréciation appartient au pays qui expédie le télégramme, ne change pas le caractère d'un télégramme en langage clair.

3. Chaque administration désigne, parmi les langues usitées sur le territoire de l'Etat auquel elle appartient, celles dont elle autorise l'emploi dans la correspondance télégraphique internationale en langage clair. L'usage de la langue latine est également autorisé.

VIII

1. Le langage convenu est celui qui se compose de mots ne formant pas de phrases compréhensibles dans une ou plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique en langage clair.

2. Les mots, qu'ils soient réels ou artificiels, doivent être formés de syllabes pouvant se prononcer selon l'usage d'une des langues allemande, anglaise, espagnole, française, hollandaise, italienne, portugaise ou latine.

3. Les mots du langage convenu ne peuvent avoir une longueur supérieure à dix caractères selon l'alphabet Morse.

4. Les combinaisons qui ne remplissent pas les conditions des deux paragraphes qui précèdent sont considérées comme appartenant au langage en lettres ayant une signification secrète et taxées en conséquence. Toutefois, celles qui seraient formées par la réunion de deux ou plusieurs mots du langage clair contraire à l'usage de la langue ne sont point admises.

IX

1. Le langage chiffré est celui qui est formé :

1° Soit de chiffres arabes, de groupes ou de séries de chiffres arabes ayant une signification secrète ;

2° De mots, noms, expressions ou réunions de lettres ne remplissant pas les conditions du langage clair (art. VII) ou du langage convenu (art. VIII).

2. Le mélange, dans le texte d'un même télégramme, de chiffres et de lettres ayant une signification secrète n'est pas admis.

3. Ne sont pas considérés comme ayant une signification secrète, les groupes de lettres visés à l'article VII, paragraphe 2.

X

1. La minute du télégramme doit être écrite lisiblement en caractères qui ont leur équivalent dans le tableau réglementaire des signaux télégraphiques et qui sont en usage dans le pays où le télégramme est présenté.

2. Ces caractères sont les suivants :

LETTRES

A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z,
Ä, Á, Â, Ë, Ñ, Ö, Ü.

CHIFFRES

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

SIGNES DE PONCTUATION ET AUTRES

Point (.), virgule (,), point et virgule (;), deux point (:), point d'interrogation (?), point d'exclamation (!), apostrophe ('), trait d'union ou tiret (-), parenthèses (), guillemet (»), barre de fraction (/), souligné.

INDICATIONS ÉVENTUELLES ET SIGNES CONVENTIONNELS

Urgent ou = D =, Réponse payée x ou = RPx =, Réponse payée urgente x ou = RPDx =, Collationnement ou = TC =, Accusé de réception télégraphique (télégramme avec) ou = PC =, Accusé de réception

télégraphique urgent (télégramme avec) ou = PCD =, Accusé de réception postal (télégramme avec) ou = PCP =, Faire suivre ou = FS = Poste, Poste recommandée ou = PR =, Exprès, Esprès payé ou = XP =, Exprès payé x fr. ou = XP fr. x =, Exprès payé télégraphe ou = XPT =, Exprès payé lettre ou = XPP = Remettre ouvert ou = RO =, Remettre en mains propres ou = MP =, Jour. ou = J =, Télégraphe restant ou = TR =, Poste restante ou = GP =, Poste restante recommandée ou = GPR =, x adresses ou = TMx =, Communiquer toutes adresses.

3. Tout interligne, renvoi, rature ou surcharge doit être approuvé par l'expéditeur ou par son représentant.

XI

Les diverses parties dont se composent un télégramme doivent être libellées dans l'ordre suivant :

1° Les indications éventuelles; 2° l'adresse; 3° le texte; 4° la signature.

XII

1. L'expéditeur doit écrire sur la minute et immédiatement avant l'adresse, celles des indications éventuelles prévues par le règlement (art. X) dont il désire faire usage.

2. L'expéditeur d'un télégramme multiple doit inscrire ces indications avant l'adresse de chaque destinataire qu'elles peuvent concerner; toutefois, s'il s'agit d'un télégramme multiple urgent ou avec collationnement, il suffit que les indications relatives à l'urgence ou au collationnement soient inscrites une seule fois et avant la première adresse.

3. Les indications éventuelles peuvent être écrites sous la forme abrégée admise par le règlement (art. X). Dans ce cas, l'agent taxateur place chacune d'elles entre deux doubles traits : ==. Lorsqu'elles sont exprimées en langage clair, elles doivent être écrites en français, à moins que les administrations en cause ne se soient entendues pour l'usage d'une autre langue.

Toutefois, en cas de réexpédition à un pays n'admettant pas l'usage de cette dernière langue, les indications éventuelles doivent être traduites par le bureau réexpéditeur en français ou dans la langue admise pour ses relations avec le nouveau pays de destination.

XIII

1. Toute adresse doit, pour être admise, contenir au moins deux mots : le premier désignant le destinataire, le second indiquant le nom du bureau télégraphique de destination.

2. L'adresse doit comprendre toutes les indications nécessaires pour assurer la remise du télégramme au destinataire. Ces indications doivent être écrites en français ou dans la langue du pays de destination; toutefois, les noms ou prénoms sont acceptés tels que l'expéditeur les a libellés.

3. L'adresse des télégrammes privés doit être telle que la remise au destinataire puisse avoir lieu sans recherches ni demandes de renseignements.

4. Elle doit, pour les grandes villes, faire mention de la rue et du numéro ou, à défaut de ces indications, spécifier la profession du destinataire ou donner tous autres renseignements utiles.

5. Pour les petites villes même, le nom du destinataire doit être, autant que possible, accompagné d'une indication complémentaire capable de guider le bureau d'arrivée en cas d'altération du nom propre.

6. Lorsqu'un télégramme est adressé à une personne chez une autre, l'adresse doit être précédée de l'une des mentions : « chez », « aux soins de », ou de toute autre équivalente.

7. Lorsque le nom du bureau de destination n'est pas encore publié dans la nomenclature officielle, la désignation du pays ou de la subdivision territoriale est obligatoire.

Il en sera de même dans le cas d'homonymie des bureaux chaque fois qu'il pourra y avoir doute sur la direction à donner aux télégrammes, jusqu'à la publication de la prochaine édition de la nomenclature officielle, dans laquelle ces bureaux devront être distingués les uns des autres.

8. Le nom du bureau télégraphique de destination doit être placé à la suite des indications de l'adresse qui servent à désigner le destinataire et, le cas échéant, son domicile. Ce nom ne peut être suivi que du nom du pays ou de celui de la subdivision territoriale de destination ou bien de ces deux noms. Dans ce dernier cas, c'est le nom de la subdivision territoriale qui doit suivre immédiatement celui du bureau destinataire.

9. Les télégrammes dont l'adresse ne satisfait pas aux conditions prévues dans les paragraphes ci-dessus 1 et 7 sont refusés.

Dans les autres cas d'insuffisance de l'adresse, les télégrammes ne sont acceptés qu'aux risques et périls de l'expéditeur, si celui-ci persiste dans l'expédition.

10. L'adresse peut être écrite sous une forme conventionnelle ou abrégée. Toutefois, la faculté pour un destinataire de se faire remettre un télégramme dont l'adresse est ainsi formée est subordonnée à un arrangement entre ce destinataire et le bureau télégraphique d'arrivée.

11. Dans tous les cas, l'expéditeur supporte les conséquences de l'insuffisance de l'adresse.

XIV

1. Les télégrammes sans texte sont admis.

Un texte formé exclusivement d'un ou plusieurs signes de ponctuation n'est point admis.

2. La signature n'est pas obligatoire; elle peut être libellée par l'expéditeur sous une forme abrégée conforme à l'usage ou être remplacée par une adresse enregistrée.

3. L'expéditeur d'un télégramme privé est tenu d'établir son identité lorsqu'il y est invité par le bureau d'origine.

4. Il a, de son côté, la faculté de comprendre dans son télégramme la légalisation de sa signature, ainsi que le comporte la législation du pays d'origine. Il peut faire transmettre cette légalisation soit textuellement, soit par la formule :

« Signature légalisée par... »

5. Le bureau vérifie la sincérité de la légalisation. Hormis le cas où la signature lui est connue, il ne peut la considérer comme authentique que si elle est pourvue du sceau ou cachet de l'autorité signataire. Dans le cas contraire, il doit refuser l'acceptation et la transmission de la légalisation.

6. La légalisation, telle qu'elle est transmise, entre dans le compte des mots taxés : elle prend place après la signature du télégramme.

5. TÉLÉGRAMMES D'ETAT

ART. 5 de la Convention. — Les télégrammes sont classés en trois catégories :

1. Télégrammes d'Etat : ceux qui émanent du chef de l'Etat, des ministres, des commandants en chef des forces de terre et de mer et des agents diplomatiques ou consulaires des gouvernements contractants, ainsi que les réponses à ces mêmes télégrammes.

2. Télégrammes de service.

3. Télégrammes privés.

Dans la transmission, les télégrammes d'Etat jouissent de la priorité sur les autres télégrammes.

ART. de la Convention. — Les télégrammes d'Etat et de service peuvent être émis en langage secret dans toutes les relations.

.....

XV

1. Les télégrammes d'Etat doivent être revêtus du sceau ou du cachet de l'autorité qui les expédie. Cette formalité n'est pas exigible lorsque l'authenticité du télégramme ne peut soulever aucun doute.

2. Le droit d'émettre une réponse comme télégramme d'Etat est établi par la production du télégramme d'Etat primitif.

3. Les télégrammes des agents consulaires qui exercent le commerce ne sont considérés comme télégrammes d'Etat que lorsqu'ils sont adressés à un personnage officiel et qu'ils traitent d'affaires de service. Toutefois, les télégrammes qui ne remplissent pas ces dernières conditions sont acceptés par les bureaux et transmis comme télégrammes d'Etat; mais ces bureaux les signalent immédiatement à l'administration dont ils relèvent.

4. Le texte des télégrammes d'Etat peut, dans toutes les relations, être

rédigé en langage clair ou en langage secret. Les dispositions des articles VI, paragraphe 1^{er}, VII, VIII et IX du règlement sont applicables aux télégrammes d'Etat.

5. Les télégrammes d'Etat qui ne remplissent pas les conditions visées au paragraphe précédent ne sont pas refusés ; mais ils sont signalés par le bureau qui constate les irrégularités à l'administration dont ce bureau relève.

6. Les télégrammes d'Etat sans texte ni signature sont admis,

7. Les télégrammes d'Etat rédigés en langage clair donnent lieu à une répétition partielle obligatoire ; ceux qui sont rédigés totalement ou partiellement en langage secret doivent être répétés intégralement et d'office par le bureau réceptionnaire.

6. — TÉLÉGRAMMES DE SERVICE

ART. 5 de la Convention. — Les télégrammes sont classés en trois catégories :

2. Télégrammes de service : ceux qui émanent des administrations télégraphiques des Etats contractants et qui sont relatifs, soit au service de la télégraphie internationale, soit à des objets d'intérêt public déterminés de concert par lesdites administrations.

ART. 11. de la Convention. — Les télégrammes relatifs au service des télégraphes internationaux des Etats contractants sont transmis en franchise sur tout le réseau desdits Etats.

XVI

1. Les télégrammes de service se distinguent en télégrammes de service proprement dits et en avis de service.

2. Ils sont transmis en franchise dans toutes les relations, hormis les cas spécifiés dans l'article ci-après.

3. Ils sont rédigés en français lorsque les administrations en cause ne se sont pas entendues pour l'usage d'une autre langue. Il en est de même des notes de service qui accompagnent la transmission des télégrammes.

4. Ils doivent être limités aux cas qui présentent un caractère d'urgence et être libellés dans la forme la plus concise. Les administrations et les bureaux télégraphiques prennent les mesures nécessaires pour en diminuer, autant que possible, le nombre et l'étendue.

5. Les renseignements qui ne présentent point un caractère d'urgence sont demandés ou donnés par la poste au moyen de lettres affranchies.

6. Les télégrammes de service proprement dits sont échangés entre les administrations et les fonctionnaires qui y sont autorisés. Ils peuvent, dans toutes les relations, être rédigés en langage clair ou en langage secret convenu ou chiffré). L'emploi de ces langages dans les télégrammes de

service est soumis aux règles fixées pour les télégrammes d'Etat (art. XV, §§ 4, 5, 6 et 7).

L'adresse de ces télégrammes affecte la forme suivante :

« Directeur général à directeur général, Paris. »

« Directeur à inspecteur, Turin... » (le lieu d'origine ne figurant que dans le préambule).

Ces télégrammes ne comportent pas de signature.

7. Les avis de services sont échangés entre les bureaux télégraphiques ; ils sont relatifs au service des lignes ou des transmissions et ne comportent ni adresse ni signature.

La destination et l'origine de ces avis sont indiquées uniquement dans le préambule ; celui-ci est indiqué comme suit : « A Lyon de Lilienfeld » (suit la demande du bureau expéditeur).

8. Ils sont échangés toutes les fois que des incidents de service le nécessitent, notamment lorsque les indications de service d'un télégramme déjà transmis ne sont pas régulières (art. XXXV, § 4), lors de rectifications ou de renseignements relatifs à des télégrammes d'une série précédemment transmise (art. XL, §§ 1 et 2) ; en cas d'interruption dans les communications télégraphiques, lorsque les télégrammes ont été adressés par poste à un bureau télégraphique (art. XLIII) ; lorsqu'un télégramme ne peut pas être remis au destinataire (art. XLVII, § 3) ; lorsque le bâtiment auquel est destiné un télégramme sémaphorique n'est pas arrivé dans les délais visés à l'article LXI, paragraphe 4.

9. Les avis de service relatifs à un télégramme précédemment transmis reproduisent toutes les indications propres à faciliter la recherche de celui-ci, notamment le numéro de dépôt, la date (quantième du mois) et au besoin l'adresse complète.

Dans les avis de service taxés, la date du télégramme primitif est écrite en toutes lettres.

Les avis de service relatifs à un télégramme précédemment transmis sont dirigés autant que possible sur les bureaux par lesquels le télégramme primitif a transité.

10. Lorsqu'un bureau de transit peut, sans qu'il en résulte ni inconvénient ni retard, réunir les éléments nécessaires pour donner suite à un avis de service, il prend les mesures propres à en éviter une retransmission inutile ; dans tout autre cas, il dirige l'avis sur sa destination.

11. En cas d'absolue nécessité, les télégrammes ou avis de service peuvent être transmis par téléphone.

XVII

1. L'expéditeur et le destinataire de tout télégramme transmis ou en cours de transmission peuvent, pendant la durée de conservation des archives, et après avoir préalablement justifié, s'il est nécessaire, de leur qualité et de leur identité, faire demander des renseignements ou donner des instructions par voie télégraphique au sujet de ce télégramme. Ils peuvent aussi, en vue d'une rectification, faire répéter intégralement ou partiellement, soit par le bureau de destination ou d'origine, soit par un

bureau de transit, un télégramme qu'ils ont expédié ou reçu. Ils doivent déposer les sommes suivantes :

1° Le prix du télégramme qui formule la demande ;

2° Suivant le cas (voir paragraphe 3, même article) le prix d'un télégramme pour la réponse.

2. Les télégrammes rectificatifs, complétifs ou annulatifs et toutes les autres communications relatives à des télégrammes déjà transmis ou en cours de transmission, lorsqu'ils sont adressés à un bureau télégraphique, doivent être échangés exclusivement entre les bureaux, sous forme d'avis de service taxés au compte de l'expéditeur ou du destinataire.

3. Les avis de service taxés sont désignés par l'indice ST. Ceux qui sont émis à la demande du destinataire pour obtenir la répétition d'une transmission supposée erronée impliquent toujours une réponse télégraphique sans qu'il y ait lieu de faire figurer l'indice = RPx =. Dans les autres cas où une réponse télégraphique est demandée, cet indice doit être employé.

4. Ces avis de service taxés affectent, par exemple, la forme suivante :

a) S'il s'agit de rectifier ou de compléter l'adresse :

« ST Paris de Bruxelles 365 (numéro de l'avis de service taxé) 5 (nombre de mots) = 315 douze François (numéro, date, nom du destinataire du télégramme en cause) remettez (ou lisez)... (indiquer la rectification. »

b) S'il s'agit de rectifier ou de compléter le texte :

« ST Paris de Vienne 26 (numéro de l'avis de service taxé) 8 (nombre de mots) = 235 treize Kriechbaum (numéro, date, nom du destinataire du télégramme à rectifier). Remplacez troisième (mot du texte) 20 par 2.000. »

c) S'il s'agit d'une demande de répétition partielle ou totale du texte :

« ST Calcutta de Londres 86 (numéro de l'avis de service taxé) 7 (nombre de mots) = 439 vingt-six Brown (numéro, date, nom du destinataire du télégramme à répéter partiellement ou totalement). Répétez premier, quatrième, neuvième (mot du texte du télégramme primitif à répéter) ou : Répétez mot (ou... mots) après... « ou encore. Répétez texte ».

d) S'il s'agit d'annuler un télégramme et qu'une réponse télégraphique ait été demandée :

« ST Paris de Berlin 126 (numéro de l'avis de service taxé) 5 (nombre de mots = RPx = 285 seize Grundewald (numéro, date, nom du destinataire du télégramme primitif) annulez. »

e) S'il s'agit d'une demande de renseignements :

« ST Londres de Berlin 40 (numéro de l'avis de service taxé) 7 (nombre de mots) = RPx = 750 vingt-six Robinson (numéro, date, nom du destinataire du télégramme en cause) donnez nom expéditeur. »

« ST Londres de Lisbonne 50 (numéro de l'avis de service taxé) 6 (nombre de mots) = RPx = 645 treize Emile (numéro, date, nom du destinataire du télégramme primitif) confirmez remise. »

La réponse à une des communications de l'espèce revêt la forme suivante :

« ST Londres de Calcutta 40 (numéro de l'avis de service réponse) 4 (nombre de mots) Brown (nom du destinataire) albatros, scrutiny com-

mune (les trois mots du télégramme primitif dont la répétition est demandée). »

5. Les mots à répéter ou à rectifier dans un télégramme sont désignés par le rang qu'ils occupent dans le texte de ce télégramme, abstraction faite des règles de la taxation.

Le numéro, lorsque le télégramme primitif n'en porte pas, est remplacé par l'heure de dépôt.

6. Les taxes des avis de service qui font l'objet du présent article sont remboursées lorsque ces avis sont motivés par des erreurs de service télégraphique (art. 71).

7. Lorsque les mots dont la répétition est demandée sont écrits d'une manière douteuse, le bureau de départ joint à la répétition une note ainsi conçue : « Ecriture douteuse ». Dans ce cas, il n'est effectué aucun remboursement.

Lorsque la répétition concerne un télégramme parvenu au bureau d'origine par la voie téléphonique, ce bureau demande, au préalable, à l'expéditeur, la répétition des mots en litige.

Si un ou plusieurs mots ainsi reproduits ne sont pas tels qu'ils figurent dans le télégramme, le bureau donne la répétition demandée en tenant compte des corrections effectuées, mais il fait suivre le texte de l'avis de service de la mention CTP (conserver taxe payée), accompagnée de l'indication en toutes lettres du nombre des mots rectifiés par l'expéditeur et dont la taxe ne doit pas être restituée. Exemples : CTP un, CTP deux, etc.

8. Les diverses communications relatives à des télégrammes déjà transmis, dont il est question dans le présent article, peuvent se faire par la voie postale et par l'intermédiaire des bureaux télégraphiques de dépôt ou d'arrivée.

Ces communications sont toujours revêtues du cachet du bureau qui les a rédigées. Elles sont envoyées sous pli recommandé aux frais du demandeur qui doit, en outre, acquitter les frais de réponse postale lorsqu'il en demande une ; dans ce cas, l'office destinataire affranchit la réponse.

7. — COMPTE DES MOTS

XVIII

1. Tout ce que l'expéditeur écrit sur sa minute pour être transmis à son correspondant est taxé et en conséquence compris dans le nombre de mots.

Les tirets qui ne servent qu'à séparer sur la minute les différents mots ou groupes d'un télégramme ne sont ni taxés ni transmis. Il en est de même des signes de ponctuation, apostrophes et traits d'union ; toutefois, dans le régime européen, ces signes sont transmis gratuitement quand l'expéditeur l'a demandé d'une manière formelle.

Lorsque des signes de ponctuation, au lieu d'être employés isolément, sont répétés à la suite les uns des autres, ils sont taxés comme des groupes de chiffres (art. XIX, § 7).

2. Le nom du bureau de départ, le numéro du télégramme, le quantième et l'heure du dépôt, les indications de voie et les mots, nombres ou signes qui constituent le préambule ne sont pas taxés. Ceux de ces renseignements qui parviennent au bureau d'arrivée (art. XXXVI) figurent sur la copie remise au destinataire.

3. L'expéditeur peut insérer ces mêmes indications, en tout ou en partie, dans le texte de son télégramme. Elles entrent alors dans le compte des mots taxés.

XIX

1. Sont comptés pour un mot dans tous les langages :

1° En adresse :

a) Le nom du bureau télégraphique de destination écrit tel qu'il figure dans la première colonne de la nomenclature officielle des bureaux et complété, le cas échéant, par les indications qui figurent également dans cette colonne.

b) Respectivement les noms de pays ou de subdivisions territoriales s'ils sont écrits en conformité des indications de ladite nomenclature ou de leurs autres dénominations telles qu'elles sont données dans sa préface.

2° Dans les télégrammes-mandats, le nom du bureau postal payeur et celui de la résidence au bénéficiaire sont taxés chacun pour un seul mot.

3° Tout mot convenu remplissant d'ailleurs les conditions fixées à l'article 8.

4° Tout caractère, toute lettre, tout chiffre isolés.

5° Le souligné.

6° La parenthèse (les deux signes servant à la former).

7° Les guillemets (les deux signes placés au commencement et à la fin d'un seul et même passage).

8° Les indications éventuelles écrites sous la forme abrégée admise par le règlement (art. 10).

2. Lorsque les différentes parties de chacune des expressions taxées par un mot et désignant :

1° Le bureau destinataire ;

2° Le pays de destination ;

3° La subdivision territoriale ;

4° Les noms visés ci-dessus figurant dans les télégrammes-mandats ; ne sont pas groupées, l'agent taxateur les réunit entre elles.

3. Dans les télégrammes dont le texte est rédigé exclusivement en langage clair, chaque mot simple et chaque groupement autorisé sont comptés respectivement pour autant de mots qu'ils contiennent de fois quinze caractères selon l'alphabet Morse, plus un mot pour l'excédent, s'il y a lieu.

4. Dans le langage convenu, le maximum de longueur d'un mot est fixé à dix caractères.

Les mots en langage clair insérés dans le texte d'un télégrammes mixte, c'est-à-dire composé de mots en langage clair et de mots en langage convenu, sont comptés pour un mot jusqu'à concurrence de dix caractères, l'excédent étant compté pour un mot par série indivisible de dix caractères. Si ce télégramme mixte comprend, en outre, un texte en langage chiffré sont comptés conformément aux prescriptions du paragraphe 7 ci-après.

Si le télégramme mixte ne comprend que des passages en langage clair et des passages en langage chiffré, les passages en langage clair sont comptés suivant les prescriptions du paragraphe 3 du présent article, et ceux en langage chiffré suivant les prescriptions du paragraphe 7 ci-après.

5. L'adresse des télégrammes dont le texte est totalement ou partiellement rédigé en langage convenu est taxée d'après les prescriptions des paragraphes 1 et 3 ci-dessus.

6. Les mots séparés par une apostrophe ou réunis par un trait d'union sont respectivement comptés comme des mots isolés.

7. Les groupes de chiffres ou de lettres sont comptés pour autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq chiffres ou cinq lettres, plus un mot pour l'excédent.

Sont comptés pour un chiffre ou une lettre dans le groupe où ils figurent : les points, les virgules, les tirets et les barres de fraction. Il en est de même de chacune des lettres ajoutées aux groupes de chiffres pour désigner les nombres ordinaux, ainsi que des lettres ajoutées aux chiffres pour désigner les numéros des habitations dans une adresse.

8. Les réunions ou altérations de mots contraires à l'usage de la langue ne sont pas admises. Toutefois, les noms de villes et de pays ; les noms patronymiques appartenant à une même personne ; les noms de lieux, places, boulevards, rues et autres dénominations de voies publiques ; les noms de navires ; les nombres entiers ; les fractions, les nombres décimaux ou fractionnaires écrits en toutes lettres et les mots composés admis à ce titre dans les langues anglaise et française et dont il peut être justifié, le cas échéant, par la production d'un dictionnaire, peuvent être respectivement groupés en un seul mot sans apostrophe ni trait d'union.

9. Le compte des mots du bureau d'origine est décisif, tant pour la transmission que pour les comptes internationaux. Toutefois, quand le télégramme contient des réunions ou des altérations de mots d'une des langues du pays de destination contraire à l'usage de cette langue, le bureau d'arrivée a la faculté de recouvrer sur le destinataire le montant de la taxe perçue en moins. S'il est fait usage de cette faculté, le télégramme n'est remis au destinataire qu'après paiement de la taxe complémentaire. Dans le cas de refus de paiement, un avis de service ainsi conçu est adressé au bureau de départ : « Wien de Paris 5 h. 10 s = N°... (nom du destinataire)... (reproduire les mots réunis abusivement ou altérés)... mots (indiquer pour combien de mots ou aurait dû taxer). » Si l'expéditeur dûment avisé du motif de non-remise, consent à payer le complément, un avis de service ainsi conçu est adressé au bureau destinataire : « Paris de Wien 7 h. s = N°... (nom du destinataire complément perçu). »

Dès la réception de cet avis de service, le bureau d'arrivée remet le télégramme.

10. Lorsque l'office de départ s'aperçoit après taxation qu'un télégramme renferme soit des réunions ou altérations de mots non admises, soit des expressions ou mots qui ne remplissant pas les conditions du langage clair ou convenu, ont été taxés comme appartenant à ces langages, il applique à ces expressions ou mots, pour le calcul du complément de taxe à percevoir sur l'expéditeur, les règles auxquelles ils auraient dû respectivement être soumis. Les réunions ou altérations sont comptées pour le nombre de mots qu'elles contiendraient si elles étaient écrites selon l'usage.

L'office d'origine opère de même lorsque les irrégularités lui sont signalées par un office de transit ou par celui d'arrivée.

XX

Les exemples suivants déterminent l'interprétation des règles à suivre pour compter les mots :

	Nombre de mots	
	dans l'adresse	dans le texte
New-York (1)	1	2
Newyork	1	1
Frankfurt Main (1)	1	2
Frankfurtmain	1	2
Sanct Poelten	1	2
Sanctpoeelten	1	1
Emmirgen, Hannover (1) (2)	1	2
Emmingen, Württemberg (1) (2)	1	2
New South Wales (1)	1	3
Newsouthwales	1	1
XP fr. 2 50 (<i>indication éventuelle écrite sous la forme abrégée</i>)	1	»
		Nombre de mots.
Van de Brande		3
Vandebrande (<i>nom de personne</i>)		1
Du Bois		2
Dubois (<i>nom de personne</i>)		1
Belgrave Square		2
Belgravesquare (<i>contraire à l'usage de la langue</i>)		2
Hyde Park		2
Hydepark (<i>contraire à l'usage de la langue</i>)		2

(1) Dans l'adresse, ces diverses expressions sont groupées par l'agent taxateur.

(2) Hannover et Württemberg suivant Emmingen servent à compléter la désignation de deux bureaux homonymes et figurent ainsi à la première colonne de la nomenclature officielle des bureaux télégraphiques.

Hydepark Square (1).....	2
Hydeparksquare (<i>contraire à l'usage de la langue</i>).....	2
Saint James Street.....	3
Saintjames Street.....	2
Rue de la Paix.....	4
Rue delapaix.....	2
Responsabilité (<i>14 caractères</i>).....	1
Kriegsgeschichten (<i>15 caractères</i>).....	1
Inconstitutionnalité (<i>20 caractères</i>).....	2
Wie geht's (<i>au lieu de Wie geht es</i>).....	3
A-t-il.....	3
C'est-à-dire.....	4
Aujourd'hui.....	2
Aujourdhui.....	1
Porte-monnaie.....	2
Portemonnaie.....	1
Prince of Wales (<i>navire</i>).....	3
Princeofwales (<i>navire</i>).....	1
44 1/2 (<i>5 caractères</i>).....	1
444 1/2 (<i>6 caractères</i>).....	2
444,5 (<i>5 caractères</i>).....	1
444,55 (<i>6 caractères</i>).....	2
44/2 (<i>4 caractères</i>).....	1
54/ (<i>3 caractères</i>).....	1
2 0/0 (<i>4 caractères</i>).....	1
2 p. 0/0.....	3
2 0/00 (<i>5 caractères</i>).....	1
2 p. 0/00.....	3
54-58 (<i>5 caractères</i>).....	1
17 ^m (<i>4 caractères</i>).....	1
Le 1529° (<i>1 mot et un groupe de 6 caractères</i>).....	3
10 francs 50 centimes (<i>ou</i>) 10 fr. 50 c.,.....	4
dixcinquante.....	1
10 fr. 50.....	3
fr. 10.50.....	2
11 h. 30.....	3
11,30.....	1
huit/10.....	2
5/ douzièmes.....	2
5bis (<i>numéro d'habitation</i>).....	1
15 A (<i>numéro d'habitation</i>).....	1
30 ^a (2).....	3
15×6 (1).....	5
Two hundred and thirty four.....	4
Twohundredandthirtyfour (<i>23 caractères</i>).....	2
Troisdeuxtiers.....	1

(1) Dans ce cas, l'expression « Hydepark », en un seul mot, ne compte que pour un mot, parce que le mot « park » fait partie intégrante du nom du square.

(2) Les appareils télégraphiques ne peuvent reproduire des expressions telles que 30^a, 15 × 6, etc., etc. Les expéditeurs doivent être invités à leur substituer la signification explicite : 30 exposant a », « 15 multiplié par 6 », etc.

Unneufdixièmes	1
Deux mille cent quatre-vingt-quatorze	6
Deuxmillecentquatrevingtquatorze (32 caractères).....	3
E.....	1
Emvthf (6 caractères).....	2
Emvchf (6 caractères).....	2
Ch 23 (marque de commerce).....	2
197 a/ 199 a (marque de commerce)	4
AP/M (marque de commerce).....	1
3/M (marque de commerce).....	2
L'affaire est <u>urgente</u> , partir <u>sans retard</u> (7 mots et 2 soulignés).	9
Reçu de vos nouvelles indirectes (assez mauvaises) télégraphiez directement (9 mots et un passage entre parenthèses).....	10

8. — TARIFS ET TAXATION

Art. 10 de la Convention. — Les hautes parties contractantes déclarent adopter pour la formation des tarifs internationaux, les bases ci-après :

La taxe applicable à toutes les correspondances échangées, par la même voie, entre les bureaux de deux quelconques des Etats contractants sera uniforme. Un même Etat pourra toutefois, en Europe, être subdivisé, pour l'application de la taxe uniforme, en deux grandes divisions territoriales au plus.

Le taux de la taxe est établi d'Etat à Etat, de concert entre les gouvernements extrêmes et les gouvernements intermédiaires.

Les taxes des tarifs applicables aux correspondances échangées entre les Etats contractants pourront, à toute époque, être modifiées d'un commun accord.

Le franc est l'unité monétaire qui sert à la composition des tarifs internationaux.

XXI

1. Les télégrammes sont, en ce qui concerne l'application des taxes et certaines règles de service, soumis soit au régime européen, soit au régime extraeuropéen.

2. Le régime européen comprend tous les pays d'Europe, ainsi que l'Algérie, la Tunisie, la Russie du Caucase, la Turquie d'Asie, le Sénégal, les côtes du Maroc et les autres contrées situées hors de l'Europe qui se sont déclarées par les administrations respectives comme appartenant à ce régime.

3. Le régime extraeuropéen comprend tous les pays autres que ceux visés au paragraphe précédent.

4. Un télégramme est soumis aux règles du régime européen lorsqu'il emprunte exclusivement les lignes de pays appartenant à ce régime.

5. Un télégramme est soumis aux règles du régime extraeuropéen lorsque, pour parvenir à destination, il transite à un moment quelconque

par un pays soumis au régime extraeuropéen, ou lorsqu'il est originaire ou à destination d'un pays appartenant à ce régime.

XXII

Le tarif pour la transmission télégraphique des correspondances internationales se compose :

- a) Des taxes terminales des offices d'origine et de destination ;
- b) Des taxes de transit des offices intermédiaires s'il y a lieu.

XXIII

1. Le tarif est établi par mot pur et simple ; toutefois chaque administration peut imposer un minimum de taxe, qui ne devra pas dépasser 1 fr. par télégramme, ou bien, mais pour la correspondance du régime européen seulement et en se conformant à l'article XXVII du règlement, percevoir la taxe dans la forme qui lui conviendra.

2. Dans la correspondance du régime européen, une seule et même taxe élémentaire terminale, une seule et même taxe élémentaire de transit sont adoptées pour tous les Etats.

3. La taxe élémentaire terminale est fixée à 10 centimes.

4. La taxe élémentaire de transit est fixée à 8 centimes.

5. Ces deux taxes élémentaires sont réduites respectivement à 6 $\frac{1}{2}$ centimes et à 4 centimes pour les Etats suivants : Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Crète, Danemark, Grèce, Luxembourg, Montenegro, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Serbie et Suisse.

6. La Russie et la Turquie, en raison des conditions exceptionnelles d'établissement et d'entretien de leurs réseaux, ont la faculté d'établir des taxes terminales et de transit ne dépassant pas respectivement 30 centimes et 24 centimes.

7. Tous les Etats ont la faculté de réduire leurs taxes terminales et de transit pour tout ou partie de leurs relations, dans les conditions fixées par l'article XXVI.

8. Une taxe spéciale de transit pourra être établie, dans chaque cas particulier, pour le parcours des câbles sous-marins.

XXIV

1. La taxe à percevoir entre deux pays du régime européen est toujours et par toutes les voies, la taxe de la voie existante qui, par l'application normale des taxes élémentaires et, le cas échéant, de celle des câbles, a donné le chiffre le moins élevé, sauf les exceptions qui peuvent résulter de l'application des dispositions du paragraphe 8 de l'article précédent ou de l'article XXVIII.

2. Le tableau A annexé au présent règlement établit les taxes de pays

à pays pour le régime européen, conformément aux dispositions ci-dessus et aux déclarations admises par la conférence.

3. Dans la correspondance du régime européen, la taxe est fixée conformément au tableau B annexé au présent règlement.

Toutefois, les taxes terminales et de transit ne doivent pas être supérieures respectivement à 15 et 12 centimes pour les pays d'Europe à l'exception de l'Allemagne, l'Espagne, la France, la Russie et la Turquie. Ces maxima sont réduits respectivement à 10 et 8 centimes pour les pays visés à l'article XXIII, paragraphe 5.

4. Les taxes qui figurent dans le règlement et dans les tableaux annexés sont exprimées en francs d'or.

XXV

1. On entend par voie normale celle dont la taxe, calculée d'après les dispositions de l'article XXIV, paragraphe 1^{er}, est la moins élevée.

2. Si l'expéditeur n'a pas indiqué la voie à suivre conformément à la faculté qui lui est accordée par l'article XLI, la taxe est toujours calculée d'après la voie normale.

XXVI

1. Les modifications du taux ou des bases d'application des tarifs qui pourront être arrêtées entre Etats intéressés, en vertu du paragraphe 4 de l'article 10 et de l'article 17 de la convention, devront avoir pour but et effet non point de créer une concurrence de taxes entre les voies existantes mais bien d'ouvrir au public, à taxes égales, autant de voies que possible et les combinaisons nécessaires seront réglées de telle manière que les taxes terminales des offices d'origine et de destination restent égales quelle que soit la voie suivie.

2. Toute taxe nouvelle, toute modification d'ensemble ou de détail concernant les tarifs ne seront exécutoires que quinze jours au moins après leur notification par le bureau international des administrations télégraphiques, jour de dépôt non compris.

3. Les administrations des Etats contractants s'engagent à éviter, autant que possible, les variations des taxes qui pourraient résulter des interruptions des câbles sous-marins.

XXVII

1. Les taxes à percevoir en vertu des articles XXI à XXV peuvent être arrondies en plus ou en moins, soit après application des taxes normales par mot fixées d'après les tableaux annexés au présent règlement, soit en augmentant ou en diminuant ces taxes normales d'après les convenances monétaires ou autres du pays d'origine.

2. Les modifications opérées en exécution du paragraphe précédent ne s'appliquent qu'à la taxe perçue par le bureau d'origine et ne portent point

altération à la répartition des taxes revenant aux autres offices intéressés. Elles doivent être réglées de telle manière que l'écart entre la taxe à percevoir pour un télégramme de quinze mots et la taxe exactement calculée d'après les tableaux, au moyen des équivalents du paragraphe suivant, ne dépasse pas le quinzième de cette dernière taxe, c'est-à-dire la taxe réglementaire d'un mot.

3. A l'effet d'assurer l'uniformité de taxe prescrite par la Convention, les pays de l'union qui n'ont pas le franc pour unité monétaire fixent, pour la perception de leurs taxes, un équivalent dans leur monnaie respective se rapprochant aussi près que possible de la valeur du franc en or.

4. L'équivalent du franc est actuellement de :

- En Allemagne, 0,85 mark ;
- Dans l'Australie (fédération), 9,6 pence ;
- En Autriche, 1 couronne ;
- En Bosnie-Herzégovine, 1 couronne ;
- Au Brésil, 800 reis, monnaie brésilienne ;
- En Bulgarie, 1 lev ;
- Au cap de Bonne-Espérance, 9,6 pence ;
- A Ceylan, 0,68 roupie ;
- Dans les colonies portugaises, 240 reis ;
- En Crète, 1 drachme ;
- En Danemark, 0,80 krone ;
- En Egypte, 38,575 millièmes (3 piastres 34 paras, monnaie tarif) ;
- En Espagne, 1 peseta 36 centimes de peseta ;
- Dans la Grande-Bretagne, 9,6 pence ;
- En Grèce, un drachme ;
- En Hongrie, 1 couronne ;
- Dans les Indes britanniques, 0,60 roupie ;
- Dans l'Indo-Chine française, 50 centièmes de piastre ;
- En Italie, 1 lire ;
- Au Japon, 0,40 yen ;
- Dans le Monténégro, 1 couronne ;
- Dans le Natal, 9,6 pence ;
- En Norvège, 0,80 krone ;
- Dans la Nouvelle-Zélande, 9,6 pence ;
- Dans les Pays-Bas et dans les Indes néerlandaises, 0,50 florin ;
- En Perse, 52 schahis ;
- En Portugal, 240 reis ;
- Dans les protectorats britanniques de l'Afrique orientale et Uganda, 10 annas ;
- Dans la République argentine, 20 centavos, or ;
- En Roumanie, 1 leu ;
- En Russie, 0,25 rouble métallique ;
- En Serbie, 1 dinar ;
- En Siam, 56 atts ;
- En Suède, 0,80 krona ;
- En Turquie, 4 piastres 23 paras ;
- En Uruguay, 0,1866 peso.

5. Lorsque la valeur de la monnaie d'un pays subit des variations à rai-

son des fluctuations du change, l'équivalent du franc indiqué ci-dessus est, en cas de changement notable, modifié en prenant pour base le cours moyen du change du franc pendant le trimestre précédent. Il appartient à l'administration du pays en cause de modifier l'équivalent conformément à la disposition ci-dessus, d'indiquer le jour à partir duquel les taxes seront perçues d'après le nouvel équivalent et de le faire notifier aux autres offices par l'intermédiaire du bureau international.

6. Le paiement peut être exigé en valeur métallique.

XXVIII

Lorsque l'expéditeur, profitant de la faculté qui lui est attribuée par l'article XLI, a prescrit une voie détournée, il doit payer la totalité des taxes de transit normales, calculées conformément aux dispositions de l'article XXIII et des tableaux prévus par l'article XXIV ci-dessus.

9. — PERCEPTION DES TAXES

XXIX

1. La perception des taxes a lieu au départ, sauf les exceptions prévues pour les télégrammes à faire suivre (art. LIV, § 7), les frais d'express (art. LVIII, § 1), les télégrammes sémaphoriques (art. LX, § 6) et les altérations ou réunions abusives de mots constatés par le bureau d'arrivée (art. XIX, § 9,) qui donnent lieu à une perception sur le destinataire.

2. L'expéditeur d'un télégramme international a le droit d'en demander reçu avec mention de la taxe perçue.

3. L'office d'origine a la faculté de percevoir, de ce chef, une rétribution à son profit, dans les limites de 25 centimes.

4. Dans tous les cas où il doit y avoir perception à l'arrivée, le télégramme n'est délivré au destinataire que contre paiement de la taxe due.

5. Si la taxe à percevoir à l'arrivée n'est pas recouvrée, la perte est supportée par l'office d'arrivée, à moins d'arrangements spéciaux conclus conformément à l'article 17 de la Convention, sauf ce qui est prévu à l'article LXXVI, paragraphe 3 ci-après, pour les télégrammes sémaphoriques dans le régime extraeuropéen.

6. Les administrations télégraphiques prennent, toutefois, autant que possible, les mesures nécessaires pour que les taxes à percevoir à l'arrivée et qui n'auraient pas été acquittées par le destinataire, soient recouvrées sur l'expéditeur, sauf quand le règlement en dispose autrement (art. LV, § 4).

XXX

1. Les taxes perçues en moins par erreur et les taxes et frais non perçus sur le destinataire, par suite de son refus ou de l'impossibilité de le trouver doivent être complétés par l'expéditeur, sauf quand le règlement en dispose autrement (art. LV, § 4).

2. Les taxes perçues en plus par erreur sont de même remboursées aux intéressés. Toutefois, la valeur des timbres servant à l'affranchissement des télégrammes appliqués en trop sur la minute par l'expéditeur n'est remboursée que sur la demande de celui-ci.

10. — TRANSMISSION DES TÉLÉGRAMMES

A) Signaux de transmission

XXXI

Les tableaux ci-dessous indiquent les signaux employés dans le service aux appareils Morse et Hugnes :

A. — Signaux du code Morse

LETTRES

a	■ ■ ■ ■ ■	n	■ ■ ■ ■ ■
ä	■ ■ ■ ■ ■	ñ	■ ■ ■ ■ ■
à ou â	■ ■ ■ ■ ■	o	■ ■ ■ ■ ■
b	■ ■ ■ ■ ■	ö	■ ■ ■ ■ ■
c	■ ■ ■ ■ ■	p	■ ■ ■ ■ ■
ch	■ ■ ■ ■ ■	q	■ ■ ■ ■ ■
d	■ ■ ■ ■ ■	r	■ ■ ■ ■ ■
e	■ ■ ■ ■ ■	s	■ ■ ■ ■ ■
é	■ ■ ■ ■ ■	t	■ ■ ■ ■ ■
f	■ ■ ■ ■ ■	u	■ ■ ■ ■ ■
g	■ ■ ■ ■ ■	ü	■ ■ ■ ■ ■
h	■ ■ ■ ■ ■	v	■ ■ ■ ■ ■
i	■ ■ ■ ■ ■	w	■ ■ ■ ■ ■
j	■ ■ ■ ■ ■	x	■ ■ ■ ■ ■
k	■ ■ ■ ■ ■	y	■ ■ ■ ■ ■
l	■ ■ ■ ■ ■	z	■ ■ ■ ■ ■
m	■ ■ ■ ■ ■		

Espacement et longueur des signes :

1. Une barre est égale à trois points.
2. L'espace entre les signaux d'une même lettre est égal à un point,
3. L'espace entre deux lettres est égal à trois points.
4. L'espace entre deux mots est égal à cinq points.

CHIFFRES

1	■ ■ ■ ■ ■
2	■ ■ ■ ■ ■
3	■ ■ ■ ■ ■
4	■ ■ ■ ■ ■
5	■ ■ ■ ■ ■
6	■ ■ ■ ■ ■
7	■ ■ ■ ■ ■
8	■ ■ ■ ■ ■
9	■ ■ ■ ■ ■
0	■ ■ ■ ■ ■
Barre de fraction	■ ■ ■ ■ ■

On peut aussi employer, pour exprimer les chiffres, les signaux suivants, mais seulement dans les répétitions d'office, dans le préambule et dans le texte des télégrammes entièrement en chiffres :

1	■ ■ ■ ■ ■
2	■ ■ ■ ■ ■
3	■ ■ ■ ■ ■
4	■ ■ ■ ■ ■
5	■ ■ ■ ■ ■
6	■ ■ ■ ■ ■
7	■ ■ ■ ■ ■
8	■ ■ ■ ■ ■
9	■ ■ ■ ■ ■
0	■ ■ ■ ■ ■
Barre de fraction	■ ■ ■ ■ ■

SIGNES DE PONCTUATION ET AUTRES

Point.....	(.)	■ ■ ■ ■ ■
Point et virgule.....	(;)	■ ■ ■ ■ ■
Virgule.....	(,)	■ ■ ■ ■ ■
Deux points.....	(:)	■ ■ ■ ■ ■
Points d'interrogation ou demande de répétition d'une transmission non comprise.....	(?)	■ ■ ■ ■ ■
Point d'exclamation.....	(!)	■ ■ ■ ■ ■
Apostrophe.....	(')	■ ■ ■ ■ ■
Trait d'union ou tiret.....	(-)	■ ■ ■ ■ ■
Parenthèses (avant et après les mots) ..	()	■ ■ ■ ■ ■
Guillemets (avant et après chaque mot ou chaque passage mis entre guillemets).....	(« et »)	■ ■ ■ ■ ■
Souligné (avant et après les mots ou le membre de phrase).....		■ ■ ■ ■ ■
Appel (préliminaire de toute transmission).....		■ ■ ■ ■ ■
Double trait.....	(=)	■ ■ ■ ■ ■
Compris.....		■ ■ ■ ■ ■
Erreur.....		■ ■ ■ ■ ■
Croix.....	(+)	■ ■ ■ ■ ■
Invitation à transmettre.....		■ ■ ■ ■ ■
Attente.....		■ ■ ■ ■ ■
Fin du travail.....		■ ■ ■ ■ ■

B. — Signaux de l'appareil Hugues

LETTRES

A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

CHIFFRES

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Signes de ponctuation et autres.

Point (.), point et virgule (;), virgule (,), deux points (:), point d'interrogation (?), point d'exclamation (!), apostrophe ('), croix (+), trait d'union ou tiret (-), E accentué (É), barre de fraction (/), double trait (=), parenthèse de gauche (, parenthèse de droite), et (&), guillemet (« »).

L'espace entre deux nombres est marqué par un blanc. Toutefois, un nombre fractionnaire non décimal doit toujours être séparé par deux blancs du nombre qui le précède et de celui qui le suit. Dans la transmission d'un nombre fractionnaire non décimal, le nombre entier doit être séparé par un blanc du numérateur de la fraction ordinaire qui suit. (Exemple : $1\frac{3}{4}$ et non $1^3/4$.)

Les mots et passages soulignés sont précédés et suivis de deux traits d'union (exemple : — — sans retard — —) et soulignés à la main par l'employé du bureau d'arrivée.

Pour appeler le poste avec lequel on est en communication ou pour lui répondre : le blanc et l'N répétés alternativement.

Pour demander la répétition prolongée du même signal en vue de régler le synchronisme : une combinaison composée du blanc des lettres, de l'I et du T, reproduite autant de fois qu'il est nécessaire.

Pour demander ou permettre le réglage de l'électro-aimant : une combinaison formée des quatre signaux suivants : le blanc des lettres, l'I, l'N et le T, répétée autant de fois qu'il est nécessaire.

Pour donner attente : la combinaison A T T, suivie de la durée probable de l'attente.

Pour indiquer une erreur : deux N consécutifs, sans aucun signe de ponctuation.

Pour interrompre la transmission du bureau correspondant : deux ou trois lettres quelconques convenablement espacées.

Pour indiquer la fin du travail : deux blancs.

Les accents sur E sont tracés à la main à la fin des mots (avec ou sans s) et lorsqu'ils sont essentiels au sens. (Exemple : achète, acheté). Dans ce dernier cas, le transmetteur répète le mot après la signature, en y faisant figurer l'E accentué entre deux blancs, pour appeler l'attention du poste qui reçoit. Pour ä, á, â, ñ, ö et ü, on transmet respectivement æ, aa, ao, n, œ et ue.

C. — Signaux de l'appareil Baudot.

LETTRES :

A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

CHIFFRES :

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

SIGNES DE PONCTUATION ET AUTRES :

. , ; ! ' — / = () % &.

Les dispositions concernant la transmission des nombres entiers, des

nombres fractionnaires non décimaux et des mots ou passages soulignés qui sont applicables à l'appareil Hugues, le sont également à l'appareil Baudot.

Pour indiquer une erreur, le signal $> | <$.

B. — *Ordre de transmission*

XXXII

1. La transmission des télégrammes a lieu dans l'ordre suivant :

- a) Télégrammes d'Etat.
- b) — de service.
- c) — privés urgents.
- d) — — non urgents.

2. Tout bureau qui reçoit par un fil international un télégramme, présenté comme télégramme d'Etat ou de service, le réexpédie comme tel.

XXXIII

1. Une transmission commencée ne peut être interrompue pour faire place à une communication d'un rang supérieur qu'en cas d'urgence absolue.

2. Les télégrammes de même rang sont transmis par les bureaux de départ dans l'ordre de leur dépôt et par les bureaux intermédiaires dans l'ordre de leur réception.

3. Dans les bureaux intermédiaires, les télégrammes de passage qui doivent emprunter les mêmes fils sont confondus et transmis en suivant l'heure de dépôt ou de réception et en tenant compte de l'ordre établi à l'article XXXII.

4. Deux bureaux en relation directe échangent les télégrammes dans l'ordre alternatif, en tenant compte des prescriptions de l'article XXXII.

5. Aux appareils à grand rendement (Hughes, Baudot, Wheatstone, etc.), les échanges se font par séries quand les postes en relation ont plusieurs télégrammes à transmettre. Cette règle est applicable aux transmissions par l'appareil Morse quand le trafic le justifie, et après entente entre les chefs des bureaux en correspondance.

Les télégrammes d'une même série sont considérés comme formant une seule transmission.

Toutefois, les télégrammes reçus ne sont pas conservés à l'appareil jusqu'à la fin de la série, et il est donné cours à chaque télégramme régulier dès que le deuxième télégramme venant après lui est commencé.

XXXIV

1. Chaque série comprend, au plus, cinq télégrammes, si les transmissions ont lieu par l'appareil Morse ou par les appareils à réception auditive, et au plus dix télégrammes si elles sont effectuées par les appareils à grand rendement (Hughes, Baudot, Wheatstone, etc.). Tout télégramme

de plus de cent mots à l'appareil Morse, de plus de cent cinquante mots aux appareils à réception auditive ou de plus de deux cents mots aux appareils à grand rendement, est considéré comme formant une série.

2. Un télégramme de rang supérieur comme ordre de transmission ne compte pas dans l'alternat.

3. Le bureau qui vient d'effectuer une transmission est en droit de continuer lorsqu'il survient un télégramme auquel la priorité est accordée sur ceux que le correspondant a à transmettre, à moins que ce dernier n'ait à donner la répétition d'un télégramme à collationner ou n'ait déjà commencé sa transmission.

4. Dans les systèmes d'appareils par lesquels l'échange des transmissions a lieu alternativement, lorsqu'un bureau a terminé sa transmission, le bureau qui vient de recevoir transmet à son tour ; s'il n'a rien à transmettre, l'autre continue. Si, de part et d'autre, il n'y a rien à transmettre, les bureaux donnent le signal de fin de travail.

C. — *Appel des bureaux.*

XXXV

1. Toute correspondance entre deux bureaux commence par le signal d'appel ou par l'indicatif du bureau appelé.

2. Le bureau appelé doit répondre immédiatement en donnant son indicatif, et, s'il est empêché de recevoir, il transmet le signal d'attente, suivi d'un chiffre indiquant en minutes la durée probable de l'attente. Si la durée probable excède dix minutes, l'attente doit être motivée.

3. Aucun bureau appelé ne peut refuser de recevoir les télégrammes qu'on lui présente, quelle qu'en soit la destination. Toutefois, en cas d'erreur de direction évidente, l'agent qui reçoit peut en faire l'observation au bureau transmetteur. Si celui-ci ne tient pas compte de l'observation, un avis de service lui est transmis après la réception du télégramme, et il est alors tenu de rectifier l'erreur commise.

4. On ne doit ni refuser ni retarder un télégramme si les indications de service, les indications éventuelles ou certaines parties de l'adresse ou de texte ne sont pas régulières. Il faut le recevoir et puis en demander, au besoin, la régularisation au bureau d'origine par un avis de service, conformément aux dispositions de l'article XVI.

XXXVI

1. Lorsque le bureau qui vient d'appeler a reçu sans autre signal l'indicatif du bureau qui répond, il transmet dans l'ordre suivant les mentions de service constituant le préambule du télégramme :

a) Nature du télégramme, au moyen d'une des mentions S, A, ST, D, CR, CRS, CRD, Z, suivant qu'il s'agit d'un télégramme d'Etat, d'un télégramme ou d'un avis de service, d'un avis de service taxé, d'un télégramme privé urgent, d'un accusé de réception à un télégramme ordi-

naire, d'un accusé de réception à un télégramme d'Etat, d'un accusé de réception urgent ou d'un télégramme de presse.

b) Nom du bureau destinataire (ce nom est omis lorsque le bureau transmetteur correspond directement avec le bureau destinataire).

c) Désignation du bureau d'origine, précédée de la proposition « de » (exemple : de Bruxelles).

Indiquer à la suite du nom du bureau celui de la subdivision territoriale ou celui du pays dans lequel il se trouve : 1° quand l'ouverture de ce bureau n'a pas encore été publiée par le bureau international des administrations télégraphiques ; 2° quand il y a un autre bureau du même nom jusqu'à ce que les bureaux homonymes aient été différenciés les uns des autres dans la nomenclature.

d) Numéro du télégramme.

e) Nombre des mots taxés. En cas de différence entre le nombre des mots taxés et celui des mots réels, on emploie une fraction dont le numérateur indique le nombre des mots taxés, et le dénominateur celui des mots réels. Dans les télégrammes dont le texte est rédigé totalement ou partiellement en langage chiffré, on indique : 1° le nombre total des mots qui sert de base à la taxe ; 2° le nombre des mots en langage clair ou en langage convenu ; 3° le nombre des groupes de chiffres ou de lettres, dans la forme suivante : 20/12/6.

Cette disposition s'applique notamment : 1° au cas où un télégramme en langage clair contient des mots de plus de quinze caractères ; 2° au cas où un télégramme dont le texte est en langage convenu comprend des mots clairs de plus de dix caractères ; 3° aux groupes de chiffres ou de lettres comportant plus de cinq caractères.

f) Dépôt du télégramme (par deux groupes de chiffres indiquant le premier le quantième du mois, et le second l'heure et les minutes suivies des lettres m ou s [matin ou soir]).

g) Voie à suivre (quand l'expéditeur l'a indiqué sur sa minute [art. XLI § 2]).

Cette indication n'est transmise que jusqu'au point où elle est utile pour l'acheminement du télégramme.

Toutefois, si le télégramme comporte une réponse payée ou un accusé de réception, la mention de voie est maintenue jusqu'au bureau de destination et inscrite sur la copie d'arrivée.

h) Mentions de service (ampliation [art. XLIII, § 6] ; percevoir... [art. LIV, § 9, et LX, § 6] ; sémaphorique [art. LX, § 5] ; en chiffres [art. XXXI, A]).

Les indications contenues sous les lettres *b* et *d* ne sont pas obligatoires pour les offices extra-européens.

2. A la suite du préambule spécifié ci-dessus, on transmet successivement les indications éventuelles, l'adresse, le texte et la signature du télégramme.

3. Le double trait (■■■■■) à l'appareil Morse et (==) aux appareils imprimeurs est transmis pour séparer le préambule des indications éventuelles, les indications éventuelles entre elles, les indications éventuelles de l'adresse, les différentes adresses d'un télégramme multiple

entre elles, l'adresse du texte et le texte de la signature. On termine chaque télégramme ou transmission par la croix (■ ■■■ ■■■■ ■) à l'appareil Morse ou aux appareils à réception auditive et + aux appareils imprimeurs. A ces derniers appareils, la croix doit toujours être précédée d'un blanc.

4. Si l'employé qui transmet s'aperçoit qu'il s'est trompé, il s'interrompt par le signal d'erreur, répète le dernier mot bien transmis et continue la transmission rectifiée.

5. De même, l'employé qui reçoit, s'il rencontre un mot qu'il ne parvient pas à saisir, interrompt son correspondant par le même signal et répète le dernier mot compris, en le faisant suivre d'un point d'interrogation. Le correspondant reprend alors la transmission à partir de ce mot, en s'efforçant de rendre ses signaux aussi clairs que possible.

6. Hormis les cas déterminés de concert entre les diverses administrations, il est interdit d'employer une abréviation quelconque en transmettant le texte d'un télégramme ou de modifier ce texte de quelque manière que ce soit. Tout télégramme doit être transmis tel que l'expéditeur l'a écrit et d'après sa minute (sauf l'exception prévue à l'article XVII).

D. — Réception et répétition d'office.

XXXVII

Aussitôt après la transmission, l'employé qui a reçu compare, pour chaque télégramme, le nombre des mots reçus au nombre annoncé. Quand le nombre des mots est donné sous forme de fraction, cette comparaison ne porte que sur le nombre de mots et de groupes existant réellement, indépendamment du nombre de mots taxés. Si l'employé constate une différence entre le nombre de mots qui lui est annoncé et celui qu'il reçoit, il la signale à son correspondant. Si ce dernier s'est simplement trompé dans l'annonce du nombre des mots, il répond : « Admis », et indique en même temps le nombre réel des mots (exemple : 18 admis) ; sinon, il confirme le nombre de mots annoncé et répète la première lettre de chaque mot et le premier chiffre de chaque nombre jusqu'au passage reconnu erroné, qu'il rectifie. (Exemple : 17 j. c r 2 b, etc.).

2. Lorsque cette différence ne provient pas d'une erreur de transmission, la rectification du nombre de mots annoncé ne peut se faire que d'un commun accord entre le bureau d'origine et le bureau correspondant. Faute de cet accord, le nombre de mots annoncé par le bureau d'origine est admis.

XXXVIII

1. Les employés peuvent, pour mettre leur responsabilité à couvert, donner ou exiger la répétition partielle ou intégrale des télégrammes qu'ils ont transmis ou reçus. La répétition partielle est obligatoire pour les télégrammes d'Etat en langage clair et les télégrammes-mandats ; elle comprend tous les nombres, ainsi que les noms propres et, le cas échéant, les mots douteux. A l'appareil Morse et aux appareils à réception auditive.

la répétition d'office se fait par l'employé qui a reçu, et aux appareils à grand rendement, par l'employé qui a transmis, à la fin du télégramme. L'employé qui donne cette répétition doit, à l'appareil Morse et aux appareils à réception auditive, s'il y a rectification, reproduire les mots ou nombre rectifiés. En cas d'omission, cette seconde répétition est exigée par l'employé qui a transmis.

2. Quand on donne la répétition des nombres suivis de fractions, on doit, afin d'éviter toute confusion possible, répéter la fraction en la faisant précéder du double trait (=).

Exemples : pour $1 \frac{1}{16}$, on transmettra dans la répétition $1 = \frac{1}{16}$, afin qu'on ne lise pas $1 \frac{1}{16}$; pour $99 \frac{27}{4}$, on transmettra $99 = \frac{27}{4}$ afin qu'on ne lise pas $992 \frac{7}{4}$.

3. Cette répétition ne peut être retardée ni interrompue sous aucun prétexte.

XXXIX

Après la vérification du nombre de mots et, le cas échéant, la répétition d'office, le bureau qui a reçu donne à celui qui a transmis l'accusé de réception du télégramme ou des télégrammes constituant la série.

Cet accusé de réception est donné, pour un seul télégramme, par R suivi de l'indication du numéro du télégramme reçu : « R 436 ».

Pour une série de télégrammes, on donne R avec l'indication du nombre de télégrammes reçus, ainsi que du premier et du dernier numéro de la série : « R 5 157 980 ».

XL

1. Les rectifications relatives à des télégrammes d'une série précédemment transmise sont faites par avis de service adressés aux bureaux de destination.

2. Les demandes de renseignements qui se produisent dans les mêmes conditions font également l'objet d'avis de service.

3. S'il arrive que, par suite d'interruption ou pour toute autre cause, on ne puisse donner ou recevoir la répétition ou l'accusé de réception, cette circonstance n'empêche pas le bureau qui a reçu les télégrammes de leur donner cours, sauf à les faire suivre ultérieurement d'une rectification, s'il y a lieu.

E. — *Direction à donner aux télégrammes.*

XLI

Les différentes voies que peuvent suivre les télégrammes sont indiquées par des formules concises, arrêtées de commun accord par les offices intéressés.

2. L'expéditeur qui veut prescrire la voie à suivre, indique, sur sa minute, la formule correspondante.

3. Lorsque l'expéditeur a prescrit la voie à suivre, les bureaux respectifs sont tenus de se conformer à ses indications, à moins que la voie indiquée ne soit interrompue ou ne soit notoirement encombrée, auxquels cas l'expéditeur ne peut élever aucune réclamation contre l'emploi d'une autre voie.

4. Si, au contraire, l'expéditeur n'a prescrit aucune voie à suivre, chacun des bureaux, à partir desquels les voies se divisent, reste juge de la direction à donner au télégramme.

5. Lorsque l'expéditeur a demandé que son télégramme soit transmis par télégramme jusqu'au bureau qu'il indique et, de là, par la poste jusqu'à destination, les bureaux doivent procéder conformément à ces indications.

F. — Interruption des communications télégraphiques. — Transmission par ampliation

XLII

1. Lorsqu'il se produit, au cours de la transmission d'un télégramme, une interruption dans les communications télégraphiques régulières, le bureau à partir duquel l'interruption s'est produite expédie immédiatement le télégramme par une voie télégraphique détournée (art. LXXVI, §§ 5, 6 et 7) ou à défaut par exprès ou par la poste (autant que possible par lettre recommandée). Les frais de réexpédition autres que ceux de la transmission télégraphique sont supportés par le bureau qui fait cette réexpédition. La lettre expédiée par la poste doit porter l'annotation « Télégramme ».

2. Toutefois, les télégrammes en provenance ou à destination des pays situés hors d'Europe ne sont réexpédiés par une voie plus coûteuse que s'ils sont présentés, au bureau chargé de les réexpédier, dans le délai maximum de vingt-quatre heures qui suit la notification de l'interruption.

La présentation du premier télégramme portant la mention « dévié » (art. LXXVI, § 5) sera considérée comme tenant lieu de la notification officielle de l'interruption.

3. Le bureau qui recourt à un mode de réexpédition autre que le télégraphe, adresse le télégramme, suivant les circonstances, soit au premier bureau télégraphique en mesure de le réexpédier, soit au bureau de destination, soit au destinataire même, lorsque cette réexpédition se fait dans les limites de l'Etat de destination. Dès que la communication est rétablie, le télégramme est de nouveau transmis par la voie télégraphique, à moins qu'il n'en ait été précédemment accusé réception ou que, par suite d'encombrement exceptionnel, cette réexpédition ne doive être manifestement nuisible à l'ensemble du service.

XLIII

1. Les télégrammes qui, pour un motif quelconque, sont adressés par la poste à un bureau télégraphique, sont accompagnés d'un bordereau

numéroté. En même temps, le bureau qui fait cette expédition en avertit le bureau auquel il l'adresse, si les communications télégraphiques le permettent, par un avis de service indiquant le nombre des télégrammes expédiés et l'heure du courrier.

2. A l'arrivée du courrier, le bureau correspondant vérifie si le nombre de télégrammes reçu est conforme au nombre de télégrammes annoncé. Dans ce cas, il en accuse réception sur le bordereau, qu'il renvoie immédiatement au bureau expéditeur. Après le rétablissement des communications télégraphiques, le bureau renouvelle cet accusé de réception par un avis de service dans la forme suivante : « Reçu 63 télégrammes conformément au bordereau N°... du 30 mars ».

3. Les dispositions du paragraphe précédent s'appliquent également au cas où un bureau télégraphique reçoit par la poste un envoi de télégrammes sans en être averti.

4. Lorsqu'un envoi de télégrammes annoncé ne parvient pas par le courrier indiqué, le bureau expéditeur en doit être averti immédiatement. Celui-ci doit, selon les circonstances, soit transmettre immédiatement les télégrammes si la communication télégraphique est rétablie, soit effectuer un nouvel envoi par un mode de transport quelconque.

5. Le bureau qui réexpédie par télégraphe des télégrammes déjà transmis par la poste en informe le bureau sur lequel les télégrammes ont été dirigés, par un avis de service rédigé dans la formule suivante :

« Berlin de Gorlitz. Télégrammes N°... réexpédiés par ampliation. »

6. La réexpédition par ampliation doit être signalée par la mention de service : « Ampliation », transmise à la fin du préambule.

7. Quand un télégramme est envoyé directement au destinataire dans le cas prévu à l'article XLII, paragraphe 3, il est accompagné d'un avis indiquant l'interruption des lignes.

G. — *Annulation d'un télégramme sur la demande de l'expéditeur*

XLIV

1. L'expéditeur d'un télégramme peut, en justifiant de sa qualité, en arrêter la transmission, s'il en est encore temps.

2. Lorsqu'un expéditeur annule son télégramme avant que la transmission en ait été commencée, la taxe est remboursée, sous déduction d'un droit de vingt-cinq centimes (0 fr. 25), au maximum, au profit de l'office d'origine.

3. Si le télégramme a été transmis par le bureau d'origine, l'expéditeur ne peut en demander l'annulation que par un avis de service taxé, émis dans les conditions prévues à l'article XVII. Autant que possible, cet avis de service est successivement transmis aux bureaux auxquels le télégramme primitif a été transmis, jusqu'à ce qu'il ait rejoint ce dernier. Sauf indication contraire dans le ST, si le télégramme a été remis au destinataire, ce dernier est informé de l'annulation du télégramme.

Le bureau qui annule le télégramme ou qui remet l'avis d'annulation au destinataire en informe le bureau d'origine. Cette information a lieu par télégraphe si l'expéditeur a payé une réponse télégraphique à l'avis d'annulation ; dans le cas contraire, elle est envoyée par la poste comme lettre non affranchie.

Si le télégramme est annulé avant d'avoir atteint le bureau destinataire, le bureau d'origine rembourse à l'expéditeur les taxes du télégramme primitif, de l'avis de service d'annulation et, éventuellement, de la réponse payée en raison du parcours non effectué, sous déduction des frais de poste s'il y a lieu.

H. — Arrêt des télégrammes

XLV

1. Il ne doit être fait usage de la faculté réservée par l'article 7 de la Convention, d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sécurité de l'Etat ou contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, qu'à charge d'en avertir immédiatement le bureau d'origine.

Il en est de même lorsqu'un télégramme est arrêté en vertu de l'article 8 de la Convention, sauf le cas où cet avis paraîtrait dangereux pour la sécurité de l'Etat.

2. Le contrôle prévu par l'article 7 de la Convention est exercé par les bureaux télégraphiques extrêmes ou intermédiaires, sauf recours à l'administration centrale, qui prononce sans appel.

3. La transmission des télégrammes d'Etat et des télégrammes de service se fait de droit. Les bureaux télégraphiques n'ont aucun contrôle à exercer sur ces télégrammes.

II. — REMISE A DESTINATION

XLVI

1. Les télégrammes sont remis, suivant leur adresse, soit poste restante, soit télégraphe restant. Ils peuvent être expédiés à domicile par téléphone sous les conditions fixées par les administrations qui admettent ce mode d'envoi.

2. Ils sont, dans tous les cas, remis ou expédiés à destination dans l'ordre de leur réception et de leur priorité.

3. Les télégrammes adressés à domicile dans la localité que le bureau télégraphique dessert sont immédiatement portés à leur adresse. Toutefois, les télégrammes portant la mention « Jour » ou = J = ne sont pas distribués pendant la nuit.

4. Les télégrammes qui doivent être déposés poste restante ou expédiés par poste sont remis immédiatement à la poste par le bureau télégraphique d'arrivée dans les conditions fixées par l'article LIX.

5. Les télégrammes adressés aux passagers d'un navire qui fait escale dans un port sont remis, autant que possible, avant le débarquement.

XLVI

1. Un télégramme porté à domicile peut être remis soit au destinataire, aux membres adultes de sa famille, à ses employés, locataires ou hôtes, soit au concierge de l'hôtel ou de la maison, à moins que le destinataire n'ait désigné, par écrit, un délégué spécial ou que l'expéditeur n'ait demandé, en inscrivant avant l'adresse la mention « Remettre en mains propres » ou = MP =, que la remise n'ait lieu qu'entre les mains du destinataire seul. L'expéditeur peut demander aussi que le télégramme soit remis ouvert, en inscrivant avant l'adresse la mention « Remettre ouvert » ou = RO =. Ces derniers modes de remise ne sont pas obligatoires pour les administrations de destination qui déclarent ne pas les accepter.

2. Ces deux indications éventuelles sont reproduites sur la suscription par le bureau d'arrivée, qui donne au porteur les instructions nécessaires.

3. Lorsqu'un télégramme ne peut pas être remis, le bureau d'arrivée envoie, à bref délai, au bureau d'origine, un avis de service faisant connaître la cause de la non-remise et dont le texte est rédigé sous la forme suivante : = 425 15 Delorme 212 rue Nain (numéro, date et adresse du télégramme textuellement conformes aux indications reçues), refusé, destinataire inconnu, parti, décédé, pas arrivé, adresse plus enregistrée (ou adresse non enregistrée), etc.

Le cas échéant, cet avis est complété par l'indication du motif de refus (art. XIX) ou des frais, dont le recouvrement doit être tenté sur l'expéditeur (art. LIV et LVIII).

Pour les télégrammes grevés d'une taxe à percevoir, adressés « poste restante » ou « télégraphe restant », et qui n'ont pas été retirés par le destinataire, l'avis de service de non-remise est expédié, par lettre ordinaire affranchie, à l'expiration du délai de conservation de ces correspondances.

4. Le bureau d'origine vérifie l'exactitude de l'adresse, et, si cette dernière a été dénaturée, il la rectifie sur-le-champ par avis de service affectant la forme suivante : N°... du (quantième) pour... (adresse rectifiée). Le cas échéant, cet avis de service contient les indications propres à redresser les erreurs commises, telles que : « faites suivre à destination, annulez télégramme, etc. »

5. Si l'adresse n'a pas été dénaturée, le bureau d'origine communique, autant que possible, l'avis à l'expéditeur. Ce dernier ne peut compléter, rectifier ou confirmer l'adresse que dans les conditions prévues par l'article XVII.

6. Si, après l'envoi de l'avis de non-remise, le télégramme est réclamé par le destinataire, ou si le bureau de destination peut remettre le télégramme sans avoir reçu l'un des avis rectificatifs prévus par les paragraphes 4 et 5 ci-dessus, il transmet au bureau d'origine un second avis de service rédigé dans la forme suivante : 29 11 (numéro et quantième) Mirane (nom du destinataire) réclamé ou remis.

Ce second avis n'est pas transmis lorsque la remise est notifiée au moyen d'un accusé de réception télégraphique.

L'avis de remise est communiqué à l'expéditeur si ce dernier a reçu notification de la non-remise.

7. Si la porte n'est pas ouverte à l'adresse indiquée ou si le porteur ne trouve personne qui consente à recevoir le télégramme pour le destinataire, un avis est laissé au domicile indiqué et le télégramme est rapporté au bureau pour être délivré au destinataire ou à son délégué sur la réclamation de l'un ou de l'autre. Toutefois, les télégrammes dont la remise n'est pas subordonnée à des précautions spéciales sont déposés dans la boîte aux lettres du destinataire quand il n'y a d'ailleurs aucun doute sur le domicile de ce dernier.

8. Lorsqu'un télégramme est adressé télégraphe restant, il est remis au destinataire ou à son représentant dûment autorisé au guichet télégraphique.

9. Les télégrammes adressés poste restante ou remis par poste sont, au point de vue de la délivrance et des délais de conservation, soumis aux mêmes règles que les correspondances postales.

10. Tout télégramme qui n'a pu être délivré au destinataire dans le délai de six semaines est anéanti, sous réserve des dispositions du paragraphe 9 qui précède, et de l'article LXI, paragraphe, 3 et 4.

12. — TÉLÉGRAMMES SPÉCIAUX

ART. 9 de la Convention. — Les hautes parties contractantes s'engagent à faire jouir tout expéditeur des différentes combinaisons arrêtées de concert par les administrations télégraphiques des Etats contractants, en vue de donner plus de garanties et de facilités à la transmission et à la remise des correspondances.

Elles s'engagent également à le mettre à même de profiter des dispositions prises et notifiées par l'un quelconque des autres Etats, pour l'emploi de moyens spéciaux de transmission ou de remise.

A. — *Télégrammes privés urgents*

XLVIII

1. L'expéditeur d'un télégramme privé peut obtenir la priorité de transmission et de remise à destination en inscrivant l'indication « Urgent » ou = D = avant l'adresse et en payant le triple de la taxe d'un télégramme ordinaire de même longueur pour le même parcours.

2. Les télégrammes privés urgents ont la priorité sur les autres télégrammes privés, et leur priorité entre eux est réglée dans les conditions prévues par le paragraphe 2 de l'article XXXIII.

3. Les dispositions des paragraphes précédents ne sont pas obligatoires pour les administrations qui déclarent ne pas pouvoir les appliquer soit à une partie, soit à la totalité des télégrammes qui empruntent leurs lignes.

4. Les administrations qui n'acceptent les télégrammes urgents qu'en transit doivent les admettre, soit sur les fils où la transmission est directe à travers leurs territoires, soit dans leurs bureaux de réexpédition, entre

les télégrammes de même provenance et de même destination. La taxe de transit qui leur revient est triplée comme pour les autres parties du trajet.

B. — Réponses payées

XLIX

1. L'expéditeur d'un télégramme peut affranchir la réponse qu'il demande à son correspondant, en inscrivant avant l'adresse l'indication « Réponse payée » ou = RP = complétée par la mention du nombre de mots payés pour la réponse : « Réponse payée x » ou = RPx =. La taxe de la réponse est calculée en supposant que celle-ci suivra la même voie que le télégramme primitif.

2. L'expéditeur qui veut affranchir une réponse urgente doit inscrire avant l'adresse l'indication « Réponse payée urgente x » ou = RPDx = et acquitter la taxe correspondante.

L

1. Au lieu de destination, le bureau d'arrivée remet au destinataire un bon qui lui donne la faculté d'expédier gratuitement, et dans la limite de la taxe payée d'avance, un télégramme à une destination quelconque, à partir d'un bureau quelconque de l'office dont relève le bureau qui a émis le bon.

2. Lorsque la taxe d'un télégramme affranchi par un bon excède le montant de la valeur de ce bon, l'excédent de la taxe doit être payé en numéraire par l'expéditeur de la réponse. Dans le cas contraire, la différence entre la valeur du bon et le montant de la taxe réellement due est remboursée à l'expéditeur du télégramme primitif lorsque la demande en est faite et que cette différence est au moins égale à 1 fr.

Ce remboursement n'est effectué que sur l'autorisation et pour le compte de l'office de destination du télégramme primitif.

3. Le bon ne peut être utilisé pour l'affranchissement d'un télégramme que pendant le délai de quarante-deux jours qui suit la date de son émission.

4. Lorsque le destinataire n'a pas fait usage du bon pour une cause quelconque, ou a refusé ce bon, le montant de celui-ci est remboursé dans les conditions fixées par l'article LXXI, § 1.

5. Lorsque le bon se trouve en la possession de l'office d'arrivée, celui-ci, à l'expiration des délais de validité provoque d'office le remboursement.

Le montant du bon est toutefois remboursé à l'expéditeur s'il en fait la demande avant l'expiration de ce délai. En ce cas, le bureau de destination annule le bon, et le télégramme annoté à cet effet, est conservé pendant le délai prescrit (art. XLVII, § 10).

C. — *Télégrammes avec collationnement*

LI

1. L'expéditeur d'un télégramme a la faculté d'en demander le collationnement. Dans ce cas, il écrit avant l'adresse l'indication « Collationnement » ou = TC =.

2. Les télégrammes d'Etat rédigés en langage secret sont collationnés d'office et gratuitement (art. 15, § 7).

3. Le collationnement, qui consiste dans la répétition intégrale du télégramme (y compris le préambule), est donné à tous les appareils par le bureau qui a reçu, et immédiatement après la transmission du télégramme ou de la série contenant le télégramme à collationner.

Le collationnement d'un télégramme d'Etat est donné dès que la transmission de ce télégramme est terminée.

Le collationnement ne compte pas dans l'alternat des transmissions (art. 34, § 3).

4. La taxe du collationnement est égale au quart de celle d'un télégramme ordinaire de même longueur pour le même parcours.

D. — *Accusés de réception*

LII

1. L'expéditeur d'un télégramme peut demander que l'indication de la date et de l'heure auxquelles son télégramme aura été remis à son correspondant lui soit notifiée aussitôt après la remise. Lorsque le télégramme est acheminé sur sa destination définitive par la voie postale, la notification susvisée indique la date et l'heure de remise au service postal.

2. La notification est faite par télégraphe si l'expéditeur a inscrit avant l'adresse l'indication « Accusé réception » ou = PC = et payé une taxe égale à celle d'un télégramme ordinaire de cinq mots pour la même destination, par la même voie. Elle est faite par la voie postale si l'expéditeur a inscrit avant l'adresse l'indication « Accusé de réception postal » ou = PCP = et payé une taxe de 50 centimes.

3. Lorsque les pays intéressés admettent les télégrammes urgents, la priorité de transmission et de remise à destination peut être demandée pour l'accusé de réception. A cet effet, l'expéditeur a inscrit avant l'adresse l'indication « Accusé réception urgent » ou = PCD = et acquitte la taxe d'un télégramme urgent de cinq mots pour la même destination, par la même voie.

LIII

1. L'accusé de réception est annoncé par les indices CR, CRS ou CRD, suivant qu'il s'agit d'un accusé de réception à un télégramme ordinaire ou à un télégramme d'Etat ou d'un accusé de réception urgent. Il est transmis dans la forme suivante : « CR Paris de Berne = 469 Duval (nu-

méro du télégramme, nom du destinataire), remis 25 10.25 m. (date, heure et minutes), ou remis poste. »

2. L'accusé de réception prend rang pour la transmission parmi les télégrammes privés. Toutefois, les accusés de réception se rapportant à des télégrammes d'Etat et les accusés de réception urgents sont acheminés dans les conditions de priorité fixées pour ces catégories de télégrammes.

3. Dans le cas prévu par le paragraphe 3 de l'article XLVII, 1^{er} alinéa, l'accusé de réception est précédé de l'avis de service prescrit par ce paragraphe.

L'accusé de réception est ajourné pendant le délai visé à l'article XLVII, paragraphe 10 et est transmis après la remise du télégramme si elle est devenue possible.

A l'expiration du délai susvisé, si le télégramme n'a pas été remis, la taxe de l'accusé de réception est remboursée à l'expéditeur du télégramme dans les conditions fixées par l'article LXXI s'il n'a pas auparavant sollicité ce remboursement.

4. L'accusé de réception postal comprend les mêmes renseignements que l'accusé de réception télégraphique. Il est renvoyé sous enveloppe affranchie et recommandée par le chef du bureau d'arrivée du télégramme au chef du bureau d'origine.

5. L'accusé de réception, télégraphique ou postal, dès qu'il est parvenu au bureau d'origine du télégramme, est porté à la connaissance de l'expéditeur de ce télégramme.

Ce bureau, lorsqu'il s'agit d'un CR concernant un télégramme qui a été réexpédié, recouvre, le cas échéant, sur l'expéditeur la différence entre la taxe perçue primitivement pour l'accusé de réception et la taxe due en raison du parcours réellement effectué par celui-ci.

Lorsque cette dernière est inférieure à celle qui a été perçue, il n'est pas effectué de remboursement.

E. — *Télégrammes à faire suivre sur l'ordre de l'expéditeur*

LIV

1. Tout expéditeur peut demander, en inscrivant avant l'adresse l'indication « Faire suivre » ou = FS =, que le bureau d'arrivée fasse suivre son télégramme.

2. L'expéditeur d'un télégramme à faire suivre qui demande un accusé de réception télégraphique doit être prévenu que si le télégramme est réexpédié en dehors des limites du pays de destination, il devra, le cas échéant, verser la somme nécessaire pour compléter le prix de l'accusé de réception d'après le parcours réel que celui-ci aura effectué, indépendamment des taxes de réexpédition qui n'auraient pas été recouvrées à l'arrivée.

Lorsqu'un télégramme à faire suivre comportant l'une des mentions = RPx = ou = PC = doit être réexpédié en dehors des limites du pays de destination, le bureau réexpéditeur applique les dispositions de l'article LV, paragraphe 5.

3. Lorsqu'un télégramme porte l'indication « Faire suivre » ou = FS = sans autre mention, le bureau de destination inscrit, le cas échéant, la nouvelle adresse qui lui est indiquée au domicile du destinataire dans les conditions prévues au paragraphe 7 et fait suivre le télégramme sur la nouvelle destination. On opère de même jusqu'à ce que le télégramme soit remis ou qu'aucune nouvelle adresse ne soit fournie.

4. Si la remise ne peut être effectuée, et si aucune adresse n'est indiquée, le télégramme est conservé en dépôt et l'on applique les prescriptions du paragraphe 3 de l'article XLVII. L'avis de service doit faire connaître le montant des frais dont le recouvrement est à poursuivre sur l'expéditeur.

Cet avis, quand la non-remise peut provenir d'une erreur de transmission, doit transiter par le dernier bureau de réexpédition pour que celui-ci puisse éventuellement opérer les rectifications nécessaires.

5. Si l'indication « Faire suivre » ou = FS = est accompagnée d'adresses successives, le télégramme est transmis à chacune des destinations indiquées jusqu'à la dernière, s'il y a lieu, et le dernier bureau se conforme aux dispositions du paragraphe précédent.

6. Le lieu d'origine à indiquer dans le préambule des télégrammes réexpédiés est le lieu d'origine primitif; le lieu de destination est celui auquel le télégramme doit être d'abord expédié.

Dans l'adresse, les indications de remise à domicile s'appliquant aux acheminements déjà effectués sont supprimées et l'on maintient seulement, à la suite de l'indication « Faire suivre » ou = FS =, le nom des destinations par lesquelles le télégramme a déjà transité.

Par exemple, l'adresse d'un télégramme libellée au départ :

= FS = Haggis chez Dekeysers, Londres. Hotel Tarbet, Tarbet = North-British Hotel, Edimbourg, serait rédigée à partir de Tarbet, lieu de la seconde réexpédition, sous la forme :

= FS = de Londres, Tarbet = Haggis North-British Hotel, Edimbourg.

7. La taxe à percevoir au départ pour les télégrammes à faire suivre est simplement la taxe afférente au premier parcours, l'adresse complémentaire est perçue sur le destinataire. Elle est calculée en tenant compte du nombre de mots transmis lors de chaque réexpédition.

8. A partir du premier bureau indiqué dans l'adresse, les taxes à percevoir sur le destinataire, pour les parcours ultérieurs, doivent, à chaque réexpédition, être ajoutées. Leur total est indiqué d'office dans le préambule.

9. Cette indication est formulée comme il suit : « Percevoir... » Si les réexpéditions ont lieu dans les limites de l'Etat auquel appartient le bureau d'arrivée, la taxe complémentaire à percevoir sur le destinataire est calculée, pour chaque réexpédition, suivant le tarif intérieur de cet Etat. Si les réexpéditions ont lieu hors de ces limites, la taxe complémentaire est calculée en considérant comme autant de télégrammes séparés chaque réexpédition internationale. Le tarif pour chaque réexpédition est le tarif applicable aux correspondances échangées entre l'Etat qui réexpédie et celui auquel le télégramme est réexpédié.

10. Les dispositions du présent article ne sont pas obligatoires pour ceux des offices extra-européens qui déclarent ne pas pouvoir les appliquer.

F. — *Télégrammes à réexpédier sur l'ordre du destinataire*

LV

1. Toute personne peut demander, en fournissant les justifications nécessaires, que les télégrammes parvenant à son adresse à un bureau télégraphique lui soient réexpédiés à une nouvelle adresse qu'elle aura indiquée. Il est procédé conformément aux dispositions de l'article précédent ; mais au lieu d'inscrire avant l'adresse l'indication = FS =, on inscrit dans les indications éventuelles, la mention taxée « Réexpédié de... » (nom du ou des bureaux réexpéditeurs).

2. Les demandes de réexpédition doivent se faire par écrit, par avis de service taxé ou par la voie postale (art. XVII, § 8). Elles sont formulées soit par le destinataire lui-même, soit en son nom par l'une des personnes mentionnées à l'article XLVII, paragraphe 1^{er}, comme pouvant recevoir les télégrammes au lieu et place du destinataire. Celui qui formule une semblable demande s'engage à acquitter les taxes qui ne pourraient être recouvrées par le bureau de distribution.

3. Chaque administration se réserve la faculté de réexpédier, d'après les indications données au domicile du destinataire, les télégrammes pour lesquels aucune indication spéciale n'aura, d'ailleurs, été fournie.

Si, au domicile du destinataire d'un télégramme ne portant pas l'indication = FS = ou « Faire suivre », on indique la nouvelle adresse sans donner l'ordre de réexpédier par la voie télégraphique, les administrations sont tenues de faire suivre par la voie postale une copie de ce télégramme, à moins qu'elles n'aient été invitées à le conserver en instance ou qu'elles n'en effectuent d'office la réexpédition télégraphique.

4. Lorsqu'un télégramme réexpédié ne peut être remis, le dernier bureau d'arrivée envoie l'avis de non-remise prévu par le paragraphe 3 de l'article XLVII. Cet avis affecte la forme suivante :

« 435 29 juillet (numéro, date, nom du destinataire) réexpédié à...(nouvelle adresse), inconnu, refusé, etc.. (motif de la non-remise) percevoir... (montant de la taxe non recouvrée). » Cet avis est adressé d'abord au bureau qui a fait la dernière réexpédition et ainsi de suite de bureau à bureau, afin que les personnes qui ont donné l'ordre de réexpédier soient, le cas échéant, mises en demeure de payer la taxe, dont elles sont respectivement responsables. Il est enfin transmis au bureau d'origine pour être communiqué à l'expéditeur sans lui réclamer de frais de réexpédition.

5. Lorsqu'un bureau de destination doit réexpédier en dehors des limites de l'Etat auquel il appartient un télégramme avec réponse payée, il annule le bon et remplace l'indication éventuelle par la mention de la valeur du bon que le nouveau bureau de destination devra délivrer. Exemple : = RP = fr. 1.50. Cette mention ne modifie pas le compte des mots.

La taxe payée pour la réponse est portée, par l'office réexpéditeur, au crédit de l'Etat auquel le télégramme est réexpédié.

Dans le régime européen, l'accusé de réception d'un télégramme réexpédié sur une nouvelle destination est rédigé par le dernier bureau destinataire sous la forme suivante : « CR. Etretat de Zermatt = 524 11 Regel Londres réexpédié Zermatt remis 12 8.40 m. ».

Dans le cas d'un accusé de réception visant un télégramme réexpédié en dehors des limites du régime européen, le montant de la taxe payée d'avance est appliqué à un accusé de réception donnant avis de la réexpédition du télégramme.

6. Dans les cas prévus au paragraphe 3 du présent article, la personne qui fait suivre un télégramme a la faculté d'acquitter elle-même la taxe de réexpédition, pourvu qu'il s'agisse de diriger le télégramme sur une seule localité, sans indication de transmissions éventuelles à d'autres localités.

7. Lorsqu'il s'agit de réexpédier le télégramme sur une destination déterminée sans indication de retransmissions éventuelles à d'autres localités, la personne qui donne l'ordre de faire suivre ce télégramme peut même demander que la réexpédition soit faite d'urgence, mais elle est tenue alors d'acquitter elle-même la triple taxe. Le bureau qui défère à cette demande ajoute dans l'adresse du télégramme à faire suivre l'indication = D =.

8. Dans le cas du paragraphe qui précède, et lorsqu'il est fait usage de la faculté mentionnée dans le paragraphe 6 ci-dessus, l'indication « Percevoir... » formulée dans le paragraphe 9 de l'article précédent est remplacée par l'indication « Taxe perçue ».

9. Les dispositions du présent article ne sont pas obligatoires pour ceux des offices extra-européens qui déclarent ne pas pouvoir les appliquer.

G.— *Télégrammes multiples*

LVI

1. Tout expéditeur peut adresser un télégramme soit à plusieurs destinataires dans une même localité ou dans des localités différentes, mais desservies par un même bureau télégraphique, soit à un même destinataire à plusieurs domiciles dans la même localité ou dans des localités différentes, mais desservies par un même bureau télégraphique. A cet effet, il inscrit avant l'adresse l'indication : « x adresses » ou = TMx =, qui entre dans le nombre des mots taxés. Le nom du bureau de destination ne figure qu'une fois, à la fin de l'adresse.

2. L'adresse d'un télégramme multiple, si celui-ci comporte des indications éventuelles, est rédigée conformément aux prescriptions de l'article 12, paragraphe 2.

3. Il est perçu pour les télégrammes multiples, en sus de la taxe par mot, un droit de 50 centimes pour l'établissement de chaque copie ne

comprenant pas plus de cent mots. Le nombre de copies est égal au nombre des adresses moins une.

Pour les copies comportant plus de cent mots, le droit est de 50 centimes par cent mots ou fraction de cent mots. La taxe pour chaque copie est calculée séparément, en tenant compte du nombre des mots qu'elle doit contenir.

Pour les télégrammes urgents, le droit de 50 centimes par copie et par cent mots est porté à 1 fr.

4. Dans le premier cas prévu par le paragraphe 1^{er} du présent article, chaque exemplaire du télégramme ne doit porter que l'adresse qui lui est propre, à moins que l'expéditeur n'ait demandé le contraire. Cette demande doit être comprise dans le nombre des mots taxés, être inscrite avant les adresses et formulée comme suit : « Communiquer toutes adresses ».

H. — *Télégrammes à destination de localités non desservies par le réseau international*

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

LVII

1. Les télégrammes adressés à des localités non desservies par les télégraphes internationaux peuvent être remis à destination, suivant la demande de l'expéditeur, soit par poste, soit par exprès. Toutefois, l'envoi par exprès ne peut être demandé que pour les Etats qui, conformément à l'article 9 de la convention, ont organisé, pour la remise des télégrammes, un mode de transport plus rapide que la poste et ont notifié aux autres Etats les dispositions prises à cet égard.

2. L'adresse des télégrammes à transporter au delà des lignes doit être précédée de l'indication relative au mode de transport à employer, poste ou exprès.

TÉLÉGRAMMES A REMETTRE PAR EXPRÈS

LVIII

1. Les frais de transport au delà des bureaux télégraphiques par un moyen plus rapide que la poste, dans les Etats où un service de cette nature est organisé, sont, en général, perçus sur le destinataire.

Lorsqu'un télégramme portant l'indication « Exprès » et ayant donné lieu à une course n'est pas remis, le bureau de destination ajoute à l'avis de non-remise prévu par le paragraphe 3 de l'article XLVII la mention « Percevoir... (montant de la taxe due pour la course) ».

2. Lorsque l'expéditeur désire affranchir ce transport, et s'il est à même d'indiquer la taxe à percevoir de ce chef par le bureau de départ le télégramme doit porter avant l'adresse l'indication taxée :

« Exprès payé fr. ... » ou = XP fr. ... =.

Si la somme versée est insuffisante, le complément en est réclamé au destinataire ; si elle est trop élevée, la différence n'est pas remboursée.

3. L'expéditeur qui ne connaît pas le montant des frais de transport peut exonérer le destinataire du paiement d'une taxe quelconque soit en payant la taxe d'un télégramme de cinq mots pour la même destination et par la même voie, soit en payant une taxe de 25 centimes. Il dépose à titre d'arrhes une somme à déterminer par le bureau d'origine en vue d'une liquidation ultérieure. Le télégramme porte alors l'une des indications : « Exprès payé télégraphe » ou = XPT =, ou bien : « Exprès payé lettre » ou = XPP =. Cette indication est inscrite avant l'adresse et soumise à la taxe.

4. Le bureau qui reçoit un télégramme avec l'indication « Exprès payé télégraphe » ou = XPT = indique au bureau d'origine, par un avis de service taxé, la taxe à percevoir pour le transport. Cet avis affecte la forme suivante : « S T Paris de Bruxelles 40 (numéro de l'avis de service taxé) 5 (nombre de mots) = 434 (numéro du télégramme) 16 (date du télégramme indiquée seulement par le quantième du mois). Exprès fr. 2.50 ». Ces renseignements sont donnés par la lettre affranchie non recommandée dans le cas où l'indication éventuelle est : « Exprès payé lettre » ou = XPP =. Au reçu de ces renseignements, le bureau d'origine procède à la liquidation.

5. Lorsque l'office d'arrivée a prévu et notifié le montant des frais de transport à payer, ces frais sont obligatoirement perçus sur l'expéditeur. Dans ce cas, le télégramme doit porter avant l'adresse, l'indication taxée : « Exprès payé » ou = XP =. Ces mots sont soumis à la taxe et il n'y a pas lieu, pour le bureau d'arrivée, de notifier les frais d'experts.

Cette disposition n'est admise que dans le régime européen et entre les administrations qui ont fait la notification prévue à l'alinéa précédent.

TÉLÉGRAMMES A REMETTRE PAR POSTE

LIX

1. Les télégrammes à acheminer par poste sont soumis aux taxes supplémentaires ci-après :

a) Télégrammes à distribuer dans les limites du pays de destination : ceux qui portent la mention taxée « Poste recommandée » ou = PR = acquittent seuls une taxe fixée à 25 centimes.

b) Télégrammes à réexpédier à un autre pays que le pays de destination télégraphique : la taxe à percevoir est de 25 ou 50 centimes selon que l'adresse contient la mention taxée « Poste » ou « Poste recommandée » = PR =.

2. Le bureau télégraphique d'arrivée est en droit d'employer la poste :

a) A défaut d'indication, dans le télégramme, du moyen de transport à employer ;

b) Lorsque le moyen indiqué diffère du mode adopté et notifié par l'Etat d'arrivée, conformément à l'article 9 de la Convention ;

c) Lorsqu'il s'agit d'un transport par exprès à payer par un destinataire qui aurait refusé antérieurement d'acquitter des frais de même nature.

3. L'emploi de la poste est obligatoire pour le bureau de destination :

a) Lorsque telle a été la demande faite expressément, soit par l'expéditeur (art. LVII, § 1) soit par le destinataire (art. LV).

Le bureau d'arrivée peut toutefois employer l'exprès, même pour un télégramme portant l'indication « Poste », si le destinataire a exprimé la volonté de recevoir ses télégrammes par exprès ;

b) Lorsque le bureau de destination ne dispose pas d'un moyen plus rapide.

4. Les télégrammes qui doivent être acheminés à destination par la voie postale et qui sont remis à la poste par le bureau télégraphique d'arrivée sont traités suivant les dispositions ci-après :

a) Télégrammes à distribuer dans les limites du pays de destination :

1° Ceux qui portent la mention « poste » ou « poste restante » = GP = ou qui ne portent aucune mention relative à l'envoi par poste sont mis à la poste comme lettres ordinaires, sans frais pour l'expéditeur ni pour le destinataire ;

2° Ceux qui parviennent avec la mention « poste recommandée » ou = PR = sont déposés à la poste comme lettres recommandées dûment affranchies, s'il y a lieu.

b) Télégrammes à réexpédier par poste à un pays autre que le pays de destination télégraphique.

Si les frais de poste ont été dûment perçus au préalable, les télégrammes sont mis à la poste comme lettres affranchies, ordinaires ou recommandées, selon qu'il y a lieu. Dans le cas où il n'y a pas eu perception des frais de poste, les télégrammes sont mis à la poste comme lettres ordinaires non affranchies, le port étant à la charge du destinataire.

5. Lorsqu'un télégramme à expédier par lettre recommandée ne peut être soumis immédiatement à la formalité de la recommandation, tout en pouvant profiter d'un départ postal, il est mis d'abord à la poste comme lettre ordinaire ; une ampliation est adressée, comme lettre recommandée aussitôt qu'il est possible.

I. — TÉLÉGRAMMES SÉMAPHORIQUES

LX

1. Les télégrammes sémaphoriques sont les télégrammes échangés avec les navires en mer par l'intermédiaire des sémaphores établis sur le littoral de l'un quelconque des Etats contractants.

2. Ils doivent être rédigés soit dans la langue du pays où est situé le sémaphore chargé de les signaler, soit en signaux du code commercial universel.

3. Quand ils sont à destination des navires en mer, l'adresse doit comprendre, outre les indications ordinaires, le nom ou le numéro officiel du bâtiment destinataire et sa nationalité.

4. Pour les télégrammes d'Etat sémaphoriques expédiés d'un navire en mer, le sceau est remplacé par le signe distinctif du commandement. Le nom du bâtiment doit être désigné.

5. Tout télégramme sémaphorique expédié d'un navire en mer doit porter, dans le préambule, la mention de service « sémaphorique ». Quand il est à destination d'un navire en mer, cette mention n'est pas indiquée dans le préambule.

6. La taxe des télégrammes à échanger avec les navires en mer par l'intermédiaire des sémaphores est fixée à 1 franc par télégramme. Cette taxe s'ajoute au prix du parcours électrique calculé d'après les règles générales. La totalité est perçue sur l'expéditeur pour les télégrammes adressés aux navires en mer, et sur le destinataire pour les télégrammes provenant des bâtiments (art. XXIX, § 1). Dans ce dernier cas, le préambule doit contenir l'indication « percevoir... ».

LXI

1. Les télégrammes provenant d'un navire en mer sont transmis à destination en signaux du code commercial universel lorsque le navire expéditeur l'a demandé.

2. Dans le cas où cette demande n'a pas été faite, ils sont traduits en langage ordinaire par le préposé du poste sémaphorique et transmis à destination.

3. L'expéditeur d'un télégramme à destination d'un navire en mer peut préciser le nombre de jours pendant lesquels ce télégramme doit être présenté au navire par le sémaphore.

Dans ce cas, il inscrit avant l'adresse l'indication : « x... jours » spécifiant ce nombre de jours, y compris celui du dépôt du télégramme.

4. Lorsque le bâtiment auquel est destiné un télégramme sémaphorique n'est pas arrivé dans le délai indiqué par l'expéditeur ou, à défaut d'une telle indication, le ving-neuvième jour au matin, le sémaphore en donne avis à l'expéditeur.

Ce dernier a la faculté de demander, par avis de service taxé télégraphique ou postal adressé au sémaphore, que celui-ci continue à présenter son télégramme pendant une nouvelle période de trente jours, et ainsi de suite ; à défaut de cette demande, le télégramme est mis au rebut à la fin du trentième jour (jour de dépôt non compris).

J. — Dispositions générales

LXII

Dans l'application des articles précédents, on combinera les facilités données au public pour les télégrammes urgents, les réponses payées, les télégrammes avec collationnement, les accusés de réception, les télégrammes à faire suivre, les télégrammes multiples et les télégrammes à remettre au delà des lignes en se conformant aux prescriptions des articles XII et LIV.

13. — TÉLÉGRAMMES-MANDATS

LXIII

L'émission, la rédaction du texte et le paiement des télégrammes-mandats sont réglés par des conventions spéciales internationales.

LXIV

La transmission des télégrammes-mandats, lorsque cette transmission est admise entre les offices en correspondance, est soumise aux mêmes règles que les autres catégories de télégrammes, sous réserve des prescriptions qui font l'objet de l'article XXXVIII paragraphe premier.

14. — TÉLÉGRAMMES DE PRESSE

LXV

1. Les télégrammes de presse sont ceux dont le texte est constitué par des informations et nouvelles politiques, commerciales, etc., destinées à être publiées dans les journaux.

2. Les taxes terminales et de transit applicables aux télégrammes de presse échangés entre les Etats contractants sont réduites de 50 p. 100.

3. Les administrations qui perçoivent un minimum de taxe pour les télégrammes ordinaires (art. 23, § 1) perçoivent le même minimum pour les correspondances de presse.

4. Les pays qui n'admettent pas les télégrammes de presse au tarif réduit doivent les accepter en transit dans la forme ordinaire, à condition qu'ils acquittent les mêmes taxes de transit que les télégrammes ordinaires.

5. Les télégrammes de presse ne doivent être déposés que pendant les heures admises pour leur transmission.

6. Les télégrammes de presse ne sont acceptés au départ que sur la présentation de cartes spéciales que l'administration du pays où ces cartes sont utilisées fait établir et délivrer aux correspondants de journaux, publications périodiques ou agences autorisées. Toutefois, la présentation de cartes n'est pas obligatoire si l'office de départ décide l'emploi d'un autre moyen de contrôle.

L'admission des journaux et agences à la réception des correspondances de presse au tarif réduit peut être subordonnée à l'autorisation des offices de destination qui sont en droit d'exiger les justifications qui leur semblent nécessaires, comme, entre autres, la déclaration écrite du directeur du journal, de la publication ou de l'agence, s'engageant à se conformer à toutes les conditions fixées par le règlement.

Les offices qui font usage de cette faculté communiquent aux autres administrations la liste des agences, publications et journaux autorisés.

7. Les télégrammes de presse doivent être adressés à des journaux, publications périodiques ou agences de publicité et seulement au nom du

journal, de la publication ou de l'agence qui figure sur la carte, et non pas au nom d'une personne attachée à un titre quelconque à la direction du journal, de la publication ou de l'agence.

Les irrégularités constatées peuvent donner lieu au retrait des cartes de presse.

L'usage d'adresses abrégées et enregistrées est autorisé si mention est faite de ces adresses sur la carte.

LXVI

1. Les télégrammes de presse sont rédigés en langage clair dans la langue du pays d'origine ou de destination. L'emploi simultané de ces langues dans un même télégramme est autorisé.

Les télégrammes de presse ne doivent contenir aucun passage, annonce ou communication ayant le caractère de correspondance privée ni aucune annonce ou communication dont l'insertion est faite à titre onéreux.

Les cours de bourses et de marchés peuvent être admis dans les télégrammes de presse à tarif réduit. Les bureaux d'origine doivent, en cas de doute, s'assurer auprès de l'expéditeur, qui est tenu d'en justifier, si les groupes de chiffres figurant dans les télégrammes représentent bien des cours de bourses.

2. Les télégrammes présentés comme télégrammes de presse qui ne remplissent pas les conditions indiquées par le paragraphe premier sont taxés d'après le tarif ordinaire.

Le tarif normal des correspondances privées est également applicable à tout télégramme de presse dont il est fait usage dans un but autre que celui de son insertion dans les colonnes du journal destinataire, c'est-à-dire :

a) Aux télégrammes qui ne sont pas publiés par le journal destinataire (à moins d'une explication satisfaisante) ou que ce dernier a communiqués, avant publication, soit à des particuliers, soit à des établissements, tels que clubs, cafés, hôtels, bourses, etc. ;

b) Aux télégrammes non encore publiés que le journal destinataire aurait vendus, distribués ou communiqués, avant de les publier, à d'autres journaux en vue de leur insertion dans leurs propres colonnes ;

c) Aux télégrammes adressés aux agences qui ne sont pas publiés dans un journal (à moins d'une explication satisfaisante) ou qui sont communiqués à des tiers avant d'être publiés par la presse.

Dans les cas prévus aux trois alinéas précédents, le complément de taxe est perçu sur le destinataire au profit de l'office d'arrivée.

3. Lorsque les télégrammes de presse sont signés, la signature doit être celle du correspondant dont le nom figure sur la carte.

4. Les télégrammes de presse ne comportent qu'une seule indication éventuelle, celle relative aux télégrammes multiples. La taxe à percevoir pour les copies à établir à l'arrivée est la même que celle relative aux télégrammes privés ordinaires.

LXVII

1. L'indice Z est transmis au commencement du préambule des télégrammes de presse et sert à les signaler pour leur inscription dans les comptes.

En outre, ces télégrammes portent avant l'adresse la mention « presse », qui est transmise dans le nombre des mots taxés.

Les télégrammes de presse ne sont transmis, sauf arrangement particulier, que de six heures du soir à neuf heures du matin, d'après leur ordre de dépôt ou de réception, concurremment avec les dépêches privées. Les télégrammes taxés pendant cette période et qui n'ont pu être transmis à neuf heures du matin sont acheminés après cette heure dans les conditions qui précèdent.

2. Les télégrammes de presse prennent rang, pour la remise, parmi les télégrammes privés.

3. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les articles LXV, LXVI et dans le présent article, les télégrammes de presse sont soumis aux dispositions du règlement et des conventions particulières conclues entre offices.

4. Les dispositions visant les télégrammes de presse ne sont applicables qu'au régime européen.

Ces dispositions ne sont obligatoires, pour les administrations qui déclarent ne pas pouvoir les appliquer, qu'en ce qui concerne l'acceptation des télégrammes de presse en transit (art. LXV, § 4). Elles peuvent être modifiées, en ce qui concerne les conditions de transmission, par les administrations qui ont à acheminer par leurs câbles d'Europe un trafic extra-européen considérable.

15. — SERVICE TÉLÉPHONIQUE

LXVIII

A). — Réseau international

1. Les administrations des Etats contractants peuvent constituer, au fur et à mesure des besoins, des communications téléphoniques internationales, soit en établissant des fils spéciaux, soit en appropriant à ce service des fils déjà existants.

2. Les circuits destinés à l'échange des communications internationales sont constitués de manière à répondre aux conditions dans lesquelles la correspondance doit s'effectuer. Ils sont protégés, dans la plus large mesure possible, contre les influences nuisibles et notamment contre celles qui peuvent résulter du voisinage de courants d'énergie électrique.

3. Les circuits conducteurs spécialement constitués en vue de la correspondance téléphonique sont, à moins d'une décision contraire prise d'un commun accord par les administrations intéressées, réservés exclusivement à ce service.

4. Les administrations intéressées déterminent d'un commun accord les relations à ouvrir et la voie à employer pour chacune de ces relations.

5. Les circuits spécialement constitués pour la téléphonie internationale ne peuvent être sectionnés pour servir à d'autres relations téléphoniques, si ce n'est du consentement des administrations intéressées. Le sectionnement ne peut jamais s'opérer au préjudice de la correspondance internationale, dont les communications ont toujours la priorité.

6. Lorsque des lignes du service intérieur doivent servir à des communications internationales, celles-ci ont la priorité sur les correspondances intérieures.

7. Les fils internationaux sont soumis aux essais prévus à l'article 3, paragraphe 2 et 3 du présent règlement.

8. Quotidiennement, à l'ouverture du service du jour ou à une heure fixée d'un commun accord, les bureaux centraux en relation directe, c'est-à-dire ceux qui forment tête de ligne des circuits internationaux, s'assurent, par des essais d'appel et d'audition, de l'état des communications. Il est tenu note du résultat de cette vérification.

B. — *Durée de service. — Ouverture des bureaux*

1. Les administrations déterminent, chacune en ce qui la concerne, les jours et heures de fonctionnement des bureaux.

2. Les bureaux téléphoniques ne peuvent cesser leurs opérations qu'après avoir donné cours à toutes les communications demandées avant l'heure fixée pour la clôture.

3. Les bureaux en relation directe s'assurent, aussi souvent qu'il est nécessaire, de la concordance des heures ; il ne doit pas exister d'écart supérieur à une minute entre l'heure des bureaux et l'heure officielle.

C. — *Demandes de communication*

Dans les demandes de communication, les abonnés sont, autant que possible, désignés par leur numéro d'appel.

D. — *Communications d'Etat*

1. Les communications d'Etat sont celles qui sont demandées par les autorités ayant le droit d'expédier des télégrammes d'Etat. Elles ne peuvent être échangées qu'entre les pays dont les administrations ont conclu, à cet effet, des arrangements particuliers.

2. Ces communications jouissent de la priorité sur toutes les autres et leur durée n'est pas limitée. Elles sont annoncées par les mots « communication d'Etat ».

3. Le demandeur d'une communication d'Etat est tenu, s'il y est invité, de déclarer son nom et sa qualité.

E. — *Communications de service*

Des communications exclusivement relatives au service téléphonique

ou au service télégraphique international (art. XVI, § 11) peuvent être échangées, en exemption de taxe, par les lignes téléphoniques internationales entre les fonctionnaires des administrations autorisés à cette fin.

En réclamant l'exercice de cette faculté, ces fonctionnaires sont tenus de décliner leur nom et leur qualité.

Les correspondances en exemption de taxe sont annoncées d'un poste à l'autre par le mot « Service ».

En cas de besoin, la voie télégraphique est employée pour les communications relatives à l'exécution du service téléphonique.

F. — *Mode d'application des tarifs. — Durée des communications*

1. L'unité adoptée, tant pour la perception des taxes que pour la durée des communications, est la période indivisible de trois minutes.

2. La taxe des conversations entre abonnés s'applique à partir du moment où la communication est établie entre le poste demandeur et le poste demandé après que ce dernier a répondu.

3. Lorsque la communication est demandée par un poste public à destination d'un poste d'abonné, la taxe s'applique à partir du moment où, ce dernier ayant répondu et la communication étant établie, le poste public est mis à la disposition du demandeur.

4. Dans les deux cas précédents, la taxe est due, quelle que soit la personne qui se présente au poste de l'abonné demandé.

5. Enfin, si la communication est demandée par un poste public ou par un poste d'abonné, à destination d'un poste public, la taxe est due à partir du moment où, la communication étant établie, le poste public destinataire est mis à la disposition du demandé.

6. Le temps de l'appel des divers postes, limité en général à une minute pendant le jour et à trois minutes pendant la nuit, n'entre pas dans le calcul de la taxe.

7. En dehors des dispositions spéciales relatives aux correspondances d'Etat (d, § 1) et aux séances d'abonnement comportant plus de six minutes consécutives, nulle communication ne peut avoir une durée supérieure au double de l'unité, si ce n'est lorsqu'il n'existe aucune autre demande en instance.

G. — *Tarifs. — Perception des taxes*

1. Les taxes sont fixées par unité de conversation.

2. Elles se composent de taxes terminales, et s'il y a lieu, de taxes de transit.

3. Pour la détermination de taxes terminales le territoire des États peut être divisé en zones. Une taxe uniforme est adoptée pour chaque zone. Des taxes spéciales réduites peuvent être admises entre États limitrophes pour les communications échangées entre les localités voisines de la frontière.

4. Les taxes peuvent être réduites en faveur des communications échangées pendant les heures de nuit.

5. La taxe est perçue par unité indivisible de conversation, selon le cas, sur le titulaire du poste abandonné à partir duquel la communication est réclamée, ou sur la personne qui a demandé la communication à partir d'un poste public.

H. — *Abonnements pour communications de nuit à heures fixes. — Contrats*

1. Des communications à heures fixes peuvent être autorisées pendant la nuit par voie d'abonnement. Ces communications doivent concerner exclusivement les affaires personnelles de l'abonné ou celles de son établissement.

2. La durée de l'engagement est d'un mois indivisible. L'abonnement se prolonge de mois en mois, à moins qu'il n'ait été résilié de part ou d'autre huit jours avant l'expiration de la période d'abonnement en cours.

3. La durée minimum d'une séance d'abonnement est de deux unités de conversation ; des séances d'une durée supérieure peuvent être consenties après entente entre les administrations.

4. L'abonnement peut être contracté à partir d'une date quelconque, mais la période mensuelle ne prend cours que le 1^{er} ou le 16 de chaque mois. Le montant de l'abonnement afférent à la première période mensuelle est augmenté, s'il y a lieu, de la partie de l'abonnement correspondant à la période comprise entre la date de l'entrée en vigueur et celle du commencement de la période mensuelle.

5. Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours ; il est perçu par anticipation.

6. La communication d'abonnement est établie d'office entre les deux postes indiqués au contrat au moment précis arrêté d'un commun accord, à moins qu'une conversation ne soit engagée entre deux autres. Elle est rompue d'office à l'expiration du temps concédé pour chaque séance si les abonnés n'ont pas déjà donné le signal de la fin de conversation.

7. La période de temps non utilisée au cours d'une séance ne peut être reportée à une séance ultérieure. Toutefois, si la non-utilisation est due à une interruption des communications, une compensation de même durée est, si possible, accordée à l'abonné au cours de la même nuit.

Si, à l'expiration de cette période, la compensation n'a pas été offerte, il est remboursé à l'abonné, à sa demande, un trentième du montant mensuel de l'abonnement correspondant à chaque unité perdue.

8. Les abonnements font l'objet de contrats ou d'engagements qui sont dressés par l'administration chargée d'opérer l'encaissement de la taxe ; les offices intéressés reçoivent une copie de ce document.

I. — *Communications privées urgentes*

Des communications urgentes ayant priorité sur les autres communications privées peuvent être admises moyennant le paiement d'une taxe triple de celle des autres communications privées. Toutefois, un maximum de perception inférieur à la triple taxe par unité de conversation peut être prévu.

Les offices qui n'admettent pas les conversations privées urgentes dans le service intérieur ont le droit de les refuser dans le service international.

J. — *Liste des abonnés et des postes publics*

1. Chaque administration fait connaître à ses abonnés les réseaux et postes publics des pays avec lesquels des communications téléphoniques peuvent être établies.

2. Les bureaux centraux importants et les principaux postes publics possèdent les listes des abonnés des postes en relation.

3. Chaque administration remet gratuitement aux administrations des pays avec lesquels la correspondance téléphonique est ouverte, un nombre suffisant d'exemplaires des listes des abonnés et des postes publics rattachés aux réseaux qui sont en relation avec ces pays.

4. Les administrations prennent les mesures nécessaires pour que les listes des abonnés puissent être vendues au public.

K. — *Etablissement et rupture des communications*

1. La correspondance téléphonique peut s'établir :

- 1° Entre deux postes d'abonnés ;
- 2° Entre deux postes publics ;
- 3° Entre un poste d'abonné et un poste public.

2. Les correspondances téléphoniques sont échangées dans l'ordre suivant :

- a) Communication d'Etat (d, § 1) ;
- b) Communications de service urgentes ;
- c) Communications privées urgentes ;
- d) Communications privées non urgentes ;
- e) Communications de service non urgentes.

3. Pour les correspondances de même rang, les communications sont données en alternant et dans l'ordre des demandes. Le cas échéant, les séances d'abonnement sont intercalées d'office parmi ces demandes, de manière à pouvoir être données, autant que possible, à l'heure prévue par le contrat.

4. Les communications téléphoniques sont établies par la voie normale ou, en cas d'encombrement ou d'interruption de celle-ci, autant que possible, par une autre voie à tarif égal.

5. En cas de non-réponse d'un bureau central, le poste appelant le pré-

vient, au bout d'une minute, par une autre circuit ou, à défaut, par la voie télégraphique.

6. Toute demande de communication doit être collationnée par les bureaux téléphoniques intéressés.

7. Les bureaux centraux de départ et d'arrivée vérifient si l'audition est satisfaisante dans les deux sens et notent les heures de mise en communication et de fin de conversation. Le signal de fin de conversation doit être donné par les correspondants à leurs bureaux centraux respectifs.

8. Dès que la durée d'une conversation ordinaire atteint six minutes, les bureaux centraux de départ et d'arrivée rompent d'office la communication et ils en avisent, autant que possible, les correspondants.

9. Lorsque la communication est établie à partir d'un poste public, la conversation doit cesser dès la fin de la première unité, à moins que la personne occupant ce poste ne consente à payer la taxe complémentaire, dont l'acquit préalable peut toujours être exigé.

10. Les administrations font tenir des procès-verbaux mentionnant, outre les incidents de service, tous les éléments nécessaires à la perception des taxes et à l'établissement des comptes internationaux.

L. — *Archives*

Tout document intéressant le service téléphonique international est conservé au moins pendant six mois à partir du premier du mois qui suit la date à laquelle il se rapporte.

M. — *Remboursement de taxes*

1. Toute demande de conversation qui, du fait du service téléphonique, n'est pas suivie de la mise en communication avec le poste demandé est exempte de la taxe. Si le montant de la taxe a été versé, il est remboursé.

2. Il ne peut être accordé de dégrèvement de taxe que si, du fait des installations téléphoniques, les postes mis en communication se sont trouvés dans l'impossibilité de correspondre, à condition que les postes centraux ou publics intéressés aient été appelés immédiatement à constater cette impossibilité.

3. Tout dégrèvement de taxe est concerté entre les administrations intéressées. Chacune des administrations renonce à sa part de la taxe.

N. — *Comptabilité*

1. Les recettes provenant du service téléphonique font, de la part de chaque administration, l'objet d'un compte spécial indépendant du compte des recettes télégraphiques. Les comptes sont arrêtés et liquidés suivant les dispositions adoptées pour les comptes télégraphiques.

2. En cas de contestation au sujet de la durée d'une conversation, les

administrations s'en rapportent aux inscriptions du bureau central de départ.

O. — *Dispositions générales*

Les dispositions du règlement qui ne sont pas contraires aux stipulations du présent chapitre et se rapportant aux mêmes objets que celui-ci sont applicables au service téléphonique.

16. — ARCHIVES

LXIX

Les originaux des télégrammes et les documents y relatifs, retenus par les administrations, sont conservés au moins pendant huit mois, à compter du mois qui suit le mois du dépôt du télégramme, avec toutes les précautions nécessaires au point de vue du secret.

LXX

1. Les originaux ou les copies des télégrammes ne peuvent être communiqués qu'à l'expéditeur ou au destinataire, après constatation de leur identité, ou bien au fondé de pouvoirs de l'un d'eux.

2. L'expéditeur et le destinataire d'un télégramme ou leurs fondés de pouvoirs ont le droit de se faire délivrer des copies, certifiées conformes, de ce télégramme ou de la copie remise à l'arrivée, si cette copie a été conservée par l'office de destination. Ce droit expire après le délai fixé pour la conservation des archives.

3. Il est perçu pour toute copie délivrée conformément au présent article, un droit fixe de 50 centimes par télégramme ne dépassant pas cent mots. Au delà de cent mots, ce droit est augmenté de 50 centimes par série ou fraction de série de cent mots.

4. Les administrations télégraphiques ne sont tenues de donner communication ou copie des pièces désignées ci-dessus que si les expéditeurs, les destinataires ou leurs ayants droit fournissent les indications nécessaires pour trouver les télégrammes auxquels se rapportent leurs demandes.

17. — DÉTAXES ET REMBOURSEMENTS

LXXI

1. Sont remboursés à ceux qui les ont versés, à la suite d'une demande de remboursement ou d'une réclamation visant l'exécution du service :

a) La taxe intégrale de tout télégramme qui, par le fait du service télégraphique, n'est pas parvenu à destination ;

b) La taxe intégrale de tout télégramme arrêté en cours de transmission par suite de l'interruption d'une voie et dont l'expéditeur a, pour ce fait, demandé l'annulation ;

c) La taxe intégrale de tout télégramme qui, par la faute du service

télégraphique, est parvenu plus tard qu'il ne serait parvenu par la poste, ou n'a été remis au destinataire qu'après un délai de :

1° 12 heures, s'il s'agit d'un télégramme échangé entre deux pays d'Europe limitrophes ou reliés par des fils directs ;

2° Vingt-quatre heures, s'il s'agit d'un télégramme échangé entre deux autres pays d'Europe, y compris l'Algérie, la Tunisie, la Russie du Caucase et la Turquie d'Asie, ou entre deux pays hors d'Europe limitrophes ou reliés par un fil direct ;

3° Trois fois vingt-quatre heures dans tous les autres cas.

La durée de fermeture des bureaux, quand elle est la cause du retard, et la durée du transport par exprès ne sont pas comptées dans les délais indiqués ci-dessus.

Les délais mentionnés aux alinéas 2° et 3° sont réduits de moitié pour les télégrammes d'Etat et les télégrammes urgents ;

d) La taxe intégrale de tout télégramme en langage secret avec collationnement ou de tout télégramme en langage clair qui, par suite d'erreurs de transmission, n'a pu manifestement remplir son objet, à moins que les erreurs n'aient été rectifiées par avis de service taxé ;

e) La taxe accessoire applicable à un service spécial qui n'a pas été rendu ;

f) La taxe intégrale de tout avis de service taxé, télégraphique ou postal, dont l'envoi a été motivé par une erreur de service ;

g) Le montant intégral de toute somme versée d'avance en vue d'une réponse lorsque le destinataire n'a pu faire usage du bon ou l'a refusé et que ce bon se trouve entre les mains du service qui l'a délivré ou est restitué à ce service avant l'expiration d'un délai de trois mois à partir de sa date d'émission ;

h) La taxe afférente au parcours électrique non effectué lorsque, par suite de l'interruption d'une voie télégraphique, le télégramme a été acheminé sur sa destination par la voie postale ou par un autre moyen. Toutefois, les frais déboursés pour remplacer la voie télégraphique primitive par un moyen de transport quelconque sont déduits de la somme à rembourser ;

i) La taxe, lorsqu'elle est égale ou supérieure à 1 fr., du ou des mots omis dans la transmission d'un télégramme, à moins que l'erreur n'ait été réparée au moyen d'un avis de service taxé ;

j) Les sommes versées pour les avis de service taxés demandant la répétition d'un passage supposé erroné et pour les réponses y relatives, si la répétition n'est pas conforme à la première transmission, mais sous la réserve que, dans le cas où quelques mots auraient été correctement et les autres incorrectement reproduits dans le télégramme primitif, la taxe des mots qui, dans la demande de répétition et dans la réponse, se rapportent exclusivement aux mots correctement transmis la première fois n'est pas remboursée.

Toutefois, la taxe des mots correctement transmis doit être remboursée si l'administration intéressée reconnaît que les altérations commises empêchaient de saisir le sens des mots qui n'avaient pas été dénaturés ;

k) La différence entre la valeur d'un bon de réponse et le montant de la

taxe du télégramme affranchi au moyen de ce bon, si cette différence est au moins égale à 1 fr. (art. L, § 2) ;

l) La taxe de tout télégramme arrêté par application des dispositions des articles 7 et 8 de la convention de Saint-Petersbourg ;

m) La part de taxe due pour tout télégramme annulé (art. XLIV, §§ 2 et 3).

2. Dans le cas de remboursement partiel d'un télégramme multiple, le quotient obtenu en divisant la taxe totale perçue par le nombre des copies détermine la taxe afférente à chaque copie, le télégramme comptant, à cet égard, également pour une copie.

3. Dans les cas prévus par les alinéas *a, b, c, d, h* et *i* du paragraphe 1^{er} du présent article, le remboursement ne s'applique qu'aux télégrammes mêmes qui ne sont pas parvenus ou qui ont été annulés, retardés ou dénaturés, y compris les taxes accessoires non utilisées, mais non aux correspondances qui auraient été motivées ou rendues inutiles par la non-remise, le retard ou l'altération.

4. Lorsque les erreurs imputables au service télégraphique ont été réparées par l'envoi d'avis de service taxés, le remboursement ne porte que sur les taxes de ces avis de service. Aucun remboursement n'est dû pour les télégrammes auxquels ces avis se rapportent.

5. Aucun remboursement n'est accordé pour les télégrammes rectificatifs qui, au lieu d'être échangés de bureau à bureau sous forme d'avis de service taxé (art. XVII), ont été échangés directement entre l'expéditeur et le destinataire.

6. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux télégrammes empruntant les lignes d'un office non adhérent qui refuserait de se soumettre à l'obligation du remboursement.

Toutefois, les offices adhérents ayant participé à la transmission abandonnent leur part de taxe quand le droit au remboursement se trouve établi.

LXXII

1. Toute réclamation en remboursement de taxe doit être formée, sous peine de déchéance, avant l'expiration d'un délai de cinq mois à partir de la date de dépôt du télégramme.

2. Toute réclamation doit être présentée à l'office d'origine et être accompagnée des pièces probantes, savoir : une déclaration écrite du bureau de destination ou du destinataire, si le télégramme a été retardé ou s'il n'est pas parvenu ; la copie remise au destinataire, s'il s'agit d'altération ou d'omission.

Toutefois, la réclamation peut être présentée par le destinataire à l'office de destination, qui juge s'il doit y donner suite ou la faire présenter à l'office d'origine.

3. Lors de la présentation d'une demande de remboursement, il peut être perçu sur le réclamant une taxe de réclamation s'élevant, pour les

télégrammes du régime européen, à 50 centimes, et à 2 fr. pour ceux du régime extra-européen.

4. Lorsqu'une réclamation a été reconnue fondée par les administrations intéressées, la taxe de réclamation, s'il en a été perçu une, est restituée au réclamant, avec la taxe à rembourser pour le télégramme par l'office d'origine.

5. L'expéditeur qui ne réside pas dans le pays où il a déposé son télégramme peut faire présenter sa réclamation à l'office d'origine par l'intermédiaire d'un autre office. Dans ce cas, l'office qui l'a reçue est, s'il y a lieu, chargé d'effectuer le remboursement.

6. Les réclamations communiquées d'office à office sont transmises avec un dossier complet, c'est-à-dire qu'elles contiennent (en original, en extrait ou en copie) toutes les pièces ou lettres qui les concernent. Ces pièces doivent être analysées en français lorsqu'elles ne sont pas rédigées dans cette langue ou dans une langue comprise de tous les offices intéressés.

7. Les réclamations ne sont transmises d'office à office que lorsque les faits sur lesquels elles portent peuvent donner lieu à remboursement.

Toutefois, des enquêtes peuvent être exceptionnellement demandées par les offices, dans l'intérêt du service, lorsque des irrégularités graves ou répétées ont été commises.

8. L'office qui reçoit une demande en remboursement de la taxe payée pour une réponse peut la transmettre directement à l'office qui a émis le bon. Celui-ci peut effectuer le remboursement soit en donnant l'autorisation de porter le montant à son débit par la voie des différentes administrations intermédiaires, soit en faisant parvenir directement à l'office ou au bureau d'origine le montant à rembourser en un mandat de poste.

LXXIII

1. Pour tout télégramme non remis à destination, le remboursement est supporté par les offices sur les lignes desquels ont été commises les irrégularités qui ont empêché le télégramme de parvenir au destinataire.

Toutefois, lorsque la perte d'un télégramme a lieu en cours de transmission, la taxe afférente au parcours ultérieur et, le cas échéant, celle de la réponse payée sont toujours remboursées par l'office qui les a reçues ou les aurait dû recevoir par voie de décompte.

2. Si la demande de remboursement pour cause de non-remise est repoussée, la remise du télégramme doit être constatée par un reçu ou par une déclaration de l'administration destinataire.

3. En cas de retard, le remboursement intégral de la taxe est effectué aux frais des offices par le fait desquels le retard s'est produit et dans la proportion des retards imputables à chaque office.

4. Au cas où l'altération d'un télégramme donne droit au remboursement de la taxe, l'office d'origine détermine les erreurs qui ont empêché le télégramme de remplir son objet, et la part contributive des diverses

administrations est réglée d'après le nombre des fautes ainsi déterminées, un mot omis ou ajouté comptant pour une erreur.

5. La part contributive pour l'altération d'un mot dénaturé successivement sur les lignes de plusieurs administrations est supportée par la première de ces administrations.

6. Le remboursement de la taxe accessoire applicable à un service spécial non effectué est à la charge de l'administration par le fait de laquelle ce service n'a pas été rendu.

7. Les omissions ou erreurs sont imputables :

a) Aux deux bureaux : lorsque, par suite de la négligence du contrôle prévu dans l'article XXXIX, le télégramme a été égaré entre ces deux bureaux ; lorsqu'une lettre, ou un chiffre, ou plusieurs lettres ou chiffres constituant des mots taxés ayant été omis ou ajoutés par le bureau qui a transmis, le bureau qui a reçu n'a pas vérifié le nombre des mots ; lorsque le collationnement obligatoire ou la répétition d'office obligatoire a été omis ou donné incomplètement.

b) Au bureau qui a reçu : lorsqu'aux appareils à grand rendement il y a une différence non rectifiée entre le texte transmis et la répétition d'office, à tous les appareils lorsque, en cas de rectification, il n'a pas modifié la première transmission d'après cette rectification,

c) Au bureau qui a transmis : lorsqu'il y a une différence non rectifiée entre le texte transmis et la répétition d'office ou le collationnement donné par l'agent réceptionnaire et dans tous les autres cas.

8. Lorsque, par suite de l'absence ou de l'insuffisance des documents, le bureau responsable d'une omission ou erreur ne peut être désigné, le remboursement est mis à la charge de l'administration où la preuve fait défaut.

Toutefois, pour les transmissions effectuées sur des lignes où il est fait usage d'appareils à réception auditive, et, à défaut de preuves permettant de déterminer matériellement auquel des deux bureaux les omissions ou erreurs sont imputables, le remboursement éventuel est supporté par moitié, par chacune des deux administrations dont ces bureaux relèvent.

9. Lorsqu'une réclamation a été présentée et mise en circulation dans les délais fixés par le paragraphe premier de l'article LXXII et que la solution n'a point été notifiée dans les délais fixés par l'article LXIX, pour la conservation des archives, l'office qui a reçu la réclamation rembourse la taxe réclamée, et le remboursement est mis à la charge de l'administration qui a reçu l'instruction.

10. Pour les correspondances du régime extra-européen, le remboursement est supporté par les différentes administrations d'Etat ou de compagnies privées par les lignes desquelles le télégramme a été transmis, chaque administration abandonnant sa part de taxe.

LXXIV

1. Le remboursement de la taxe des télégrammes arrêtés en vertu des

articles 7 et 8 de la Convention est à la charge de l'administration qui a arrêté le télégramme. Celle-ci doit procéder d'office à ce remboursement.

2. Toutefois, lorsque cette administration a notifié, conformément à l'article 8, la suspension de certaines catégories de correspondances, le remboursement des taxes des télégrammes de cette catégorie est supporté par l'office d'origine à partir du lendemain du jour où la notification est parvenue.

Dans le régime extra-européen, lorsque l'acceptation de ces télégrammes est le résultat d'une erreur de service, il est fait application des dispositions de l'article LXXIII, paragraphe 10.

18. — COMPTABILITÉ

Art. 12 de la Convention. — Les hautes parties contractantes se doivent réciproquement compte des taxes perçues par chacune d'elles.

LXXV

1. Le franc sert d'unité monétaire dans l'établissement des comptes internationaux.

2. Chaque Etat crédite l'Etat limitrophe du montant des taxes des télégrammes qu'il lui a transmis, calculées depuis la frontière de ces deux Etats jusqu'à destination, sans tenir compte des réductions accordées aux télégrammes d'Etat sur certaines lignes; ces réductions font l'objet d'un règlement spécial entre les administrations intéressées.

3. Les taxes terminales peuvent être liquidées directement entre Etats extrêmes, après une entente entre ces Etats et les Etats intermédiaires.

4. Dans le cas d'application de l'article LXXXVIII, l'administration contractante en relation avec l'office non adhérent est chargée de régler les comptes entre cet office et les autres contractants auxquels elle a servi d'intermédiaire pour la transmission.

LXXVI

1. Les comptes sont établis d'après le nombre de mots transmis chaque jour, chaque mot urgent étant compté pour trois mots.

2. Les taxes accessoires sont exclues des comptes, ainsi que les taxes non recouvrées par le bureau d'arrivée et perçues par un autre bureau. Sont également exclus des comptes les avis de service taxés et les télégrammes dont la taxe, conformément aux dispositions du règlement, n'a pas été encaissée par le bureau de départ ou de réexpédition.

Il est fait exception à la règle qui précède : 1° pour les taxes perçues pour les réponses payées; celles-ci sont inscrites dans les comptes et dévolues à l'office destinataire du télégramme primitif; 2° pour les réponses payées elles-mêmes; celles-ci sont portées en comptes.

3. Dans le régime extra-européen, on crédite, en outre, la taxe du collationnement, la taxe de transport par express et la taxe par mot des télé-

grammes sémaphoriques venant des navires en mer. Dans ce dernier cas, la taxe totale pour le parcours électrique est déduite du compte total de la journée ou du mois respectif, et, en cas de non perception à l'arrivée, chaque office abandonne sa part de taxe.

4. Les taxes qui n'entrent pas dans les comptes sont conservées par l'office qui les a encaissées.

5. Dans la correspondance du régime européen, lorsque la transmission s'écarte de la voie qui a servi de base à l'établissement du tarif, la taxe du transit perçue est répartie, à partir du point normal où la voie normale a été abandonnée, entre les administrations qui ont concouru à la transmission, y compris celle qui a provoqué le détournement, et les câbles sous-marins en cause. Cette répartition s'effectue au prorata des taxes de transit normales.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux télégrammes transmis par une voie plus coûteuse dans les conditions indiquées à l'article XLII, paragraphe 2.

Les télégrammes acheminés dans les conditions prévues aux deux alinéas précédents sont revêtus de la mention « dévié », qui est transmise à la fin du préambule, à la suite de la mention de voie, s'il en existe une.

6. Pour les télégrammes entre pays limitrophes qui empruntent une voie détournée, l'office expéditeur bonifie les taxes normales de transit, sauf arrangements spéciaux. Par contre, les taxes terminales pour ces mêmes télégrammes sont liquidées entre les administrations des deux pays limitrophes, à moins qu'elles ne restent acquises à l'administration d'origine en vertu d'un arrangement spécial.

7. Dans la correspondance du régime extra-européen, hormis le cas visé au paragraphe 5, deuxième alinéa, lorsqu'un télégramme, quel qu'il soit, a été transmis par une voie différente de celle qui a servi de base à la taxe, la différence de taxe est supportée par l'office qui a détourné le télégramme, sauf recours contre l'office à qui ce détournement est imputable.

8. La taxe qui sert de base à la répartition entre Etats est celle qui résulte de l'application régulière des tarifs établis entre les Etats intéressés, sans qu'il soit tenu compte des erreurs de taxation qui ont pu se produire.

9. Toutefois, le nombre de mots annoncé par le bureau d'origine sert de base à l'application de la taxe, sauf le cas où, à cause d'une erreur de transmission, il aurait été rectifié d'un commun accord entre le bureau d'origine et le bureau correspondant.

LXXVII

1. Dans le régime européen, les administrations peuvent, d'un commun accord, régler les comptes d'après le nombre des télégrammes qui ont franchi la frontière, chaque télégramme étant considéré comme comprenant le nombre moyen de mots résultant des statistiques établies contradictoirement.

2. Dans le cas prévu au paragraphe précédent, il n'est tenu compte que des télégrammes ordinaires, des télégrammes urgents (chaque télégramme urgent comptant pour trois télégrammes) et des réponses payées.

3. Les statistiques destinées à déterminer le nombre moyen de mots par télégramme portent sur une durée de deux fois vingt-huit jours, savoir : les vingt-huit premiers jours du mois de février et les vingt-huit premiers jours du mois d'août. En cas d'événement exceptionnel survenu dans une des deux périodes précitées, les Etats intéressés peuvent s'entendre pour opérer un nouveau comptage à une époque différente.

4. Pour déterminer la moyenne des mots par télégramme, on divise le nombre total des mots échangés dans chaque relation, pendant la période précitée, dans la même relation.

On procède de même pour déterminer la valeur moyenne des réponses payées.

Ces moyennes sont arrondies à deux décimales. Elles peuvent être établies soit pour les télégrammes échangés dans les deux sens, soit pour chaque sens séparément.

5. Les moyennes ainsi établies servent à l'établissement des comptes jusqu'à revision, celle-ci ne devant pas être faite avant deux années au moins.

6. Le nombre de télégrammes échangés doit être porté en compte chaque jour par les bureaux en relation directe en divisant, si nécessaire, le trafic suivant les différents pays.

7. En multipliant le nombre des télégrammes par le chiffre moyen du nombre de mots, on obtient à la fin du mois le nombre total des mots, qui doit alors être multiplié par le chiffre de la part de taxe terminale ou de transit correspondante. Il est procédé de même pour déterminer le montant des taxes pour réponses payées à créditer.

8. Les bureaux d'échange se communiquent chaque jour, le cas échéant, par catégories, le nombre des télégrammes expédiés la veille, en indiquant également le nombre des télégrammes portant la mention = RP =.

9. Les différences supérieures à 1 p. 100 doivent seules faire l'objet de vérifications, auxquelles il est procédé immédiatement.

LXXVIII

1. Le règlement réciproque des comptes a lieu à l'expiration de chaque mois.

2. Le décompte et la liquidation du solde se font à la fin de chaque trimestre.

3. Le solde résultant de la liquidation est payé à l'Etat créateur en francs d'or effectifs, à moins que les deux administrations en cause ne se soient entendues pour l'emploi d'une autre monnaie.

4. Les frais de déplacement sont à la charge de l'office créateur.

LXXIX

1. L'échange des comptes mensuels a lieu avant l'expiration du trimestre qui suit le mois auquel ils se rapportent.

2. La vérification des comptes, ainsi que la notification de leur acceptation et des observations y relatives, a lieu dans un délai maximum de six mois à dater de leur envoi. L'office qui n'a reçu, dans cet intervalle, aucune observation rectificative, considère le compte comme admis de plein droit. Cette disposition est aussi applicable aux observations faites par un office sur les comptes rédigés par un autre.

3. Les comptes mensuels sont admis sans revision quand la différence des sommes finales établies par les administrations intéressées ne dépasse pas 1 p. 100 du débit de l'administration qui l'a établi. Dans le cas d'une revision commencée, elle doit être arrêtée lorsque, par suite d'un échange d'observations entre les offices intéressés, la différence qui a donné lieu à la revision se trouve renfermée dans les limites de 1 p. 100.

4. Le compte trimestriel doit être vérifié et liquidé dans le délai de six semaines qui suit l'échange des comptes afférents au dernier mois du trimestre correspondant. Passé ce délai de six semaines, les sommes dues à un office par un autre sont productives d'intérêts, à raison de 5 p. 100 par an, à dater du jour d'expiration dudit délai. Le décompte se fait indépendamment de la revision des comptes mensuels.

Il n'est pas admis de réclamation, dans les comptes, au sujet des télégrammes ayant plus de huit mois de date.

19. — RÉSERVES

ART. 17 de la Convention. — Les hautes parties contractantes se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre elles, des arrangements particuliers de toute nature sur les points de service qui n'intéressent pas la généralité des Etats.

LXXX

Les points du service sur lesquels porte la réserve prévue à l'article 17 de la Convention sont notamment :

L'établissement des tarifs d'Etat à Etat;

Le règlement des comptes;

L'adoption d'appareils ou de vocabulaires spéciaux entre des points et dans des cas déterminés;

L'application du système des timbres-télégraphe;

La transmission des mandats de poste par le télégraphe;

La perception des taxes à l'arrivée;

Le service de la remise des télégrammes à destination;

La faculté de transmettre à prix réduit des correspondances à l'usage de la presse, à des heures et à des conditions déterminées, sans préjudice pour le service général, ou de louer à cet effet des fils spéciaux moyennant abonnement.

L'extension du droit de franchise aux télégrammes de service qui concernent la météorologie et tous autres objets d'intérêt public.

20. — BUREAU INTERNATIONAL. COMMUNICATIONS RÉCIPROQUES

ART. 14 de la Convention. — Un organe central, placé sous la haute autorité de l'administration supérieure de l'un des gouvernements contractants désigné à cet effet par le règlement, est chargé de réunir, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature relatifs à la télégraphie internationale, d'instruire les demandes de modification aux tarifs et au règlement du service, de faire promulguer les changements adoptés et en général de procéder à toutes les études et d'exécuter tous les travaux dont il serait saisi dans l'intérêt de la télégraphie internationale.

Les frais auxquels donne lieu cette institution sont supportés par toutes les administrations des Etats contractants.

LXXXI

1. L'organe central prévu par l'article 14 de la Convention reçoit le titre de bureau international des administrations télégraphiques.

2. L'administration supérieure de la Confédération suisse est désignée pour organiser le bureau international dans les conditions déterminées par les articles LXXXII à LXXXIV suivants.

LXXXII

1. Les frais communs du bureau international des administrations télégraphiques ne doivent pas dépasser, par année, la somme de 100.000 francs, non compris les frais spéciaux auxquels donne lieu la réunion d'une conférence internationale. Cette somme pourra être augmentée ultérieurement du consentement de toutes les parties contractantes.

2. L'administration désignée, en vertu de l'article 14 de la Convention, pour la direction du bureau international, en surveille les dépenses, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel, qui est communiqué à toutes les autres administrations intéressées.

3. Pour la répartition des frais, les Etats contractants ou adhérents sont divisés en six classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

1 ^{re} classe.....	25 unités.
2 ^e —	20 —
3 ^e —	15 —
4 ^e —	10 —
5 ^e —	5 —
6 ^e —	3 —

4. Ces coefficients sont multipliés par le nombre d'Etats de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

5. Les administrations des Etats contractants sont, pour la contribution aux frais, réparties ainsi qu'il suit dans les six classes dont il est fait mention au paragraphe précédent :

1^{re} classe : Allemagne, république Argentine, Australie, Autriche, Brésil, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Indes britanniques, Italie, Japon, Russie, Turquie.

2^e classe : Espagne.

3^e classe : Belgique, Indes néerlandaises, Norvège, Pays-Bas, Roumanie, Suède.

4^e classe ; Cap de Bonne-Espérance, Danemark, Egypte, Indo-Chine française, Nouvelle-Zélande, Suisse, Uruguay.

5^e classe : Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, colonies portugaises, Grèce, Madagascar, Portugal, Sénégal, Serbie, Siam, Tunisie.

6^e classe : Ceylan, Crète, Luxembourg, Montenegro, Natal, Nouvelle-Calédonie, Perse.

LXXXIII

1. Les offices des Etats contractants se transmettent réciproquement tous les documents relatifs à leur administration intérieure et se communiquent tout perfectionnement qu'ils viendraient à y introduire.

2. En règle générale, le bureau international sert d'intermédiaire à ces notifications.

3. Lesdits offices envoient par la poste, par lettre affranchie, au bureau international, la notification de toutes les mesures relatives à la composition et aux changements de tarifs intérieurs et internationaux, à l'ouverture de lignes nouvelles et à la suppression de lignes existantes, en tant que ces lignes intéressent le service international, enfin aux ouvertures, suppressions et modifications de service des bureaux. Les documents imprimés ou autographiés à ce sujet par les administrations sont expédiés au bureau international, soit à la date de leur distribution, soit, au plus tard, le premier jour du mois qui suit cette date.

4. Lesdites administrations lui envoient en outre, par télégraphe, avis de toutes les interruptions ou rétablissements des communications, qui affectent la correspondance internationale.

5. Elles lui font parvenir, au commencement de chaque année, et aussi complètement qu'il leur est possible, des tableaux statistiques du mouvement des correspondances, de la situation des lignes, du nombre des appareils et des bureaux, etc. Ces tableaux sont dressés d'après les indications du bureau international, qui distribue, à cet effet, des formules toutes préparées.

6. Elles adressent également à ce bureau deux exemplaires des publications diverses qu'elles font paraître.

7. Le bureau international reçoit, en outre, communication de tous les renseignements relatifs aux expériences auxquelles chaque administration a pu procéder sur les différentes parties du service.

LXXXIV

1. Le bureau international coordonne et publie le tarif. Il communique aux administrations, en temps utile, tous les renseignements y relatifs, en particulier ceux qui sont spécifiés au paragraphe 3 de l'article précédent. S'il y a urgence, ces communications sont transmises par la voie télégraphique, notamment dans les cas prévus par le paragraphe 4 du même article. Dans les notifications relatives aux changements de tarifs, il donne à ces communications la forme voulue pour que ces changements puissent être immédiatement introduits dans le texte des tableaux des taxes annexés à la Convention.

2. Le bureau international dresse une statistique générale.

3. Il rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, un journal télégraphique en langue française.

4. Il dresse, publie et revise périodiquement une carte officielle des relations télégraphiques.

5. Il établit et publie une nomenclature des bureaux ouverts au service international et des annexes périodiques à ce document faisant connaître les additions et modifications qui doivent y être apportées.

6. Il doit, d'ailleurs, se tenir en tout temps à la disposition des administrations des Etats contractants pour leur fournir, sur les questions qui intéressent la télégraphie internationale, les renseignements spéciaux de tous genres dont elles pourraient avoir besoin.

7. Les documents imprimés par le bureau international sont distribués aux administrations des Etats contractants dans la proportion du nombre d'unités contributives, d'après l'article LXXXII. Les documents supplémentaires que réclameraient ces administrations sont payés à part, d'après leur prix de revient. Il en est de même des documents demandés par les exploitations privées.

8. Les demandes de cette nature doivent être formulées une fois pour toutes, jusqu'à nouvel avis, et de manière à donner au bureau international le temps de régler le tirage en conséquence.

9. Les administrations contractantes peuvent proposer, par l'intermédiaire du bureau international, des modifications au tarif et au règlement prévus par les articles 10 et 13 de la Convention. Le bureau international soumet les propositions à l'examen des administrations, qui doivent lui faire parvenir, dans un délai de cinq mois, leurs observations, amendements ou contre-propositions, sans caractère définitif. Les réponses sont réunies par les soins du bureau international et communiquées aux administrations, avec l'invitation de se prononcer pour ou contre les propositions, et, le cas échéant, les contre-propositions qui se sont produites. Celles qui n'ont point fait parvenir leur réponse dans le délai de cinq mois, à compter de la date de la seconde circulaire du bureau international leur notifiant les observations apportées, sont considérées comme s'abstenant.

Pour être adoptées, les propositions doivent obtenir, savoir :

1° L'assentiment unanime des administrations qui ont émis un vote, s'il s'agit de modifications à apporter aux dispositions du règlement ;

2° L'assentiment des administrations intéressées, s'il s'agit de modifications de tarifs ;

3° L'assentiment de la majorité des administrations qui ont émis un vote, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du règlement.

10. Le bureau international est chargé de notifier, en temps utile, aux administrations, toutes les modifications ou résolutions adoptées conformément au précédent paragraphe et la date de leur mise en vigueur. Cette notification ne sera exécutoire qu'après un délai de deux mois, au moins, pour les modifications ou résolutions concernant le règlement, et de quinze jours au moins pour les modifications de tarifs.

11. Le bureau international prépare les travaux des conférences télégraphiques. Il pourvoit aux copies et impressions nécessaires, à la rédaction et à la distribution des amendements, procès-verbaux et autres renseignements.

12. Le directeur de ce bureau assiste aux séances de la conférence et prend part aux discussions sans voix délibérative.

13. Le bureau international fait, sur sa gestion, un rapport annuel qui est communiqué à toutes les administrations des Etats contractants.

14. Sa gestion est également soumise à l'examen et à l'appréciation des conférences prévues par l'article 15 de la convention.

21. — CONFÉRENCES

ART. 15 de la Convention. — Le tarif et le règlement prévus par les articles 10 et 13 sont annexés à la présente Convention. Ils ont la même valeur et entrent en vigueur en même temps qu'elle.

Ils seront soumis à des revisions où tous les Etats qui y ont pris part pourront se faire représenter.

A cet effet, des conférences administratives auront lieu périodiquement, chaque conférence fixant elle-même le lieu et l'époque de la réunion suivante.

Art. 16 de la Convention. — Ces conférences sont composées des délégués représentant les administrations des Etats contractants.

Dans les délibérations, chaque administration a droit à une voix, sous réserve, s'il s'agit d'administrations différentes d'un même gouvernement, que la demande en ait été faite par voie diplomatique au gouvernement du pays où doit se réunir la conférence, avant la date fixée pour son ouverture, et que chacune d'entre elles ait une représentation spéciale et distincte.

Les revisions résultant des délibérations des conférences ne sont exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de tous les gouvernements des Etats contractants.

LXXXV

L'époque fixée pour la réunion des conférences prévues par le paragraphe 3 de l'article 15 de la Convention est avancée si la demande en est faite par dix, au moins, des Etats contractants.

22. — ADHÉSIONS. — RELATIONS AVEC LES OFFICES NON ADHÉRENTS.

Art. 18 de la Convention. — Les Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique à celui des Etats contractants au sein duquel la dernière conférence aura été tenue, et par Etat à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admissions à tous les avantages stipulés à la présente Convention.

Art. 19 de la Convention. — Les relations télégraphiques avec des Etats non adhérents ou avec les exploitations privées sont réglées dans l'intérêt général du développement progressif des communications, par le règlement prévu à l'article 13 de la présente Convention.

LXXXVI

1. Dans le cas des adhésions prévues par l'article 18 de la Convention, les administrations des Etats contractants peuvent refuser le bénéfice de leurs tarifs conventionnels aux offices qui demanderaient à adhérer sans conformer eux-mêmes leurs tarifs à ceux des Etats intéressés.

2. Les offices qui ont, en dehors de l'Europe, des lignes pour lesquelles ils ont adhéré à la Convention, déclarent quel est, du régime européen ou extra-européen, celui qu'ils entendent leur appliquer. Cette déclaration résulte de l'inscription dans les tableaux des taxes ou est notifiée ultérieurement par l'intermédiaire du bureau international des administrations télégraphiques.

LXXXVII

1. Les exploitations télégraphiques privées qui fonctionnent dans les limites d'un ou de plusieurs Etats contractants, avec participation au service international, sont considérées, au point de vue de ce service, comme faisant partie intégrante du réseau télégraphique de ces Etats.

2. Les autres exploitations télégraphiques privées sont admises aux avantages stipulés par la Convention et par le présent règlement moyennant accession à toutes leurs clauses obligatoires et sur la notification de l'Etat qui a concédé ou autorisé l'exploitation. Cette notification a lieu conformément au second paragraphe de l'article 18 de la Convention.

3. Cette accession doit être imposée aux exploitations qui relient entre eux deux ou plusieurs Etats contractants, pour autant qu'elles soient engagées par leur contrat de concession à se soumettre, sous ce rapport, aux obligations prescrites par l'Etat qui a accordé la concession.

4. Les exploitations télégraphiques privées qui demandent à l'un quelconque des Etats contractants l'autorisation de réunir leurs câbles au réseau de cet Etat, ne l'obtiennent que sur l'engagement formel de soumettre le taux de leurs tarifs à l'approbation de l'Etat accordant la concession, et de n'appliquer aucune modification, ni du tarif, ni des dispositions réglementaires, qu'à la suite d'une notification du bureau international des administrations télégraphiques, laquelle n'est exécutoire qu'après le délai prévu au paragraphe 10 de l'article LXXXIV. Il peut être dérogé à cette disposition en faveur des exploitations qui se trouveraient en concurrence avec d'autres non soumises auxdites formalités.

5. La réserve qui fait l'objet du paragraphe 1^{er} de l'article précédent est applicable aux exploitations sus-mentionnées.

LXXXVIII

1. Lorsque les relations télégraphiques sont ouvertes avec des exploitations privées qui n'auraient point accédé aux dispositions obligatoires du présent règlement, ces dispositions sont invariablement appliquées aux correspondances dans la partie de leur parcours qui emprunte le territoire des Etats contractants ou adhérents.

2. Les administrations intéressées fixent la taxe applicable à cette partie du parcours. Cette taxe, déterminée dans les limites de l'article XXIV, est ajoutée à celle des offices non participants.

Ainsi arrêté à Londres, le 10 juillet 1903, par les délégués soussignés, conformément aux articles 15 et 16 de la Convention de Saint-Petersbourg, pour entrer en vigueur le 1^{er} juillet 1904.

Pour l'Allemagne :

R. SYDOW.
B. KOHLER.
H. BREDAUER.

Pour la République Argentine :

F.-P. HANSEN.

Pour l'Australie (Fédération) :

HENRY COPELAND.

Pour l'Autriche :

D^r NEUBAUER.
STIBRAL.

Pour la Belgique :

F. DELARGE.
J. BANNEUX.
A. SEGHN.

Pour la Bosnie-Herzégovine :

D^r DE HENNYEY.
pour M. LE COLONEL SCHLEYER.

Pour le Brésil :

D^r FRANCISCO BHERING.

Pour la Bulgarie :

IV. STOYANOVITCH.
T. TZONTCHEFF.

Pour le Cap de Bonne-Espérance :

J.-C. LAMB.
JOHN ARDRON.
P. BENTON.
R.-J. MACKAY.
F.-W. HOME.

Pour le Ceylan :

H.-A. KIRK.

S.-H.-C. HUTCHINSON.

Pour les colonies portugaises :

ALFREDO PEREIRA.

Pour la Crète :

JOHN ARDRON.

Pour le Danemark :

N. MEYER.

V.-V.-E. FALCK.

Pour l'Egypte :

ERNEST-A. FLOVER.

Pour l'Espagne :

PRIMITIVO VIGIL.

ENRIQUE-M. FAJARDO.

Pour la France :

J. BORDELONGUE.

SINS.

C.-M. VERLIÈRE, délégué adj.

Pour la Grande-Bretagne :

J.-C. LAMB.

JOHN ARDRON.

P. BENTON.

R.-J. MACKAY.

F.-W. HOME.

Pour la Grèce :

D.-J. MÉTAXAS.

Pour la Hongrie :

D^r DE HENNYEY.

Pour les Indes Britanniques :

H.-A. KIRK.

S.-H.-C. HUTCHINSON.

Pour les Indes néerlandaises :

PERK.

Pour l'Indo-Chine française :

A. GERDRET.

Pour l'Italie :

CARDARELLI.

RODANO.

Pour le Japon :

SHIGEMASA MACHIDA.

KIKUMA MUNESUYE.

Pour le Luxembourg :

KRUIJT.

pour MONSIEUR MONGENAST.

Pour Madagascar :

L. BARBOTIN.

Pour le Montenegro :

D^r NEUBAUER.

Pour Natal :

J.-C. LAMB.

JOHN ARDRON.

P. BENTON.

R.-J. MACKAY.

F.-W. HOME.

Pour la Norvège :

RASMUSSEN.

J.-U.-F. BÜGGE.

Pour la Nouvelle-Calédonie :

C. LAURENT.

Pour la Nouvelle-Zélande :

W.-P. REEVES.

R.-J. MACKAY.

Pour les Pays-Bas :

G.-J.-C.-A. POP.

KRUIJT.

Pour la Perse :

H.-A. KIRK.

Pour le Portugal :

ALFREDO PEREIRA.

Pour la Roumanie :

E. BALABAN.

Pour la Russie :

M. SÉVASTIANOFF.

M. IVANOF.

Pour le Sénégal :

DUCHÊNE.

Pour la Serbie :

S.-T. GVOZDITCH.

et pour M.-D.-R. DIMITRIÉVITCH.

Pour le Siam :

H. KEUCHENIUS.

Pour la Suède :

SAHLIN.

SOLVE BERGER.

Pour la Suisse :

J.-K. FEHR.

Pour la Tunisie :

EMILE DAESCHNER.

Pour la Turquie :

MELCON YUZBACHIAN.

M. EMIN.

Pour l'Uruguay :

A. SAENZ DE ZUMARAN.

Tableaux des tarifs internationaux établis en exécution de l'article 15

TABLEAU A. — DES TAXES DU RÉGIME
Taxes par mot de pays à pays arrêtées en exécution

De	POUR L'AUTRICHE	POUR LA BELGIQUE	POUR LA BOSNIE-HERZÉGOVINE	POUR LA BULGARIE	POUR LA CRÈTE	POUR LE DANEMARK	POUR L'ESPAGNE	POUR LES CANARIES	POUR LA FRANCE	POUR L'ALGÉRIE	POUR LE SÉNÉGAL	GRANDE-BRETAGNE ET LES ILES DE LA MANCHE	POUR GIBRALTAR	POUR LA GRÈCE ET LES ILES DE POROS ET D'EUÉE	POUR LES ILES DE LA GRÈCE	POUR LA HONGRIE
Allemagne	20.0	16.5	24.5	25.0	52.5	16.5	25.0	85.0	20.0	25.0	171.0	30.0	32.5	36.0	39.5	20.0
Autriche		24.5	16.5	19.5	42.0	24.5	32.0	92.0	20.0	30.0	175.0	30.0	36.5	28.0	(4)31.5	(3)
Belgique.....			29.0	33.0	53.0	21.0	24.5	84.5	16.5	26.5	167.5	22.5	29.0	57.0	60.5	24.5
Bosnie-Herzégovine				17.0	47.0	29.0	36.5	96.5	28.5	38.5	179.5	38.5	41.0	37.0	40.5	16.5
Bulgarie.....					47.0	33.0	40.5	100.5	32.5	42.5	183.5	42.0	41.0	37.0	40.5	19.5
Crète.....						57.0	56.5	116.5	48.5	58.5	199.5	62.5	61.0	36.5	40.0	42.0
Danemark.....							32.5	92.5	24.5	34.5	175.5	31.0	37.0	57.0	60.5	24.5
Espagne.....							—		20.0	30.0	155.0	31.5	16.5	61.5	65.0	32.0
Canaries									80.0	90.0	95.0	91.5	76.5	121.5	125.0	92.0
France.....									—		150.0	26.0	24.5	53.5	57.0	20.0
Algérie.....											160.0	36.0	34.5	63.5	67.0	30.0
Sénégal												177.0	159.5	204.5	208.0	175.0
Gr.-Bretagne et îles de la Manche..													31.5	62.5	66.0	30.0
Gibraltar.....														66.0	69.5	36.5
Grèce et îles de Poros et d'Euée..															10.0	28.0
Îles de la Grèce.....																31.5
Hongrie.....																
Italie.....																
Luxembourg.																
Malte.....																

OBSERVATIONS

Ce tableau ne porte pas atteinte aux arrangements particuliers conclus ou à conclure entre les Etats.

(1) Taxe réduite à 32 centimes pour les correspondances entre l'Autriche ou la Hongrie, d'une part, et la Turquie d'Europe, d'autre part.
(2) Taxe réduite à 25 centimes pour les correspondances entre la Roumanie et la Turquie d'Europe.
(3) Taxe commune de l'Autriche et de la Hongrie.
(4) Taxe réduite à 23 centimes pour les correspondances entre l'Autriche ou la Hongrie, d'une part, et l'île de Corfou d'autre part.

du paragraphe 2 de l'article XXIV du règlement

POUR L'ITALIE	POUR LE LUXEMBOURG	POUR MALTE	POUR LE MONTÉNÉGRO	POUR LA NORVÈGE	POUR LES PAYS-BAS	POUR LE PORTUGAL	POUR LA ROUMANIE	POUR LA RUSSIE	POUR LA SERBIE	POUR LA SUÈDE	POUR LA SUISSE	POUR LA TUNISIE	POUR LA TURQUIE	POUR LA TRIPOLITAINE	POUR TANGER	POUR LES AÇORES
20.0	16.5	44.5	24.5	28.8	16.5	25.0	20.0	40.0	24.5	20.0	16.5	25.0	52.0	76.0	45.0	85.0
20.0	24.5	38.5	16.5	36.0	19.5	36.5	12.5	40.0	16.5	28.0	16.5	30.0	(1)44.0	72.0	49.0	96.5
24.5	13.0	45.0	29.0	32.5	13.0	29.0	29.0	44.5	29.0	24.5	21.0	26.5	56.5	74.0	41.5	89.0
24.5	29.0	45.0	21.0	40.5	29.0	41.0	17.0	44.5	13.0	32.5	21.0	38.5	36.5	77.0	53.5	101.0
27.5	33.0	49.0	25.0	41.5	33.0	45.0	10.0	23.0	13.0	36.5	25.0	42.5	36.5	80.0	57.5	105.0
40.5	53.0	61.0	47.0	68.5	57.0	61.0	51.0	76.5	47.0	60.5	45.0	58.5	36.5	90.5	73.5	121.0
28.5	21.0	49.0	29.0	23.0	21.0	37.0	29.0	39.5	29.0	16.5	21.0	34.5	56.5	80.0	49.5	97.0
28.0	24.5	48.5	36.5	44.0	28.5	16.5	34.0	56.0	36.5	36.0	24.5	30.0	61.0	78.0	20.0	76.5
88.0	84.5	108.5	96.5	104.0	88.5	76.5	94.0	116.0	96.5	96.0	84.5	90.0	121.0	138.0	89.0	136.5
20.0	16.5	40.5	28.5	36.0	16.0	20.0	28.5	40.0	28.5	28.0	16.5	—	53.0	70.0	37.0	80.0
30.0	26.5	32.5	38.5	46.0	26.0	30.0	38.5	50.0	38.5	38.0	26.5	—	63.0	70.0	47.0	90.0
171.0	167.5	191.5	179.5	187.0	171.5	159.5	179.5	199.0	179.5	179.0	167.5	160.0	204.0	221.0	172.0	219.5
32.0	26.5	46.5	38.5	31.0	26.5	31.5	37.5	48.0	37.5	35.0	30.5	36.0	67.0	74.0	46.5	91.5
32.5	29.0	34.5	41.0	48.5	33.0	21.0	41.0	60.5	41.0	40.5	29.0	34.5	65.5	82.0	20.0	81.0
40.0	57.0	66.0	37.0	68.5	57.0	66.0	41.0	68.5	37.0	60.5	49.0	63.5	36.5	98.0	78.5	126.0
43.5	60.5	69.5	40.5	72.0	60.5	69.5	44.5	72.0	40.5	64.0	52.5	67.0	40.0	101.5	82.0	129.5
20.0	24.5	38.5	16.5	36.0	19.5	36.5	12.5	40.0	16.5	28.0	16.5	30.0	(1)44.0	72.0	49.0	96.5
.....	24.5	20.0	24.5	40.0	28.5	32.5	23.0	48.0	24.5	32.0	16.5	30.0	45.0	54.0	45.0	92.5
.....		45.0	29.0	32.5	13.0	29.0	29.0	44.5	29.0	21.5	21.0	26.5	56.5	74.0	41.5	89.0
.....			45.0	60.5	49.0	41.0	45.0	68.5	45.0	52.5	37.0	40.5	65.5	40.0	49.5	101.0
Monténégro.....				40.5	29.0	41.0	21.0	44.5	21.0	32.5	21.0	38.5	36.5	77.0	53.5	101.0
Norvège.....					25.5	48.5	40.5	43.0	40.5	20.0	32.5	46.0	68.0	92.0	61.0	108.5
Pays-Bas.....						33.0	29.0	44.5	29.0	24.5	21.0	26.0	56.5	78.0	45.5	93.0
Portugal.....							41.0	60.5	41.0	40.5	29.0	30.0	65.5	76.0	33.5	—
Roumanie.....								36.5	13.0	32.5	21.0	38.5	(2)40.5	77.0	53.5	101.0
Russie.....									40.5	37.5	44.5	50.0	68.0	100.0	73.0	120.5
Serbie.....										32.5	21.0	38.5	36.5	77.0	53.5	101.0
Suède.....											24.5	38.0	65.0	84.0	53.0	100.5
Suisse.....												26.5	48.5	69.0	41.5	89.0
Tunisie.....													63.0	70.0	47.0	90.0
Turquie.....														83.0	78.0	125.5
Tripolitaine.....															95.0	136.0
Tanger.....																93.5

TABEAU B. — RÉGIME EXTRA-EUROPÉEN

(Taxes fixées pour servir à la formation des tarifs extra-européens, en exécution du paragraphe 3 de l'article XXIV du règlement)

Taxes terminales et de transit par mot

DÉSIGNATION des États	INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs	OBSERVATIONS
Allemagne.....	1° Pour les correspondances échangées par le câble d'Emden-Vigo : a) Entre les Pays-bas, le Danemark ou la Norvège, d'une part, et les îles Madères et du Cap Vert ou l'Amérique du Sud (voie Madère), les possessions britanniques et allemandes de la côte occidentale d'Afrique (voie Madère ou Ténériffe), l'Afrique du Sud (voie Madère ou Ténériffe ou Aden), l'Afrique orientale (voie Aden ou côte occidentale d'Afrique), Aden, l'île de Perim, l'Arabie, Obock, Djibouti, Assab, Massauah, l'Égypte, les Indes ou les pays au delà des Indes, d'autre part et b) Entre l'Autriche et la Hongrie, d'une part, et les îles Madère et du Cap Vert ou l'Amérique du Sud (voie Madère), d'autre part.....	»	0.10	
	2° Pour les correspondances non mentionnées sous 1° a et échangées : a) Par les câbles de la Méditerranée avec Aden, l'île de Perim, l'Arabie, les Indes et les Pays au delà des Indes.....	0.15	0.15	

Argentine (Ré- publique). Australie (Fé- dération).	Autriche.....	c) Par le câble de Trieste entre la Grande Bretagne, la Belgique et le Luxembourg, d'une part, et l'Égypte, d'autre part..... d) Par la voie de Sibérie..... 3° Pour les correspondances échangées par le câble d'Emden-Açores entre l'Autriche et la Hongrie, d'une part, et l'Amérique du Nord, d'autre part..... 4° Pour toutes les autres correspondances..... 5° Taxes de transit du câble direct allemand- norvégien: a) Pour les correspondances échangées entre la Norvège, d'une part, et les pays sus-in- diqués sous 1° a, d'autre part..... b) Pour toutes les autres correspondances..	» 0.15 » (1) 0.20 » » 0.40 0.416 0.5208 0.208 0.10 0.15	» 0.15 » (1.5) 0.20 » » 0.10 0.15	(1) Les mêmes taxes sont applica- bles aux correspondances avec le ter- ritoire allemand de l'Afrique orien- tale, le territoire allemand de l'Afri- que du Sud-Ouest, ainsi qu'avec Kamerun et le territoire allemand de Togo dans l'Afrique occidentale. Les taxes de transit des câbles Zanzibar- Bagamoyo - Daressalam et Bonny- Kamerun sont comprises.
Autriche.....	Taxes terminales (3)	1° Pour les correspondances échangées avec l'Amérique du Nord..... 2° Pour toutes les autres correspondances....	0.10 0.15	» »	(3) Taxes communes avec la Hon- grie.
Autriche.....	Taxes de transit (3)	1° Entre le point d'atterrissage du câble de Trieste-Corfou et toutes les frontières au- trichiennes, pour les correspondances			(2) Cette taxe est réduite à 0 fr. 10 pour les télégrammes échangés sur le fil direct de Rome à Berlin provenant de l'Italie, d'une part, et a destina- tion des pays de l'Asie, d'autre part, lorsque ces télégrammes sont trans- mis à travers la Russie et la ligne in- do-européenne et qu'ils portent la mention « Voie Berlin-Indo ».

DÉSIGNATION des États	INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs	OBSERVATIONS
	entre Aden, l'île de Perim, l'Arabie, l'Afrique méridionale (voie Aden-Zanzibar) et l'Egypte, d'une part, et d'autre part: a) L'Algérie et la Tunisie, l'Allemagne, la Belgique, la Bulgarie, le Danemark, l'Espagne, la France, Gibraltar, la Grande-Bretagne, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède et la Suisse.....	»	0.075	(1) Cette taxe est réduite à 0 fr. 10 pour les télégrammes échangés sur le fil direct de Rome à Berlin à destination de l'Italie, d'une part, et provenant des pays de l'Asie, d'autre part, lorsque ces télégrammes sont transmis à travers la Russie et la ligne indo-européenne et qu'ils portent la mention « Voie Berlin-Indo ».
Belgique,.....	b) La Bosnie-Herzégovine, le Montenegro et la Serbie.....	»	0.10	Elle est réduite à 0 fr. 075 pour les correspondances échangées par le câble de Trieste, entre la Grande-Bretagne, d'une part, et les Indes et les pays au delà, d'autre part, réduction qui ne modifie pas, d'ailleurs, la taxe uniforme par mot pour les Indes.
Bosnie - Herzégovine.	2° Pour toutes les autres correspondances.... Pour toutes les correspondances..... Pour toutes les correspondances.....	» 0.10 0.10	(1)0.12 (2)0.08 0.08	
Brésil.....	<i>Taxe terminale:</i> Pour toutes les correspondances.....	1.25	»	(2) Réduite à 0 fr. 07 pour les télégrammes échangés entre les Pays-Bas et les câbles transatlantiques du Nord.
Bulgarie.....	<i>Taxe de transit:</i> Pour toutes les correspondances..... Pour toutes les correspondances..... Pour les télégrammes ordinaires..... Pour les télégrammes de presse..... Pour les télégrammes ordinaires..... Pour les télégrammes de presse.....	» 0.10 (4)0.10 (4)0.05 (4)0.10 (4)0.05	(3)1 0.08 (5)0.10 (5)0.05 (5)0.10 (5)0.05	(3) A la taxe de transit brésilienne ajouter les taxes terminales suivantes pour les correspondances échangées par l'intermédiaire des lignes terrestres. Avec la république de l'Uruguay, 0 fr. 40. Avec la république Argentine, Paraguay et Bolivie, 0 fr. 40.
Cap de Bonne-Espérance.				
Natal.....				

Amazon Telegraph:

Première zone, 1 franc.

Deuxième zone, 2 francs.

Avec les bureaux de la Compagnie française des câbles télégraphiques (voie Pinheiro):

Pour les Guyanes, Martinique,
Guadeloupe, Haïti et république Do-
minicaine, 4 fr. 35

(4) Ces taxes sont les taxes terminales pour les correspondances échangées avec la South African Telegraph Union qui comprend les colonies suivantes : la colonie du Cap, le Natal, la colonie de l'Orange River et le Transvaal. Elles s'appliquent aux télégrammes qui emploient soit la route occidentale, voie Cape Town, soit la route orientale, voie Natal.

(5) Ces taxes sont les taxes de transit pour les correspondances échangées avec Rhodesia du Sud-Rhodesia du Nord, Nyassaland, Zambèze portugais et les bureaux de la Compagnie Beira Railway qui emploient soit la route occidentale, voie Cape Town, soit la route orientale, voie Natal. Elles sont retenues par la colonie du Cap ou le Natal suivant le cas.

(6) Taxes terminales pour les bu-
reaux à Ceylan (à ajouter à la taxe
des Indes britanniques de o fr. 35).

a) L'Europe (y compris l'Algérie, la Tunisie, Tanger et Tripoli) ou en transit par l'Europe, *via* Fao, Téhéran ou Suez.....

b) La Russie d'Asie et la Turquie d'Asie, via
Faou, Téhéran ou Suez.....

c) La Perse, *via* Bushire.....

d) Les bureaux du golfe Persique *via* Kara-

Pour toutes les autres correspondances..... (°)0.115

Afrique orientale

I. — MOZAMBIQUE

a) Mozambique:

1° Pour les télégrammes qui empruntent le câble français de Mozambique à Majunga.

2° Pour toutes les autres correspondances..

b) Autres bureaux.....

II. — LOURENÇO-MARQUEZ

a) Lourenço-Marquez.....

b) Autres bureaux.....

Afrique occidentale

I. — PROVINCE DU CAP VERT

a) Ile de Saint-Vincent :

¹ Pour les correspondances échangées avec le câble Saint-Vincent-Permanbouc ou avec

DÉSIGNATION des États	INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs	OBSERVATIONS
	le câble Saint-Vincent-San-Thiago-Bathurst.....	0.075	(1)0.125	(1) Cette taxe ne s'applique pas aux télégrammes échangés entre le Portugal et l'île de San Thiago.
	2° Pour les correspondances échangées avec l'Afrique du Sud ou avec les îles de l'Ascension ou Sainte-Hélène par le câble de la Grande-Bretagne à Cape Town, appartenant à la Compagnie Eastern Telegraph.	0.075	0.07	
	b) Ile de San Thiago.....	0.075	0.10	(2) Cette taxe n'est pas perçue pour les télégrammes échangés avec les stations portugaises de la côte occidentale et avec celles qui y sont reliées. Pour les autres télégrammes, on ne l'applique qu'une fois, même lorsqu'ils passent par plus d'une station portugaise de cette côte.
	II. --- PROVINCES DE LA GUINÉE, ILES DE BISSAO ET DE BOLAMA.....	0.10	(2)0.10	
	III. --- PROVINCE DE SAN THOMÉ ET PRINCEPI Iles de San Thomé et Principe.....	0.10	(2)0.10	
	IV. --- PROVINCE D'ANGOLA			
	a) Loanda.....	0.10	(3)0.10	(3) Taxe applicable aux télégrammes échangés avec les bureaux de Benguella et Mossamedes, de même qu'à tous les télégrammes qui n'ont pas donné lieu à l'application de la taxe terminale ou de transit de 0 fr. 10 dans quelque bureau portugais de cette côte, au nord de Loanda..
	b) Benguella et Mosamedes.....	»	»	
	c) Autres bureaux:			
	1° reliés avec Loanda.....	0.20	»	
	2° reliés avec Benguella et Mossamedes....	0.10	»	
	Asie			
	I. --- ÉTAT DE L'INDE.....	(4) »	(4) »	(4) Ces taxes sont perçues en bloc par l'administration des Indes britanniques.
	II. --- PROVINCE DE MACAO.....	»	»	
Crète.....	Pour toutes les correspondances.....	0.10	0.08	

1° Pour les correspondances qui n'emp
tent que les lignes d'Etat.....
2° Pour les correspondances transmises par
les câbles de la grande Compagnie des
télégraphes du Nord, sauf les câbles avec
l'Angleterre (voir Grande-Bretagne ci-
dessous), mais y compris les lignes de
l'Etat.....

0.10 0.08

0.25 0.25

Egypte.....

Taxes terminales

A. — A partir des frontières de la Basse-
Egypte (Alexandrie, El-Arich et Suez);

Pour toutes les correspondances échangées
avec:

- 1° La 1^{re} région (Basse-Egypte au nord du
Caire inclusivement).....
- 2° La 2^e région (du Caire à Wadi-Halfa in-
clusivement).....
- 3° La 3^e région (au sud de Wadi-Halfa)....

0.25 »
0.50 »
0.50 »

B. — A partir de Souakim :

Pour toutes les correspondances échangées
avec:

- 1° La 1^{re} région (Basse-Egypte au nord du
Caire inclusivement).....
- 2° La 2^e région (du Caire à Wadi-Halfa in-
clusivement).....
- 3° La 3^e région (au Sud de Wadi-Halfa)...

0.75 »
0.50 »
0.25 »

Taxes de transit

- 1° Dans les limites de la 1^{re} région.....
- 2° Entre Souakim et les autres frontières.....

» 0.25
» 0.75

DÉSIGNATION des États	INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs	OBSERVATIONS
Espagne.....	3° Entre la frontière d'Erythrée et les autres frontières..... Pour toutes les correspondances..... <i>Taxe de transit du câble entre Cadix et les Canaries</i> Pour toutes les correspondances..... <i>Taxe de transit du câble entre Tarifa et Tanger</i> Pour toutes les correspondances.....	» (¹) 0.20 » » 0.20	0.75 (¹) 0.20 (¹) 0.60 0.19 0.20	(1) La taxe de transit est réduite, par la voie de Bibao ou de Vigo, à 0 fr. 145 pour les correspondances de la Grande-Bretagne ou transitant par la Grande-Bretagne avec le câble brésilien. La taxe de transit espagnole est réduite à 0 fr. 08 pour les télégrammes qui, sans emprunter les lignes terrestres espagnoles, s'échangent à Cadix entre les câbles de la Compagnie Eastern Telegraph et le câble Cadix-Ténériffe.
France (y compris l'Algérie)	<i>Ces taxes sont réduites</i> Pour les correspondances avec l'Afrique, moins l'Egypte, à..... Pour les correspondances avec l'Asie, moins la Perse et le Bokhara, et avec l'Océanie, à..... Pour les correspondances échangées par les câbles transatlantiques du Nord, à..... Pour les correspondances échangées par ces mêmes câbles originaires ou à destination : 1° De la Belgique, à..... 2° Des Pays-Bas, à..... <i>Transit des câbles franco-algériens</i> Pour toutes les correspondances.....	0.15 0.15 0.15 » »	0.15 0.15 0.15 0.10 0.11	(2) Cette taxe de transit est réduite à 0 fr. 20 pour les correspondances de ou pour l'Amérique empruntant la voie « Cadix-Ténériffe-Sénégal-Noronha. (3) Les télégrammes originaires ou à destination de l'Algérie ou de la Tunisie, lorsqu'ils sont acheminés par la voie des câbles franco-algériens ou franco-tunisiens, ont à acquitter la taxe de transit (0 fr. 20) de ces câbles; mais ils ne donnent lieu à la perception d'aucune taxe de transit pour le parcours terrestre en France ni en Algérie, la taxe de ce parcours se confondant avec celle du parcours

Taxes terminales

1° Entre Marseille et Tanger.....	0.45	»
2° Entre Bone et Tanger (y compris le transit de l'Algérie):		
a) Pour les correspondances voie « Bone-Malte-Egypte ».....	0.55	»
b) Pour les autres correspondances.....	0.45	»
Pour toutes les correspondances.....	0.15	(⁴)0.12

Grande-Bretagne et Irlande

Taxe de transit des câbles

Anglo-français.....	»	0.075
Anglo-belges.....	»	(⁵)0.075
Anglo-néerlandais.....	»	(⁶)0.155
Anglo allemands:		
a) Pour les correspondances échangées avec l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et les pays européens au delà de l'Autriche et de la Hongrie.....	»	0.155
b) Pour toutes les autres correspondances..	»	0.175

Taxes de Gibraltar

Pour toutes les correspondances empruntant les lignes espagnoles.....	0.10	0.08
---	------	------

Taxes des protectorats britanniques de l'Afrique orientale et Uganda

Taxe terminale commune.....	0.40	»
-----------------------------	------	---

Taxes de la grande Compagnie des télégrammes du Nord

Entre l'Angleterre et le Danemark.....	»	0.28
Entre l'Angleterre et la Norvège.....	»	0.23
Entre l'Angleterre et la Suède.....	»	0.38

(4) Cette taxe est réduite à 0 fr. 10 pour les télégrammes échangés entre la Belgique ou les Pays-Bas, d'une part, et les câbles transatlantiques du Nord, d'autre part.

(5) Cette taxe est réduite à 0 fr. 05 pour les télégrammes échangés entre la Belgique et les câbles transatlantiques du Nord, et à 0 fr. 06 pour les télégrammes échangés entre les Pays-Bas et les mêmes câbles.

(6) Cette taxe est réduite à 0 fr. 13 pour les télégrammes transitant par les câbles transatlantiques du Nord.

DÉSIGNATION des États	INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES DE TRANSIT en francs		OBSERVATIONS
			Pour les télégrammes de ou pour les Indes	Pour les télégrammes de ou pour les pays au delà des Indes	
Grande-Bretagne (Indes britanniques)	A. — TAXES DE TRANSIT DES CABLES DU GOLFE PERSIQUE				
	1° Entre le point d'atterrissement à Fao et le point d'atterrissement à Bushire.....	»	(¹) 0.45	0.30	(¹) La taxe de 0 fr. 45 est la taxe de transit de Fao à Bushire pour tous les autres télégrammes.
	2° Entre le point d'atterrissement à Fao et le point d'atterrissement de Karachi.....	»	1 »	1.39	
	3° Entre le point d'atterrissement à Bushire et le point d'atterrissement de Karachi.....	»	0.68	1.09	(²) Pour les bureaux de Fao, Bushire et Karachi, il faut appliquer la taxe de transit du golfe Persique et la taxe terminale du pays de destination.
	B. — TAXES TERMINALES DES BUREAUX DU GOLFE PERSIQUE (A L'EXCEPTION DE FAO, BUSHIRE ET KARACHI) (2):				
	a) A partir de la frontière de Fao.....	1 »	»	»	
	b) A partir de la frontière de Bushire.....	0.68	»	»	
	c) A partir de la frontière de Karachi.....	0.68	»	»	

DÉSIGNATION des États	INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES de transit en . francs	TAXES de transit en francs pour la corres- pondance des pays au delà des Indes bri- tanniques	OBSERVATIONS
Grande-Bretagne (Indes britanniques) (Suite).	C. — TAXES DES INDES BRITANNIQUES PROPREMENT DITES <i>Taxes terminales</i> 1° Pour les télégrammes de tous les bureaux des Indes britanniques, y compris la Birmanie, échangés par les frontières de Bombay ou Karachi, avec : a) L'Europe (y compris l'Algérie, la Tunisie, Tanger et Tripoli) ou en transit par l'Europe, <i>via</i> Fao, Téhéran ou Suez..... b) La Russie d'Asie et la Turquie d'Asie, <i>via</i> Fao, Téhéran ou Suez..... c) La Perse, <i>via</i> Bushire..... d) Les bureaux du golfe Persique, <i>via</i> Karachi..... 2° Pour tous les autres télégrammes : a) Des frontières de Bombay, Karachi ou Madras, pour tous les bureaux des Indes britanniques..... b) Des frontières de Bombay, Karachi ou Madras, pour tous les bureaux en Birmanie..... 3° Pour les télégrammes des frontières de Chine, <i>via</i> Bhamo, ou de Siam, <i>via</i> Moulmein :	0.35 0.575 0.825	» » »	

DÉSIGNATION des États	INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs pour la corres- pondance des pays au delà des Indes bri- tanniques	OBSERVATIONS
Grande-Breta- gne. (Indes britanniques) (Suite).	a) Pour tous les bureaux des Indes britan- niques.....	0.825	)	
	b) Pour tous les bureaux en Birmanie.....	0.575	)	
	<i>Taxes de transit</i>			
	a) Entre les frontières de Bombay, Karachi ou Madras.....	)	0.35	
	b) Entre les frontières de Bombay, Karachi ou Madras, d'une part, et les frontières de la Chine (voie Bhamo) ou de Siam (voie Moulmein), d'autre part.....	)	0.75	
	c) Entre les frontières de la Chine (voie Bhamo) et la frontière de Siam (voie Moulmein).....	)	0.35	
	d) Entre les frontières de Bombay, Karachi ou Madras, d'une part, et la côte de Cey- lan, de l'autre :			
	1. Pour les télégrammes détaillés sous 1° dans la liste des taxes terminales ci- dessus, pour Indes britanniques.....	)	0.35	
	2. Pour tous les autres télégrammes.....	)	0.575	
	e) Entre les frontières de la Chine (voie Bhamo) ou de Siam (voie Moulmein) et la frontière de Ceylan.....			

DÉSIGNATION des États	INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs	OBSERVATIONS
Grèce	Pour toutes les correspondances.....	0.10	0.08	
Hongrie	<i>Taxes terminales (1)</i> 1° Pour les correspondances échangées avec l'Amérique du Nord..... 2° Pour toutes les autres correspondances..	0.10 0.15	» »	(1) Taxes communes avec l'Au- triche.
	<i>Taxes de transit (1)</i> 1° Entre le point d'atterrissage du câble de Trieste-Corfou et toutes les frontières au- trichiennes, pour les correspondances échangées entre Aden, l'île de Perim, l'Arabie, l'Afrique orientale, l'Afrique mériionale (voie Aden-Zanzibar) et l'E- gypte, d'une part, et d'autre part : a) L'Algérie et la Tunisie, l'Allemagne, la Belgique, la Bulgarie, le Danemark, l'Es- pagne, la France, Gibraltar, la Grande- Bretagne, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède et la Suisse..... b) La Bosnie-Herzégovine, le Montenegro et la Serbie..... 2° Pour toutes les autres correspondances..	» » »	0.075 0.10 (1)0.12	(2) Cette taxe est réduite à 0 fr. 10 pour les télégrammes échangés sur le fil direct de Rome à Berlin à desti- nation de l'Italie, d'une part, et pro- venant des pays de l'Asie, d'autre part, lorsque ces télégrammes sont transmis à travers la Russie et la ligne indo-européenne et qu'ils portent la mention « Voie Berlin Indo ». Elle est réduite à 0 fr. 075 pour les correspondances échangées par le câble de Trieste, entre la Grande- Bretagne, d'une part, et les Indes et les pays au delà, d'autre part, réduc- tion qui ne modifie pas, d'ailleurs, la taxe uniforme par mot pour les Indes.
Indo-Chine française (Co- chinchine, Cambodge, Annam, Tonkin et Laos).	<i>Taxes terminales</i> 1° A partir du cap Saint-Jacques pour les cor- respondances échangées avec : La Cochinchine, le Cambodge et le Laos...	0.15	»	

DÉSIGNATION des États	INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs	OBSERVATIONS
Indo-Chine française (Cochinchine, Cambodge, Annam, Tonkin et Laos) (<i>suite</i>).	L'Annam et le Tonkin par la voie de lignes terrestres.....	0 90	»	
	L'Annam et le Tonkin par la voie du câble côtier.....	(¹)0.90	»	
	2° A partir de la frontière du Siam :			
	a) Pour les correspondances échangées (voie Moulemein) entre les Indes britanniques et les pays au-delà et :			
	La Cochinchine et le Cambodge et Laos....	0.50	»	(¹) Y compris la taxe du câble de Saïgon à Haïphong.
	L'Annam et le Tonkin par la voie des lignes terrestres.....	1.25	»	
	L'Annam et le Tonkin par la voie du câble côtier.....	(¹)1.27	»	
	b) Pour les correspondances échangées entre le Siam et :			
	La Cochinchine et le Cambodge et Laos....	0.35	»	
	L'Annam et le Tonkin par la voie des lignes terrestres.....	1.10	»	
	L'Annam et le Tonkin par la voie du câble côtier.....	(²)1.10	»	(²) Y compris la taxe du câble de Saïgon à Haïphong.
	3° A partir de Tourane pour les correspondances échangées avec :			
	L'Annam et le Tonkin et Laos.....	0.15	»	
	La Cochinchine et le Cambodge par la voie des lignes terrestres.....	0.90	»	
	La Cochinchine et le Cambodge par la voie du câble côtier.....	(³)0.90	»	
	4° A partir de la frontière de Chine pour les correspondances échangées avec :			
	Le Tonkin et Laos.....	0.15	»	

La Cochinchine et le Cambodge par la voie des lignes terrestres.....	0.45	»
La Cochinchine et le Cambodge par la voie du câble côtier.....	(3)0.95	»
<i>Taxes de transit</i>		
1° Entre la frontière du Siam et le cap Saint-Jacques :		
a) Pour les correspondances échangées avec les Indes britanniques et les pays au-delà par la voie Moulmein.....	»	0.50
b) Pour les correspondances échangées avec le royaume de Siam.....	»	0.35
2° Entre la frontière du Siam et le point d'atterrissement du câble français à Tourane :		
a) Pour les correspondances échangées avec le royaume de Siam, voie terrestre.....	»	1.10
a) Pour les correspondances échangées avec le royaume de Siam, voie du câble côtier.	»	(3)1.10
b) Pour les autres correspondances, voie terrestre.....	»	1.25
b) Pour les autres correspondances, voie du câble côtier.....	»	(3)1.25
3° Entre la frontière du Siam et la frontière de Chine :		
a) Pour toutes les correspondances acheminées par la voie terrestre.....	»	3.50
b) Pour toutes les correspondances acheminées par la voie du câble côtier.....	»	(3)1.25
4° Entre le cap Saint-Jacques et le point d'atterrissement du câble français à Tourane :		
Pour les correspondances échangées par la voie terrestre.....	»	0.90
Pour les correspondances échangées par la voie du câble côtier.....	»	(3)0.90

(3) Y compris la taxe du câble de Saïgon à Haïphong.

DÉSIGNATION des États	INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs	OBSERVATIONS
Indo-Chine française (Ton- chine, Annam, Cambodge, Annam, Tonkin et Laos) (suite)	5° Entre le cap Saint-Jacques et la frontière de Chine :			
	a) Pour toutes les correspondances achemi- nées par la voie terrestre.....	»	0.50	(1) Y compris la taxe du câble de Saïgon à Haïphong.
	b) Pour toutes les correspondances achemi- nées par la voie du câble côtier.....	»	(1)0.95	
	6° Entre le point d'atterrissement du câble français à Tourane et la frontière de Chine, pour toutes les correspondances..	»	0.30	
	7° Pour toutes les autres correspondances....	»	(2)0.15	(2) Sous réserve expresse de tous droits, il n'y a pas, quant à présent, de taxe de transit en Cochinchine pour les correspondances transitant par le câble de Singapore au Cap Saint-Jacques et le câble direct de ce cap à Hongkong.
Italie.....	Taxe du câble entre Saïgon (cap Saint-Jacques) et Haïphong.....	»	0.75	
	Taxes relatives au câble Tourane-Amoy :			
	<i>Taxes terminales</i>			
	Pour les correspondances de l'Annam et du Tonkin échangées avec Amoy.....	(3)1.60	»	
	<i>Taxes de transit</i>			
	Pour les correspondances échangées entre l'Annam et le Tonkin et :			(3) Pour les correspondances ache- minées par le câble Tourane-Amoy autres que celles originaires ou à des- tination de l'Annam et du Tonkin, les taxes sont les mêmes que celles per- çues par les autres voies existantes.
	a) Hongkong, Macao, les Philippines.....	»	(3)0.60	
	b) Pour les autres correspondances.....	»	(3)1.60	
	1° Entre Vallona, d'une part, et les points d'atterrissement d'Otrante-Corfou et d'O- trante-Zante, d'autre part, et entre les points d'atterrissement de ces deux câbles.	»	0.075	
	2° Pour toutes les autres correspondances.....	»	0.15	

<i>pour les bureaux italiens de l'Afrique</i>			
a) Assab	0.10	»	(4) Ces taxes s'étendent aux bureaux desservis par l'administration japonaise en Corée, savoir : Fusan, Séoul et Chemulpo.
b) Autres bureaux	0.20	»	
<i>Taxe terminale à partir de la frontière d'Egypte</i>	0.20	»	
1° Pour les correspondances échangées avec l'Europe	(⁴)0.55	»	(5) Cette taxe est comprise dans la taxe uniforme.
2° Pour toutes les autres correspondances.....	(⁴)0.70	»	
Taxe du câble Tamsui-Sharppeak, y compris la taxe terminale de Formose :			
1° Pour les correspondances échangées avec l'Europe	»	0.55	
2° Pour toutes les autres correspondances.....	»	0.70	
Taxe du câble du Japon à la Corée :			
° Pour les correspondances terminales de la Corée échangées avec l'Europe ou en transit par l'Europe (5).....	»	»	
2° Pour toutes les autres correspondances terminales de la Corée	»	1.25	
3° Pour toutes les correspondances en transit de la Corée	»	2 »	
Pour toutes les correspondances.....	0.10	0.08	
Pour toutes les correspondances.....	0.10	»	
Pour toutes les correspondances.....	0.10	0.08	
<i>Voir Cap de Bonne-Espérance.</i>			
Pour toutes les correspondances.....	0.15	0.12	
Pour toutes les correspondances.....	0.10	»	
Pour les correspondances avec la fédération australienne	0.05	»	
Pour toutes les autres correspondances.....	0.10	»	
Pour toutes les correspondances.....	0.10	0.08	
A. — VOIES DE BATAVIA OU BANJÆWANGI			
1° Pour les correspondances échangées avec l'île de Java.....	0.30	0.15	
Luxembourg..			
Madagascar ...			
Montenegro...			
Natal.....			
Norvège			
Nouvelle-Calédonie.....			
Nouvelle-Zélande.....			
Pays-Bas			
Pays-Bas (Indes néerlandaises)			

DÉSIGNATION des États	INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs	OBSERVATIONS
	2° Pour les autres îles de l'archipel indo-néerlandais (c'est-à-dire les îles de Bali, de Bornéo néerlandais, de Célèbes, de Lombok, de Madura, de Sumatra et de Weh ou Poeloe-Weh).....	0.80	»	(1) Sauf arrangements spéciaux prévus pour pays limitrophes.
	B. — VOIE DE MEDAN (SUMATRA)			
	Pour toutes les correspondances.....	0.80	0.80	
Perse.....	<i>Taxes terminales</i> A partir de toutes les frontières, pour toutes les correspondances (1)..... Sauf les cas suivants : 1° A partir des frontières de la Russie, pour toutes les correspondances échangées avec Bushire (1)..... 2° A partir du point d'atterrissement à Bushire des câbles du golfe Persique, pour les correspondances échangées avec les Indes et les pays au delà des Indes.....	0.60 0.94 0.81	» » »	(2) Cette taxe s'applique également aux correspondances échangées par les voies Fao-Bushire-Djoulfâ ou Fao-Bushire-Asterabad, mais, dans ce cas, il faut ajouter la taxe de transit du câble Fao-Bushire, soit 0 fr. 45.
	<i>Taxes de transit</i> 1° Entre les frontières de Russie et de Turquie..... 2° Entre les autres frontières pour les correspondances : a) Des Indes britanniques, la Birmanie et Ceylan..... b) Des pays au delà des Indes britanniques.....	» » »	(2) 1 » 0.44 0.705	(3) Cette taxe s'ajoute aux taxes de la Compagnie Western Telegraph.

CONTINENT PORTUGAIS			
Pour toutes les correspondances.....	0.10	»	
<i>Taxes spéciales pour les Açores</i>			
1° Pour les correspondances échangées avec les possessions portugaises.....	0.05	»	
2° Pour toutes les autres correspondances....	0.10	»	
Taxe spéciale pour l'île de Madère.....	(³)0.075	»	
<i>Taxes de transit</i>			
CONTINENT PORTUGAIS			
1° Pour toutes les correspondances passant d'un câble de la Compagnie Eastern au câble brésilien, ou réciproquement.....	»	0.075	
2° Pour toutes les autres correspondances....	»	0.08	
<i>Taxes spéciales pour les Açores :</i>			
1° Pour les correspondances échangées avec l'Amérique du Nord :			
a) Avec l'Amérique du Sud ou transitant par l'Amérique du Sud.....	»	0.075	
b) Pour toutes les autres correspondances..	»	0.05	
Pour toutes les correspondances.....	0.10	0.08	
Roumanie....			
<i>Taxes terminales</i>			
1° Pour les télégrammes transmis par les frontières de la Russie d'Europe et du Caucase :			
a) De la Russie d'Europe (le Caucase y compris) à destination des Indes britanniques, de la Chine, de la Corée, du Japon, de l'Australie et des autres pays au delà des Indes et vice versa.....	0.50	»	
Russie.....			

DÉSIGNATION des États	INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs	OBSERVATIONS
Russie (<i>suite</i>)..	b) De la Russie d'Asie aux mêmes destinations et <i>vice versa</i>..... c) De la Russie d'Europe (le Caucase y compris) à destination de la Perse, de l'Arabie, de l'Afrique, de l'Amérique et <i>vice versa</i>..... d) De la Russie d'Asie aux mêmes destinations et <i>vice versa</i>..... e) De la Russie d'Asie aux pays européens et <i>vice versa</i>..... 2° Pour les télégrammes transmis par les frontières de la Russie d'Asie : a) De la Russie d'Asie à destination de la Chine, de la Corée, du Japon, de l'Australie et autres pays extra-européens et <i>vice versa</i>..... b) De la Russie d'Europe (le Caucase y compris) aux mêmes destinations et <i>vice versa</i>. <i>Taxes de transit</i> 1° Pour les télégrammes transitant par la Russie d'Europe et le Caucase : a) A destination des Indes britanniques, la Birmanie, Ceylan et des pays au delà des pays sus-nommés et <i>vice versa</i>..... b) A destination des autres pays extra-européens et <i>vice versa</i>..... 2° Pour les télégrammes transitant par la Russie d'Europe sans passer les frontières du Caucase	1 » 0.35 0.70 0.70 0.50 1 »	» » » » » » 1.13 0.70 0.35	

frontières du Caucase seulement :				
a) A destination des Indes britanniques et des pays au delà et <i>vice versa</i>	»	1	»	
b) A destination des autres pays extra-européens et <i>vice versa</i>	»	0.30		
4° Pour les télégrammes transitant par la Russie d'Europe avec le Caucase et la Russie d'Asie ou la Russie d'Asie seulement :				
a) A destination de tous les pays extra-européens (le Bokhara excepté) et <i>vice versa</i> ...	»	1.75		
b) A destination du Bokhara et <i>vice versa</i> ...	»	1.50		
Taxes du câble entre les Canaries et le Sénégal.	»	(¹)0.75		
Taxes du Sénégal.....	0.20	0.10		
Pour toutes les correspondances.....	0.10	0.08		
<i>Taxes terminales</i>				
a) A partir de la frontière des Indes britanniques (Moulmein) et de Penang.....	0.575	»		(¹) Cette taxe est réduite à 0 fr. 30 pour la correspondance avec l'Amérique du Sud.
b) A partir de la frontière de Cochinchine (Cambodge)	0.40	»		
Pour les correspondances locales entre les détroits siamois et les Etats fédérés de Malaisie, 4 atts par mot.....	»	»		
<i>Taxes de transit</i>				
Pour toutes les correspondances.....	»	0.575		
Pour toutes les correspondances... ..	0.15	0.12		
Pour toutes les correspondances.....	0.10	0.08		
.....	0.20	0.20		
Ces taxes sont réduites pour les correspondances avec l'Afrique, moins l'Egypte, à.	0.15	0.15		
Pour les correspondances avec l'Asie, moins la Perse et le Bokhara, et avec l'Océanie, à.	0.15	0.15		
Pour les correspondances échangées par les câbles transatlantiques du Nord, à.....	0.15	0.15		
Sénégal.....				
Serbie.....				
Siam.....				
Suède.....				
Suisse.....				
Tunisie.....				

DÉSIGNATION des États	INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs	OBSERVATIONS
	CABLE FRANCO-TUNISIEN			
	<i>Taxes de transit</i>			
	Pour toutes les correspondances.....	»	(¹) 0.20	(1) Les télégrammes originaires ou à destination de la Tunisie, lorsqu'ils sont acheminés par la voie des câbles franco-tunisiens ou franco-algériens, ont à acquitter la taxe de transit (0 fr. 20) de ces câbles; mais ils ne donnent lieu à la perception d'aucune taxe de transit pour le parcours terrestre ni en France ni en Algérie, la taxe de ce parcours se confondant avec celle du parcours sous-marin. Si ces télégrammes sont acheminés par toute autre voie, les taxes afférentes au transit terrestre sont applicables.
Turquie	<i>Taxes terminales</i>			
	1° A partir des frontières européennes :	0.25	»	
	a) Pour la Turquie d'Asie.....	(²) 0.75	»	
	b) Pour la Turquie d'Asie et l'archipel de la Turquie d'Asie.....	0.75	»	
	c) Pour Hedjaz et Yemen.....		»	
	2° A partir des frontières de la Turquie d'Asie :	0.75	»	
	a) Pour la Turquie d'Asie.....	0.75	»	
	b) Pour Hedjaz et Yemen.....		»	
	c) Pour la Turquie d'Europe et l'archipel de la Turquie d'Asie.....	(³) 1	»	
	3°) A partir de la côte de Souakim (y compris la taxe afférente au câble de Souakim à Djedda) :	1.50	»	(2) Y compris la taxe afférente à la Compagnie Eastern, qui est fixée à 0 fr. 17 pour Chio, Lemnos et Ténédos, et à 0 fr. 45 pour l'île de Candie.
	a) Pour Yemen et la Turquie d'Asie.....	1.75	»	
	b) Pour la Turquie d'Europe et l'archipel de la Turquie d'Asie.....		»	
	4° A partir de Perim (y compris la taxe afférente au câble de Perim à Cheikh-Saïd) :			(3) Y compris la taxe afférente à la Compagnie Eastern, qui est fixée dans ce cas à 0 fr. 23 pour Chio, Lemnos et Ténédos, et à 0 fr. 45 pour
	a) Pour Hedjaz et la Turquie d'Asie.....	0.75	»	
	b) Pour la Turquie d'Europe et l'archipel de			

A partir de la côte de Tripoli :	a) Pour le bureau de Tripoli.....	(⁴) 0.15	»	dances du régime extra-européen
	b) Pour les autres bureaux.....	0.30	»	échangées avec la Turquie d'Europe
<i>Taxes de l'Hedjaz</i>				
A partir de la côte de Souakim (y compris la				
taxe afférente au câble de Souakim à				
Djedda) :				
a) Pour les correspondances ottomanes, y		(⁵) 1	»	(4) Cette taxe n'est pas prélevée
compris Tripoli d'Afrique.....				pour les correspondances ottomanes
b) Pour les correspondances de l'Hedjaz avec		0.50	»	(5) Cette taxe est réduite à 0 fr. 50
l'Yemen, voie Souakim-Perim.....		1.50		pour les correspondances ottomanes,
c) Pour les autres correspondances.....				y compris Tripoli d'Afrique, achemi-
<i>Taxes de l'Yemen</i>				
A partir de Perim (y compris la taxe afférente				
au câble de Perim à Cheikh-Saïd :				
a) Pour les correspondances ottomanes....		0.50	»	nées par la voie du câble de Suez à
b) Pour les autres correspondances.....		0.75	»	Souakim.
<i>Taxes de transit</i>				
1° Entre les frontières européennes.....		»	0.25	(6) Cette taxe est réduite à 0 fr. 6375
2° Entre les frontières de la Turquie d'Asie...		»	0.75	pour les mêmes correspondances
3° Entre les frontières de la Turquie d'Europe				échangées par la voie de Fao (sauf
et celle de la Turquie d'Asie, sauf les cas				approbation).
prévus sous 4° :				
a) Pour les correspondances des Indes bri-				(7) La taxe de transit du parcours
tanniques, de la Birmanie et de Ceylan...				de Constantinople (câble d'Odessa)
b) Pour les correspondances des pays au delà			(⁶) 1.195	à Tschesmé est réduite à 0 fr. 125 pour
des Indes britanniques.....			(⁶) 1.035	les correspondances russo-égypti-
c) Pour les correspondances échangées avec				ennes échangées voie Candie-Alexan-
la Perse, voie Hannekin ou Bachkale.			0.70	drie ou pour les correspondances
d) Pour toutes les correspondances.....			(⁷) 1	échangées par la susdite voie entre la
			»	Russie et Aden ou l'Afrique du Sud.

La cote de Souakim (voie Damas-Médine-Djedda, y compris la taxe afférente au câble de Souakim à Djedda).....	»	1.50
La cote de Perim (voie Damas-Médine-Cheikh-Saïd), y compris la taxe afférente au câble de Perim à Cheikh-Saïd).....	»	0.75
7° Entre la côte de Souakim et la côte de Perim (voie Djedda-Cheikh-Saïd, y compris les taxes afférentes aux câbles de Souakim à Djedda et de Perim à Cheikh-Saïd).....	»	1.50
<i>N.-B.</i> — La taxe afférente au parcours éventuel des câbles Salonique-Ténédos-les-Dardanelles-Constantinople, de la Compagnie Eastern, est fixée à 20 centimes, à percevoir en sus des taxes normales. Les taxes ottomanes, par rapport aux différents points d'atterrissement de certains câbles de la compagnie Eastern, à savoir par rapport à Ténédos, Salonique, les Dardanelles, Besika et Constantinople (câble de Ténédos), sont les mêmes que celles qui sont applicables par rapport à la frontière asiatique de Tchesmé.		
Uruguay.....	»	»

Taxes de la Compagnie « Eastern Telegraph »

Les taxes suivantes comprennent les taxes terminales de Gibraltar, Tanger, Malte, Souakim, Aden, Perim et les îles de Chio et Ténédos, qui appartiennent à la Compagnie.

Les taxes de transit de la Crète, du Portugal pour Saint-Vincent et de l'Egypte, sont aussi comprises dans les taxes suivantes.

Les taxes jusqu'à la côte de l'Egypte (Alexandrie) comprennent la taxe terminale de l'Egypte, pour les correspondances échangées avec tous les bureaux de la première région par les câbles méditerranéens de la Compagnie Eastern, mais elles ne comprennent pas la taxe de transit de cette même région pour les correspondances échangées avec les autres régions de l'Egypte. Pour les villes d'Alexandrie, du Caire et de Suez, les taxes terminales appartiennent à la Compagnie.

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs
<i>Entre la côte de la Grande-Bretagne et :</i>		
La côte de l'Espagne (Vigo ou Cadix) :		
1° Pour les correspondances échangées par les câbles de la Compagnie Western, voie de Lisbonne.	»	* 0.44
2° Pour toutes les autres correspondances.....	»	* 0.55
La côte du Portugal (Caminha, Carcavello ou Villa-Real :		
1° Pour les correspondances avec l'Espagne.....	»	0.475
2° Pour les correspondances échangées avec l'Afrique, voie Saint-Vincent.....	»	* 0.55
3° Pour toutes les autres correspondances.....	»	* 0.60
La côte de Gibraltar.....	0.90	* 0.90
La côte du Maroc (Tanger).....	1.05	»
La côte de la France (Marseille).....	»	* 1.35
La côte de l'Algérie (Bône).....	»	* 1.125
L'île de Malte.....	0.90	»
La côte de l'Italie (Modica ou Otrante) :		
1° Pour les correspondances avec l'Italie.....	0.90	* 0.90
2° Pour toutes les autres correspondances.....	»	* 1.125
La côte de Tripoli.....	»	* 1.50
La côte de l'Autriche (Trieste).....	»	* 1.175
Les côtes de la Grèce.....	»	* 0.875
L'île de Crète.....	»	* 0.725
Les côtes de la Turquie.....	(1) 0.675	* 0.675
La côte de l'Egypte (Alexandrie ou Port-Saïd) ou l'île de Chypre (voie Alexandrie).....	1.90	* 1.90

(*) Ces taxes comprennent la taxe terminale de la Grande-Bretagne, mais la taxe de transit du même pays n'y est pas comprise, sauf pour les correspondances échangées par les câbles entre la Grande-Bretagne et l'Amérique du Nord.

(1) Y compris les taxes terminales des îles de Chio, Lemnos et Ténédos.

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs
La côte de l'Égypte (Souakim).....	2.65	* 2.65
La côte de Sierra-Leone.....	5.60	* 5.60
<i>Entre la côte d'Espagne (Vigo) pour les correspondances échangées par le câble Emden-Vigo, et :</i>		
La côte de l'Espagne (Cadix) :		
1° Entre les îles Madère et du Cap-Vert ou l'Amérique du Sud (voie Ténériffe) et :		
a) Le Danemark, la Suède ou la Norvège.....	»	0.30
b) Les Pays-Bas.....	»	0.475
c) Tous les autres pays.....	»	0.675
2° Entre l'Afrique du Sud ou les possessions britanniques et allemandes de la côte occidentale d'Afrique (voie Ténériffe) et :		
a) L'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède ou la Russie.	»	0.2375
b) Tous les autres pays.....	»	0.2875
La côte du Portugal (Caminha, Carcavellos ou Villa-Real) :		
1° Entre les îles Madère et du Cap-Vert (voie Madère et) :		
a) L'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède, la Russie ou l'Autriche.....	»	0.275
b) Tous les autres pays.....	»	0.325
2° Entre l'Amérique du Sud (voie Madère) et :		
a) Le Danemark ou la Norvège.....	»	0.2875
b) La Suède.....	»	0.2375
c) Les Pays-Bas.....	»	0.625
d) L'Allemagne ou la Russie.....	»	0.725
e) Tous les autres pays.....	»	0.825
3° Entre l'Afrique du Sud ou les possessions britanniques et allemandes de la côte occidentale d'Afrique (voie Madère) et :		
a) L'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède ou la Russie.....	»	0.2375
b) Tous les autres pays.....	»	0.2875
4° Entre l'Afrique orientale (voie Madère) et :		
a) L'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède ou la Russie	»	0.125
b) Tous les autres pays.....	»	0.175
La côte de l'Égypte (Alexandrie ou Port-Saïd) ou		

(*) Ces taxes comprennent les taxes terminales de la Grande-Bretagne, mais la taxe de transit du même pays n'y est pas comprise, sauf pour les correspondances échangées par les câbles entre la Grande-Bretagne et l'Amérique du Nord.

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs
l'île de Chypre (voie Alexandrie), pour les corres- pondances échangées avec :		
a) L'Allemagne ou la Suède.....	1.325	1.325
b) Les Pays-Bas ou le Danemark.....	1.425	1.425
c) La Norvège.....	1.475	1.475
d) Tous les autres pays.....	1.625	1.625
La côte de l'Egypte (Souakim), pour les correspon- dances échangées avec :		
a) L'Allemagne ou la Suède.....	2.075	2.075
b) Les Pays-Bas ou le Danemark.....	2.175	2.175
c) La Norvège.....	2.225	2.225
d) Tous les autres pays.....	2.375	2.375
La côte de Sierra-Leone, pour les correspondances échangées avec :		
a) L'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède ou la Russie.....	5.2875	5.2875
b) Tous les autres pays.....	5.3375	5.3375
<i>Entre la côte de l'Espagne (Vigo) et :</i>		
La côte de l'Espagne (Cadix), pour toutes les au- tres correspondances.....	»	0.30
<i>Entre la côte de l'Espagne (Vigo ou Cadix), pour toutes les autres correspondances et :</i>		
La côte du Portugal (Caminha, Carcavellos ou Villa-Real).....	»	0.30
La côte de Gibraltar :		
1° Pour les correspondances voie Vigo.....	0.50	0.50
2° Pour les correspondances voie Cadix.....	0.10	0.10
La côte du Maroc (Tanger) :		
1° Pour les correspondances voie Vigo.....	0.65	»
2° Pour les correspondances voie Cadix.....	0.25	»
La côte de la France (Marseille) :		
1° Pour les correspondances avec l'Amérique du Sud.....	»	0.825
2° Pour les correspondances avec l'Amérique du Sud, Port-Louis (île Maurice) ou Mahé (Sey- chelles).....	»	0.36
3° Pour toutes les autres correspondances.....	»	0.775
La côte de l'Algérie (Bône).....	»	0.925
L'île de Malte.....	0.70	»
La côte de Tripoli.....	»	1.30

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs
La côte de l'Italie (Modica ou Otrante):		
1° Pour les correspondances avec l'Italie.....	»	0.70
2° Pour toutes les autres correspondances.....	»	0.925
La côte de l'Autriche (Trieste).....	»	0.975
Les côtes de la Grèce.....	»	0.875
L'île de Crète.....	»	0.725
Les côtes de la Turquie.....	(1) 0.675	0.675
La côte de l'Egypte (Alexandrie ou Port-Saïd) ou l'île de Chypre (voir Alexandrie).....	1.625	1.625
La côte de l'Egypte (Souakim).....	2.375	2.375
La côte de Sierra-Leone.....	5.35	5.35
<i>Entre la côte du Portugal (Carcavellos) et :</i>		
La côte du Portugal (Caminha ou Villa-Real)....	»	0.15
<i>Entre la côte du Portugal (Caminha) et :</i>		
La côte du Portugal (Villa-Real).....	»	0.15
<i>Entre la côte du Portugal (Carcavellos, Caminha ou Villa-Real) ou :</i>		
La côte de Gibraltar :		
1° Pour les correspondances échangées avec l'Afri- que, voie Saint-Vincent.....	0.10	»
2° Pour toutes les autres correspondances.....	0.225	0.225
La côte du Maroc (Tanger) :		
1° Pour les correspondances échangées avec l'Afri- que, voie Saint-Vincent.....	0.25	»
2° Pour toutes les autres correspondances.....	0.375	»
La côte de la France (Marseille) :		
1° Pour les correspondances avec l'Espagne ou transitant par l'Espagne.....	»	0.70
2° Pour les correspondances avec l'Afrique	»	0.775
3° Pour toutes les autres correspondances.....	»	0.825
La côte de l'Algérie (Bône) :		
1° Pour les correspondances avec l'Espagne ou transitant par l'Espagne.....	»	0.85
2° Pour toutes les autres correspondances.....	»	0.925
L'île de Malte :		
1° Pour les correspondances avec l'Espagne ou transitant par l'Espagne.....	0.625	»
2° Pour toutes les autres correspondances.....	0.70	»

(1) Y compris les taxes terminales des îles de Chio, Lemnos et Ténédos.

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs
La côte de Tripoli :		
1° Pour les correspondances avec l'Espagne ou transitant par l'Espagne.....	)	1.225
2° Pour toutes les autres correspondances.....	)	1.30
La côte de l'Italie (Modica ou Otrante) :		
1° Pour les correspondances avec l'Italie transitant par l'Espagne.....	)	0.625
2° Pour toutes les autres correspondances avec l'Italie.....	)	0.70
3° Pour toutes les autres correspondances avec l'Espagne ou transitant par l'Espagne.....	)	0.85
4° Pour toutes les autres correspondances.....	)	0.925
La côte de l'Autriche (Trieste) :		
1° Pour les correspondances avec l'Espagne ou transitant par l'Espagne.....	)	0.90
2° Pour toutes les autres correspondances.....	)	0.975
Les côtes de la Grèce :		
1° Pour les correspondances avec l'Espagne ou transitant par l'Espagne.....	)	0.80
2° Pour toutes les autres correspondances.....	)	0.875
L'île de Crète :		
1° Pour les correspondances avec l'Espagne ou transitant par l'Espagne.....	)	0.65
2° Pour toutes les autres correspondances.....	)	0.725
Les côtes de la Turquie :		
1° Pour les correspondances avec l'Espagne ou transitant par l'Espagne.....	(1)0.60	0.60
2° Pour toutes les autres correspondances.....	(1)0.675	0.675
La côte de l'Egypte (Alexandrie ou Port-Saïd) ou l'île de Chypre (voie Alexandrie) :		
1° Pour les correspondances avec l'Espagne ou transitant par l'Espagne.....	1.55	1.55
2° Pour toutes les autres correspondances.....	1.625	1.625
La côte de l'Egypte (Souakim) :		
1° Pour les correspondances avec l'Espagne ou transitant par l'Espagne.....	2.30	2.30
2° Pour toutes les autres correspondances.....	2.375	2.375
La côte de Sierra-Leone :		
1° Pour les correspondances avec l'Espagne ou transitant par l'Espagne.....	5.0125	5.0125
2° Pour toutes les autres correspondances.	5.025	5.025

(1) Y compris les taxes terminales des îles de Chio, Lemnos et Ténédos.

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs
<i>Entre la côte de Gibraltar :</i>		
La côte du Maroc (Tanger).....	0.15	»
La côte de la France (Marseille).....	1.075	1.075
La côte de l'Algérie (Bône).....	0.85	0.85
L'île de Malte.....	0.625	»
La côte de Tripoli.....	1.225	1.225
La côte de l'Italie (Modica ou Otrante) :		
1° Pour les correspondances avec l'Italie.....	0.625	0.625
2° Pour toutes les autres correspondances.....	0.85	0.85
La côte de l'Autriche (Trieste).....	0.90	0.90
Les côtes de la Grèce.....	0.825	0.825
L'île de Crète.....	0.65	0.65
Les côtes de la Turquie.....	(¹)0.60	0.60
La côte de l'Égypte (Alexandrie ou Port-Saïd) ou l'île de Chypre (voie Alexandrie).....	1.625	1.625
La côte de l'Égypte (Souakim).....	2.375	2.375
La côte de Sierra-Leone.....	5.15	5.15
<i>Entre la côte du Maroc (Tanger) et :</i>		
La côte de la France (Marseille).....	1.225	»
La côte de l'Algérie (Bône).....	1 »	»
L'île de Malte.....	0.775	»
La côte de Tripoli.....	1.375	»
La côte de l'Italie (Modica ou Otrante).....	1 »	»
La côte de l'Autriche (Trieste).....	1.05	»
Les côtes de la Grèce.....	0.975	»
L'île de Crète.....	0.80	»
Les côtes de la Turquie.....	(¹)0.75	»
La côte de l'Égypte (Alexandrie ou Port-Saïd) ou l'île de Chypre (voie Alexandrie).....	1.775	»
La côte de l'Égypte (Souakim).....	2.525	»
La côte de Sierra-Leone.....	5.30	»
<i>Entre la côte de la France (Marseille) et :</i>		
La côte de l'Algérie (Bône).....	»	0.20
L'île de Malte.....	0.425	»
La côte de Tripoli.....	»	1.025
La côte de l'Italie (Modica ou Otrante) :		
1° Pour les correspondances avec l'Italie.....	»	0.425
2° Pour toutes les autres correspondances.....	»	0.65
La côte de l'Autriche (Trieste).....	»	0.725

(1) Y compris les taxes terminales des îles de Chio, Lemnos et Ténédos.

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs
Les côtes de la Grèce.....	»	0.40
L'île de Crète.....	»	0.50
Les côtes de la Turquie :		
1° Pour les correspondances ottomanes.....	0.20 *	0.20
2° Pour toutes les autres correspondances.....	»	0.45
La côte de l'Egypte (Alexandrie ou Port-Saïd) ou l'île de Chypre (voie Alexandrie) :		
1° Pour les correspondances avec la Grande-Bre- tagne, l'Espagne, le Portugal, Gibraltar, Tanger et les Pays-Bas.....	1.425	1.425
2° Pour toutes les autres correspondances.....	1.45	1.45
La côte de l'Egypte (Souakim) :		
1° Pour les correspondances avec la Grande-Bre- tagne, l'Espagne, le Portugal, Gibraltar, Tanger et les Pays-Bas.....	2.175	2.175
2° Pour toutes les autres correspondances.....	2.20	2.20
La côte de Sierra-Leone.....	5.825	5.825
<i>Entre la côte de l'Algérie (Bône) et :</i>		
L'île de Malte.....	0.225	»
La côte de Tripoli.....	»	0.825
La côte d'Italie (Modica ou Otrante).....	»	0.45
La côte de l'Autriche (Trieste).....	»	0.50
Les côtes de la Grèce.....	»	0.40
L'île de Crète.....	»	0.25
Les côtes de la Turquie.....	0.20 *	0.20
La côte de l'Egypte (Alexandrie ou Port-Saïd) ou l'île de Chypre (voie Alexandrie).....	1.225	1.225
La côte de l'Egypte (Souakim).....	1.975	1.975
La côte de Sierra-Leone.....	5.975	5.975
<i>Entre l'île de Malte et :</i>		
La côte de Tripoli.....	0.60	»
La côte de l'Italie (Otrante ou Modica).....	0.225	»
La côte de l'Autriche (Trieste).....	0.275	»
Les côtes de la Grèce :		
Voie du câble Malte-Zante.....	0.20	»
Voie d'Alexandrie :		
1° Pour les correspondances avec Malte.....	1.55	»
2° Pour toutes les autres correspondances.....	»	1.25
L'île de Crète.....	0.325	»

(*) Y compris les taxes terminales des îles de Chio, Lemnos et Ténédos.

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs
Les côtes de la Turquie :		
Voie du câble Malte-Zante.....	0.275 *	»
Voie d'Alexandrie :		
1° Pour les correspondances avec Malte.....	1.55 *	»
2° Pour toutes les autres correspondances.....	1.25 *	1.25
La côte de l'Egypte (Alexandrie ou Port-Saïd) ou l'île de Chypre (voie Alexandrie).....	1.30	»
La côte de l'Egypte (Souakim).....	2.05	»
La côte de Sierra-Leone.....	5.75	»
<i>Entre la côte de Tripoli et :</i>		
La côte de l'Italie (Modica ou Otrante).....	»	0.825
La côte de l'Autriche (Trieste).....	»	0.75
Les côtes de la Grèce.....	»	0.80
L'île de Crète.....	»	0.925
Les côtes de la Turquie.....	0.875 *	0.875
La côte de l'Egypte (Alexandrie ou Port-Saïd) ou l'île de Chypre (voie Alexandrie).....	1.60	1.60
La côte de l'Egypte (Souakim).....	2.35	2.35
La côte de l'Arabie (Yemen).....	»	(1)3.85
La côte de Sierra-Leone.....	6.35	6.35
<i>Entre la côte de l'Italie (Modica) et :</i>		
La côte de l'Italie (Otrante).....	»	0.175
<i>Entre la côte de l'Italie (Modica ou Otrante) et :</i>		
La côte de l'Autriche (Trieste).....	»	0.275
Les côtes de la Grèce.....	»	0.20
L'île de Crète.....	»	0.325
Les côtes de la Turquie.....	0.275 *	0.275
La côte de l'Egypte (Alexandrie ou Port-Saïd) ou l'île de Chypre (voie Alexandrie) :		
1° Pour les correspondances avec la France, la Belgique, la Russie, l'Amérique du Nord et le Luxembourg.....	1.25	1.25
2° Pour les correspondances avec l'Autriche et la Hongrie.....	1.15	1.15
3° Pour toutes les autres correspondances.....	1.225	1.225

(*) Y compris les taxes terminales des îles de Chio, Lemnos et Ténédos.

(1) Cette taxe est réduite à 2.05 pour les correspondances officielles du gouvernement ottoman.

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs
La côte de l'Égypte (Souakim) :		
1° Pour les correspondances avec la France, l'Autriche, la Hongrie, la Belgique, la Russie, l'Amérique du Nord et le Luxembourg.....	2 »	2 »
2° Pour toutes les autres correspondances.....	1.975	1.975
La côte de Sierra-Leone :		
1° Pour les correspondances avec l'Italie.....	5.75	5.75
2° Pour toutes les autres correspondances.....	5.975	5.975
<i>Entre la côte de l'Autriche (Trieste) et :</i>		
Les côtes de la Grèce et.....	»	0.20
L'île de Crète.....	»	0.325
Les côtes de la Turquie.....	0.275 *	0.275
La côte de l'Égypte (Alexandrie ou Port-Saïd) ou l'île de Chypre (voie Alexandrie) :		
1° Pour les correspondances avec l'Algérie, la Tunisie, l'Espagne, Tanger, Gibraltar, le Portugal, les Canaries et le Sénégal.....	1.25	1.25
2° Pour les correspondances avec la France.....	1.275	1.275
3° Pour les correspondances avec la Grande-Bretagne et la Bulgarie.....	1.30	1.30
4° Pour les correspondances avec l'Autriche, la Hongrie et la Suisse.....	1.35	1.35
5° Pour les correspondances avec la Bosnie-Herzégovine, le Montenegro et la Serbie.....	1.375	1.375
6° Pour les correspondances avec le Luxembourg et la Belgique....	1.425	1.425
7° Pour les correspondances avec la Roumanie...	1.40	1.40
8° Pour toutes les autres correspondances.....	1.45	1.45
La côte de l'Égypte (Souakim) :		
1° Pour les correspondances avec l'Algérie, la Tunisie, l'Espagne, Tanger, Gibraltar, le Portugal, les Canaries et le Sénégal.....	2 »	2 »
2° Pour les correspondances avec la France.....	2.025	2.025
3° Pour les correspondances avec la Grande-Bretagne et la Bulgarie.....	2.05	2.05
4° Pour les correspondances avec la Suisse....	2.10	2.10
5° Pour les correspondances avec la Bosnie-Herzégovine, le Montenegro et la Serbie.....	2.125	2.125
6° Pour les correspondances avec le Luxembourg et la Belgique.....	2.175	2.175

(*) Y compris les taxes terminales des îles de Chio, Lemnos et Ténédos.

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs
7° Pour les correspondances avec la Roumanie...	2.15	2.15
8° Pour toutes les autres correspondances.....	2.20	2.20
La côte de Sierra-Leone.....	6.025	6.025
<i>Entre les côtes de la Grèce et :</i>		
Les îles de la Grèce (sauf Poros et Eubée) :		
Pour les correspondances échangées par la voie de Larisse-Katerina	»	0.20
L'île de Crète.....	»	0.25
Les côtes de la Turquie :		
1° Pour les correspondances échangées par la voie de Larisse-Katerina.....	»	0.275
2° Pour toutes les autres correspondances.....	»	0.20
La côte de l'Egypte (Alexandrie ou Port-Saïd) ou l'île de Chypre (voie Alexandrie).....	(¹)1 25	1.225
La côte de l'Egypte (Souakim) :		
1° Pour les correspondances entre la Turquie ou la Tripolitaine et l'Arabie.....	»	2 »
2° Pour toutes les autres correspondances.....	(¹)2 »	1.975
La côte de Sierra-Leone.....	5.925	5.925
<i>Entre l'île de Crète et :</i>		
Les côtes de la Turquie (frontières européennes)..	»	0.25
La côte de la Turquie (Rhodes).....	»	0.35
La côte de l'Egypte (Alexandrie ou Port-Saïd) ou l'île de Chypre (voie Alexandrie).....	0.80	0.80
La côte de l'Egypte (Souakim).....	1.55	1.55
La côte de l'Arabie (Yemen).....	»	(²)3.10
La côte de Sierra-Leone.....	5.725	5.725
<i>Entre la côte de la Turquie (Constantinople) et :</i>		
La côte de la Turquie (Salonique, Dardanelles ou Tchesmé).....	»	0.20
<i>Entre la côte de la Turquie (Salonique) et :</i>		
La côte de la Turquie (Dardanelles ou Tchesmé)..	»	0.20
<i>Entre la côte de la Turquie (Dardanelles) et :</i>		
La côte de la Turquie (Tchesmé).....	»	0.20

(1) Y compris la taxe terminale de la Grèce.

(2) Ces taxes sont réduites de 1 fr. pour les correspondances officielles du gouvernement ottoman.

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs
<i>Entre les côtes de la Turquie (Constantinople, Dardanelles, Salonique, Lemnos, Ténédos, Chio ou Tchesmé) et :</i>		
La côte de l'Egypte (Alexandrie ou Port-Saïd) ou l'île de Chypre (voie Alexandrie).....	1.15	1.15
La côte de l'Egypte (Souakim) :		
1° Pour les correspondances échangées entre la Turquie et l'Arabie.....	»	2 »
2° Pour toutes les autres correspondances....	1.90	1.90
La côte de l'Arabie (Yemen) :		
1° Pour les correspondances avec la Turquie d'Europe.....	»	(¹)3 »
2° Pour les correspondances avec Chio et Ténédos.	»	(¹)3.25
La côte de Sierra-Leone.....	(²)5.725	5.725
<i>Entre la côte de la Turquie (Rhodes) et :</i>		
La côte de l'Egypte (Alexandrie ou Port-Saïd) ou l'île de Chypre (voie Alexandrie).....	1.05	1.05
La côte de l'Egypte (Souakim).....	1.80	1.80
La côte de l'Arabie (Yemen) :		
1° Pour les correspondances avec l'île de Rhodes..	»	(¹)3 »
2° Pour les correspondances avec la Turquie d'Asie.....	»	(¹)2.25
3° Pour les correspondances avec Samos et Mitylène.....	»	(¹)2.50
La côte de Sierra-Leone.....	5.725	5.725
<i>Entre l'île de Chypre et :</i>		
La côte de l'Egypte (Alexandrie ou Port-Saïd)....	(³)0.90	0.90
La côte de l'Egypte (Souakim).....	1.35	1.35
La côte de l'Arabie (Aden), l'île de Perim ou la côte d'Obock.....	3.25	3.25
La côte de l'Arabie (Yemen).....	(¹)2.25	»
La côte des Indes britanniques (Bombay).....	3.50	3.50
La côte de Sierra-Leone.....	6.675	6.675
<i>Entre la côte de l'Egypte (Alexandrie) et :</i>		
La côte de l'Egypte (Port-Saïd).....	0.25	0.25
La côte de Sierra-Leone.....	6.675	6.675

(1) Ces taxes sont réduites de 1 fr. pour les correspondances officielles du gouvernement ottoman.

(2) Y compris les taxes terminales des îles de Chio, Lemnos et Ténédos.

(3) Y compris la taxe terminale de l'Egypte pour la première région.

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs
<i>Entre la côte de l'Egypte (voie Suez) et :</i>		
La côte de l'Egypte (Souakim) :		
1° Pour les correspondances entre la Turquie et l'Arabie échangées par la voie El-Arich.....	»	(¹)1 »
2° Pour toutes les autres correspondances échangées par la voie El-Arich.....	1.60	1.60
3° Pour toutes les autres correspondances.....	(²)1.35	(²)1.35
La côte de l'Arabie (Aden), l'île de Perim ou la côte d'Obock :		
1° Pour les correspondances échangées avec la Turquie d'Europe et l'île de Rhodes par la voie El-Arich.....	2.75	2.75
2° Pour toutes les autres correspondances échangées par la voie El-Arich.....	3.50	3.50
3° Pour toutes les autres correspondances.....	(²)3.25	(²)3.25
La côte de l'Arabie (Yemen) :		
1° Pour les correspondances échangées avec la Turquie ou la Tripolitaine, voie El-Arich.....	»	(¹)2 »
2° Pour les autres correspondances échangées par la voie El-Arich.....	»	3.50
3° Pour toutes les autres correspondances.....	(²)2.25	(³)2.25
La côte des Indes britanniques (Bombay) :		
1° Pour les correspondances échangées par la voie El-Arich.....	»	4 »
2° Pour toutes les autres correspondances.....	(²)3.50	3.50
<i>Entre la côte de l'Egypte (Souakim) et :</i>		
La côte de l'Arabie (Aden), l'île de Perim ou la côte d'Obock.....	1.90	1.90
La côte de l'Arabie (Yemen).....	»	(¹)1.50
La côte des Indes britanniques (Bombay).....	3 »	3 »
La côte de Sierra-Leone.....	7.77 ⁵	7.77 ⁵
<i>Entre l'île de Perim et :</i>		
La côte de l'Arabie (Aden).....	0.60	0.60
La côte d'Obock.....	0.20	0.20
<i>Entre la côte de l'Arabie (Aden) et :</i>		
La côte d'Obock.....	0.60	»

(1) Cette taxe est réduite de moitié pour les correspondances officielles du gouvernement ottoman.

(2) Y compris la taxe terminale de l'Egypte pour la première région.

(3) Ces taxes sont réduites de 1 fr. pour les correspondances officielles du gouvernement ottoman.

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs
<i>Entre la côte de l'Arabie (Aden), l'île de Perim ou la côte d'Obock et :</i>		
La côte des Indes britanniques (Bombay).....	2.85	2.85
La côte de Sierra-Leone.....	8.10	8.10
<i>Entre la côte de Sierra-Leone et :</i>		
L'île de l'Ascension.....	1.25	»
L'île de Sainte-Hélène.....	2.50	»
La côte de la colonie du Cap (Capetown).....	(1)3.125	»
<i>Entre l'île de l'Ascension et :</i>		
L'île de Saint-Vincent (Cap-Vert), pour les corres- pondances locales.....	1.25	»
L'île de Sainte-Hélène.....	1.25	»
La côte de la colonie du Cap (Capetown) :		
1° Pour les correspondances échangées avec l'Europe ou transitant par l'Europe, voie Aden.	1.25	»
2° Pour toutes les autres correspondances.....	2.50	»
<i>Entre l'île de Sainte-Hélène et :</i>		
L'île de Saint-Vincent (Cap-Vert), pour les corres- pondances locales.....	2.50	2.50
La côte de la colonie du Cap (Capetown), pour toutes les correspondances.....	1.25	»
<i>Entre l'île de Saint-Vincent (Cap-Vert) et :</i>		
La côte de la colonie du Cap (Capetown), pour toutes les correspondances, sauf avec l'Europe ou transitant par l'Europe.....	3.75	3.75
<i>Entre la côte de Natal (Durban) et :</i>		
L'île Maurice (Port-Louis) :		
1° Pour les correspondances entre l'île Rodri- guez, les îles Cocos-Keeling ou l'Australie, d'une part et la côte orientale d'Afrique, d'autre part.	»	0.30
2° Pour les autres correspondances avec l'île Ro- driguez ou les îles Cocos-Keeling.....	1.55	1.55
3° Pour les autres correspondances avec l'Aus- tralie.....	1.2375	1.2375
4° Pour toutes les autres correspondances (sauf avec l'Europe ou transitant par l'Europe).....	1.25	1.25

(1) Y compris la taxe terminale de la colonie du Cap.

Taxes par mot entre l'Europe ou transitant par l'Europe (y compris l'Algérie, la Tunisie, Tanger et Tripoli d'Afrique), etc.

	ADEN ou PÉRIM voie directe	LA COTE DES INDES (BOMBAY) pour les correspondances avec			
		Les Indes britanniques et la Birmanie	Ceylan	Les pays au delà des Indes par les voies terrestres	Les pays au delà des Indes par les câbles de la compagnie Eastern Extension
	en francs	en francs	en francs	en francs	en francs
L'Europe et la Compagnie Eastern.....	(¹)3.125	2.775	2.775	»	»

(1) Ce tarif est réduit à 1 fr. 50 par mot pour les correspondances échangées entre l'Italie et la colonie d'Erythrée voie Périm.

DÉSIGNATION	ASCENSION ou Sainte-Hélène	Afrique du Sud voie Sainte-Hélène	PORT-LOUIS (Ile Maurice) voie Sainte-Hélène
	en francs	en francs	en francs
L'Europe et la Compagnie Eastern.....	3.125	3.025	3.125
Colonie du Cap, Natal, colonie d'Orange et Transvaal	»	0.10	»
Totaux	3.125	3.125	3.125

Taxes de la Société allemande des Télégraphes sous-marins

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs	OBSERVATIONS
Entre la côte de l'Allemagne (Emden) et la côte d'Espagne (Vigo) :			
Pour les correspondances entre : les Pays- Bas, d'une part, et Zanzibar, Mozambique, les îles Seychelles et Maurice, Lourenço- Marquès, Majunga, les possessions alle- mandes de la côte orientale d'Afrique, les stations de la Compagnie British East Africa, voie Aden, et l'Afrique du Sud, les Indes et les pays au delà des Indes, d'autre part.....	»	0.15	
Pour toutes les autres correspondances ...	»	0.20	

Taxes de la Compagnie « Black Sea Telegraph »

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs	OBSERVATIONS
<i>Entre la côte de Russie (Odessa) et :</i>			
La côte de la Turquie (Constantinople) :			
1° Pour les correspondances entre l'Égypte, Aden, Périm, l'Afrique du Sud, d'une part, et la Russie, d'autre part.....	»	0.375	
2° Pour toutes les autres correspondances.	»	0.45	

Taxes de la Compagnie « Direct Spanish Telegraph »

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES terminales en francs	TAXES de transit en francs	OBSERVATIONS
<i>Entre la côte de la Grande-Bretagne et :</i>			
La côte d'Espagne (Bilbao) :			
1° Pour les correspondances échangées avec les câbles brésiliens de la Compagnie Western.....	»	0.44 *	* Ces taxes com- prennent la taxe terminale de la Grande - Bretagne mais la taxe de tran- sit du même pays n'y est pas com- prise.
2° Pour toutes les autres correspondances..	»	0.55 *	
<i>Entre la Côte de France (Marseille) et :</i>			
La côte d'Espagne (Barcelone).....	»	0.30	

Ainsi arrêté à Londres, le 10 juillet 1903, par les délégués soussignés, conformément aux articles 15 et 16 de la convention de Saint-Petersbourg, pour entrer en vigueur le 1^{er} juillet 1904.

Pour l'Allemagne :

H. SYDOW.
B. KOHLER.
H. BREDAUER.

Pour la République Argentine :
F.-P. HANSEN.

Pour l'Australie (Fédération) :
HENRY COPELAND.

Pour l'Autriche :
D^r NEUBAUER.
STIBRAL.

Pour la Belgique :

F. DELARGE.
J. BANNEUX.
A. SEGHN.

Pour la Bosnie-Herzégovine :
D^r DE HENNYEY.
pour M. LE COLONEL SCHLEYER.

Pour le Brésil :
D^r FRANCISCO BHERING.

Pour la Bulgarie :
IV. STOYANOVITCH.
T. TZONTCHEFF.

Pour le Cap de Bonne-Espérance :

J.-C. LAMB.
 JOHN ARDRON.
 P. BENTON.
 R.-J. MACKAY.
 F.-W. HOME.

Pour le Ceylan :

H.-A. KIRK
 S.-H.-C. HUTCHINSON.

Pour les colonies portugaises :

ALFREDO PEREIRA.

Pour la Crète :

JOHN ARDRON.

Pour le Danemark :

N. MEYER.
 V.-V.-E. FALCK.

Pour l'Égypte :

ERNEST-A. FLOYER.

Pour l'Espagne :

PRIMITIVO VIGIL.
 ENRIQUE-M. FAJARDO.

Pour la France :

J. BORDELONGUE.
 SINS.
 C.-M. VERLIÈRE (délégué adj.).

Pour la Grande-Bretagne :

J.-C. LAMB.
 JOHN ARDRON.
 P. BENTON.
 R.-J. MACKAY.
 F.-W. HOME.

Pour la Grèce :

D.-J. METANAS.

Pour la Hongrie :

D^r DE HENNVEY.

Pour les Indes britanniques :

H.-A. KIRK.
 S.-H.-C. HUTCHINSON.

Pour les Indes néerlandaises :

PERK.

Pour l'Indo-Chine française :

A. GERDRET.

Pour l'Italie :

CARDARELLI.
 RODANO.

Pour le Japon :

SHIGEMASA MACHIDA.
 KIKUMA MUNESUYE.

Pour le Luxembourg :

KRUIJT.
 pour MONSIEUR MONGENAST.

Pour Madagascar :

L. BARBOTIN.

Pour le Montenegro :

D^r NEUBAUER.

Pour Natal :

J.-C. LAMB.
 JOHN ARDRON.
 P. BENTON.
 R.-J. MACKAY.
 G.-W. HOME.

Pour la Norvège :

RASMUSSEN.
 J.-U.-F. BUGGE.

Pour la Nouvelle-Calédonie :

C. LAURENT.

Pour la Nouvelle-Zélande :

W.-P. REEVES.
 R.-J. MACKAY.

Pour les Pays-Bas :

G.-J.-C.-A. POP.
 KRUIJT.

Pour la Perse :

H.-A. KIRK.

Pour le Portugal :

ALFREDO PEREIRA.

Pour la Roumanie :

E. BALABAN.

Pour la Russie :

M. SÉVASTIANOFF.
 M. IVANOF.

Pour le Sénégal :

DUCHÊNE.

Pour la Serbie :

S.-T. GVOZDITCH.
 et pour M.-D.-R. DIMITRIÉVITCH

Pour le Siam :

H. KEUCHENIUS.

Pour la Suède :
SAHLIN.
SOLVE BERGER.

Pour la Suisse :
J.-K. FEHR.

Pour la Tunisie :
EMILE DAESCHNER.

Pour la Turquie :
MELCON YUZBACHIAN.
M. EMIN.

Pour l'Uruguay :
A. SAENS DE ZUMARAN.

TABLEAU C. — *Taxes terminales ou de transit applicables aux correspondances originaires ou à destination de la France et de l'Algérie, ou aux correspondances transitant par la France et l'Algérie, les câbles de la Méditerranée, le câble d'Oran à Tanger et les câbles franco-anglais.*

Régime européen

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES par mot en centimes
France et Algérie	
<i>Taxes terminales (1)</i>	
Pour les correspondances échangées :	
1° Avec le Sénégal, voie Cadix—Ténériffe.	7
2° Avec les Pays-Bas, voie Belgique, et avec le Portugal, voie Espagne	7.5
3° Avec l'Autriche et la Hongrie, voies Allemagne, Suisse et Italie, et avec la Russie, voie Allemagne ou câble de Fano	8
Pour toutes les autres correspondances.	10
<i>Taxes de transit (2)</i>	
Pour les correspondances échangées :	
1° Entre l'Autriche, la Hongrie et la Grande-Bretagne. voie Suisse, et entre l'Allemagne et l'Italie.	4
2° Entre l'Allemagne et le Portugal, voie Espagne. et entre la Grande-Bretagne, d'une part, et l'Italie, la Bosnie- Herzégovine, la Russie et le Monténégro, d'autre part.	6

(1) Pour les télégrammes originaires ou à destination de l'Algérie transmis par les câbles franco-algériens, il faut ajouter aux taxes terminales indiquées ci-contre la taxe de 10 centimes afférente au parcours sous-marin. La taxe sous-marine est réduite à 5 centimes pour les télégrammes échangés avec la Grande-Bretagne.

(2) Les télégrammes originaires ou à destination de l'Algérie et de la Tunisie, s'ils sont acheminés par la voie des câbles franco-algériens ou franco-tunisiens, ne donnent lieu à la perception d'aucune taxe de transit pour le parcours terrestre, ni en France, ni en Algérie, la taxe de ce parcours se confondant avec celle du parcours sous-marin.

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES par mot en centimes
3° Entre l'Allemagne et l'Espagne	7
4° Entre la Grande-Bretagne et le Portugal	7.5
Pour toutes les autres correspondances	8
CABLES FRANCO-ALGÉRIENS ET FRANCO-TUNISIEN	
<i>Taxe de transit</i>	
Pour toutes les correspondances	10
CABLES MARSEILLE-ORAN-TANGER	
<i>Taxes terminales</i>	
Correspondance avec le Maroc :	
1° Entre Marseille et Tanger :	
Pour les correspondances échangées :	
a) Avec la France	10
b) Avec la Grande-Bretagne	25
c) Pour toutes les autres correspondances	27
2° Entre Oran et Tanger :	
Pour les correspondances échangées avec l'Algérie. . .	(1) 15
3° Entre Bône et Tanger :	
a) Pour les correspondances échangées avec l'île de Malte.	(2) 27
b) Pour toutes les autres correspondances	(2) 25
4° Entre la Tunisie et Tanger :	
Pour les correspondances échangées par la voie Oran. .	(3) 15
CABLES FRANCO-ANGLAIS	
<i>Taxes de transit</i>	
Pour les correspondances échangées :	
1° Entre la Grande-Bretagne, d'une part, et la Russie, le Portugal, les Açores et Gibraltar, d'autre part.	4
2° Entre la Grande-Bretagne, d'une part et l'Espagne et les Canaries, d'autre part.	9.5
Pour toutes les autres correspondances.	6

(1) Y compris la taxe terminale de l'Algérie.

(2) Y compris la taxe de transit de l'Algérie.

(3) Y compris la taxe terminale tunisienne.

TABLEAU D. — *Tarif des câbles français de la Côte occidentale de l'Afrique.*

Le tarif ci-après comprend les taxes de transit de la compagnie Spanish National Submarine et les taxes terminales ou de transit des colonies françaises de la Côte occidentale de l'Afrique, Sénégal, Guinée française, Côte d'Ivoire, Dahomey et Congo français).

Pour les correspondances échangées avec la Guinée française et le Dahomey et ne transitant pas par les câbles français, il faut ajouter les taxes terminales suivantes aux taxes de la compagnie West African Telegraph :

Guinée française.....	(Conakry.....	o 15
	(Autres bureaux. .	o 25
Dahomey (tous les bureaux).....		o 15

Régime européen et extra européen (Taxes terminales ou de transit).

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES par mot
<i>Entre Ténériffe et Conakry :</i>	
1° Pour les correspondances échangées entre l'Europe ou transitant par l'Europe et :	
L'Afrique du Sud.....	0.85
L'île Maurice.....	
L'Afrique orientale.....	1.37
Zanzibar.....	
Mombassa.....	
L'Australie, l'île Rodrigues et les îles Cocos :	
a) Pour les correspondances voie lignes terrestres—Cadix— Ténériffe.....	0.24
b) Pour les correspondances voie Eastern—Cadix—Téné- riffe.....	0.27
Les îles Canaries, voie Saint-Vincent.....	
L'île Saint-Vincent.....	1.565
L'île Madère, voie Ténériffe.....	
L'île San Thiago, voie Ténériffe.....	2.225
L'île de l'Ascension.....	0.85
L'île Sainte-Hélène.....	
La Guinée française (Conakry) (1) :	
a) Pour les correspondances voie lignes terrestres—Cadix— Ténériffe.....	3.23
b) Pour les correspondances voie Eastern—Cadix—Téné- riffe.....	3.145

(1) Pour les correspondances originaires ou à destination des bureaux de la Guinée française autres que celui de Conakry, les taxes indiquées sont augmentées de 0 fr. 10.

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES par mot
Le Dahomey :	
a) Pour les correspondances voie lignes terrestres—Cadix—Ténériffe	2.78
b) Pour les correspondances voie Eastern—Cadix—Ténériffe	2.73
Les stations britanniques :	
Bathurst . . . { Voie lignes terrestres—Cadix—Ténériffe. . .	2.13
. . . { Voie Eastern—Cadix—Ténériffe	2.1625
Sierra-Leone { Voie lignes terrestres—Cadix—Ténériffe. . .	2.00
. . . { Voie Eastern—Cadix—Ténériffe	3.005
Accra { Voie lignes terrestres—Cadix—Ténériffe. . .	2.78
. { Voie Eastern—Cadix—Ténériffe	2.73
Sekondi. . . . { Voie lignes terrestres—Cadix—Ténériffe. . .	2.78
. { Voie Eastern—Cadix—Ténériffe. . .	2.73
Lagos { Voie lignes terrestres—Cadix—Ténériffe. . .	2.77
. { Voie Eastern—Cadix—Ténériffe	2.72
Brass. { Voie lignes terrestres—Cadix—Ténériffe. . .	2.535
. { Voie Eastern—Cadix—Ténériffe	2.49
Bonny. { Voie lignes terrestres—Cadix—Ténériffe. . .	2.48
. { Voie Eastern—Cadix—Ténériffe	2.44
Les stations portugaises :	
Bissao.	
Bolama.	
San-Thomé.	1.25
Principe.	
Loanda.	
2° Pour les correspondances échangées entre les îles Canaries et :	
L'Afrique du Sud	1.015
L'Amérique du Sud, voie Saint-Vincent.	
L'île Madère, voie Saint-Vincent.	1.565
L'île Saint-Vincent.	
L'île San Thiago	2.225
La Guinée française (Conakry) (1)	3.05
Le Dahomey	3.04
L'île de l'Ascension.	
L'île Sainte-Hélène.	1.015
Les stations britanniques :	
Bathurst.	1.75
Sierra-Leone.	3.92

(1) Pour les correspondances originaires ou à destination des bureaux de la Guinée française autres que celui de Conakry, les taxes indiquées sont augmentées de 0 fr. 10.

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES par mot
Accra Sekondi Lagos Brass Bonny	3.33 3.44 3.15 3.09
Les stations portugaises :	
Bissao Bolama San-Thomé Principe Loanda	1.25
<i>Entre Ténériffe et Conakry et entre Cotonou et Grand-Bassam :</i>	
1° Pour les correspondances échangées entre l'Europe ou transitant par l'Europe ou la Côte d'Ivoire (Grand-Bassam) (1) :	
a) Voix lignes terrestres—Cadix—Ténériffe	2.715
b) Voie Eastern—Cadix—Ténériffe	2.665
2° Pour les correspondances échangées entre les îles Canaries et la Côte d'Ivoire (Grand-Bassam) (1) ...	
3.16	
<i>Entre Ténériffe et Conakry et entre Cotonou et Libreville :</i>	
1° Pour les correspondances échangées entre l'Europe ou transitant par l'Europe et le Congo français :	
a) Voie lignes terrestres—Cadix—Ténériffe	3.505
b) Voie Eastern—Cadix—Ténériffe	3.45
2° Pour les correspondances échangées entre les îles Canaries et le Congo français.....	
3.965	
<i>Entre le Sénégal (Saint-Louis) et Conakry</i>	
1° Pour les correspondances échangées entre le Séné- gal et :	
La Guinée française (Conakry) (2)	1.50
Le Dahomey	1.635

(1) Pour les correspondances originaires ou à destination des bureaux de la Côte d'Ivoire autres que celui de Grand-Bassam, les taxes indiquées sont augmentées de 0 fr. 20.

(2) Pour les correspondances originaires ou à destination des bureaux de la Guinée française autres que celui de Conakry, les taxes indiquées sont augmentées de 0 fr. 10.

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES par mot
L'Europe.	
L'Amérique du Sud, voie Saint-Vincent.	0.915
L'île Madère, voie Saint-Vincent.	
L'île Saint-Vincent	
L'île San-Thiago	1.375
L'Afrique du Sud	0.375
L'île de l'Ascension	0.375
L'île Sainte-Hélène	
Les stations britanniques :	
Bathurst.	1.10
Sierra-Leone.	2.84
Accra	1.775
Sekondi.	
Lagos	1.93
Brass.	1.81
Bonny	1.765
Les stations portugaises :	
Bissao.	0.60
Bolama.	
San-Thomé.	
Principe	
Loanda	
2° Pour les correspondances échangées entre la Guinée française (Conakry) (1) et l'Amérique du Sud, voie Noronha	2.395
3° Pour les correspondances échangées entre le Dahomey et l'Amérique du Sud, voie Noronha	1.98
<i>Entre le Sénégal (Saint-Louis) et Conakry et entre Cotonou et Grand-Bassam :</i>	
1° Pour les correspondances échangées entre le Sénégal et la Côte-d'Ivoire (Grand-Bassam) (2).	2.065
2° Pour les correspondances échangées entre la Côte d'Ivoire (Grand-Bassam) (2) et l'Amérique du Sud, voie Noronha	1.915

(1) Pour les correspondances originaires ou à destination des bureaux de la Guinée française autres que celui de Conakry, les taxes indiquées sont augmentées de 0 fr. 10.

(2) Pour les correspondances originaires ou à destination des bureaux de la Côte d'Ivoire autres que celui de Grand-Bassam, les taxes indiquées sont augmentées de 0 fr. 20.

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES par mot
<i>Entre le Sénégal (Saint-Louis et Conakry et entre Cotonou et Libreville :</i>	
1° Pour les correspondances échangées entre le Sénégal et le Congo français.	2.71
2° Pour les correspondances échangées entre le Congo français et l'Amérique du Sud, voie Noronha	2.70
<i>Entre Grand-Bassam et Cotonou :</i>	
Pour les correspondances échangées entre la Côte d'Ivoire (Grand-Bassam) (1) et :	
Le Dahomey.	1.50
La Guinée française (Conakry) (2).	0.665
L'Europe ou transitant par l'Europe :	
a) Voie lignes terrestres—Lisbonne—Saint-Vincent.	0.8025
b) Voie Eastern—Lisbonne—Saint-Vincent.	
L'Amérique du Sud, voie Saint-Vincent.	0.795
L'île Madère, voie Saint-Vincent.	
L'île Saint-Vincent.	0.935
L'île San-Thiago.	
L'île de l'Ascension, voie Sierra-Leone.	0.57
L'île Sainte-Hélène, voie Sierra-Leone.	
Les stations britanniques :	
Bathurst.	0.66
Sierra-Leone.	0.57
Accra.	0.65
Sekondi.	
Lagos.	
Brass.	1.15
Bonny.	
Les stations portugaises :	
Bissao.	0.70
Bolama.	
San-Thomé.	0.45
Principe.	
Loanda.	
L'Afrique du Sud ou transitant par l'Afrique du Sud	0.475

(1) Pour les correspondances originaires ou à destination des bureaux de la Côte d'Ivoire autres que celui de Grand-Bassam, les taxes indiquées sont augmentées de 0 fr. 20.

(2) Pour les correspondances originaires ou à destination des bureaux de la Guinée française autres que celui du Conakry, les taxes indiquées sont augmentées de 0 fr. 10.

INDICATION DES CORRESPONDANCES	TAXES par mot
<i>Entre Grand-Bassam et Libreville</i>	
Pour les correspondances échangées entre la Côte d'Ivoire (Grand-Bassam) (1) et le Congo français...	2.50
<i>Entre Cotonou et Libreville :</i>	
Pour les correspondances échangées entre le Congo français et :	
Le Dahomey	1.50
La Guinée française (Conakry) (2)	1.32
L'Europe ou transitant par l'Europe :	
a) Voie lignes terrestres—Lisbonne—Saint-Vincent	1.27
b) Voie Eastern—Lisbonne—Saint-Vincent	1.26
L'Amérique du Sud, voie Saint-Vincent	
L'île Madère, voie Saint-Vincent	1.65
L'île Saint-Vincent	
L'île San-Thiago	1.255
L'île de l'Ascension, voie Sierra-Leone	
L'île Sainte-Hélène, voie Sierra-Leone	
Les stations britanniques :	
Bathurst	1.39
Sierra-Leone	1.255
Accra et Sekondi	1.50
Lagos	1.89
Brass.	1.89
Bonny	1.50
Les stations portugaises :	
Bissao.	0.85
Bolama	
San-Thomé.	0.45
Principe	
Loanda	0.595
L'Afrique du Sud ou transitant par l'Afrique du Sud.	

(1) Pour les correspondances originales ou à destination des bureaux de la Côte d'Ivoire autres que celui de Grand-Bassam, les taxes indiquées sont augmentées de 0 fr. 20.

(2) Pour les correspondances originales ou à destination des bureaux de la Guinée française autres que celui du Conakry, les taxes indiquées sont augmentées de 0 fr. 10.

NOTA. — Les taxes indiquées au présent tableau sont réduites de 50. p. 100 en faveur des télégrammes des gouvernements britannique, espagnol et portugais.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes ;

Vu la loi du 29 novembre 1850 ;

Vu la loi du 29 juin 1904 portant approbation : 1° du règlement et des tarifs arrêtés par la Conférence télégraphique internationale de Londres, le 10 juillet 1903 ; 2° de diverses taxes internationales ;

Décète :

Art. 1^{er}. — Le règlement et les tarifs arrêtés par la Conférence télégraphique internationale de Londres, le 10 juillet 1903, seront mis en vigueur à partir du 1^{er} juillet 1904.

Art. 2. — Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des Lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 juin 1904.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes,*
GEORGES TROUILLOT.

ETAT INDÉPENDANT DU CONGO

Commission d'enquête.

(23 juillet 1904) ⁽¹⁾

Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo,
A tous présents et à venir, Salut :

Considérant qu'il est allégué que, en certaines parties du territoire, des actes de mauvais traitement seraient commis à l'égard des indigènes, soit par des particuliers, soit par des agents de l'Etat ;

Qu'il importe qu'une enquête complète et impartiale soit faite sur les faits signalés ;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat ;

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICE I.

Il est institué une Commission spéciale composée de trois membres, pour procéder à ladite enquête, conformément aux instructions de Notre Secrétaire d'Etat.

(1) *Bulletin Officiel*, 1904, N° 7.

ARTICLE II

Sont nommés pour faire partie de la Commission :

1° M. Edm. Janssens, avocat-général à la Cour de Cassation de Belgique, président ;

2° M. le baron Nisco, président *ad interim* du Tribunal d'Appel de Boma ;

3° M. le Dr Edm. de Schumacher, conseiller d'Etat et chef du Département de la Justice du canton de Lucerne.

Il sera pourvu par Notre Secrétaire d'Etat à la nomination du Secrétaire de la Commission.

ARTICLE III

Il est conféré par la présente disposition, aux membres de la Commission, agissant collectivement ou individuellement, les pouvoirs attribués par la loi aux officiers du Ministère public, à l'effet d'entendre tous témoignages utiles à la manifestation de la vérité, dresser procès-verbaux des dispositions et saisir, le cas échéant, les tribunaux des faits délictueux qui seraient relevés par l'enquête. La Commission prendra, conformément aux lois, les mesures qu'elle jugera nécessaires pour que les témoignages se produisent en toute liberté et défèrera aux tribunaux tout acte ou tentative de subornation de témoin, ou toute atteinte à leur personne ou à leurs biens dont les témoins seraient l'objet de la part de ceux contre lesquels ils auraient déposé. Elle pourra requérir la production de tous documents administratifs ou judiciaires se rapportant à l'objet de sa mission et qu'elle jugerait utiles à ses investigations.

ARTICLE IV

En cas d'empêchement de l'un des membres, l'enquête se continuera valablement par les deux autres commissaires.

ARTICLE V

Il sera fait par la Commission à Notre Secrétaire d'Etat, rapport sur ses opérations et les résultats de ses travaux, en signalant éventuellement les améliorations utiles, et en formulant, au cas où l'enquête aurait constaté des abus, les propositions sur les meilleurs modes d'y mettre fin, en vue du bon gouvernement des territoires et du bien-être de leurs habitants.

ARTICLE VI

Notre Secrétaire d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 23 juillet 1904.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Au nom du Secrétaire d'Etat :

Les Secrétaires Généraux,

Chevalier DE CUVELIER.

H. DROOGMANS.

LIEBRECHTS.

ETAT INDÉPENDANT DU CONGO

Rapport du Gouverneur Général au Secrétaire d'État.

(18 juin 1904) (1)

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-après un exposé de la situation des services ressortissant du Gouvernement local.

I. — *Administration des districts*

Le développement des administrations de l'Etat est attesté d'une manière générale par le nombre toujours croissant des postes d'ordres divers qui fonctionnent dans ses territoires.

C'est ainsi qu'aujourd'hui 233 postes et stations, tous commandés par des blancs, sont répartis dans les 14 districts.

Le personnel européen attaché aux services des districts se décompose comme suit :

Cadres organiques.....	294
Service de la Justice.....	57
Service administratif.....	115
Service médical.....	27
Service des Travaux Publics.....	92
Service de l'Agriculture.....	89
Service des Finances.....	74
Force publique.....	490
Service de la Marine.....	166
Divers	20
Total.....	1.424

Le nombre des travailleurs noirs attachés aux divers services des districts s'élève à 20.000 hommes environ.

Je rends ici justice au zèle et au dévouement des agents de l'Etat; outre les Belges, qui en constituent la grande majorité, ils comprennent aussi des Italiens, des Suisses, des Scandinaves, des Allemands, des Anglais, etc., suivant la répartition du tableau ci-après :

Belges	898
Italiens.....	197
Suisses.....	89
Suédois	86
Danois.....	34
Allemands.....	31
Français	4
Norvégiens	22
Finlandais.....	19
Hollandais.....	9
Russes.....	5
A reporter.....	1.394

(1) *Bulletin Officiel*, 1904, N° 6.

Report.....	1.394
Autrichiens	3
Anglais.....	16
Américains.....	2
Turcs	2
Luxembourgeois	2
Portugais.....	2
Grecs	1
Espagnols.....	1
Cubains	1
Total.	1.424

A quelque nationalité qu'ils appartiennent, ils rivalisent d'ardeur dans l'accomplissement de leurs devoirs multiples. Tous sont pénétrés de la grandeur de leur rôle, au sein de la barbarie, et concourent, mus par la plus noble émulation, à la réalisation graduelle de notre œuvre civilisatrice. Nombreux sont les témoignages que j'ai recueillis, au cours de ma dernière campagne gouvernementale, de leur activité féconde s'exerçant dans tous les domaines, de leur bienveillance protectrice à l'égard des natifs; et ces témoignages émanent de missionnaires, de savants, de voyageurs et même de personnes plutôt enclines à la critique qu'à l'admiration de nos travaux.

Afin que ce personnel devienne plus expérimenté, en acquérant progressivement la connaissance du pays, de ses ressources et de ses habitants, il a été spécialement recommandé aux agents qui le composent d'apprendre les dialectes indigènes. La connaissance des idiomes locaux est, en effet, indispensable pour permettre à l'Européen d'entrer en relations directes avec les noirs, d'étudier leurs mœurs et leurs coutumes, et par là même de se rendre compte des mesures à employer pour introduire et développer partout nos idées de civilisation.

Les statistiques judiciaires témoignent de la vigilance et de l'impartialité avec lesquelles le Parquet recherche les infractions, quels qu'en soient les auteurs, et vise à ne laisser aucun délit impuni; si des fautes ont été commises par nos agents, les coupables ont été poursuivis conformément à la loi.

L'attention du personnel a, d'ailleurs, été appelée à maintes reprises sur les conséquences qui pouvaient résulter pour lui de la transgression des lois et des instructions du Gouvernement. Celui-ci, afin d'en faire assurer rigoureusement l'exécution fidèle et entière, vient encore de compléter le cadre des fonctionnaires supérieurs par l'adjonction de nouveaux Inspecteurs d'Etat, entre autres MM. Armani et Warnant.

II. — Organisation judiciaire

Les magistrats de carrière sont actuellement au nombre de 32; ils sont assistés de 25 agents judiciaires proprement dits.

Les services judiciaires de Boma, auxquels sont attachés sept magistrats de carrière et une douzaine d'agents judiciaires, comportent :

1° *Un Tribunal d'appel* composé d'un président et de deux juges, du Procureur d'Etat, qui occupe le siège du Ministère public près de cette juridiction, et d'un greffier;

2° *Un Conseil de guerre d'appel* dont la présidence est dévolue au président du Tribunal d'appel, de deux juges, officiers de la Force publique, du Procureur d'Etat et d'un greffier ;

3° *Un Tribunal de première instance* composé d'un juge de carrière, d'un substitut, docteur en droit, et d'un greffier ;

4° *Un Conseil de guerre de première instance* composé d'un juge, officier de la force publique, du substitut près du Tribunal de première instance et d'un greffier.

Ces quatre juridictions sont compétentes en matière pénale. Celles reprises sous les 1° et 3° sont compétentes également en matière civile et commerciale. Elles siègent, en ces matières, sans ministère public. Un rapport ci-joint du greffier du Tribunal de première instance expose le mouvement des affaires civiles (annexe I).

Les autres magistrats de carrière sont répartis entre les tribunaux territoriaux et les conseils de guerre.

Il existe des tribunaux territoriaux à Matadi, Léopoldville, Popokabaka, Coquilhatville, Nouvelle-Anvers, Basoko, Stanleyville, Toa (Albertville), Lukafu, Kabinda (Katanga), Lusambo et au chef-lieu de la zone Ruzizi-Kivu (Uvira), indépendamment des conseils de guerre, qui seront incessamment remplacés par des juridictions ordinaires au fur et à mesure de l'augmentation du personnel. Le Parquet auprès de ces tribunaux est représenté par des substituts du Procureur d'Etat ; tous sont docteurs en droit.

Parmi les agents de l'ordre judiciaire figurent des Belges en majorité, des Italiens, Danois, Suisses, Norvégiens, etc.

Le service de la justice se rend compte de la mission qui lui est dévolue ; son impartialité et son indépendance n'ont jamais pu être contestées, et les jugements et arrêts rendus affirment son souci d'atteindre tous les coupables et de ne laisser impunie aucune infraction aux lois protectrices des indigènes. Je n'en veux citer d'autres exemples que les jugements prononcés récemment contre des agents d'une société commerciale, frappés de peines élevées de servitude pénale du chef de crimes commis sur des natifs. L'hommage que le Gouvernement a rendu, à cette occasion, au sentiment que les tribunaux ont de leur devoir, leur sera un précieux encouragement, et j'ai la confiance que l'appel du Gouvernement à la vigilance du Parquet, pour qu'aucun délit de l'espèce n'échappe à la répression, ne sera pas vain.

L'Administration supérieure de Boma a pour principe de déférer indifféremment aux autorités compétentes tous les cas d'abus qui lui sont signalés à l'égard d'indigènes, soit par les autorités, soit par des plaintes directes des résidents au Congo, soit par les dénonciations publiées par la voie de la presse. Ces dernières accusations, dont la fréquence se trouve coïncider avec la campagne menée contre l'Etat du Congo, sont régulièrement soumises sur place à des examens minutieux. L'impression qui se dégage des investigations faites et dont plusieurs se continuent à cette heure, c'est qu'en général les plaintes formulées manquent de la précision nécessaire pour déterminer les responsabilités, si elles existent, ou qu'elles reposent exclusivement sur des propos et dires d'indigènes qui n'ont pas été suffisamment vérifiés. A ce dernier égard, une longue expérience des choses d'Afrique m'a démontré avec quelle circonspection, pour ne pas dire avec quelle défiance, doivent être acceptées les affirmations des noirs. Leur mentalité spéciale les rend enclins à une facilité de

mensonge qui déconcerte, et les magistrats sont obligés de diriger leurs enquêtes et interrogatoires avec une réelle habileté et une patience inlassable pour parvenir à discerner la vérité au milieu des inexactitudes et des réticences des témoins de couleur. C'est dire combien les récits de faits à sensation colportés par les indigènes sont souvent dénaturés, par eux, quand ils ne sont pas simplement inventés, et quels mécomptes se préparent ceux qui les accueillent trop aisément. Un exemple typique s'en trouve dans le cas d'un missionnaire protestant qui s'est vu accusé par des indigènes d'avoir porté au mécanicien noir du steamer de la mission, des coups et blessures ayant occasionné la mort. L'instruction judiciaire mit à néant cette accusation, qui avait été forgée de toutes pièces par les indigènes afin de se venger du missionnaire avec lequel ils étaient en différend à propos d'une question de salaire. Et cependant les indigènes accusateurs n'avaient pas un instant cessé, malgré les preuves du contraire, de maintenir leurs affirmations mensongères avec une persistance et une ténacité qui étaient de nature à faire impression. Il est à regretter que M. Casement n'ait pas été mis en garde contre les affirmations des noirs, notamment par cet incident qu'il ne pouvait ignorer, puisque le missionnaire dont il s'agit l'accompagnait lors de l'enquête sur le cas d'Epondo, que des indigènes prétendaient aussi avoir été la victime d'un acte criminel.

Je voudrais, par un autre exemple révélé dans une enquête récente, marquer combien les accusations dirigées contre l'Administration de l'Etat manquent souvent de toute la prudence désirable. Des correspondances d'un missionnaire, publiées en Angleterre, ont donné lieu dans la presse à des commentaires violents contre l'Etat. Or, invité par le Parquet à préciser ses accusations, ce missionnaire n'a cité aucun fait à la charge personnelle de l'agent de l'Etat auquel, dans ses écrits rendus publics, il imputait la responsabilité d'odieux forfaits. Il avait invoqué, comme corroborant son propre dire, les affirmations que lui auraient faites d'autres agents européens ; il déclare par la suite que ces affirmations étaient destinées à rester purement confidentielles. « Il est vrai, ajoute-t-il, que ces faits ont été publiés, mais comme la publication se faisait en Angleterre, je croyais ne pas trahir la confiance qu'on avait mise dans ma discrétion ». — Il déclare aussi qu'« avant de s'engager dans la responsabilité de dévoiler et préciser les faits, il désire se consulter et prendre conseil sinon d'un avocat, au moins de quelqu'un qui connaisse la loi congolaise », — et « que les extraits publiés de sa lettre » n'ont peut-être pas été « faits avec une stricte précision de langage ». Bref le manque de netteté, les faux-fuyants de l'interrogatoire ont mis le Procureur d'Etat en éveil et lui ont laissé l'impression la plus fâcheuse sur la bonne foi de ce missionnaire et sur sa façon hautement blâmable de reconnaître l'hospitalité dont il a joui jusqu'ici au Congo.

Je suis entré dans ces quelques détails afin de montrer le caractère parfois inconsidéré des attaques dirigées contre notre Administration. Et je dois à la vérité de formuler un autre reproche, non moins grave, à l'adresse de certains éléments étrangers, qui ne paraissent pas avoir une notion exacte de leur devoir d'inculquer à l'indigène, par leurs exemples et leurs enseignements, le respect de l'autorité de l'Etat et de ses représentants. Il n'est pas possible de ne pas être frappé de ces étranges rumeurs qui, depuis quelque temps, aux environs des missions protestantes, annoncent aux populations un changement de l'ordre de choses

établi et prophétisent la fin de l'Etat. On y a vu des indigènes insulter des agents européens ; des préposés de sociétés se sont plaints de l'attitude arrogante que prennent les populations soumises à certaines influences ; des tendances de s'affranchir des devoirs envers l'Etat et du respect de nos lois se manifestent chez elles. Il n'est pas douteux que c'est là le résultat de menées sourdes sapant plus ou moins consciemment l'autorité légale. La remarque s'impose fatalement que cette situation se révèle dans le seul voisinage de certains postes évangéliques, et elle prend un caractère plus significatif lorsque l'on sait la tendance de ces établissements à exercer sur les populations d'alentour une sorte de pouvoir souverain, à s'imposer à elles en opposition avec, selon l'expression indigène, « Boula Matari », à créer ainsi un état d'antagonisme entre l'influence des oratoires et l'autorité des agents de l'Etat. J'ai signalé à toute l'attention du Gouvernement cette situation grave et les mesures qu'elle devrait entraîner si elle se maintenait. Déjà, des agents locaux ont dû user de leur initiative pour sauvegarder l'autorité de l'Etat, et s'il le faut, le Gouverneur Général envisagera l'opportunité de se servir des moyens que le décret du 15 septembre 1889 met à sa disposition à l'égard des étrangers qui utiliseraient, contre l'Etat, leur influence sur les indigènes.

Il serait désirable que les ressources budgétaires permettent que le projet, actuellement à l'étude, de l'établissement dans le Haut-Congo de juridictions civiles et d'un second Tribunal d'appel pût sans retard, recevoir sa réalisation.

A mon avis, le Gouvernement devrait aller plus loin dans l'ordre des développements à apporter à notre rouage judiciaire. Un point qui n'a cessé d'appeler l'attention est d'abord le recrutement du personnel. Quelle que soit la bonne volonté des agents judiciaires, il est hors de doute que certains nouveaux venus n'ont pas toujours acquis, avant leur entrée dans notre magistrature, une expérience suffisamment longue de la pratique judiciaire. Je renouvelle ici le vœu qui a déjà été manifesté, à savoir que des magistrats de tribunaux et de parquets belges soient autorisés à obtenir des congés pour occuper des fonctions judiciaires au Congo.

Il serait utile également que le caractère *ambulatoire* que la loi congolaise attribue aux juridictions répressives de première instance fût rendu plus effectif, en faisant pour ces juridictions une obligation de se déplacer périodiquement dans l'étendue de leur ressort, de siéger régulièrement dans les centres importants, et de se transporter en tous les points où l'exigeraient les nécessités de la répression. Ce but pourrait être aisément atteint, pour autant que soient mis à la disposition des magistrats les moyens matériels — au point de vue du transport, du ravitaillement et du logement — que comporterait la fréquence de ces déplacements.

Je préconiserais encore une mesure nouvelle, qui consisterait à établir auprès des différentes juridictions un corps d'agents spéciaux, qui seraient rémunérés par le Gouvernement et qui auraient pour mission de remplir, dans l'intérêt des indigènes, le rôle qui est celui des avocats. Actuellement, c'est aux magistrats eux-mêmes que l'indigène s'adresse pour obtenir les conseils nécessaires à la protection de ses droits. Ils serait préférable que ceux-là qui peuvent être appelés à statuer sur un conflit d'ordre civil ne remplissent pas le rôle de conseiller de l'une des parties. D'un autre côté, au point de vue pénal, la mesure que je propose permettrait d'assurer aux prévenus des défenseurs d'office. Cette institution, qu'il faudrait rendre d'application aussi générale que possible dans le Haut-

Congo comme dans le Bas-Congo, mettrait ainsi sur place, à la disposition des indigènes, qui croiraient avoir à se plaindre, des défenseurs gratuits de leurs intérêts.

Enfin, il serait utile de constituer, en Belgique, une Cour de cassation, à laquelle seraient déferés les arrêts et jugements définitifs en matière pénale qui seraient contraires à la loi. Une telle Cour pourrait être composée de membres de la Cour de cassation belge ou des Cours d'appel, admis à l'éméritat ou en fonctions.

Il semblera certes naturel que soient données à la magistrature belge ces diverses opportunités de concourir à l'œuvre congolaise. La Belgique y verrait, semble-t-il, l'occasion de resserrer les liens d'ordre moral qui l'unissent déjà à sa future colonie, et la mission, non sans grandeur, qu'ont remplie et que remplissent les officiers belges en Afrique trouverait son complément dans la collaboration de juristes de mérite qu'il est donné à notre pays de compter en grand nombre.

III. — *Chefferies indigènes*

L'institution des chefferies indigènes, due au décret du 6 octobre 1891, répond à une idée trop juste et trop politique pour qu'elle ne reçoive pas toute l'extension possible. Si, dans les premiers temps qui ont suivi la promulgation de ce décret, les Commissaires de district ont mis une louable émulation à reconnaître des chefferies indigènes, il n'en est pas moins certain que celles-ci n'ont pas rendu, jusqu'à présent, tous les services qu'on peut en attendre, en tant qu'elles sont appelées à créer, entre l'autorité européenne et les indigènes, un intermédiaire naturel qui ait ses devoirs et ses responsabilités, de façon à faciliter l'action gouvernementale.

Les cas d'application qui en ont été faits montrent cependant les avantages du système et témoignent de la facilité plus grande avec laquelle les indigènes se rallient à l'ordre de choses nouveau lorsqu'il est personnifié à leurs yeux par le chef qu'ils ont de tout temps reconnu. On constate que le respect des ordres de l'autorité, l'obéissance aux lois, l'exécution des obligations légales, telles que le recrutement militaire et le paiement des impôts, en un mot les principes d'un état social organisé, sont plus facilement acceptés par les indigènes relevant d'une chefferie que par ceux qui s'en trouvent indépendants. Les chefs, du reste, ont, en général, sur les populations une influence réelle, et, ainsi que cela a été dit à plusieurs reprises, s'ils se sentent soutenus, ils parviendront à faire prévaloir nos idées et à les imposer, grâce à notre appui.

Un appel vient d'être fait tout récemment encore par le Gouvernement local à tous les chefs de district et de zone pour qu'ils s'inspirent de ces vues et qu'ils multiplient en grand nombre les chefferies officielles.

Les instructions données s'inspirent d'une double préoccupation : maintenir et même accentuer l'autorité des chefs sur leurs sujets ; éviter toute intervention dans les affaires intérieures des tribus, qui serait de nature à compromettre le prestige de cette autorité.

« Il appartient au chef, disent ces instructions, d'assurer l'exécution de ses ordres selon les règles indigènes et, notamment, d'apporter à ses décisions les sanctions que les coutumes indigènes lui octroient.

» La seule restriction à l'autorité des chefs indigènes reconnus réside dans la nécessité pour eux de ne pas aller, dans les décisions qu'ils pren-

ment, à l'encontre de l'ordre public, c'est-à-dire des principes qui sont à la base de l'organisation de la société, telle qu'elle est comprise et voulue par le législateur.

» L'autorité du chef cesse dès que les mesures qu'il a prises sont contraires à cet ordre public.

» C'est ainsi qu'en matière de droit privé, le chef indigène ne pourrait légitimement prendre de décisions qui porteraient atteinte à l'organisation des familles constituées selon le régime du Code civil et d'après les formes voulues par celui-ci, autrement dit entrées dans le statut européen.

» D'autre part, il ne pourrait établir l'esclavage, aller à l'encontre de la liberté religieuse ou de celle du commerce, ou commander des actes contraires à la loi pénale.

» Toutefois, importe-t-il de remarquer qu'il peut user des mesures coercitives et répressives pour sanctionner, comme chef et dans les limites de ses pouvoirs, d'après les coutumes, l'exécution de ses ordres.

» Mais ces sanctions elles-mêmes seraient contraires à l'ordre public, si leur caractère s'éloignait de nos idées de répression; notamment, si elles constituaient des tortures corporelles, des mutilations ou d'autres actes de cruauté, ou s'entouraient de pratiques superstitieuses, telles que l'épreuve du poison; en un mot, si elles allaient réellement à l'encontre de nos idées d'humanité et du but civilisateur de l'Etat.

» Les châtiments corporels semblables à ceux utilisés par l'Etat et dans une mesure identique à celle employée par celui-ci, infligés par le chef indigène d'après la coutume, ne seraient évidemment pas contraires à l'ordre public.

» Telles sont, exposées en grandes lignes, les règles qui font participer les chefs indigènes reconnus à la vie politique de l'Etat ».

Ces instructions recommandent aux autorités territoriales « des rapports continuels avec les chefs indigènes, des instructions et recommandations incessantes, une direction et une surveillance de tous les instants et un appui moral et matériel, pour maintenir et augmenter l'autorité du chef dans un but civilisateur », et aux autorités judiciaires « une intervention pleine de prudence pour ne pas énerver inutilement l'autorité du chef et détruire ou simplement affaiblir l'influence qu'il doit avoir et dont le Gouvernement entend se servir dans un but de progrès ».

Le souci de maintenir intact et de développer le principe du chef pourra peut-être un jour aller plus loin; il serait souhaitable, en effet, que, dans l'avenir, toutes les décisions d'ordre administratif et judiciaire édictées par les autorités européennes elles-mêmes pussent passer pour exécution par l'intermédiaire du chef reconnu; en d'autres termes, l'indigène ne recevrait d'ordres que de son chef naturel.

Cette mesure, lorsqu'elle sera réalisable, produira les meilleurs résultats au point de vue de l'ordre et de la discipline, les indigènes étant moins enclins à s'insurger contre les ordres d'un chef qu'ils se sont librement choisi.

Afin d'éviter les abus qui pourraient résulter de l'ignorance de nos lois, et pour mettre le chef indigène au courant de ses droits, on pourrait annexer aux procès-verbaux d'investiture des chefs un protocole renseignant les peines qu'il sera loisible aux autorités locales de continuer à appliquer comme par le passé, avec mention des délits ressortissant à leur juridiction.

On leur donnerait connaissance de cet acte lors de leur investiture, en

même temps qu'on leur ferait connaître les obligations générales que l'Etat leur impose et qui figureraient aussi sur le document dont il s'agit.

Tout ce qui précède ne se rapporte évidemment qu'aux chefs indigènes proprement dits et non aux sultans actuels, qui, ainsi que les instructions du Gouvernement le prescrivent, ne doivent pas augmenter l'autorité qu'on leur reconnaît aujourd'hui.

IV. — *Déplacements de populations*

Une question qui a été souvent agitée, et que le Gouvernement local vient encore de soulever, est celle du déplacement des populations. Il est connu que les tribus natives ont une tendance marquée à changer aisément de résidence, et ce pour des raisons qui, le plus souvent, ne relèvent nullement de l'action administrative. On voit des villages se déplacer parce qu'il se produit un décès dont les causes sont inexplicables, — qu'un féticheur en a ainsi ordonné, — que les pluies ont été trop abondantes ou la récolte mauvaise, — ou enfin qu'il a été constaté des cas de maladies du sommeil ou de variole. Ces déplacements le long des rives du fleuve ont parfois créé l'impression, pour un observateur superficiel, que la population avait diminué ou disparu. Les inconvénients résultant de ces déplacements continuels sont patents. Il en résulte, sur un même point, une accumulation de populations trop nombreuses pour que leur subsistance soit assurée. Les indigènes, dépossédés par les nouveaux venus des terres dont ils avaient la jouissance, se défendent par des moyens souvent violents ; l'ordre et la tranquillité publics s'en trouvent compromis, et c'est là une des causes des luttes de villages à villages ou de tribus à tribus, — luttes intestines dont, ailleurs aussi, on constate l'effet désastreux sur le chiffre de la population, comme par exemple au Soudan, pour lesquels les données du Rapport de Lord Cromer en 1903 ne sont que trop concluantes.

J'estime qu'il serait opportun d'édicter les mesures nécessaires pour qu'un terme fût mis à cette sorte de vagabondage collectif. L'autorité administrative se trouve actuellement désarmée, les tribunaux ayant affirmé le droit absolu de l'indigène de se déplacer et de séjourner où il veut, mais il me paraît incontestable que l'ordre public est directement intéressé à ce que ces émigrations en masse, de régions à régions, dans l'intérieur du pays, soient réglementées par la loi. Cette réglementation aurait aussi pour résultat d'assurer la stabilité à une juste répartition des impôts indigènes et de faciliter l'établissement de voies de communication définitives.

Il est encore un cas spécial à envisager : des natifs, en se déplaçant de la sorte, sont amenés à se fixer sur les terres de l'un ou l'autre de ces sultans, dont l'autorité indigène s'étend en deçà et au delà des frontières politiques de l'Etat. La détermination du pouvoir souverain, dont relèvent, par la suite, de tels individus, pourrait, dans le silence de nos lois, ne pas être sans difficulté lorsque, par exemple, il s'agit de sultans établis en territoires étrangers et relevant eux-mêmes d'une puissance étrangère. Il conviendrait que tout doute fût écarté par un décret, celui-ci, d'une manière générale, consacrerait le principe que tout indigène d'origine congolaise qui, par voie de naturalisation ou autrement, chercherait à modifier son statut national, sera cependant considéré comme sujet de l'Etat du Congo et soumis à la loi congolaise, tant qu'il résidera de fait dans les limites du territoire de l'Etat.

V. — *Force publique*

Le Gouvernement n'ignore pas que les militaires de race noire doivent être l'objet d'une surveillance constante, afin qu'il leur soit impossible de se livrer à des cruautés auxquelles pourraient les pousser leurs instincts primitifs.

A maintes reprises, il a été rappelé aux officiers et commandants de troupes qu'ils devaient se montrer gardiens inflexibles de l'observance de ces prescriptions en vue de protéger le natif contre les abus possibles de la part de soldats isolés ou insuffisamment surveillés.

Des instructions ont été données à cet effet, — et je suis heureux de pouvoir dire qu'elles sont presque partout ponctuellement exécutées, — pour que les petits postes de noirs restent supprimés, pour que les opérations militaires, lorsqu'elles ont été jugées tout à fait nécessaires, soient conduites d'après les prescriptions sur la matière. Toute contravention à la défense d'envoyer des soldats armés, sous la conduite de gradés noirs, est aussi sévèrement réprimée et de nature même à provoquer la révocation de l'agent en faute.

Ces mesures ont été complétées par l'interdiction formelle d'employer des auxiliaires en n'importe quelle circonstance.

Il a été prescrit d'autre part d'établir directement les rapports entre indigènes et agents européens.

En vue de renforcer encore le maintien de la discipline parmi les militaires de race noire, le règlement sur la matière a été complété par la peine « du renvoi de la Force publique ». C'est la punition la plus sévère aux yeux des soldats, car ils tiennent en haute estime le métier des armes.

Le renvoi de la Force publique est proposé à l'égard des militaires qui se montrent absolument incorrigibles ou qui sont indignes de figurer dans les rangs.

Afin d'entourer cette mesure rigoureuse de toutes les garanties nécessaires, les militaires qui font l'objet d'une demande de renvoi sont traduits devant un Conseil de discipline.

Le renvoi est prononcé, à Boma, par le Commandant de la Force publique ; dans les districts, par le Commissaire de district ou par le chef d'expédition, sur le vu de l'enquête, des autres pièces du dossier et de la décision du Conseil. *Les chefs de zone ne peuvent prononcer le renvoi.*

Le Gouvernement vient enfin de décider que, dorénavant, les soldats de la Force publique ne devront plus coopérer aux travaux des stations et que tout leur temps devra être exclusivement consacré à leur instruction, à leur éducation et au service militaire. Les dispositions antérieures qui mettaient les soldats, durant certaines heures par jour, à la disposition des chefs territoriaux, chefs de zone et chefs de poste, en dehors des heures consacrées aux devoirs militaires, ont été modifiées de manière à maintenir d'une façon plus constante les miliciens sous le contrôle de leurs officiers.

Afin de faire porter à la décision du Gouvernement tous ses fruits, il a été prescrit aux chefs territoriaux de réduire aux effectifs strictement nécessaires, pour en assurer la sécurité, les garnisons stationnées dans les postes des zones et des districts, et de concentrer aux chefs-lieux des territoires, des garnisons aussi complètes que possible.

Ces mesures sont appelées à produire les meilleurs résultats, tant au point de vue de l'éducation et de l'instruction de nos troupes, que de celui de l'affermissement de la discipline militaire, si les chefs territoriaux se conforment scrupuleusement aux instructions nouvelles rappelées ci-dessus.

Il leur a été, d'ailleurs, signalé qu'il sera expressément recommandé aux fonctionnaires chargés des missions d'inspection — et le Gouvernement a décidé de multiplier les inspections dans toute l'étendue des territoires de l'Etat — de s'assurer si toutes les prescriptions concernant la mise en vigueur du nouveau tableau de service journalier pour la Force publique ont reçu leur application.

Les autres mesures d'organisation qui ont été édictées : la défense formelle d'établir des postes commandés par des gradés noirs et de confier à ceux-ci des opérations militaires, et enfin, l'interdiction de distraire les sous-officiers de leurs devoirs militaires pour les désigner comme chefs de poste, sont de nature à nous faire espérer que bientôt notre Force publique constituera un corps dans lequel nous pourrions avoir toute confiance.

En février 1904, j'ai cru devoir signaler au Gouvernement la façon dont l'instruction était donnée dans les camps et attirer son attention sur la nécessité qu'il y aurait d'engager, à bref délai, un officier supérieur ayant plus spécialement pour mission d'assurer la haute direction et le contrôle général de toutes les prescriptions en vigueur concernant la Force publique.

Le Gouvernement, qui s'était aussi préoccupé de la question, a confié ce haut emploi à un officier supérieur qui sera chargé du commandement de la Force publique.

Le Gouvernement a résolu d'envoyer, en même temps que ce haut fonctionnaire, trois ou quatre officiers du grade de commandant pour être attachés à l'Etat-Major de la Force publique et dont le Commandant de la Force publique disposera pour exercer un contrôle constant sur les compagnies et les camps.

Il est bon de rappeler que le service militaire est si loin de constituer une servitude pénible pour ceux qui y sont astreints en vertu de la loi organique de la conscription, que les engagements volontaires augmentent d'année en année.

D'ailleurs, les instructions du Gouvernement encouragent cet état d'esprit en développant le bien-être du soldat, au triple point de vue de l'habitation, de l'alimentation et du vêtement.

Et ce ne sont pas seulement les indigènes du territoire congolais proprement dit qui y recherchent le métier des armes ; de nombreux Africains, issus des colonies anglaises de la côte occidentale, viennent solliciter des enrôlements à Boma.

Le relevé ci-après des engagements des hommes originaires de la côte et sujets anglais est caractéristique à cet égard.

ANNÉES	ACCRA			HAOUSSA (LAGOS)			SIERRA-LEONAI		
	Engagés	Rengagés	Gradés	Engagés	Rengagés	Gradés	Engagés	Rengagés	Gradés
1883	»	»	»	50	»	»	»	»	»
1884	»	»	»	30	»	»	»	»	»
1885	»	»	»	20	»	2	»	»	»
1886	»	»	»	5	»	2	»	»	»
1887	»	»	»	642	20	16	»	»	»
1888	»	»	»	300	5	17	»	»	»
1889	»	»	»	10	5	4	204	»	»
1890	»	»	»	1.200	53	12	»	»	»
1891	»	»	»	542	6	11	9	»	»
1892	»	»	»	300	16	9	125	13	3
1893	192	»	3	450	13	9	790	3	9
1894	295	»	1	760	14	14	710	5	2
1895	36	»	2	330	10	11	72	20	2
1896	3	2	»	300	28	11	136	40	10
1897	6	6	»	70	6	8	55	43	2
1898	8	13	3	200	11	14	200	37	12
1899	19	1	1	71	40	15	76	52	9
1900	1	5	»	20	17	5	50	38	8
1901	1	3	»	15	26	6	92	43	9
1902	2	6	1	10	50	4	42	70	10
1903	»	7	»	10	21	7	37	59	6
	563	43	11	5.335	341	177	2.598	423	82

La multiplicité des enrôlements volontaires enlèvera graduellement, à la loi si indispensable de la conscription, ce qu'elle peut avoir de rigoureux aux yeux, notamment, de populations n'ayant pas encore l'accoutumance de la civilisation, ni la notion des nécessités de l'ordre public.

Il est toutefois important de noter que les efforts tentés en vue de nationaliser les forces de police, sont de plus en plus couronnés de succès. — L'Etat peut aujourd'hui renoncer, d'ailleurs avantageusement, au concours de mercenaires exotiques et il n'est plus tributaire de l'étranger, grâce à l'application méthodique, extensive et sage de la loi de milice et surtout à l'augmentation considérable du nombre des volontaires nationaux.

Mais il ne saurait être question d'abandonner le système de recrutement par voie de *conscription régionale*.

Il importe, en effet, que toutes les populations, dans toute l'étendue du territoire, participent à cette charge publique tant dans l'intérêt du fonctionnement régulier et permanent du recrutement de la milice nationale, que dans celui même des natifs qui bénéficient des leçons du métier militaire (ordre, discipline, propreté, vêtements, hygiène, habitation, etc.) Le séjour dans les rangs de la force armée a pour principal avantage de les initier à la vie civilisée et de les préparer à une existence régulière de labeur.

La proportion des décès constatée, tant parmi les noirs de la Force publique que parmi les travailleurs, est devenue très faible.

Cette situation est due en grande partie à l'amélioration des conditions dans lesquelles nos hommes vivent.

Les logements sont bien aérés et proprement tenus. La nourriture est variée, autant que possible, et la bonne préparation en est assurée.

Les camps des soldats de la Force publique sont bien entretenus ; — des blocs construits en pierre avec plancher cimenté servent dans le Bas-Congo, de logement à nos troupes ; — les gradés noirs ont leur habitation séparée de celles de leurs hommes.

Dans les stations du Haut-Fleuve, ces prescriptions sont aussi bien suivies.

A Boma, on s'occupe de la création d'une cité ouvrière en matériaux de choix.

Il est intéressant de citer, à propos de l'amélioration constante et progressive de l'existence des indigènes, les paragraphes suivants du rapport de M. le Consul de Sa Majesté britannique, Casement ;

« J'avais alors, en 1887, parcouru la plupart des endroits que j'ai revus aujourd'hui, et j'ai pu établir ainsi une comparaison entre la situation que j'avais vue de mes propres yeux quand les indigènes vivaient à l'état sauvage, dans l'anarchie et le désordre, sans contrôle européen, et celle créée par une intervention européenne très active de plus de dix années. Quiconque a connu autrefois le Congo supérieur, ne peut révoquer en doute cette intervention, et il y a aujourd'hui des preuves universellement répandues de la grande activité déployée par les Belges pour introduire leur méthode d'administration dans l'une des régions les plus sauvages de l'Afrique.

» Des stations bien construites et bien entretenues attendent le voyageur en de nombreux endroits.

.....
 » La station de Léopoldville comprend, m'a dit son chef, 130 Européens et 3.000 indigènes environ, travailleurs de l'Etat, qui tous habitent des maisons européennes bien bâties en briques ou des huttes en terre pour les chefs travailleurs.

.....
 » Somme toute, les travailleurs de l'Etat à Léopoldville me parurent bien traités et ne me semblèrent pas demeurer dans l'inactivité ».

En soignant ainsi leur personnel, les agents ont accompli un devoir qui non seulement a eu pour résultat le bien-être des noirs, mais a encore permis de réduire le nombre des travailleurs et de faire fournir par ceux-ci une besogne mieux et plus rapidement exécutée.

VI. — Régime foncier

Le régime foncier et le cadastre fonctionnent dans de bonnes conditions.

En 1888, le personnel du service des terres comprenait : un conservateur des titres fonciers, un géomètre principal et deux géomètres du cadastre. L'importance croissante du service fit augmenter ce personnel pour en arriver, dès l'année 1900, à un effectif moyen de dix géomètres.

Un plan cadastral au 1/2500 a été créé pour la plupart des communes situées le long du Congo, entre son embouchure et le Stanley-Pool. La division des propriétés en parcelles d'étendue relativement minime a

nécessité, dans les communes de Boma, Matadi et Léopoldville, la confection de nouveaux plans du cadastre à l'échelle de $\frac{1}{1000}$.

L'établissement des plans communaux dans la région du Mayumbe est en voie d'exécution. Il en est de même du mesurage officiel des terres aliénées dans cette partie du territoire de l'Etat.

Les travaux topographiques entrepris dans le Haut-Congo, dès 1898, par les géomètres du cadastre, se poursuivent activement et ont permis déjà, outre la confection de certains plans communaux, le remplacement, en certificats définitifs, de nombreux certificats d'enregistrement provisoires délivrés pour les propriétés privées dans le bassin du Kasai.

L'Administration veille scrupuleusement à ce qu'aucune atteinte ne soit portée au droit d'occupation et de culture du sol par les indigènes, afin que ces derniers ne puissent, en nulle circonstance, être privés de leurs moyens d'existence.

VII. — Régime fiscal

Les mesures prises par l'Etat pour enrayer l'importation des spiritueux ont conservé leur efficacité : toutes les régions de l'intérieur sont indemnes des ravages de l'alcoolisme. En ces dernières années une diminution sensible s'est produite dans l'importation des eaux-de-vie de traite ; de 1.218.414 litres en 1900, elle est tombée à 193.633 litres en 1901. Une augmentation se constate en 1902 et 1903, restant cependant très en dessous du chiffre de 1900.

L'importation des armes n'est pas anormale. Les fusils de système perfectionné — ce sont en général des armes de chasse ou de précision à l'usage personnel des importateurs — ont été déclarés au chiffre de 881 en 1901 et de 1.164 en 1902. Ces chiffres ne sont pas hors de proportion avec le nombre d'Européens résidant au Congo qui était, en 1902 par exemple, de 2.365. Les fusils à piston importés étaient de 728 en 1901 et de 391 en 1902. Quant aux fusils à silex dont les accords internationaux ne permettraient pas d'interdire l'importation, les chiffres des années 1901 et 1902 sont en diminution sur celui des années précédentes. — Des infiltrations d'armes ont été constatées par les frontières intérieures ; d'un autre côté, il est affirmé que des fusils à silex, déclarés et importés comme tels, sont transformés sur place en fusils à piston. L'autorité vise à détruire ceux de ces fusils qui sont trouvés en la possession des indigènes. C'est ainsi qu'il est recommandé aux chefs militaires d'exiger, lors de la fixation des conditions de paix, la remise par les indigènes de leurs fusils à piston qui sont ensuite détruits.

Ces dernières années, plusieurs nouveaux bureaux douaniers ont été établis sur le territoire de l'Etat Indépendant du Congo, et notamment à la frontière orientale (Toa, Pweto, Moliro, Kibanga, Uvira, Baraka et Irumu, Haut-Ituri), où sont déclarées les importations et les exportations.

Des postes douaniers ont aussi été créés à Kero, Lado, Redjaf et Dufile, dans l'Enclave de Lado, et actuellement l'Administration s'occupe de l'installation de postes de l'espèce à la frontière méridionale de l'Etat.

Ces bureaux douaniers sont avant tout fondés pour veiller à l'observation des prescriptions de l'Acte général de la Conférence de Bruxelles.

VIII. — *Agriculture*

Élevage. — L'élevage gagne en importance d'année en année. Les postes d'élevage étaient, au début, en nombre assez restreint. Il y en a actuellement 70. Ils sont répartis dans les diverses régions du territoire. Les centres principaux sont situés dans l'Enclave de Lado, le territoire de la Ruzizi-Kivu, les districts de l'Equateur, des Bangala, du Lualaba-Kasai. L'importance numérique des troupeaux de la Ruzizi a amené, depuis quelque temps, des essais pour le transfert du bétail de cette région vers l'intérieur du territoire, comme cela a été pratiqué d'ailleurs avec succès dans le district de l'Uele, d'où quelques têtes de bétail ont été amenées récemment dans les régions des Stanley-Falls et de l'Equateur, afin de procéder à l'amélioration des races indigènes au Congo, par le croisement. On s'applique dans les postes d'élevage à la sélection des sujets reproducteurs en vue de la propagation des troupeaux, au dressage des animaux à la traction de véhicules, et d'instruments aratoires de divers usages, tels les tombereaux, les charrettes, les extirpateurs, les charrues, les herses, etc...

Les animaux composant actuellement nos troupeaux peuvent être classés comme suit :

Race bovine	4.283
Race chevaline.....	57
Anes et ânesses.....	50
Etc., etc...	

Culture du caféier et du cacaoyer. — Ces diverses plantations ont reçu, depuis 1894, une grande extension dans le territoire de l'Etat Indépendant du Congo. Les grands centres de culture de ces plantes économiques sont situés principalement dans les districts de l'Equateur et de l'Aruwimi et dans la zone des Stanley-Falls.

Le tableau ci-après renseigne le nombre de caféiers et de cacaoyers en pleine terre recensés au 31 décembre des années 1894 à 1903 exclusivement.

Années.	Caféiers.	Cacaoyers.
1894.....	61.517	13.867
1895.....	241.446	36.675
1896.....	494.069	87.896
1897.....	1.167.259	104.813
1898.....	2.021.178	190.160
1899.....	2.364.634	386.269
1900.....	2.631.183	490.695
1901.....	2.533.559	308.451
1902.....	1.996.200	298.003

Les plantations de caféiers se composent surtout de caféiers de l'espèce dite Libérica, quoique des espèces d'Arabie et de la Guadeloupe, etc., y soient aussi représentées. L'Etat s'occupe également de la culture comparative d'espèces indigènes, dont la plupart produisent un café de bonne qualité.

Les plantations de cacaoyers sont établies principalement au moyen de

graines provenant de San Thomé. Certaines plantations sont composées de plants issus de graines de Caracas et de Colombie (dans les stations du Bas et du Haut-Congo). Le Jardin botanique cultive en outre des variétés originaires de San Salvador, de la Trinité, de Surinam, etc., en vue de les propager dans les divers centres de culture.

La décroissance constatée pendant ces deux dernières années, dans les plantations de caféiers et de cacaoyers n'a été signalée que dans un seul district de l'Etat : celui de l'Equateur.

Si quelques-unes de ces diminutions doivent être attribuées à la mauvaise qualité du sol, ainsi que l'ont prouvé les analyses faites en Europe, il est vrai aussi que c'est en grande partie à l'abandon des champs choisis, dans de mauvaises conditions, que l'on doit attribuer les pertes.

Au cours de leur tournée d'inspection, les fonctionnaires compétents ont, en effet, interdit de renseigner encore dans les situations de culture, les champs dont les arbustes n'étaient pas de belle venue. Les diminutions n'ont donc pas l'importance qu'on pourrait, à première vue, leur attribuer. Les plantations qui existent actuellement sont toutes de bon rapport.

Usine centrale pour la préparation du café récolté. — C'est en 1899, qu'il fut décidé de construire, à Kinshasa, une usine centrale pour la préparation du café récolté. Cette installation a remplacé avantageusement les *hullers* ou décortiqueurs qui existaient dans chaque centre de culture pour la préparation des récoltes.

Actuellement, le produit de nos plantations, après avoir été séché sur les lieux de production, est soigneusement mis en sacs et expédié vers le Stanley-Pool à bord des bateaux de l'Etat. Ces transports sont effectués dans les meilleures conditions. Le produit est alors traité à l'usine de Kinshasa après dessiccation complète. Celle-ci est obtenue à l'aide d'un séchoir spécial dénommé séchoir « Guardiola ». Son fonctionnement a donné les meilleurs résultats.

Le café est ensuite déulpé dans les décortiqueurs et passé dans les trieurs, d'où il sort entièrement préparé pour la vente.

L'usine de Kinshasa comprend en outre un torréfacteur employé exclusivement pour les cafés non destinés à l'exportation et qui sont envoyés en grande partie dans les postes et stations de l'Etat, où ils servent à l'alimentation du personnel.

Les machines ainsi que le matériel nécessaires à la construction de l'usine ont été expédiés au Congo, en janvier 1900.

L'usine fut terminée en décembre de la même année et mise en activité en janvier 1901.

Des instructions avaient été données antérieurement pour que le café en baies, provenant des plantations du Haut-Congo, fût dirigé sur Kinshasa.

Le travail de l'usine a donné d'excellents résultats.

Le premier envoi qui fut effectué en juin 1901 a été taxé à fr. 80,60 les 100 kilogrammes.

A la vente par inscriptions qui a eu lieu à Anvers le 10 mars 1904, les cafés du Congo ont été adjugés à des prix variant de 80 à 100 francs les 100 kilos, ce qui témoigne de la meilleure qualité du produit de nos plantations de caféiers.

Indépendamment des envois effectués en Europe, il est à noter que le café nécessaire au personnel blanc de l'Etat est fourni par l'usine et que,

à leur demande expresse, les particuliers peuvent exceptionnellement s'approvisionner, sur place, de café cru ou torréfié.

Résultats obtenus en 1901 :

Expédié vers l'Europe.	kil.	74.160
Remis au personnel de l'Etat.		2.014
Fourni aux particuliers.		2.933
Total des cafés préparés et sortis de l'usine.	kil.	79.107

En 1902 :

Expédié vers l'Europe.	kil.	136.360
Remis au personnel de l'Etat.		6.200
Fourni aux particuliers.		7.110
Total des cafés préparés et sortis de l'usine.	kil.	149.690

En 1903 :

Expédié vers l'Europe.	kil.	128.460
Remis au personnel de l'Etat.		5.881
Fourni aux particuliers.		3.710
Total des cafés préparés et sortis de l'usine.	kil.	138.051

En magasin au 31 décembre 1903 :

Préparé.	kil.	12.773
En préparation, décortiqué.		8.000
Non décortiqué.		67.410

N. B. — Il y a lieu de tenir compte que, au cours de l'année 1903, l'usine a cessé de fonctionner pendant un certain temps par suite d'avaries aux machines.

Plantations d'arbres et de lianes à caoutchouc. — Le décret du 5 janvier 1899 stipule que, dans toutes les forêts domaniales, il sera planté annuellement un nombre d'arbres ou de lianes à caoutchouc qui ne sera pas inférieur à 150 pieds par tonne de caoutchouc y récoltée pendant la même période.

L'arrêté du 22 mars suivant, pris en exécution de ce décret, détermine les conditions dans lesquelles ces plantations doivent être établies et entretenues ; il détermine ensuite les droits et les devoirs des agents du Service du contrôle de la replantation, créé par le décret prérappelé. Par un nouveau décret du Roi-Souverain, en date du 7 juin 1902, le nombre d'arbres ou de lianes à caoutchouc à mettre en terre annuellement dans les conditions déterminées par le décret du 5 janvier 1899 a été porté de 150 à 500 pieds, et ce à dater du 1^{er} janvier 1903. D'autre part, le personnel forestier a été renforcé et comprend désormais, outre l'inspecteur chef de service, 8 contrôleurs et 12 sous-contrôleurs forestiers.

Depuis que le Gouvernement a décidé de propager dans les plus grandes proportions les essences à caoutchouc, les cultures de cette espèce sont poursuivies activement, tant par le personnel de l'Etat que par les Sociétés ou particuliers établis au Congo. Indépendamment des plantations à établir en vertu des dispositions légales, le personnel de l'Etat a pour devoir

de planter le plus possible de ces essences, de manière à dépasser toujours considérablement les quantités fixées par la loi.

Le nombre total de plants mis en terre à ce jour par les Sociétés et par l'Etat peut être évalué, respectivement, à environ 1.500.000 et à plus de 3.000.000.

Un règlement d'exploitation forestière est imposé aux Sociétés ou particuliers qui sont autorisés à s'occuper de l'exploitation des bois dans les forêts domaniales. Ce règlement comprend diverses clauses relatives aux arbres qui peuvent être abattus, aux essences qu'il faut respecter, aux terrains qui ne peuvent être déboisés et aux conditions générales que doivent observer ceux qui procèdent à une exploitation forestière.

L'étude des arbres et des lianes donnant un bon ou un mauvais latex fait l'objet de recherches constantes. Presque toutes les espèces rencontrées dans l'Afrique centrale qui étaient inconnues par les spécialistes ont pu être déterminées scientifiquement par l'intermédiaire des jardins botaniques de Bruxelles, de Kew, de Berlin et du Muséum de Paris, grâce aux matériaux remis par nos soins à ces établissements. C'est encore à la suite de recherches faites au Congo qu'il a pu être établi que certaines espèces sont de nulle valeur, alors qu'on les signalait comme fournissant un bon caoutchouc. Il en est ainsi, notamment, du *Landolphia florida* et du *Carpodinus lanceolatus*.

Nous sommes les premiers à entreprendre l'étude des essences produisant le caoutchouc des herbes. Le Jardin colonial de Laeken est l'unique établissement qui possède des spécimens de ces végétaux intéressants, de même qu'une vingtaine d'espèces diverses de lianes et d'arbres à caoutchouc, encore inconnues sur le continent.

Enfin, c'est grâce aux demandes d'éléments botaniques et à leur étude approfondie qu'il a été possible d'annexer à notre catéchisme du planteur (cultures des plantes à caoutchouc) des listes indiquant les végétaux caoutchoutifères qu'il y a lieu de propager dans le territoire de l'Etat et ceux dont la culture est rigoureusement interdite. Le nombre d'espèces nouvelles y renseignées pourra être augmenté au fur et à mesure que les éléments botaniques complets parviendront au Gouvernement.

Importance possible des cultures. Genre de celles-ci. — Sur l'étendue de l'Etat Indépendant du Congo, environ 25 millions d'hectares seulement ne peuvent être livrés à la culture, par suite de la nature rocheuse ou minière du terrain. Le nombre des postes de culture s'élève à 125. Les principaux sont situés dans les districts de l'Equateur, de l'Aruwimi et dans la Province Orientale. On s'y applique principalement à la culture des essences à caoutchouc, ainsi qu'à celles du caféier et du cacaoyer.

Des essais de culture du cotonnier sont entrepris actuellement dans le Bas-Congo.

Les plantations des autres espèces alimentaires et condimentaires sont d'une introduction encore trop récente pour que les récoltes puissent déjà être exportées. Ces essais se font tout particulièrement au Jardin botanique et au Jardin d'essai d'Eala et portent notamment sur les espèces suivantes :

Cannelier de Ceylan. — La première plantation qui y a été aménagée fait augurer de très bons résultats.

Théier. — La variété d'Assam a été choisie pour les terrains chauds et bas. Elle pousse également avec vigueur.

Poivrier. — Plusieurs espèces sont originaires du Congo et une première plantation en a été effectuée.

Gingembre. — Cette plante existe également au Jardin botanique, et il pourra probablement être exporté cette année une première récolte de rhizomes.

Vanilliers. — La variété de Colombie est cultivée simultanément avec trois espèces nouvelles trouvées dans les forêts du Congo.

Muscadier. — Quelques exemplaires de cette plante sont cultivés à Eala.

Girofliers et Divers. — Les girofliers et autres espèces de moindre importance, telles les *Maranta arundinacea* (*Arrow-root*), le poivre de Meleguet, le grand piment (*Pimenta officinalis*), etc., sont également soumis à des essais de culture. (Voir Annexe II.)

Personnel affecté aux cultures et à l'élevage. — Le personnel, tant blanc que noir, préposé à l'établissement et à l'entretien des cultures de rapport augmente graduellement tous les ans, en raison de l'extension donnée, dans tous les districts de l'Etat, aux plantations d'essences à caoutchouc, et, dans certains postes désignés par le Gouverneur Général, aux plantations de caféiers, de cacaoyers, etc. Il est prévu, à cet effet, 83 agents et 6,745 travailleurs agricoles au Budget de 1904. Cet effectif comprend : les chefs de service et inspecteurs de plantations, 20 contrôleurs et sous-contrôleurs forestiers, chargés d'assurer l'exécution des prescriptions de la loi sur la plantation des essences à caoutchouc; 43 chefs, sous-chefs et surveillants de culture, chargés de la création des pépinières, des plantations, ainsi que de leur entretien et de leur développement, et enfin de vétérinaires et éleveurs de bétail, qui ont à s'occuper exclusivement du développement des troupeaux et du dressage des bœufs.

IX. — Prestations indigènes

La mise en vigueur du décret du 18 novembre 1903, codifiant les mesures relatives aux impositions directes et personnelles, y compris les prestations indigènes, est en voie de réalisation, et l'on peut en espérer une réelle efficacité.

Ce décret, en ce qui concerne la question précitée, tend à obliger l'indigène à payer l'impôt, tant parce qu'il est juste que l'indigène contribue aux charges publiques que parce qu'il doit se soumettre à la loi du travail.

Il est équitable, en effet, que l'indigène contribue aux charges de l'Etat qui lui apporte les bienfaits de la civilisation et dont toutes les dépenses ont, en définitive, pour objet, l'amélioration constante de la situation, tant matérielle que morale, des populations indigènes.

De plus, l'Etat a le devoir de soumettre les indigènes à la loi universelle du travail, et nul ne peut légitimement s'y soustraire. Le travail ordonné par l'Etat deviendra rapidement un besoin pour l'indigène; dès lors, son relèvement matériel et moral sera assuré.

Pour déterminer d'une façon juste et équitable l'impôt entre les indigènes, les chefs territoriaux doivent s'inspirer de la nature du travail à

effectuer, de l'âge et des aptitudes des indigènes soumis aux prestations, c'est-à-dire *que les prestations doivent être proportionnées aux moyens des indigènes imposés*.

On peut ajouter, à ce propos, que l'impôt exigé est fixé le plus souvent à un taux très bas et que l'indigène n'éprouvera aucune difficulté à le payer.

D'ailleurs, l'indigène paye par l'impôt des garanties de valeur inestimable : la protection de sa famille, de sa liberté, de ses biens que nous avons assumée. C'est pourquoi un certain effort de sa part n'est en rien une compensation excessive. Avant que l'Etat n'exerçât sa protection, l'indigène était constamment en armes et dépensait pour sa défense, sans obtenir cependant la sécurité, un effort bien supérieur au travail qui lui est demandé actuellement.

Le décret précité a donc pour but :

a) *La nécessité pour les prestations de donner un rendement proportionnel aux charges de l'Etat ;*

b) *La nécessité de donner au contribuable indigène toute garantie quant au montant de l'impôt dont il est tenu, et, enfin,*

c) *L'obligation de rémunérer tout travail effectué par les indigènes.*

Le Gouvernement a pensé que le moyen le plus sûr d'amener les populations indigènes à la vie laborieuse, était de leur laisser le fruit le plus immédiat du travail. Aussi importe-t-il de veiller à ce que le travailleur reçoive toujours la juste récompense de ses efforts. C'est un élément des plus importants dans le programme humanitaire que l'Etat a toujours tracé à ses agents.

Les instructions qui ont été données, en vertu du décret de 1903, aux agents fiscaux, sont nettes et précises quant à leurs devoirs et à l'étendue de leurs droits : elles ont visé à réaliser effectivement le vœu du législateur de voir l'impôt se répartir équitablement et atteindre tous les contribuables, à garantir l'établissement de rôles réguliers, à prévenir tout acte d'arbitraire et à assurer la rémunération sur les bases légales des prestations indigènes.

X. — *Evangélisation*

En ce qui concerne les services religieux, l'Etat a continué à poursuivre sa politique de protection et de sympathie active à l'égard des missions.

Un nombre de plus en plus considérable de missionnaires se consacrent au développement des établissements d'évangélisation et ouvrent des écoles, qui poursuivent leur œuvre au grand intérêt de l'instruction des noirs.

Les missions catholiques, qui comptaient, en 1885, trois établissements avec six missionnaires, ont fait des progrès considérables depuis lors. Elles se répartissent parmi les congrégations suivantes :

Les Missionnaires de la Congrégation de Scheut ;
 Les Rédemptoristes ;
 Les Jésuites ;
 Les Trappistes ;
 Les Prêtres du Sacré-Cœur ;

Les Prémontrés ;
 Les Pères Blancs ;
 Les Sœurs de la Charité de Gand ;
 Les Sœurs de Notre-Dame ;
 Les Trappistines ;
 Les Franciscaines ;
 Les Sœurs du Saint-Cœur de Marie.

Ces diverses missions sont divisées en vicariats apostoliques, en préfectures apostoliques ou en missions. D'après les chiffres fournis par les Congrégations, leurs œuvres et les résultats de leur évangélisation se traduisent par les dernières statistiques suivantes :

59 postes fixes et 29 postes de passage ;
 384 missionnaires et religieuses ;
 528 fermes-chapelles ;
 113 églises et chapelles ;
 523 oratoires ;
 3 écoles du degré secondaire ;
 75 écoles primaires ;
 440 écoles élémentaires, où des instructeurs noirs enseignent les éléments de la lecture, de l'écriture et du calcul ;
 7 hospices ;
 71 villages chrétiens ;
 72.382 chrétiens et catéchumènes.

Ces résultats sont d'autant plus remarquables que les diverses missions belges du Congo sont arrivées dans l'Etat Indépendant aux époques suivantes :

Les Pères Blancs en 1878 ;
 Les Pères de Scheut en 1888 ;
 Les Trappistes en 1892 ;
 Les Jésuites en 1893 ;
 Les Prêtres du Sacré-Cœur en 1897 ;
 Les Prémontrés en 1898 ;
 Les Rédemptoristes en 1899.

En ce qui concerne les missions protestantes, je noterai qu'elles disposent, soit en toute propriété, soit en location pour étendre leur champ d'action, tant dans le Bas que dans le Moyen et le Haut-Congo, du nombre de terrains indiqués en regard de chacune des associations philanthropiques ci-après :

15 Baptist Missionary Society Corporation ;
 14 American Baptist Missionary Union ;
 13 International Missionary Alliance ;
 8 Swedish Missionary Society ;
 7 Congo Balolo Mission ;
 7 Bishop Taylor's Self Supporting Mission ;
 3 American Presbyterian Congo Mission ;
 1 Grenfell ;
 1 Foreign Christian Missionary Society ;

- 1 White William Oscar ;
- 1 Crawford Daniel ;
- 1 Wescott frères ;
- 1 Campbell et George.

XI. — *Service sanitaire*

Parmi les maladies qui règnent au Congo, deux d'entre elles exercent de grands ravages au sein des populations indigènes : la maladie du sommeil et la variole.

Pour lutter contre la variole, le Gouvernement de l'Etat a installé, jusqu'au centre de l'Afrique, des instituts vaccinogènes d'où l'on envoie régulièrement du vaccin à tous les postes de l'intérieur.

Indépendamment des instituts vaccinogènes de Boma et de Nouvelle-Anvers, on peut se procurer du vaccin aux postes producteurs de vaccin de Coquilhatville (Eala) et de Stanleyville.

Bientôt trois nouveaux postes fonctionneront à Kasongo, dans la Ruzizi-Kivu et à Yei, dans l'Enclave de Lado.

Il a été aussi recommandé aux chefs territoriaux de faire initier, par le médecin attaché à leur district, des agents à l'art de vacciner et de cultiver le vaccin.

Le Gouvernement est tenu soigneusement au courant de tous les résultats obtenus, afin que, par une étude continuelle, cette institution si utile puisse être progressivement améliorée.

Les noirs, qui commencent à reconnaître les bienfaits du vaccin, viennent eux-mêmes, en grand nombre, demander qu'on les vaccine.

La transmission du vaccin de bras à bras a été interdite, attendu qu'elle peut être le véhicule de maladies fort graves.

On peut dire que toutes les prescriptions relatives à la vaccination sont, en général, bien suivies, et les résultats obtenus dans cette importante question, qui intéresse vivement le Gouvernement, sont des plus satisfaisants.

Jusqu'ici, nous sommes impuissants à combattre la maladie du sommeil. Malgré tous les efforts de nos médecins, qui nous signalent les grands ravages qu'elle produit, nous ne sommes pas encore parvenus, ni à enrayer sa propagation, ni à découvrir le remède à lui appliquer.

Le Gouvernement continue à se préoccuper vivement de rechercher comment il serait possible de combattre ce fléau ; à cet effet, il a donné des facilités spéciales à une mission composée de trois médecins anglais de la « Liverpool School of Tropical Medicine », afin d'étudier sur place les meilleurs moyens pour y arriver.

Actuellement, cette mission fonctionne dans le district du Stanley-Pool, après avoir séjourné pendant plusieurs mois à Boma. D'après les récentes découvertes scientifiques, la maladie du sommeil serait due à la pénétration d'un microbe trypanosome, dont l'agent propagateur essentiel serait la mouche *tsé-tsé*.

Le Gouvernement a prescrit certaines mesures prophylactiques :

1° Isolement des malades dans tous les territoires de l'Etat où sévit la maladie du sommeil :

2° Soins donnés aux malades sur place, dans des habitations situées, autant que possible, dans des îles du fleuve ;

3° Recommandation faite aux non malades de ne pas visiter leurs parents ou amis contaminés pendant la période d'isolement, en faisant comprendre aux premiers que ces mesures ne sont prises que dans leur propre intérêt ;

4° Destruction par le feu de la case occupée par les malades et, à leur mort, destruction de tous leurs vêtements et objets d'usage journalier ;

5° Défense formelle de transporter les malades à bord des vapeurs de l'Etat.

Ces mesures de préservation sont scrupuleusement observées dans tous nos territoires.

De plus, le Gouvernement, afin d'obtenir le plus de renseignements possibles en vue de contribuer à la recherche des meilleurs moyens à employer pour combattre ce mal, a adressé à son personnel au Congo et aux membres des Associations religieuses et philanthropiques dont la longue expérience des choses d'Afrique est un sûr garant, un questionnaire concernant cette maladie.

Les réponses sont déjà parvenues au Gouvernement local ; elles ont été communiquées au Gouvernement central et aux membres composant la Mission anglaise et qui ont, d'après les renseignements qu'ils m'ont fournis, trouvé, dans ces documents, des renseignements très utiles.

D'autre part, il a été envoyé au professeur Laveran, qui s'occupe spécialement de la maladie du sommeil, et aux fins des recherches de trypanosomes, des préparations de sang des malades atteints de ce mal.

Il a été demandé de faire parvenir au docteur Laveran des animaux infectés de trypanosomes de la maladie qui nous occupe.

A la demande des médecins anglais, trois noirs atteints de la maladie du sommeil ont été dirigés sur la « Liverpool School of Tropical Medicine » à Liverpool.

XII. — Notariat

Le service du notariat est organisé au Congo depuis 1886. Une ordonnance du 12 juillet 1886, approuvée par décret du 23 septembre, détermine, en effet, le mode suivant lequel l'authenticité pourra être donnée aux actes auxquels les intéressés désirent attribuer une force probante spéciale.

Un arrêté de même date plaçait à Boma et Banana les deux premiers offices notariaux créés au Congo. Depuis lors, d'autres offices ont été fondés au fur et à mesure de l'occupation territoriale, et il s'en trouve aujourd'hui dans toutes les parties de l'Etat jusqu'aux confins du territoire. Leur nombre est actuellement de vingt-neuf.

Les fonctions de notaire sont en principe remplies par des agents de l'Etat désignés à cette fin par le Directeur de la Justice ; ils doivent prêter serment, soit par écrit, soit verbalement, entre les mains de ce fonctionnaire. L'acte auquel les parties désirent donner l'authenticité doit être présenté par elles au visa du notaire, qui le donne en présence de deux témoins ; le notaire ne peut rédiger lui-même l'acte que quand les intéressés sont illettrés ou dans l'impossibilité d'écrire, ou avec l'autorisation du Directeur de la Justice. Les actes authentiques font foi en justice jusqu'à preuve littérale contraire. Les minutes en sont remises aux parties après avoir été enregistrées dans un registre *ad hoc*.

Un arrêté du 12 juillet 1886, complété par un autre du 25 septembre 1888, détermine le tarif des actes notariés.

Enfin, dans le but de faciliter aux intéressés la passation d'actes authentiques, une ordonnance du 24 mai 1898, approuvée par décret du 1^{er} juillet 1898, autorise le notaire désigné par le Directeur de la Justice, à déléguer ses fonctions, pour un cas spécial, à une autre personne, particulier ou agent de l'Etat, qui ne réside pas dans la localité où siège le bureau. Les personnes ainsi déléguées ont à se conformer, dans l'exercice de leurs fonctions de notaire, aux règles édictées par l'ordonnance du 12 juillet 1886 sur les actes authentiques.

Ainsi se trouvent complétées les dispositions législatives sur le notariat, et l'on peut dire que partout, au Congo, où existe un poste occupé par des blancs, les intéressés ont toute facilité pour faire authentifier les actes.

XIII. — *Etat civil*

Le service de l'état civil a acquis de plus en plus d'importance.

Il existait, en 1885-1886, 4 offices de l'état civil. Les attributions de ces bureaux étaient uniformes. Ce n'est qu'à la suite de la promulgation de la loi du 4 mai 1895 que des distinctions furent établies entre les bureaux de l'état civil ; d'après cette loi, qui réorganisait ce dernier service, les bureaux furent divisés en bureaux principaux et secondaires ; 28 offices principaux et 30 secondaires fonctionnent actuellement dans le territoire de l'Etat. Une des conséquences de l'extension de ce service a été l'augmentation du nombre de mariages célébrés entre les gens de couleur.

C'est ainsi qu'en 1901, 1.712 de ces unions avaient été célébrées ; en 1902, on en relevait 2.976 et, en 1903, on en constatait plus de 3.200, alors qu'en 1894, ces mariages s'élevaient à 84 seulement.

Outre les offices appelés à dresser les actes de l'état civil proprement dits, il existe des bureaux chargés d'immatriculer les étrangers venant se fixer au Congo et de faire les opérations de recensement à l'expiration de chaque année.

Les différents tableaux statistiques qui ont paru au *Bulletin officiel*, donnent le relevé des personnes de race blanche vivant au Congo.

XIV. — *Régime pénitentiaire*

La Maison centrale de Boma a été agrandie.

A cet égard, je dois signaler qu'il était laissé aux différents chefs territoriaux le soin de choisir un type de maison de détention appropriée à la localité où elle devait être placée et bâtie, en tenant compte des ressources de l'endroit où elle devait être élevée.

Des instructions récentes ont déterminé les règles qui doivent être suivies dorénavant dans tout l'Etat pour l'édification des maisons de détention.

Celles-ci comprendront désormais : a) Une ou des salles de détention pour les individus de race noire, condamnés pour des délits de droit commun ;

b) Une ou deux salles de détention pour les individus punis disciplinairement et les militaires condamnés pour les fautes graves prévues par les articles 20 et suivants du Code pénal militaire :

- c) Une salle pour les détenus préventifs noirs ;
- d) Une salle séparée pour les femmes ;
- e) Deux ou trois cachots plus obscurs pour les individus punis disciplinairement ;
- f) Un certain nombre de cellules pour les cas spéciaux : mise au secret des détenus préventifs ou incarcération de blancs ;
- g) Les aisances et autres nécessités accessoires, telles que cuisine, magasin pour le matériel intérieur de la prison, magasin pour le dépôt des biens mobiliers des intéressés, etc., et une infirmerie.

Les dimensions des salles seront calculées de façon que chaque individu ait à sa disposition un espace libre d'au moins 1^m20 de largeur sur 2 mètres de longueur et un cube d'air qui ne pourra être inférieur à 20 mètres cubes par tête.

Les maisons de détention ne pourront, sous aucun prétexte, contenir plus de détenus que le nombre de personnes pour lequel elles ont été construites et qui peut y être incarcéré en observant les principes de l'hygiène, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Les salles ont des fenêtres grillées vers l'extérieur et vers le couloir central, afin que l'aération soit toujours satisfaisante.

Des efforts très sérieux ont été faits pour améliorer de diverses façons le régime des prisonniers noirs.

C'est ainsi que les abords de la Maison centrale à Boma ont été mis en culture. Le chef de poste de Malela s'occupe d'envoyer à la Maison centrale des régimes de noix de palme pour la fabrication de l'huile. Le Directeur de la Justice a créé, à 8 kilomètres de Boma, un poste de culture pour les prisonniers noirs et en même temps de récolte de noix de palme.

L'ordinaire des détenus noirs, qui se composait de riz et de poisson, a été considérablement amélioré, par l'octroi de vivres frais, patates douces, feuilles de manioc, chikwangues, fèves indigènes et huile de palme. Leur couchage a été l'objet d'une grande amélioration par l'envoi de couchettes d'Europe.

Les individus qui travaillent bien, d'une façon continue, sont placés dans la classe d'amendement, ce qui les fait bénéficier de divers avantages.

XV. — *Service Postal*

On compte actuellement au Congo : 23 bureaux postaux, sous-perceptions postales, dépôts de timbres.

D'après les relevés que j'ai eu sous les yeux, on ne transportait, en 1885, que 33.140 lettres et imprimés, alors que pour 1902, le mouvement postal a été de 372.007 lettres et imprimés,

Les correspondances sont convoyées par chemin de fer ou par vapeurs ; sur les routes, elles sont envoyées à leur destination par des courriers spéciaux indigènes.

Les poids des dépêches renfermant les lettres et les imprimés ne peut dépasser, pour le transport par terre, 10 kilogrammes. Les porteurs nécessaires à ce service sont fournis par les chefs de poste.

La transmission des correspondances vers l'intérieur du pays est d'ailleurs réglée par des instructions sur lesquelles l'autorité locale attire, chaque fois qu'elle en a l'occasion, la sérieuse attention des chefs territoriaux. C'est ainsi que dans toutes les parties des territoires de l'Etat, les

courriers doivent partir à jour fixe ; ils ont un temps déterminé, qui a été calculé, en suite de nombreuses expériences faites, pour effectuer le trajet d'un point à un autre.

Il est expressément défendu aux autorités de retenir les indigènes-courriers après la date fixée pour leur départ et de leur remettre des correspondances à découvert. Tous les objets postaux doivent être affranchis (seuls, les fonctionnaires désignés à cet effet ont la franchise de port) et réunis en un pli cacheté portant l'adresse de façon bien apparente. Chaque dépêche postale renferme une feuille d'avis qui doit être renvoyée au bureau d'origine, datée et signée par l'agent du bureau destinataire, après qu'il en aura reconnu le contenu exact. Le porteur du courrier est aussi en possession d'une feuille de route qui renseigne le nombre de sacs et de plis composant le courrier. Elle doit être visée et datée, et renseigner dans la colonne *ad hoc*, à l'aller et au retour, et pour chaque station, l'heure d'arrivée et de départ des porteurs.

Les sous-perceptions des postes doivent adresser, aux fins de vérification, mensuellement au Contrôleur des postes à Boma, les feuilles de route des courriers expédiés pendant le mois écoulé.

Le Directeur des Finances envoie, le plus souvent possible, le Contrôleur des postes vérifier les bureaux postaux qui sont desservis par des agents de choix, sortis ou détachés des administrations belges.

Dans les districts où sont établies des sous-perceptions postales, c'est le Commissaire de district qui veille à la stricte observation des instructions réglant le service important des postes.

Dans plusieurs districts, il avait été constaté qu'on utilisait au service des courriers des soldats de la garnison. Non seulement ceux-ci ne rendaient pas toujours les services que fournissaient les travailleurs ou les hommes spécialement engagés pour le service des transports de tous genres, mais encore il était à craindre que les soldats, forts de leur uniforme, de leur armement et sans surveillance, n'en abusassent pour rançonner les villages qu'ils traversaient. D'autre part, les instructions formelles du Gouvernement prescrivent que les soldats ne soient pas distraits de leur garnison et de leur métier militaire et qu'ils restent, en tous temps, sous le contrôle de leurs chefs. Il a donc été défendu, d'une façon *absolue*, d'effectuer aucun envoi de courriers par des soldats de la Force publique.

XVI. — Service télégraphique et téléphonique

Le 27 novembre 1893, l'Etat décrétait la première ligne télégraphique, et en juillet 1895, un premier fil était tendu au dessus du fleuve, et le 15 septembre 1898, on pouvait téléphoner et télégraphier de Boma à Léopoldville, soit sur une distance de 452 kilomètres. Plus tard, et alors que le transport du matériel était aisé par suite de l'achèvement de la voie ferrée Matadi-Léopoldville, on a prolongé la ligne télégraphique jusqu'à Coquilhatville.

Actuellement 13 bureaux téléphoniques et télégraphiques fonctionnent dans l'Etat.

Principaux bureaux et distance qui les sépare l'un de l'autre :

Boma-Matadi.	52	kilomètres.
Matadi-Tumba.	185	—
Tumba-Léopoldville.	215	—
Léopoldville-Kwamouth.	233	—
Kwamouth-Mopolenge-Yumbi.	177	—
Yumbi-Lukolela.	121	—
Lukolela-Irebu.	102	—
Irebu-Coquilhatville.	114	—
Soit en tout.	1.199	kilomètres

de développement. Cette immense ligne télégraphique et téléphonique est placée sur des poteaux en fer de Boma à Léopoldville, et depuis Léopoldville jusqu'à Coquilhatville, on a employé comme support du fil, tantôt des poteaux en acier, tantôt des arbres et ce dans la proportion de 4.494 poteaux en acier et 2.782 arbres.

La ligne opère deux traversées très importantes de cours d'eau, l'une au-dessus du Congo, un peu en amont de la pointe d'Underhill (Chaudron d'enfer), l'autre au-dessus du Kasai, près de son embouchure.

Au passage du fleuve, à Underhill, les fils sont supportés par des pylônes en fer treillisé, dont les pieds sont distants de 800 mètres et se trouvent placés respectivement à 73 et 63 mètres au-dessus du niveau des plus hautes eaux.

La traversée du Kasai se fait par deux portées de ligne ayant l'une 450 et l'autre 670 mètres de longueur. Des pylônes en fer ayant respectivement 14, 36.50 et 38.50 mètres de hauteur permettent le passage de la rivière. L'un des pylônes se trouve dans une île et 4 conducteurs aériens assurent le fonctionnement de la ligne télégraphique.

Les camps de Lisala et d'Umangi sont également reliés par une ligne téléphonique de 22 kilomètres.

En plus d'une forte équipe permanente de travailleurs indigènes et de poseurs européens, la ligne est entretenue par les indigènes des villages qu'elle traverse. Ces derniers sont rétribués largement et payés mensuellement.

Une autre ligne télégraphique et téléphonique, d'environ 320 kilomètres, qui part de Kasongo sur le Lualaba pour aboutir à Baraka sur le lac Tanganika, a été inaugurée le 5 décembre 1903. Elle dessert les bureaux télégraphiques et téléphoniques de Kasongo, Kabambare, Kalembe-Lembe, Baraka. Cette ligne sera prolongée jusqu'au lac Kivu.

D'autre part, on procède depuis deux ans environ, à des essais de communication par télégraphie sans fil entre Banana et Ambrizette, de façon à relier le réseau congolais à celui du globe.

Les télégrammes à expédier en Europe sont actuellement portés, soit par des vapeurs de l'Etat, soit par les bateaux de haute mer, de Boma à Saint-Paul de Loanda, à San-Thome et à Sierra-Leone d'où ils sont transmis à destination. On peut envoyer aussi les télégrammes du Congo pour l'Europe par la voie française du Gabon en les portant au bureau français de Brazzaville. Une convention conclue récemment entre la République Française et le Gouvernement de l'Etat Indépendant du Congo (1) va per-

(1) *Archives Dipl.* 1903, tome LXXXVIII, p. 24.

mettre de relier les réseaux télégraphiques des deux Etats en immergeant dans le Stanley-Pool un câble télégraphique qui reliera Brazzaville à Kinshasa. Ce travail terminé, l'Etat du Congo sera relié au réseau télégraphique du globe.

XVII. — *Navigation*

La navigation dans le Bas-Congo s'améliore.

Depuis plusieurs années aussi, le Gouvernement a établi un service hydrographique spécial, chargé d'assurer en tout temps le maintien des passes navigables entre Banana et Boma.

D'après les rapports du chef de ce service, transmis au Gouvernement central, on a pu constater que les bateaux de haute mer ont pu, en général, franchir ces passes dès leur arrivée dans le Congo ; toutefois, l'expérience a démontré que, pour maintenir cette situation et l'améliorer encore, l'outillage maritime devait être complété d'un engin de dragage approprié.

Le Gouvernement de l'Etat avait envoyé, en 1897, une drague à godets ; celle-ci ne donnait pas les résultats désirables et sera bientôt remplacée par une drague à succion qui permettra d'enlever 1.500 mètres cubes de sables journallement.

Il est aussi intéressant de signaler ici que, afin d'éviter toute méprise aux navigateurs, le Gouvernement a, par un système de phares nouveaux, éclairé l'accès de l'embouchure du Congo. Ces feux fonctionnent depuis quelque temps et à la satisfaction de tous les capitaines.

La flottille de l'Etat sur le Haut-Fleuve a été augmentée en ces dernières années ; il y a actuellement en service, sur le Haut-Fleuve et ses affluents, 30 embarcations à vapeur.

Cette flottille se compose de 26 vapeurs d'une capacité de transport variant de 5 à 150 tonnes, 2 remorqueurs et allège de 350 tonnes, 1 remorqueur et allège de 50 tonnes et 1 dragueur.

De plus, 2 vapeurs de 500 tonnes ont été envoyés au Congo et l'un d'eux, à l'heure actuelle, doit être en service ; le second sera en état de naviguer vers la fin de cette année.

Le tonnage de la flottille du Haut-Fleuve, sans compter le nombre très considérable d'embarcations (baleinières et pirogues) employées dans les petits affluents, sera ainsi de 1,675 tonnes.

Le service de la marine comporte 166 blancs et 1.300 noirs.

Il existe en outre, sur le Haut-Congo, une flottille analogue, mais de tonnage plus faible, appartenant aux sociétés et particuliers, qui compte au moins 40 vapeurs. Ceux-ci sont, en général, employés par les sociétés pour le transport de leurs marchandises dans les affluents du Congo, tandis que sur le Congo même, les particuliers ont été dispensés de l'acquisition d'un outillage fluvial extrêmement onéreux, grâce à l'instauration par le Gouvernement d'un service public de transports.

Les trois vapeurs *Brabant*, *Hainaut* et *Flandre*, notamment, sont affectés à ce service entre Léopoldville et le Haut-Congo. Les dates de départ des steamers du Stanley-Pool ont été arrêtées de manière à correspondre avec les dates d'arrivée au Congo des steamers venant d'Europe, conformément au tableau transcrit ci-après :

Horaire du service public postal vers le Haut-Congo
Pour l'année 1904.

ARRIVÉE des vapeurs d'Anvers à Boma.	DÉPART d'un vapeur de Boma pour Matadi.	DÉPARTS des vapeurs de Léo pour Bumba et pour le Kasai.
19 avril.	26 avril.	30 avril.
10 mai.	17 mai.	21 mai.
31 mai.	7 juin.	11 juin.
21 juin.	28 juin.	2 juillet.
12 juillet.	19 juillet.	23 juillet.
2 août.	9 août.	13 août.
23 août.	30 août.	3 septembre.
13 septembre.	20 septembre.	24 septembre.
4 octobre.	11 octobre.	15 octobre.
25 octobre.	1 novembre.	5 novembre.
15 novembre.	22 novembre.	26 novembre.
6 décembre.	13 décembre.	17 décembre.
27 décembre.	3 janvier 1905.	7 janvier 1905.

XVIII. — Voies ferrées et routes

On a étudié un tracé de voie ferrée allant de Stanleyville vers les Grands Lacs. Ce tracé comporte un tronçon principal Stanleyville-Bafwaboli-Mawambi-Irumbu d'un développement de 762 kilomètres. Près d'Irumbu, le tracé se décompose en deux directions, l'une d'Irumbu-Mahagi, de 358 kilomètres. Actuellement, les études se poursuivent pour un tracé allant de Beni vers le lac Tanganika.

D'autre part, on a complètement étudié le tracé d'un chemin de fer qui irait de Dufilé à Redjaf en suivant la rive gauche du Nil et qui aurait 157 kilomètres de développement.

Ce chemin de fer contournerait la partie du fleuve qui n'est pas navigable.

En ce moment, on construit une voie entre Stanleyville (rive gauche) et Ponthierville. Cette ligne aura 140 kilomètres de développement. Le rail est placé sur 10 kilomètres et la plate-forme achevée sur 50 kilomètres. Cette voie permettra de faire les transports sur le fleuve en amont de Ponthierville. Une fois ce premier tronçon achevé, d'autres seront construits le long des parties du fleuve qui ne sont pas navigables.

Actuellement se poursuivent aussi les études d'un chemin de fer reliant un point de la frontière méridionale de l'Etat Indépendant du Congo (Katanga) à un point situé sur le Lualaba, au Sud du confluent de cette rivière avec la Lufira.

Le développement approximatif de cette ligne, dont les études ont été commencées sur le terrain depuis le 25 avril 1903, sera d'environ 500 kilomètres.

Le Gouvernement s'est aussi préoccupé de la construction de routes pour automobiles ; deux routes principales de l'espèce sont en construction.

La première, dans l'Uele, entre Redjaf et Ibembo. Elle aura environ, 1.250 kilomètres de longueur, dont, d'après les renseignements fournis, 400 kilomètres sont livrés à l'exploitation à l'heure actuelle. Des essais de roulage y sont faits au moyen de trois chariots à vapeur.

La seconde part de Songololo, station du chemin de fer de Matadi au Pool, et se dirige sur Popokabaka, sur la rivière Kwango.

Des routes destinées au transport par chariots sont, en outre, en voie d'exécution, et, en quelques parties du territoire, sont suffisamment avancées pour permettre ces transports par bœufs, notamment dans l'Uuele, le Katanga et le Manyema. La route Mahagi-Irumu est organisée sur une longueur de 165 kilomètres : onze grands villages sont aujourd'hui installés sur cette route, à des distances de 12 à 16 kilomètres l'un de l'autre.

XIX. — *Station et port de Léopoldville*

Le comblement du marais près de la rive, au moyen de terres prises au Mont-Léopold, constitue un des grands travaux exécutés à Léopoldville.

On a employé pour ce travail un porteur aérien combiné avec un plan incliné automoteur et une locomotive avec seize wagons de terrassement de 5 tonnes. La mise en place de ce matériel et la mise en marche constituaient déjà un travail considérable.

La construction de l'avenue du Roi-Souverain, allant de la place de la Marine aux installations de la Croix-Rouge, traversant tout Léopoldville, peut être citée comme un des travaux importants réalisés pendant cette dernière année. L'avenue est macadamisée, elle est large de 15 mètres et longue de 688^m20. Elle a nécessité la construction de ponts en pierres, de caniveaux, de cunettes en pierres, etc.

Des habitations nombreuses ont été construites, notamment :

Une maison pour le Docteur à l'avenue du Roi-Souverain ;

Une maison pour le Commandant du port ;

Des bureaux pour la Direction des transports ;

Une maison avec douze logements ;

Deux vastes magasins en fer de 30 × 15 mètres ont été montés ;

Une usine électrique a été élevée ;

Une brasserie a été installée.

Parmi les travaux importants en cours à Léopoldville, il faut citer encore la construction du slip pour grands vapeurs de 500 tonnes, celle du pier pour les chargements et déchargements du matériel du chemin de fer du Congo Supérieur et l'aménagement de la gare de Léo-Lacs.

a) Construction du slip.

Ce travail, qui, vers le mois de juillet dernier, était en bonne voie d'avancement, a été retardé par suite d'un mouvement de terres qui s'est produit au cours des déblais et qui a amené une inondation partielle du batardeau. L'épuisement de cette eau a été d'autant plus long et laborieux qu'on se trouvait à l'époque de la saison des pluies. Pendant cette opéra-

tion d'assèchement, les travaux de maçonnerie ont dû être suspendus. Mais, actuellement, les travaux sont activement repris, et si aucun obstacle nouveau ne se présente, tout pourra être terminé vers le mois de juillet-août prochain.

b) Pier.

Les travaux de construction, entamés au commencement de 1903, ont suivi leur cours régulier et étaient achevés à la fin de l'année dernière.

c) Gare Léo-Lacs.

Un embranchement spécial de voie ferrée a été construit pour les transports des chemins de fer du Congo supérieur. La gare de Lao-Lacs est distincte de celle de l'Etat.

Ce travail est complètement achevé à l'heure actuelle.

Comme travaux au port de Léopoldville, outre les travaux courants de réparation aux vapeurs de la flottille, il y a lieu de mentionner le remplacement de la coque de la « Ville d'Anvers », et la mention déjà faite du montage des grands sternwheels de 500 tonnes.

XX. — *Enclave de Lado*

Dans sa lettre au Marquis de Lansdowne, datée du 21 janvier 1903, sur le Nil, près de Kero, Lord Cromer s'exprime ainsi :

« Je viens de visiter les stations belges de Kero et de Lado et également la station de Gondokoro dans le Protectorat de l'Uganda.....

.....
Au point de vue de l'apparence, les deux stations belges contrastent favorablement avec toutes les stations soudanaises du Nil, et plus favorablement encore avec Gondokoro dans le Protectorat de l'Uganda. Les principales habitations sont en briques. Elles semblent bien construites. Les stations sont tenues scrupuleusement propres. Les soldats sont bien logés. Des jardins ont été formés et prospèrent. J'ai compté les tombes de neuf Européens à Kero ; tous étaient morts de la fièvre, mais j'ai été informé que l'état sanitaire de ce poste s'est grandement amélioré. J'avais entendu des rapports si nombreux et si contradictoires sur l'administration des Belges que j'étais très désireux de m'assurer quelques témoignages concis et précis à ce sujet. Durant une visite hâtive et avec des occasions d'observations limitées aux rives du fleuve, je comptais à peine arriver à une opinion indépendante sur le point en question.

» J'ai vu et entendu cependant suffisamment pour me rendre compte de l'esprit qui règne dans l'administration. »

Si les personnes qui suivent avec un intérêt bienveillant, ou même avec une simple impartialité, le développement de l'Etat du Congo, constatent non sans satisfaction que les personnages les moins sympathiques au jeune Etat mentionnent les beaux travaux qui ont été accomplis, elles doivent être quelque peu surprises d'apprendre constamment que l'Administration qui édifie ces belles constructions, dont les stations « sont tenues scrupuleusement propres », dont les soldats sont bien logés, qui a des jardins formés et en plein rapport, soit animée d'un mauvais esprit.

Non seulement la déclaration de Lord Cromer est aussi formelle que caractéristique à l'égard des résultats obtenus par l'Etat du Congo, mais nous constatons encore que le Consul de Sa Majesté Britannique, M. Casement, dans le rapport qu'il a adressé, sous la date du 11 décembre 1903, au Marquis de Lansdowne, reconnaît, lui aussi, les progrès réalisés par notre Administration.

En effet, cet agent consulaire, en parlant du district de l'Equateur, le seul pourtant qu'il ait réellement visité, très rapidement d'ailleurs, écrit :

« Bien que mon séjour fût de courte durée et que les endroits visités ne fussent pas éloignés des routes de communication, la région que j'ai parcourue est l'une des plus centrales de l'Etat du Congo, et le district dans lequel j'ai passé la plus grande partie de mon temps, c'est-à-dire celui de l'Equateur, est probablement l'un des plus productifs. De plus, j'ai pu, en visitant ce district, comparer son état actuel avec celui dans lequel je l'avais connu il y a seize ans environ. J'avais alors, en 1887, parcouru la plupart des endroits que j'ai revus aujourd'hui, et j'ai pu établir ainsi une comparaison entre la situation que j'avais vue de mes yeux, *quand les indigènes vivaient à l'état sauvage, dans l'anarchie et le désordre, sans contrôle européen, et celle créée par une intervention européenne très active de plus de dix années. Quiconque a connu autrefois le Congo Supérieur ne peut révoquer en doute cette intervention, et il y a aujourd'hui des preuves universellement répandues de la grande activité déployée par les Belges pour introduire leur méthode d'administration dans l'une des régions les plus sauvages de l'Afrique.*

» Des stations bien construites et bien entretenues, ajoute M. Casement, attendent le voyageur en de nombreux endroits, une flotte de steamers de rivière, au nombre de quarante-huit, je crois, appartenant à l'Etat du Congo, parcourt le fleuve et ses principaux affluents à intervalles déterminés. Des moyens réguliers de communication sont ainsi assurés à l'une des parties inaccessibles de l'Afrique centrale. »

Plus loin, dans le même rapport, en parlant de la station de l'Etat de Léopoldville, M. Casement dit « qu'elle comprend, d'après les renseignements qui ont été donnés, 130 Européens et 3.000 indigènes environ, travailleurs de l'Etat, qui tous habitent des maisons européennes bien bâties en ligne, des huttes en terre pour les chefs travailleurs ».

S'il était besoin d'invoquer d'autres témoignages sous ce rapport, rien ne serait plus facile que de renforcer ici les déclarations et de Lord Cromer et de M. Casement.

Lord Cromer écrit, il est vrai, à propos de son voyage de Karthum à Gondoroko, que les noirs, loin de s'enfuir à l'approche des blancs comme auparavant, courent sur les rives et font signe au steamer de s'arrêter.

On s'explique sans effort que les noirs de la rive orientale aient mis quelque empressement à se montrer sur les bords du fleuve au passage du vapeur portant Lord Cromer précédé du prestige de sa haute autorité et dont l'arrivée avait vraisemblablement été annoncée, comme il convient, et l'on comprendrait moins que les aborigènes de la rive occidentale aient pu songer à montrer le même intérêt à voir un chef puissant représentant d'un Gouvernement dont ils ne relèvent pas.

Et, sous prétexte que les aborigènes de la rive occidentale ne se sont pas montrés sur son passage, alors que, sur la rive orientale, il a rencontré

depuis Khartum jusqu'à Gondokoro de nombreux villages, Lord Cromer croit pouvoir affirmer que « *le contraste, quand on est entré en territoire congolais, est remarquable. De la frontière à Gondokoro, la distance est d'environ 80 milles. La rive gauche ou occidentale du fleuve est belge. La rive opposée se trouve soit sous le Gouvernement du Soudan, soit sous l'Administration de l'Uganda. Il y a de nombreuses îles. Comme toutes celles-ci sont sous le Gouvernement Britannique, car le thalweg, qui est de par traité, la frontière belge, longe la rive ouest du fleuve, je ne puis dire que j'ai eu l'occasion de voir 80 milles de territoire belge. J'ai vu, entre temps, beaucoup de choses et j'ai remarqué que, alors qu'il y avait de nombreux villages et de nombreuses huttes sur la rive orientale, sur la rive belge, il n'existait pas de trace d'un village. Je ne crois pas que personne de notre troupe ait vu un seul être humain en territoire belge, excepté les officiers et soldats belges et leurs femmes et enfants. En outre, pas un seul indigène n'était visible entre Kero et Lado* ».

Ce n'est évidemment pas durant une visite hâtive et avec des occasions d'observation limitées aux rives du fleuve, que Lord Cromer a pu se rendre compte d'une situation résultant de circonstances déjà lointaines.

Il importe donc de faire voir, en ce qui concerne l'attitude des populations de la rive congolaise, les causes d'un état de choses que Lord Cromer a mis, comme on l'a vu plus haut, sur le compte de l'esprit qui préside à l'administration de l'Etat du Congo.

Par suite même de notre occupation d'un territoire où les derviches razzieurs et pillards avaient établi leurs quartiers généraux, un grand nombre d'indigènes inféodés aux anciens maîtres du pays, dont ils étaient devenus les auxiliaires, accompagnèrent ou allèrent rejoindre dans l'Uganda des bandes de derviches échappées à nos coups et dont le dernier retour offensif remonte seulement au mois de juin 1898.

Ces natifs, qui résidaient principalement sur les rives, redoutaient, et avec raison, soit notre autorité, à cause de leur complicité criminelle dans les agissements des derviches (on peut voir encore les vestiges des kraals nombreux où étaient parqués les troupeaux dérobés et les esclaves captifs en attendant qu'on les embarquât à Redjaf et à Lado pour le Bas-Nil), soit la vengeance et les justes représailles des aborigènes de l'intérieur qu'ils avaient abominablement dépouillés au profit de leurs maîtres. Tel est notamment le cas du chef derviche Kunii, établi en face de Bedden, avec ses nombreux auxiliaires : il ne cessait, il y a peu de temps encore, de faire des excursions en notre territoire, capturant les indigènes isolés ou les massacrant, dépouillant ou rançonnant les caravanes chargées de vivres pour nos postes.

Cette cause importante non seulement de la dépopulation des rives occidentales, mais aussi de l'éloignement des aborigènes vers l'intérieur, n'aurait certes pas dû échapper à un examen un peu plus approfondi de la situation.

Il est à noter que les indigènes hésitèrent pendant quelque temps à se rallier au nouvel occupant (dont les intentions définitives devaient lui échapper), et ce dans l'appréhension d'un retour offensif et victorieux des derviches dont le souvenir demeurerait avec épouvante dans leur mémoire.

Comment ne pas tenir compte aussi des dispositions naturelles des natifs pour les déplacements, au fur et à mesure de l'épuisement du sol en vue de l'occupation de terres plus fertiles ?

On doit à la vérité de reconnaître que les réquisitions militaires de

vivres et de moyens de transport — aussi impérieuses qu'inévitables au début d'une occupation — n'aient été pour quelque chose dans l'éloignement des indigènes craintifs, inquiets de tout état de choses nouveau et exclusivement soucieux de vivre dans la quiétude et l'oisiveté.

Il est à peine nécessaire de rappeler que des émigrations d'une rive à l'autre ont lieu à la suite de troubles et de dissensions intestines.

C'est ainsi que, dans le cours de l'année 1895, environ cinq cents indigènes originaires du Protectorat de l'Uganda ont passé sur notre territoire pour s'y établir.

L'immigration de ces gens en territoire congolais et leur réintégration dans leurs foyers primitifs a fait l'objet de diverses notes remises à la Légation Britannique à Bruxelles, et notamment de celle du 8 novembre 1902.

Il est d'ailleurs difficile de se persuader que le retour de ces émigrants puisse constituer un gain appréciable pour l'un ou l'autre pays, car ils passeront avec la même facilité d'une rive à l'autre et le plus souvent pour les causes les plus futiles.

Ce qu'il importe toutefois de mettre en lumière, c'est que le Gouvernement du Roi-Souverain n'a jamais songé à attribuer ces flux et reflux de populations à des actes de cruauté et de brutalité de la part d'agents du Gouvernement Britannique.

Possédât-il même des renseignements précis sur des agissements coupables accomplis par des employés subalternes de ce Gouvernement, qu'il s'abstiendrait encore d'indaguer, à ce sujet, dans un seul intérêt de polémique, confiant dans l'action répressive des autorités britanniques comme en la sienne propre.

Pour expliquer davantage ces exodes, Lord Cromer donne la raison suivante, qu'il qualifie même « d'assez évidente ! »

« Les Belges ne sont pas aimés, les noirs les fuient, et il n'est pas étonnant qu'il en soit ainsi, car je suis informé que les soldats ont toute liberté de piller et qu'il est rare que les approvisionnements fournis soient payés. Les officiers anglais voyagent pour ainsi dire seuls dans la plupart des parties du territoire, soit en tournées d'inspection, soit en expédition de chasse. *Je suis informé qu'aucun officier belge ne peut se déplacer en dehors des établissements de l'Etat sans une forte escorte.* »

Il serait intéressant de connaître la source de cette information, en vertu de laquelle Lord Cromer se croit autorisé à émettre cette très grave assertion à charge des officiers de l'Etat, qui non seulement toléreraient, mais autoriseraient même leurs hommes à se livrer à des actes de pillage et d'extorsion vis-à-vis des natifs.

En ce qui me concerne, j'ai vu, en janvier 1902, dans le pays où, d'après Lord Cromer, on ne rencontre pas un seul être humain, de nombreuses caravanes portant des vivres arriver à Redjaf de Kadjokadji (quatre jours d'étape), et je n'ai reçu aucune plainte ni à charge de soldats convoyeurs ni à charge des employés à qui incombait le soin de payer les porteurs. Ceux-ci recevaient une rémunération d'une importance de fr. 0.45 à 0.50 par jour. J'ai vu en ce même mois de janvier 1902, à Loka, de nombreux Waniamuesi venant de Nimule (en face de Dufile) pour y vendre des troupeaux, opération que l'on conçoit difficilement dans un pays qui n'est pas sûr.

J'ai traversé toute l'Enclave de Lado et d'autres après moi dans les mêmes conditions, avec une escorte de quelques hommes destinés surtout à

maintenir la discipline parmi mes nombreux porteurs et à les empêcher de s'éparpiller dans la brousse peuplée de fauves.

En juillet 1903, des négociants anglais : MM. Smith et Vincent vinrent, sans armes ni escorte, de Nimule au poste de Yei. Ils exprimèrent tout leur étonnement de la sécurité régnant dans le pays et qui démentait les récits qu'on leur avait faits.

Hier encore, un voyageur anglais, qui avait réellement visité l'Enclave, déclarait « qu'il considérait toute l'Enclave et tout le district de l'Uele comme admirablement gouvernés ».

La vérité est que les populations, loin de s'éloigner des établissements de l'Etat, tendent au contraire de plus en plus à s'en rapprocher.

Et ce rapprochement à lieu même de la part des populations émigrées sur la rive orientale, et l'on peut prédire que le jour où l'administration anglaise établira la « hut tax » sur de nombreuses cases dont l'existence a été constatée par Lord Cromer sur la rive droite du Nil, ces populations repasseront avec empressement sur nos rives. Et l'on peut prévoir aussi que sur le Nil, comme ailleurs, à Sierra Leone par exemple, l'établissement de la « hut tax » donnera lieu à des rébellions que l'autorité anglaise devra réprimer « manu militari ».

Si Lord Cromer avait poussé ses investigations plus loin dans l'Etat Indépendant du Congo, il aurait pu se rendre compte de l'erreur dans laquelle il versait en affirmant ce qui précède; autour de la station de Yei, que je citerai particulièrement, il aurait rencontré de fortes agglomérations indigènes non seulement en formation, mais encore y établies à demeure.

Mais ne reconnaît-il pas que dans un pays qui hier encore était la proie des esclavagistes, on pouvait considérer comme probable qu'il faudrait beaucoup de temps pour inspirer confiance dans les intentions du nouveau Gouvernement (voir alinéa 6), et dès lors, Lord Cromer pourrait-il s'étonner de ce que les populations de la rive occidentale ne soient pas encore venues partout s'agglomérer nombreuses autour des stations de l'Etat du Congo.

Lord Cromer, rapporte encore, que l'officier suédois, commandant à Kero, lui a déclaré qu'il ne voyait pas beaucoup d'indigènes et que le plus proche village bâti était situé à quelque distance dans l'intérieur. Il est impossible qu'une telle déclaration ait été faite par le capitaine Nielsen-Thor, et il est certain que les véritables paroles de cet officier n'ont pas été exactement comprises.

En effet : 1° Les villages qui se trouvent dans le voisinage immédiat de Kero fournissent des vivres au susdit poste ;

2° Les indigènes mêmes de la rive orientale, certains d'être largement rémunérés, y viennent vendre des vivres, mais ce que le capitaine Nielsen-Thor a sans doute déclaré, c'est que, en vue de cesser d'être tributaires des natifs, d'ailleurs assez pauvres de la rive, l'administration de la zone de l'Enclave de La'o avait établi au pied du mont Doro, à Tafari, à six jours en retrait de Kero, au centre d'un pays fertile, un poste de culture vivrière destiné à subvenir aux besoins de la garnison de notre point de l'extrémité Nord-Est.

Au surplus, je joins ici, en annexe, un rapport de cet officier, établi à la date du 28 mars de cette année, et qui démontre la bienfaisante activité des autorités congolaises. (Annexe III).

J'ai séjourné pendant de longues semaines, au milieu des populations

que Lord Cromer n'a pas vues, et ce qui m'a le plus impressionné, ce n'est pas le manque de confiance des indigènes, mais une joie, se manifestant peut-être d'une façon trop expansive, de se sentir délivrés de leur séculaire ennemi, le razzieur soudanais, le derviche abhorré.

Grâce aux plantations reconstituées et aux vivres abondants, les natifs se livraient avec trop d'ardeur même aux plaisirs dont ils avaient été longtemps sevrés (les danses et les libations), à ce point que le haut fonctionnaire territorial qui m'accompagnait, estimait avec moi qu'il fallait, dans l'intérêt de l'avenir, modérer ces transports excessifs et entraver, par l'organisation du travail et d'une discipline sévère, de naissantes habitudes d'ivrognerie.

J'eus aussi la grande satisfaction de constater que les fonctionnaires les plus élevés en grade de l'Etat ne dédaignaient pas de s'occuper de la réinstallation des anciens villages sur leurs emplacements primitifs, de la reprise des travaux agricoles, de la fourniture d'outils et surtout de la reconstitution des troupeaux.

C'est, en effet, une des préoccupations les plus constantes du Gouvernement de restituer à ces peuplades misérables, leur ancienne prospérité, par le rétablissement des plantations vivrières, par celui des champs de coton (1), dont on retrouve partout des traces dans la brousse épineuse, enfin par la reformation des troupeaux, l'élevage étant l'industrie favorite de ces populations agricoles.

Le vœu unanime de tous les chefs indigènes que j'ai eu l'occasion de voir était celui-ci : « Donnez-nous du bétail et maintenez ici vos agents pour nous défendre contre les derviches ».

Un tel état d'esprit chez les natifs peut être considéré comme révélateur d'une certaine confiance.

D'ailleurs, les mesures prises par les autorités territoriales, en vue d'assurer les bonnes conditions de logement et d'alimentation de leur personnel européen et indigène, leur permettent de réduire de plus en plus le concours des populations en ce qui concerne la corvée du portage et la fourniture des vivres.

Ces mesures sont :

1° L'installation de postes de culture qui cessent pour une large part déjà, de nous rendre tributaires des indigènes et constituent ainsi une belle œuvre de pacification ;

2° L'organisation de transports par pirogues ;

3° La création de routes qui sont déjà ou seront bientôt praticables pour chariots automobiles. — Le Gouvernement de l'Etat Indépendant du Congo s'est préoccupé, depuis plusieurs années, des moyens à employer pour mettre fin au portage à dos d'hommes dans son territoire, notamment dans l'Uele et dans l'Enclave de Lado.

Il a fait entamer, ainsi que nous le disons précédemment, la construction de routes carrossables dans diverses directions.

La construction de ces routes est laborieuse, mais elle est néanmoins poursuivie avec activité.

(1) En ce qui concerne le coton, qui, avant l'invasion madhiste, fut vraisemblablement cultivé d'une façon considérable, je tiens de bonne source que, au Caire et dans la Basse-Égypte, on se montrait quelque peu inquiet au sujet de l'activité déployée par les Belges sur le Haut-Nil et qu'on y était dans l'appréhension d'une prochaine concurrence cotonnière.

Il a été démontré aussi que dans la région de l'Uele et du Nil, le terrain ne présente pas suffisamment de consistance et qu'il était absolument nécessaire d'empierrier la route sur toute sa longueur.

La construction des ponts marche de pair avec la construction des chaussées.

Le Gouvernement a fait envoyer, dès le commencement de 1903, trois camions automobiles à vapeur, qui ont été mis en service dans l'Enclave de Lado. L'un de ces camions est utilisé à 66 kilomètres du Nil, aux travaux de parachèvement de la route.

Jusqu'à présent, à cause de leur poids élevé, ces camions n'ont pu recevoir qu'un chargement de 2.000 à 2.500 kilogrammes, mais il est probable qu'après l'empierrement de la route, ils pourront charger de 5 à 6 tonnes.

Cette première tentative fait bien augurer du succès final.

En même temps que le Gouvernement prescrivait l'établissement des routes, il donnait des instructions pour le dressage des bœufs à la traction, et faisait envoyer, dès août 1902, six chariots pour la traction par bœufs.

Ces chariots pouvant recevoir un chargement d'une tonne, sont actuellement employés aux transports dans l'Enclave de Lado : quatre entre Aba et Yei, et deux entre Yei et Redjaf, soit sur une distance d'environ 200 kilomètres.

Toutes ces mesures ont et auront pour effet de ramener en territoire congolais les natifs qui s'étaient réfugiés sur les rives de l'Uganda, soit vers l'intérieur des terres, pour se dérober aux travaux des plantations et aux transports de charges, inspirés dans ces exodes, non pas par des craintes concernant le paiement des prestations requises, mais par le seul impérieux désir de ne pas être troublés dans leur vie oisive.

C'est ainsi que six villages importants se sont déjà rétablis sur la route de Loka à Redjaf (100 kilomètres). (Rapport de M. Hanolet, 10 mai 1903.)

4° La création de marchés ; l'interdiction aux soldats d'effectuer aucune transaction avec les natifs, car c'est l'Européen seul qui peut acheter les vivres. La subsistance est remise en nature, par rationnement, sous le contrôle des agents européens.

Cette interdiction s'étend même aux femmes de soldats, afin d'éviter toute occasion de maraudage et de pillage. Et il est strictement veillé à ce qu'elles ne quittent pas les postes où elles sont soumises à trois appels par jour ;

5° La protection effective que les natifs reçoivent de la part de nos autorités contre les incursions des bandes du Bahr-el-Ghazal, car, par une ironie des choses qui n'échappera à personne, au moment précis où Lord Cromer écrivait (janvier 1903) que le natif fuyait les Belges détestés, ceux-ci repoussaient, sous le commandement du capitaine Goebel, les bandes de pillards du chef Mange, vassal du sultan M'Bio, et restituaient aux indigènes leurs femmes et leurs enfants enlevés et leurs compatriotes réduits en captivité. Lord Cromer ayant eu de grandes difficultés à communiquer avec les natifs et n'ayant eu pour intermédiaire qu'un interprète d'une éducation relative, ainsi qu'il le déclare, on est amené à se demander s'il ne s'est pas fait l'écho, à son insu, des plaintes des noirs du Bar-el-Ghazal justement refoulés par nos troupes.

Pendant mon séjour sur le Haut-Nil, j'eus l'occasion de voir, à bord de son vapeur *Rédempteur*, Monseigneur Roveggio, évêque d'Amastri, vicaire

apostolique de l'Afrique centrale. Cet honorable ecclésiastique m'entretint des difficultés qu'il éprouvait à installer des postes d'évangélisation sur la rive anglaise, et surtout de l'attitude des indigènes desquels il n'obtenait aucun concours pour l'obtention des vivres, ni pour les constructions à édifier. Sans qu'il s'ouvrit à ce sujet, je crus cependant qu'il songeait à vendre son vapeur et à retirer ses postes. Ce retrait a d'ailleurs été effectué depuis, la station évangélique du Fort Berkley notamment, laquelle fut maintes fois secourue au point de vue alimentaire, par nos agents en service à Redjaf, ayant été évacuée. Il exprimait aussi le désir de venir fonder des établissements sur notre territoire, où il espérait obtenir une aide efficace.

En terminant ces quelques considérations sur l'Enclave de Lado, je tiens à relever encore cette remarque, écrite par Lord Cromer le 21 janvier 1903, que « le Gouvernement du Congo, *autant que j'en puisse juger*, est conduit *presque* exclusivement sur des principes commerciaux et, même jugé à cette enseigne, il *apparaîtrait* que ces principes sont tant soit peu à courte vue ». Il était prudent de donner à cette appréciation, les formes atténuées qu'emploie Lord Cromer, car c'est une chose notoire que dans l'Enclave de Lado, le Gouvernement du Congo n'a jamais exploité les produits du domaine et que, par conséquent, ce n'est certes pas la question domaniale qui a pu exercer une influence quelconque dans l'Enclave. Dans son rapport de 1903, sur l'Administration du Soudan, Lord Cromer préconise, « maintenant que, dit-il, toute idée de cession de territoire à l'Etat du Congo a été abandonnée », le développement de l'exploitation du caoutchouc dans les provinces du Soudan.

Cet exposé parle de lui-même et autorise à dire que le développement matériel et économique de l'Etat suit un cours normal, avec, comme nécessaire conséquence, l'amélioration des conditions morales d'existence des indigènes. Le regret doit être ici exprimé de ce que les adversaires de l'Etat veulent ignorer, dans leurs appréciations, les résultats satisfaisants obtenus et se bornent à des critiques, fondées ou non. Une opinion impartiale sur l'Etat du Congo et sur ce qu'il a fait durant ces vingt années se doit d'envisager l'œuvre dans son ensemble, avec ses imperfections si l'on veut, mais aussi avec ses mérites.

Les attaques ont surtout visé le régime suivi par l'Etat pour mettre en valeur ses territoires, à savoir l'exploitation du domaine, soit par lui-même, soit par des Compagnies concessionnaires. Elles ont provoqué des discussions juridiques aujourd'hui épuisées, et il ne semble pas qu'un doute puisse encore exister dans l'esprit de ceux qui ont suivi ces débats, sur la parfaite légitimité des droits de propriété des Etats et de leur libre exercice, aussi bien dans le bassin conventionnel du Congo que partout ailleurs, puisqu'il a été démontré que l'Acte de Berlin, en proclamant la liberté commerciale, n'a en rien dérogé aux principes universellement admis en matière de propriétés domaniales. Sur le terrain commercial, l'Etat du Congo, qui avait été le premier à inscrire dans ses conventions internationales le principe de la liberté, n'a pas failli, quoi qu'on en dise, au programme qu'il s'était tracé en 1884 et dont, comme on le rappelait récemment, Stanley s'était fait le porte-parole. Le régime de la « porte ouverte » qu'à la Chambre de commerce de Liverpool on vient de revendiquer, au moment même où retentissaient à la Chambre des Communes des déclarations purement philanthropiques, est celui du Congo, et l'on ne

pourrait constater dans nos territoires l'existence de monopoles comme ceux de l'ivoire et du caoutchouc qu'en certaines parties du Soudan le Gouvernement soudanais a créés à son profit (1). Les commerçants de toutes nationalités peuvent, au Congo, vendre les objets de leur commerce et acheter les produits naturels aux propriétaires du sol : nulle limite, nulle entrave n'est apportée à ce trafic et c'est là réellement la liberté commerciale. Que cette liberté reste entière nonobstant l'existence des droits domaniaux et l'octroi de concessions, c'est ce qui a été surabondamment établi, et déclarer, comme on l'a fait à la Chambre des Communes, que le commerce n'existe pas au Congo, c'est se mettre en contradiction avec le droit et avec les faits. Ces affirmations, à force d'être répétées, finissent par être considérées comme des axiomes et l'on ne s'aperçoit plus qu'elles attendent encore leur démonstration. Le régime des concessions, d'ailleurs, n'a pas été instauré pour l'avantage ou le bénéfice exclusif des Belges ; la possibilité a été donnée indistinctement aux initiatives et aux capitaux de l'étranger de s'intéresser à la mise en valeur du pays et si, par un manque de confiance que l'événement n'a pas justifié, les capitaux anglais se sont retirés de certaines affaires congolaises, dont maintenant on dénonce l'état prospère comme un grief, il ne s'ensuit pas que ceux qui ont couru les risques, inhérents aux entreprises dans les pays neufs, doivent aujourd'hui se voir contester les résultats de leurs efforts et de leur persévérance.

C'est à l'étonnement, pour ne pas dire à l'indignation générale de la poignée d'Européens qui travaillent et peinent sur place, que se poursuivent ces tentatives à l'étranger de les représenter tous, depuis les plus haut placés jusqu'au plus obscur des subalternes, comme associés pour une œuvre odieuse de destruction et d'inhumanité. Le devoir de protester contre cette légende s'impose à quiconque a vu, de ses yeux, ces territoires, jadis déshérités, s'ouvrir à la civilisation, à l'évangélisation et au progrès ; les populations, autrefois troupeaux d'esclaves, renaître à la confiance et à la liberté ; le rapide outillage économique, les chemins de fer en exploitation ou en construction, une flottille qui sillonne le fleuve et ses affluents, des routes qui ouvrent les régions les plus éloignées, des lignes télégraphiques et téléphoniques jusqu'au haut fleuve, des cultures et plantations s'étendant graduellement, le bétail introduit dans tous les districts, des établissements de mission installés de toutes parts, des instituts vaccino-gènes et des services d'ordre médical, sanitaire et hygiénique. Tels sont certains des résultats de ce qu'on a appelé le « système » de l'Etat, système qui s'est inspiré avant tout des vœux des Conférences de Berlin et de Bruxelles, et l'on ne s'expliquerait pas comment il a pu être décrié par les adversaires de l'Etat si l'on ne savait que leur tactique coutumière est de s'appesantir sur les inévitables imperfections d'une œuvre de cette envergure, encore, somme toute, dans sa période des débuts.

Car, de ce que quelques cas de mauvais traitement sur des indigènes se sont produits et ont été réprimés par les tribunaux, l'on a cherché à en imputer la responsabilité à la politique domaniale et fiscale même de

(1) *Sudan Gazette published by authority of the Sudan Government, n° 47 Kartoum, 1st may, 1903* : Il est notifié pour information que les articles suivants sont des Monopoles gouvernementaux dans les districts ci-après : Caoutchouc et Gutta-percha, dans tout le Soudan, excepté au Kordofan. Ivoire, dans le Bahr-el-Ghazal et Fashoda »... (signé) Reginald Wingate, Gouverneur Général.

l'Etat. La déduction apparaît faussée par le fait même que les délits de ce genre sont déférés par l'autorité aux tribunaux, et, pour ne citer que le cas Caudron, dont il a été question ces derniers temps, l'autorité judiciaire n'a pas hésité un instant à ouvrir des poursuites et à provoquer elle-même, sur cette affaire, une double instance à Boma, au grand jour de la publicité de l'audience. Je suis à même d'ajouter qu'il n'est pas une seule affaire criminelle dans laquelle la justice n'aurait pas suivi son cours en raison de ce qu'un agent de l'Etat ou d'une Société commerciale y aurait été impliqué. Avancer, comme on l'a fait, que la justice ne poursuivrait que les sous-ordres, et laisserait l'impunité aux chefs, est une assertion qui ne mérite qu'un démenti : on a vu un des plus hauts fonctionnaires de l'Etat comparaître en justice pour répondre des faits qui lui étaient reprochés.

Au surplus, l'Etat n'irait-il pas à l'encontre de ses intérêts bien entendus si réellement il laissait se créer ou perdurer un système fiscal qui aurait pour base l'exploitation violente de l'indigène. Il saute aux yeux que pour assurer le rendement de l'impôt il importe d'user à l'égard des indigènes d'un traitement bienveillant et paternel ; ce n'est pas en les terrorisant ou en les faisant s'enfuir dans la brousse qu'on peut en obtenir la main-d'œuvre qu'eux seuls peuvent fournir sous les tropiques. L'expérience prouve que toutes difficultés entre indigènes et européens se traduisent par une diminution du chiffre d'affaires, et ce cas typique est à rappeler d'une Société commerciale dont les agents ont été condamnés pour mauvais traitements envers les indigènes et dont les bénéfices, d'une année à l'autre, sont tombés de 98 0/0. C'est dire que le reproche d'inhumanité adressé d'une manière générale aux agents de l'Etat et des Compagnies est démenti par la prospérité économique croissante, car il serait au moins étrange qu'un régime qui va, affirme-t-on, jusqu'à dépeupler la contrée, produise en même temps ce résultat inattendu d'accroître le chiffre général des exportations.

Il est de mode de trouver dans ce chiffre des exportations et dans son excédent sur le chiffre des importations, un argument contre l'Etat. A peine ai-je besoin de remarquer que cette situation n'est pas spéciale à l'Etat du Congo et que d'autres colonies, qui sont dans le même cas, n'ont pas à se justifier d'un excédent de cette nature, généralement considéré comme un résultat satisfaisant. Je citerai, d'après les chiffres pour 1901, les Indes anglaises, Lagos, Grenade, Guyane, la Nouvelle-Zélande, les Iles Fiji, Bermudes, Maurice, les établissements français de l'Inde et les Indes Néerlandaises. Il faut noter, en ce qui concerne les statistiques congolaises, que l'écart réel entre la valeur des exportations et celle des importations doit être diminué notablement. En effet, la valeur renseignée des marchandises aux tableaux statistiques est celle au port d'importation, et leur valeur aux lieux de destination doit naturellement être augmentée des frais de transport et des frais généraux. Au reste, le « prix » des marchandises données en échange à l'indigène est, en Afrique comme partout, déterminé par la loi de l'offre et de la demande, et tel objet de pacotille peut avoir pour le nègre d'Afrique une toute autre valeur que son prix indiqué sur les marchés d'Europe. C'est l'un des bénéfices, parfaitement légitimes, du commerce d'importation pénétrant dans les pays nouveaux, et il faut être ignorant des conditions analogues dans lesquelles le trafic se fait dans toute l'Afrique pour conclure que l'indigène doit être nécessairement violenté s'il pratique des échanges entre produits et marchandises dont la valeur absolue n'est pas adéquate.

Et ce n'est pas une moindre erreur que d'affirmer, comme on vient de le faire encore, que les indigènes ont été, au Congo, dépouillés de leurs droits séculaires et expropriés de leurs terres. Pas un indigène ne s'est trouvé, du chef de mesures gouvernementales, privé des terres dont il avait la jouissance ou des droits d'usage qu'il exerçait dans la forêt. Le natif n'a guère encore la notion de la propriété immobilière individuelle et les coutumes indigènes sont respectées en tant qu'elles attribuent à la communauté ou au village l'occupation des étendues de terrains nécessaires à ses cultures. L'on n'a cessé de faire ressortir que les forêts domaniales, où l'Etat, soit par lui-même, soit par les Sociétés concessionnaires, exerce ses droits de propriétaire, n'avaient jamais, en fait, été exploitées par l'indigène, qui est resté ignorant de leurs richesses naturelles aussi longtemps qu'elles ne lui ont pas été révélées par la venue des agents européens. L'intervention de l'Etat, se continuant aujourd'hui, a pour résultat heureux d'empêcher la destruction de ces richesses, en assurant le maintien des forêts par des plantations et des replantations et en empêchant la dévastation des zones caoutchoutières, tel qu'on l'a vu se pratiquer dans la Rhodésie, où pas une liane n'a subsisté dans des districts entiers et où l'autorité se voit forcée maintenant de créer des réserves en vue de reconstituer des récoltes de caoutchouc.

J'aurai terminé après avoir rappelé au Gouvernement la nécessité et l'urgence de certaines dépenses d'intérêt public que les nécessités budgétaires ont jusqu'à présent fait ajourner. J'ai déjà dit plus haut que le moment est venu de créer de nouveaux tribunaux dans le Haut-Congo, ce qui rend nécessaire l'augmentation du nombre des magistrats, la création de locaux spéciaux, l'édification de maisons pour magistrats. L'Administration de Boma a demandé également des crédits pour la fondation de nouveaux hôpitaux et de prisons. Le service hydrographique du Bas-Congo, qui a la grave responsabilité de maintenir en état de navigabilité les passés du fleuve, a aujourd'hui à sa disposition une drague dont on attend les meilleurs résultats, mais il devrait être renforcé par l'adjonction d'ingénieurs hydrographes compétents. Il serait enfin à souhaiter que le poste du budget relatif aux travaux d'utilité publique pût être considérablement augmenté.

Je n'ignore pas que la possibilité de ces dépenses est subordonnée aux revenus domaniaux dont peut disposer l'Etat, les taxes proprement dites et les recettes douanières (ces dernières limitées par accord international) étant évidemment insuffisantes pour permettre à l'Etat de remplir sa tâche gouvernementale. Il est à espérer que les recettes du domaine, qui, versées en totalité au Trésor de l'Etat, constituent son principal revenu, lui permettront de continuer ses travaux d'utilité publique sans devoir frapper le commerce de nouveaux impôts.

Le Vice-Gouverneur Général,

F. FUCHS.

Bruxelles, le 18 juin 1904.

RECTIFICATION

Page 859, 3^e ligne d'en bas, lire : 7 septembre au lieu de 9 septembre.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

Du Tome 91 (N^{os} 7-8-9, 1904)

		Pages
	1894	
Août	20. <i>Japon</i> . — Réglementation des tribunaux des prises maritimes.....	927
Septembre...	7. <i>Japon</i> . — Instructions du Ministre de la Marine concernant l'exercice du droit de visite, la contrebande de guerre, les prises, le blocus.....	922
	1900	
Novembre...	6. <i>Mexique, Nicaragua</i> . — Traité d'amitié et de commerce.....	839
	1901	
Mars.....	5. <i>Mandchourie et Niou-Tchouang</i> . — Le Marquis de Lansdowne à sir E. Satow (Convention russo-mandchourienne).....	994
—	5. <i>Mandchourie et Niou-Tchouang</i> . — Le Marquis de Lansdowne à sir F. Lascelles (Communication avec le Gouvernement allemand au sujet de la convention russo-mandchourienne).....	996
—	6. <i>Mandchourie et Niou-Tchouang</i> . — Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne (Réponse à la dépêche du Marquis de Lansdowne du 4 mars).....	997
—	6. <i>Mandchourie et Niou-Tchouang</i> . — Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne (Texte de la convention russo-mandchourienne).....	997
—	9. <i>Mandchourie et Niou-Tchouang</i> . — Le Marquis de Lansdowne à sir E. Scott (Instructions à l'effet de se renseigner auprès du comte Lamsdorff si le texte de la convention russo-mandchourienne transmise par sir E. Satow est exact).....	999
—	9. <i>Mandchourie et Niou-Tchouang</i> . — Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne (Remerciements du Vice-Roi de Nanking pour démarches de la Grande-Bretagne).....	999
—	19. <i>Mandchourie et Niou-Tchouang</i> . — Le Marquis de Lansdowne à sir E. Mac Donald. (Communication du Ministre du Japon au sujet des modifications proposées par le comte Lansdowne à la convention mandchourienne).....	999
—	19. <i>Mandchourie et Niou-Tchouang</i> . — Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne (Convention russo-mandchourienne).....	1001
—	19. <i>Mandchourie et Niou-Tchouang</i> . — Sir E. Satow au Marquis de Lansdowne. (Convention russo-mandchourienne).....	1002
—	20. <i>Mandchourie et Niou-Tchouang</i> . — Le Marquis de Lansdowne à sir E. Satow. (Convention russo-mandchourienne).....	1002
—	20. <i>Mandchourie et Niou-Tchouang</i> . — Décret impérial chinois. (Demande d'assistance à la Grande-Bretagne).....	1003
—	21. <i>Mandchourie et Niou-Tchouang</i> . — Le consul général Brenan au Marquis de Lansdowne. (La Chine demande aux puissances de l'assister en vue d'obtenir la modification de l'arrangement russo-mandchourien).....	1003

		Pages
Mars.....	26. <i>Mandchourie et Niou-Tchouang</i> . — Sir C. Scott au Marquis de Lansdowne (Communique entretien du Ministre du Japon à Saint-Petersbourg avec le comte de Lamsdorff au sujet de la convention russo-mandchourienne).....	1003
—	28. <i>Mandchourie et Niou-Tchouang</i> . — Les Ministres du Cabinet de Singan-Fu à sir Chihchen Lofengluch (Chine demande aide à la Grande-Bretagne).....	1004
—	31. <i>Italie, Monaco</i> . — Déclaration concernant la communication réciproque des actes intéressant l'état civil des ressortissants des deux pays.....	820
Avril.....	5. <i>Mandchourie et Niou-Tchouang</i> . — Sir C. Scott au Marquis de Lansdowne (Résumé d'un communiqué paru au <i>Messenger Officiel</i>).....	1004
—	6. <i>Mandchourie et Niou-Tchouang</i> . — Sir C. Scott au Marquis de Lansdowne (Transmet communiqué officiel paru au <i>Messenger officiel</i>).....	1005
Juin.....	14/27. <i>Autriche-Hongrie, Roumanie</i> . — Convention concernant l'extradition réciproque des malfaiteurs suivie d'un protocole final.....	806
Septembre...	4. <i>Colombie, France</i> . — Convention pour la protection de la propriété industrielle.....	946
1902		
Juin.....	12. <i>Conventions de La Haye sur le droit international privé</i> . Convention pour régler la tutelle des mineurs.....	933
	Convention pour régler les conflits en matière de mariage.....	937
	Convention pour régler les conflits des lois et juridictions en matière de divorce et séparation de corps.....	942
Juillet.....	28. <i>Aff. du Venezuela</i> . — Déposition de John A. Patrice (<i>Aff. du Queen</i>).....	972
—	30. <i>Aff. de Venezuela</i> . — M. Haggard à M. Baralt (Note de protestation du Gouvernement britannique, demandant satisfaction du préjudice porté à la personne et aux biens des sujets britanniques).....	974
—	31. <i>Aff. de Venezuela</i> . — Le Gouverneur p. i. sir C. Knollys à M. Chamberlain (<i>Aff. du Queen</i>).....	972
Août.....	1. <i>Aff. de Venezuela</i> . — M. Haggard au Marquis de Lansdowne (Remise d'une note de protestation au Gouvernement vénézuélien en date du 30 juillet, conformément aux instructions de lord Lansdowne en date du 29 juillet 1902). ..	973
—	2. <i>Aff. de Venezuela</i> . — M. Baralt à M. Haggard (Réponse du Gouvernement vénézuélien à la note britannique du 30 juillet, remise le 1 ^{er} août).....	976
—	4. <i>Aff. de Venezuela</i> . — M. Haggard au Marquis de Lansdowne (Transmet réponse du Gouvernement vénézuélien à la note britannique remise le 1 ^{er} août).....	975
—	19. <i>Aff. de Venezuela</i> . — Le Ministère des Colonies au Ministère des Affaires étrangères (<i>Aff. du Queen</i>).....	972
—	23. <i>Aff. de Venezuela</i> . — M. Haggard au Marquis de Lansdowne (<i>Aff. du In-Time</i>).....	977
Septembre...	1. <i>Aff. de Venezuela</i> . — M. Haggard à M. Baralt (Affaire de l'emprisonnement du sujet anglais M. Gransaul).....	981
—	10. <i>Aff. de Venezuela</i> . — M. Haggard à M. Baralt (Note au sujet de mauvais traitements infligés au sujet anglais John Jones).....	982
—	23. <i>Aff. de Venezuela</i> . — Le Gouverneur p. i. sir C. Knollys à M. Chamberlain (<i>Aff. du Ban-Righ</i>).....	978
—	27. <i>Aff. de Venezuela</i> . — Le Vice-Amiral Douglas à l'Amirauté (Démonstration navale projetée contre le Venezuela).....	977
Octobre.....	2. <i>Aff. de Venezuela</i> . — M. Haggard au Marquis de Lansdowne transmet note remise au Gouvernement vénézuélien le 10 septembre, au sujet de mauvais traitements infligés au sujet britannique John Jones).....	982
—	2. <i>Aff. de Venezuela</i> . — M. Haggard au Marquis de Lansdowne (Emprisonnement du sujet anglais M. Gransaul).....	981

		Pages
Octobre	2. <i>Aff. de Venezuela.</i> — Déposition de James David (<i>Aff. du sloop Racer</i>)	987
—	9. <i>Aff. de Venezuela.</i> — Le Gouverneur p. i. sir C. Knollys à M. Chamberlain (<i>Aff. du sloop Racer</i>)	987
—	10. <i>Aff. de Venezuela.</i> — L'amirauté anglaise au Ministère des Affaires étrangères (Transmet copie de la lettre du 27 septembre du commandant en chef de la station de l'Amérique du Nord, relativement à la démonstration navale projetée contre le Venezuela)	977
—	13. <i>Aff. de Venezuela.</i> — M. Haggard à M. Baralt (<i>Aff. de l'incorporation dans l'armée vénézuélienne du sujet britannique John A. Sampty</i>)	993
—	14. <i>Aff. de Venezuela.</i> — Le Ministre des Colonies de la Grande-Bretagne au Ministre des Affaires étrangères (<i>Aff. du Ban-Righ</i>)	978
—	22. <i>Aff. de Venezuela.</i> — Memorandum du Ministère des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne communiqué à l'Ambassadeur d'Allemagne (Action conjointe des deux gouvernements)	978
—	22. <i>Aff. de Venezuela.</i> — Le Ministère des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne à l'Amirauté (Démonstration projetée contre le Venezuela)	980
—	23. <i>Aff. de Venezuela.</i> — M. Haggard à M. Baralt (<i>Aff. du sloop Racer</i>)	994
—	25. <i>Aff. de Venezuela.</i> — Le Marquis de Lansdowne à M. Haggard (<i>Aff. de John Jones</i>)	983
—	25. <i>Aff. de Venezuela.</i> — Le Marquis de Lansdowne à M. Haggard (<i>Aff. de M. Gransaul</i>)	983
—	27. <i>Aff. de Venezuela.</i> — M. Haggard à M. Baralt (<i>Aff. de M. Gransaul</i>)	992
—	27. <i>Aff. de Venezuela.</i> — M. Haggard à M. Baralt (<i>Aff. de John Jones</i>)	991
—	28. <i>Aff. de Venezuela.</i> — M. Haggard au Marquis de Lansdowne (<i>Aff. de l'incorporation dans l'armée vénézuélienne du sujet britannique John A. Sampty</i>)	993
—	28. <i>Aff. de Venezuela.</i> — M. Haggard au Marquis de Lansdowne (<i>Aff. de John Jones</i>)	991
—	28. <i>Aff. de Venezuela.</i> — M. Haggard au Marquis de Lansdowne (<i>Aff. de M. Gransaul</i>)	992
—	28. <i>Aff. de Venezuela.</i> — L'Amirauté anglaise au Ministère des Affaires étrangères (Démonstration navale projetée contre le Venezuela)	983
—	29. <i>Aff. de Venezuela.</i> — M. Haggard au Marquis de Lansdowne (<i>Aff. du sloop Racer</i>)	994
Novembre ...	10. <i>Aff. de Venezuela.</i> — Le Marquis de Lansdowne à M. Buchanan (Règlement de créances se rapportant à la dette extérieure du Venezuela ; action combinée de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne)	989
—	11. <i>Aff. de Venezuela.</i> — Le Marquis de Lansdowne à M. Buchanan (Action conjointe avec l'Allemagne contre le Venezuela)	985
—	11. <i>Aff. de Venezuela.</i> — Le Marquis de Lansdowne à M. Haggard. (Note protestant contre le caractère de la réponse vénézuélienne)	984
—	11. <i>Aff. de Venezuela.</i> — Le Marquis de Lansdowne à M. Herbert (Instructions à l'effet de pressentir les Etats-Unis sur l'action projetée par la Grande-Bretagne contre le Venezuela)	984
—	12. <i>Aff. de Venezuela.</i> — Sir M. Herbert au Marquis de Lansdowne (Transmet observations des Etats-Unis au sujet de l'action projetée contre le Venezuela)	986
—	13. <i>Aff. de Venezuela.</i> — Memorandum communiqué par le comte Metternich (Action conjointe de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne contre le Venezuela)	986
—	15. <i>Aff. de Venezuela.</i> — Le Ministère des Colonies de la Grande-Bretagne au Ministère des Affaires étrangères (<i>Aff. du sloop Racer</i>)	987

		Pegas
Novembre...	17. <i>Aff. de Venezuela.</i> — Le Marquis de Lansdowne (Action combinée avec l'Allemagne contre le Venezuela).....	988
—	18. <i>Aff. de Venezuela.</i> — M. Haggard au Marquis de Lansdowne (<i>Aff. du Ban-Righ</i>)	990
1903		
Janvier.....	21. <i>Grande-Bretagne, Congo.</i> — Lord Cromer au Marquis de Lansdowne (Compte-rendu de sa visite aux postes belges..	1007
Juillet.....	10. <i>Règlement de service international annexé à la convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg, révision de Londres</i>	1020
—	28. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Instructions du Ministre des Affaires étrangères au Ministre du Japon en vue de l'ouverture des négociations avec la Russie pour la conclusion d'un arrangement en ce qui concerne la Mandchourie et la Corée).....	843
—	31. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au baron Komura (Le Ministre des Affaires étrangères n'y soulève aucune objection à condition d'y être autorisé par S. M. l'Empereur).....	846
Août.....	3. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Propositions du Japon).....	847
—	5. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au baron Komura (Le comte Lamsdorff est autorisé à ouvrir les négociations)...	849
—	6. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Instructions en vue des négociations).....	850
—	12. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au baron Komura (Les propositions japonaises sont transmises au comte Lamsdorff)...	850
—	13. <i>Cap de Bonne-Espérance, Natal, Colonie du Fleuve Orange, Transvaal, Rhodesia du Sud.</i> — Convention d'union douanière	822
—	24. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au baron Komura (Le comte Lamsdorff propose de transférer le siège des négociations à Tokio).....	851
—	26. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Instructions en vue de s'opposer au transfert du siège des négociations).....	852
—	27. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au baron Komura (Le comte Lamsdorff maintient sa proposition).....	852
—	29. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino. Instructions en vue: 1° de ne pas accepter le transfert du siège des négociations; 2° de faire adopter les propositions japonaises comme base des négociations).....	853
—	31. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au baron Komura (Objections du comte Lamsdorff).....	854
Septembre...	2. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Instructions en vue de continuer les négociations à Saint-Petersbourg et de faire adopter les propositions japonaises comme base des négociations).....	856
—	5. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au baron Komura (Le comte Lamsdorff demande que les propositions japonaises, conjointement avec les contre-propositions russes, soient adoptées comme base de négociations et que ces dernières aient lieu à Tokio).....	857
—	7. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Instructions en vue de l'acceptation de la demande du comte Lamsdorff).....	859
—	9. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au baron Komura (Le baron Rosen et l'Amiral Alexieff ont reçu les instructions nécessaires en vue des négociations).....	860
—	19. <i>Grande-Bretagne, Congo.</i> — Sir C. Phipps au Marquis de Lansdowne (Transmission de documents adressés par le Gouvernement du Congo aux représentants des puissances signataires du traité de Berlin).....	1008
—	24. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Baron Rosen part pour Port-Arthur en vue de se concerter avec l'Amiral Alexieff).....	860

		Pages
Octobre.....	5. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Contre-propositions russes présentés par le baron Rosen).....	861
—	8. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Overture des négociations avec le baron Rosen).....	863
—	16. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Amendements aux contre-propositions russes).....	863
—	20. <i>Etats-Unis, Grande-Bretagne.</i> — Sentence du tribunal arbitral constitué en vertu de la convention de Washington du 24 janvier 1903 au sujet du règlement des frontières de l'Alaska.....	903
—	22. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Négociations avec baron Rosen).....	865
—	29. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Négociations avec le baron Rosen).....	866
—	30. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Amendements définitifs du Japon aux contre-propositions russes). 866	
Novembre...	1. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Instructions en vue d'exposer au comte Lamsdorff les vues du Gouvernement japonais en ce qui concerne les amendements définitifs).....	868
—	3. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au baron Komura (Résumé de la conversation avec le gérant du Ministère des Affaires étrangères de Russie).....	870
—	13. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au baron Komura (Résumé de la conversation avec le comte Lamsdorff concernant les amendements définitifs du Japon).....	871
—	21. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Demander le prompt envoi d'instructions au baron Rosen en vue des négociations ultérieures).....	873
—	23. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au baron Komura (Résumé d'un entretien avec le comte Lamsdorff au sujet du retard apporté dans les négociations).....	873
—	27. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au baron Komura (Le comte Lamsdorff n'a pas eu d'audience avec l'Empereur à cause de la maladie de l'Impératrice).....	876
—	28. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Questionner le comte Lamsdorff si des instructions ont été envoyées au baron Rosen).....	875
Décembre....	1. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Attirer l'attention du Gouvernement russe sur l'urgence qu'il y a d'arriver à une prompt solution des questions pendantes). 876	
—	2. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au baron Komura (Le Gouvernement russe communique avec l'Amiral Alexieff).....	877
—	4. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au baron Komura (Le comte Lamsdorff déclare qu'il exposera à S. M. l'Empereur l'urgence de l'affaire; promet de faire connaître rapidement les résultats de l'audience).....	877
—	9. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au baron Komura (Le comte Lamsdorff l'informe que des instructions ont été envoyées à l'amiral Alexieff et au baron Rosen de continuer les négociations sur la base des contre-propositions de l'amiral Alexieff).....	878
—	11. <i>Grande-Bretagne, Congo.</i> — M. Casement au Marquis de Lansdowne (Rapport sur l'Etat Indépendant du Congo)....	1008
—	12. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Le baron Rosen communique les contre-propositions russes amendées) 879	
—	21. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Instructions à M. Kurino de présenter une note verbale au Gouvernement russe à l'effet d'obtenir la modification des contre-propositions russes).....	880
—	23. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au baron Komura (Présentation de la note verbale mentionnée dans la dépêche du 21 décembre).....	883
—	24. <i>Panama (République de).</i> — Décret concernant les droits d'exportation.....	911
—	31. <i>Autriche-Hongrie, Italie.</i> — Déclaration prorogeant le traité de commerce et de navigation conclu le 6 décembre 1891. 805	

1904

Janvier	1. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au baron Komura (Entrevue avec le comte Lamsdorff; M. Kurino lui demande quelle suite a été donnée à la note verbale présentée le 23 décembre)	883
—	7. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Réponse présentée par le baron Rosen)	884
—	13. <i>Japon, Russie.</i> — Le Baron Komura à M. Kurino (Instructions à l'effet de transmettre au comte Lamsdorff une note verbale confirmant les observations faites au Baron Rosen au sujet de la réponse russe)	885
—	23. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Instructions à l'effet de sonder le comte Lamsdorff sur la réponse de la Russie à la dernière note verbale du Japon)	888
—	25. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au baron Komura (Résumé de l'entrevue de M. Kurino avec le comte Lamsdorff en référence aux instructions du 23 janvier)	888
—	26. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Instructions à l'effet d'obtenir une entrevue avec le comte Lamsdorff et hâter la réponse du Gouvernement russe à la dernière note verbale du Japon)	889
—	26. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au baron Komura (Réponse du comte Lamsdorff. Question du ministre russe sur le débarquement reporté de forces japonaises en Corée)	889
—	28. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Démentir le prétendu débarquement de forces japonaises en Corée. Demander ce qu'il en est de la concentration des troupes russes sur la frontière coréenne. S'informer de la date et de la nature de la réponse de la Russie)	890
—	28. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au baron Komura (Résultat de l'entrevue avec le comte Lamsdorff, en référence aux instructions du baron Komura en date du même jour)	891
—	30. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Demander la date exacte de la réponse de la Russie)	892
Février	1. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au Baron Komura (Réponse du comte Lamsdorff: impossibilité d'assigner une date exacte à la réponse de la Russie)	893
—	5. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Instructions à l'effet de présenter au comte Lamsdorff une note verbale déclarant que le Gouvernement japonais a décidé de rompre les négociations et de recourir à des mesures indépendantes en vue de la défense de ses intérêts)	894
—	5. <i>Japon, Russie.</i> — Le baron Komura à M. Kurino (Instructions à l'effet d'informer le Gouvernement russe de la rupture des relations diplomatiques et du départ de la Légation japonaise de Saint-Petersbourg)	896
—	5. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au baron Komura (Résumé de la réponse russe télégraphiée à l'amiral Alexieff)	897
—	5. <i>Japon.</i> — Ordonnance du Ministère des voies et communications concernant les restrictions auxquelles seront soumis les télégrammes	917
—	6. <i>Japon, Russie.</i> — M. Kurino au baron Kumora (Présentation des notes mentionnées dans les dépêches du 5 janvier)	898
—	9. <i>Japon.</i> — Ordonnance concernant les bateaux de commerce russes surpris par la guerre dans les ports et rades du Japon	918
—	10. <i>Japon.</i> — Instructions du Ministre de la Marine définissant la contrebande de guerre	926
—	10. <i>Japon.</i> — Instructions du Ministère de l'Intérieur concernant la résidence des russes au Japon	916
—	13. <i>Chine.</i> — Décret Impérial concernant la neutralité de la Chine	922
—	19. <i>Japon.</i> — Règlement relatif au traitement des prisonniers de guerre	918
—	21. <i>Japon.</i> — Ordonnance impériale concernant le bureau des renseignements sur les prisonniers de guerre	921

		Pages
Février.....	27. <i>Japon</i> . — Ordonnance concernant l'entretien des prisonniers de guerre.....	921
—	29. <i>Espagne, Portugal</i> . — Pêcheries dans le fleuve Miño. Réglementation.....	912
Mars.....	1. <i>Japon</i> . — Réglementation des Tribunaux des prises maritimes.....	927
—	2. <i>Belgique, France</i> . — Déclaration prorogeant la convention télégraphique conclue le 27 février 1891.....	816
—	3. <i>Japon</i> . — Règlements relatifs aux mandats de poste des prisonniers de guerre.....	920
—	3. <i>Japon</i> . — Règlement relatif à la poste en ce qui concerne les prisonniers de guerre.....	920
—	11. <i>France, Saint-Siège</i> . — Mgr Lorenzelli à l'évêque de Dijon (Ordre d'avoir à suspendre les ordinations dans son diocèse).....	953
—	26. <i>Belgique, France, Pays-Bas</i> . — Prorogation de la Convention télégraphique du 27 décembre 1890.....	816
—	31. <i>Belgique, Pays-Bas, Luxembourg</i> . — Prorogation de la Convention télégraphique au sujet des correspondances télégraphiques échangées par la voie belge entre les Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg.....	817
Avril.....	8. <i>Russie, Finlande</i> . — Naturalisation des étrangers dans les limites du Grand-Duché.....	916
—	8. <i>France, Grande-Bretagne</i> . — Le Marquis de Lansdowne à M. Cambon. (Conventions franco-anglaises: Nomination d'un consul anglais à Saint-Pierre et d'un consul français à Saint-Jean de Terre-Neuve).....	898
—	— M. Cambon au Marquis de Lansdowne (Idem).....	900
—	— Le Marquis de Lansdowne à M. Cambon (Conventions franco-anglaises: achat de la boîte sur la côte de Terre-Neuve).....	901
—	— Le Marquis de Lansdowne à M. Cambon (Conventions franco-anglaises: assurances supplémentaires concernant l'Égypte et le Maroc).....	901
—	— M. Cambon au Marquis de Lansdowne (Idem).....	902
—	25. <i>Belgique, Russie</i> . — Avis de la Direction générale des Postes de Russie concernant les transferts d'argent.....	915
—	28. <i>Allemagne, Belgique</i> . — Prorogation de la convention télégraphique du 15 septembre 1890.....	818
Mai.....	17. <i>France, Saint-Siège</i> . — Le cardinal Vannutelli à l'évêque de Laval (Invitation à résigner ses fonctions).....	950
—	25. <i>France, Saint-Siège</i> . — M. Combes à M. Delcassé (Aff. de Mgr Geay, évêque de Laval).....	949
—	28. <i>France, Saint-Siège</i> . — M. Delcassé à M. de Courcel (Instructions en vue de la remise au cardinal Vannutelli d'une note approuvée par le Conseil des Ministres).....	950
Juin.....	3. <i>France, Saint-Siège</i> . — M. de Courcel à M. Delcassé (Remise de la note mentionnée dans la dépêche du 28 mai) ..	951
—	10/11. <i>Italie, Montenegro</i> . — Accord portant prorogation de la convention commerciale provisoire du 22 décembre 1903.....	819
—	18. <i>Congo (Etat Indépendant du)</i> . — Rapport du Gouverneur général au Secrétaire d'Etat.....	1142
—	20. <i>France, Saint-Siège</i> . — M. Combes à M. Delcassé (Attitude du Saint-Siège à l'égard de Mgr Le Nordez, évêque de Dijon).....	952
—	29. <i>Chine</i> . — Adhésion à la convention de Genève du 22 août 1864 (Croix-rouge).....	946
—	29. <i>France</i> . — Loi approuvant: 1° Le règlement et les tarifs arrêtés par la conférence télégraphique internationale de Londres, le 10 juillet 1903; 2° diverses taxes internationales.....	1019
Juillet.....	2. <i>France, Saint-Siège</i> . — M. Delcassé à M. de Courcel (Transmet lettre de M. Combes au Ministre des Affaires étrangères en date du 20 juin, et note à remettre au Cardinal Secrétaire d'Etat).....	952
—	2. <i>France, Saint-Siège</i> . — Le cardinal Secrétaire d'Etat à Mgr Geay, évêque de Laval (Invitation de se rendre dans la quinzaine à Rome, sous peine de la suspension: <i>latae sententiae ab exercitio ordinis et jurisdictionis</i>).....	956

		Pages
Juillet.....	9. <i>France, Saint-Siège.</i> — Le cardinal Merry del Val à Mgr Le Nordez, évêque de Dijon (Ordre de se rendre à Rome sous peine de suspension <i>latae sententiæ ab exercitio ordinis et jurisdictionis</i>)	955
—	10. <i>France, Saint-Siège.</i> — Le cardinal Merry del Val à Mgr Geay, évêque de Laval (Ordre de se rendre à Rome pour le 20 juillet, sous peine de suspension <i>latae sententiæ ab exercitio ordinis et jurisdictionis</i>)	954
—	13. <i>France, Saint-Siège.</i> — M. Combes à M. Delcassé (Transmet lettre du cardinal Secrétaire d'Etat à Mgr Geay, évêque de Laval en date du 2 juillet)	956
—	15. <i>France, Saint-Siège.</i> — M. de Courcel à M. Delcassé (Remise de la note relative à l'évêque de Dijon) ..	957
—	18. <i>France, Saint-Siège.</i> — M. Delcassé à M. de Courcel (Transmet lettres de Mgr Merry del Val à l'évêque de Laval, en date des 9 et 20 juillet. Instructions à l'effet d'adresser au Saint-Siège deux notes contenant des protestations formelles)	957
—	23. <i>France, Saint-Siège.</i> — M. de Courcel à M. Delcassé (Transmission à Mgr Merry del Val des notes contenant les protestations de la France)	959
—	23. <i>Congo (Etat Indépendant du).</i> — Décret instituant une commission d'enquête	1140
—	26. <i>France, Saint-Siège.</i> — M. Merry del Val à M. de Courcel (Réponse à la note du 18 juillet relative à l'évêque de Dijon..	960
—	Réponse à la note du 18 juillet, relative à l'évêque de Laval)	965
—	27. <i>France, Saint-Siège.</i> — M. de Courcel à M. Delcassé (Transmet réponse du Saint-Siège aux deux notes remises le 18 juillet)	960
—	29. <i>France, Saint-Siège.</i> — M. Delcassé à M. de Courcel (Instructions à l'effet de notifier au Saint-Siège la rupture des relations diplomatiques	970
—	30. <i>France, Saint-Siège.</i> — M. de Courcel à M. Delcassé (Remise de la note du 29 juillet)	971
Août.....	1. <i>Suède.</i> — Adhésion à la convention pour la protection des œuvres littéraires et artistiques	948

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

REVUE DE
DE DROIT INTERNATIONAL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

1904

Publié par M. Georges FACHS

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

1904

Imprimé par la Librairie de la Revue de la Revue

Revue de la Revue de la Revue de la Revue

PARIS

20, rue de Valenciennes (P. 100-101)

Paris - 1904

CHATEAUROUX. — TYP. ET LITH. LANGLOIS

1804

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL

DE DROIT INTERNATIONAL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

FONDÉ EN 1864

Publié par **M. Georges FARDIS**

AVEC LE CONCOURS ET LA COLLABORATION DE MM.

Louis RENAULT

Membre de l'Institut, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

ALLART, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.
AUTRAN, Avocat, Directeur de la *Revue Internationale du Droit maritime*.
L. BEAUCHET, Professeur à la Faculté de Droit de Nancy.
E. BOURGEOIS, Professeur à l'Ecole Normale Supérieure et à l'Ecole libre des Sciences Politiques.
T. CANONICO, Premier Président à la Cour de Cassation de Florence, Sénateur (Italie).
A. CHRÉTIEN, Professeur à la Faculté de Droit de Nancy.
F. DAGUIN, Avocat à la Cour de Paris, Secrétaire général de la Société de Législation comparée.
Ch. DUPUIS, Professeur à l'Ecole libre des Sciences politiques.
P. FIORE, Professeur à l'Université de Naples.
FROMAGEOT, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.
E. GLASSON, Membre de l'Institut, Doyen de la Faculté de Droit de Paris.
GOVARE, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

LAVISSE, Membre de l'Académie Française.

J. LEFORT, Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, Directeur de la *Revue générale du Droit*.

F. DE MARTENS, Membre de l'Institut, Conseiller privé, Membre permanent du Conseil du Ministère des Affaires étrangères de Russie.

H. MICHEL, Professeur à la Sorbonne.

A. MÉRIGNHAC, Professeur à la Faculté de Droit de Toulouse.

ROUARD de CARD, Professeur à la Faculté de Droit de Toulouse.

A. SOREL, de l'Académie Française, Professeur à l'Ecole libre des Sciences politiques.

E. THALLER, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, Directeur des *Annales de droit commercial français, étranger et international*.

J. VALÉRY, Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier.

WEISS, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Et de nombreux Jurisconsultes, Diplomates, Historiens et Hommes d'État français et étrangers.

Secrétaire de la Rédaction : **Georges VERLEY**

Docteur en droit. Avocat à la Cour de Paris

PARIS

20, rue de Tournon (Tél. 805-63)

Tous droits réservés.

